

ALGÉRIE, UN « CRIME D'ÉTAT »
DANS LES SECRETS DU FLN

STEPHEN KING
DOUZE NOUVELLES AU NOIR

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES

VENDREDI 21 MARS 2025 • 81^e ANNÉE • N°24951 • 3,80 € • FRANCE MÉTROPOLITAINE • WWW.LEMONDE.FR

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY • DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO



Comment l'Europe entend se réarmer en cinq ans

► Les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept devaient à nouveau échanger sur la défense européenne, jeudi 20 mars, à Bruxelles

► Mercredi, la Commission a dévoilé une note d'intention intitulée « Etre prêt en 2030 », qui détaille les menaces et les moyens pour y répondre

► Bruxelles se propose de faciliter le financement de l'effort de défense par les Etats et de favoriser la réorganisation d'un marché européen fragmenté

► Lors d'un entretien téléphonique, mercredi, Donald Trump et Volodymyr Zelensky se sont accordés sur le principe d'un cessez-le-feu partiel

► La Maison Blanche a infléchi sa position sur les armes et les enfants enlevés, et exprimé des vues sur les actifs énergétiques

PAGES 3 ET 4, ET CHRONIQUE PAGE 27

Economie Etats-Unis : la Fed anticipe un ralentissement

Les turbulences du début de mandat de Trump amènent la Réserve fédérale à revoir ses prévisions

P. 5, 14 ET TRIBUNE P. 24

Politique Port du voile dans le sport : vers une interdiction légale

Sous la pression des ministres de l'intérieur et de la justice, l'exécutif soutient un texte sénatorial

PAGE 8

Gaza L'armée israélienne s'engage au sol

Après la reprise des bombardements, mardi, Israël a réinvesti en partie le corridor de Netzarim

PAGE 6 ET ANALYSE PAGE 26

EXPANSION DE L'UNIVERS UNE NOUVELLE CARTE DES GALAXIES BOUSCULE LES THÉORIES

Une collaboration internationale de 900 chercheurs constate que la dynamique de l'Univers n'est pas conforme aux prédictions

PAGE 7

La plus grande carte, à ce jour, de l'Univers, diffusée le 19 mars, où chaque point est une galaxie.

COLLABORATION DESI ET KPNO/NOIRLAB/NF/AURA/R. PROCTOR

Retraites La CGT se retire de la négociation

L'INCERTITUDE sur l'issue des discussions entre partenaires sociaux sur les retraites est montée d'un cran, mercredi 19 mars, avec l'annonce de la défection de la CGT, qui s'ajoute à celles de Force ouvrière et de l'Union des entreprises de proximité. Pour la secrétaire générale de la confédération, Sophie Binet, François Bayrou a « trahi sa parole » en fermant la porte, dimanche, à une baisse de l'âge légal de départ. Les cinq organisations restantes devaient se retrouver, jeudi, pour échanger sur la suite de ce « conclave ».

PAGES 8-9

ÉDITORIAL LUTTER CONTRE LE NARCOTRAFIC, UN ENJEU VITAL POUR L'ÉTAT DE DROIT

PAGE 27

Russie
Après la fin des aides américaines, l'inquiétude des médias en exil

PAGES 2-3

Tribunes
La conquête coloniale de l'Algérie au regard des historiens

PAGE 25

Covid-19 La pandémie a transformé nos habitudes de consommation

Cinq ans après, la montée en puissance de la vente en ligne s'est confirmée. Dans le tourisme, les activités associées au plein air demeurent appréciées

PAGES 16-17

Etats-Unis Huntington Beach, laboratoire des MAGA

Capitale du surf, cette cité balnéaire de Californie vit sous tension depuis l'élection d'un conseil municipal 100 % républicain

PAGE 18



Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](#)

Le Monde

L'inquiétude des journalistes russes en exil

Critiques à l'égard du Kremlin, les médias russes basés à l'étranger redoutent les conséquences de l'arrêt des aides américaines

VIENNE - envoyé spécial

De Washington, Tikhon Dziadko est revenu abasourdi. Cette figure de la presse russe anti-Kremlin exilée en Europe a rencontré une dizaine de personnalités américaines, peu après le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. «*Ils m'ont demandé des conseils... pour protéger leur démocratie! Question surprenante venant d'un pays démocratique depuis plus de deux cents ans. Russe, je viens d'un pays qui en a connu si peu*», raconte le rédacteur en chef de Dojd, chaîne de télévision indépendante fondée en 2010.

Tikhon Dziadko sait de quoi il parle: pendant plus d'une décennie, il a bataillé, à Moscou, contre une répression de plus en plus étouffante. Après l'invasion de l'Ukraine, en février 2022, il a dû fermer ses bureaux. Réfugié à Amsterdam, il continue de diffuser en ligne et estime son audience à 25 millions de personnes, dont 15 millions en Russie. «*Mon conseil aux Américains? Restez vigilants: une première entrave aux libertés en annonce d'autres*», insiste cet homme de 37 ans, dont vingt-cinq passés sous le régime de Vladimir Poutine.

Du 7 au 9 mars, Tikhon Dziadko comptait parmi les quelque 100 journalistes réunis à Vienne pour la conférence annuelle de Redkollegia, communauté informelle de médias russes indépendants. «*Notre principal problème est celui des financements*», confie-t-il, alors que tous ses collègues redoutent les conséquences de la décision prise par le président Donald Trump de mettre fin aux aides financières à l'étranger.

«*Cela crée un énorme trou dans notre budget*», s'alarme Roman Dobrokhotov, fondateur du site d'investigation *The Insider*. Il devait recevoir prochainement une aide de 400 000 dollars (367 000 euros). «*Annulé! C'était 30 % de nos revenus prévisionnels*», s'inquiète M. Dobrokhotov, en quête de dons pour payer son équipe de 70 journalistes et 2 informaticiens.

Comme les autres médias en exil, *The Insider* fonctionne en ligne: site Internet, canal YouTube, chaînes sur la messagerie Telegram. Les autorités russes les ont interdits. Mais l'accès reste possible grâce à des VPN (Virtual Private Network), des «réseaux pri-

vés virtuels» utilisés pour contourner la censure en se connectant par le biais d'autres pays).

Ce système rend impossible tout calcul de l'audience réelle de ces médias en Russie, estimée se situer entre 10 et 35 millions de personnes: des lecteurs aux Pays-Bas ou à Singapour sont, en fait, dans leur cuisine à Moscou ou au fond de leur datcha dans l'Oural. «*A l'intérieur de la Russie, il y a une forte demande pour une information alternative à celle de la propagande*, insiste M. Dobrokhotov. Nous avons 8 millions de lecteurs réguliers, les trois quarts en Russie. Malgré les risques, ils nous lisent et font des dons. En retour, tous nos contenus sont gratuits. Principe fondamental pour nous.»

«SPIRALE NÉGATIVE»

La censure se fait ingénueuse, avec toujours plus de moyens détournés par les autorités russes pour bloquer les accès. Celles-ci ont par exemple commencé à réduire le débit des internautes quand ils regardent une vidéo sur YouTube. Ce ralentissement a provoqué des baisses d'audience. Mais les médias sont tout aussi créatifs. Pour contourner le blocage des VPN, certains recourent à des «miroirs», copies exactes de sites Internet existants, accessibles sans équipement particulier.

Au cours des dix-huit derniers mois, Reporters sans frontières a ainsi installé 12 000 miroirs du site de Meduza, l'un des médias exilés les plus populaires (entre 10 et 15 millions de lecteurs, dont plus de la moitié en Russie même). «*Concrètement, ce sont 22 miroirs par jour en moyenne: cela permet à Meduza de rester en permanence accessible en Russie*», explique Antoine Bernard, l'un des directeurs de Reporters sans frontières, qui propose aussi l'accès gratuit à un bouquet de satellites. Ces solutions de contournement fonctionnent. Il est urgent de soutenir les médias russes indépendants, vrai antidote à la désinformation.»

Meduza, qui a perdu 10 % de ses revenus avec la fin des financements américains, est un bon exemple d'adaptation. Pour chercher de nouveaux donateurs et continuer à rémunérer ses 37 journalistes, auxquels s'ajoutent 20 salariés chargés de la technique, il s'est mis à recourir au crowdfunding et à l'édition de livres. La version en anglais a per-

dué, Olga Proskournina, 50 ans, l'une des bénévoles qui, depuis l'Europe, aident et accompagnent des journalistes en herbe. Dès l'école primaire, elle avait fait ses premiers pas dans le métier pendant la perestroïka, à la fin des années 1980. «*J'étais fascinée par la liberté des mots. Nous voulions changer le monde en mieux...*»

Exilée depuis le début de la guerre en Ukraine, elle vit désormais à Paris et travaille pour *Republic*, l'un des médias russes indépendants les plus respectés. Publant des articles écrits par

des experts, ce site est classé «agent de l'étranger» en Russie et risque de tomber dans la liste des «organisations indésirables»: ses lecteurs, qui financent le site par leurs abonnements, pourraient alors être poursuivis pénalement.

Tâche périlleuse

Avant tout, Olga Proskournina veut penser à l'avenir. Entre deux relectures d'articles pour *Republic*, elle passe son temps en visio avec une douzaine d'apprentis journalistes. Pour des raisons de sécurité, aucun détail ne peut être publié sur cette formation à distance organisée par le biais des messageries Zoom et Signal, avec des pseudonymes. «*Pour eux, ce métier est beaucoup plus dangereux aujourd'hui que pour nous sous la perestroïka. On leur enseigne les bases*

du métier en leur apprenant à minimiser les risques.»

La plupart ont entre 18 et 25 ans; la moitié vit à Moscou et Saint-Pétersbourg, l'autre en région, depuis les rives de la Volga jusqu'à la ville polaire d'Arkhangelsk. Le journalisme ne sera pas leur métier principal, plutôt une activité en plus d'un emploi officiel. Dans une Russie où tout citoyen critique du Kremlin vit entre soutien apparent au régime et opposition intégrale, «*cela leur permet de se réaliser et d'être en accord avec eux-mêmes*», explique Olga Proskournina.

Pour ces futurs journalistes, la tâche sera périlleuse. Reporters sans frontières classe la Russie au 162^e rang, sur 180, de son baromètre sur la liberté de la presse, avec 41 journalistes détenus (dont 18 Ukrainiens). Dans le pays, les arrestations se multiplient. Le 28 jan-

vier, Vladimir Efimov, 70 ans, fondateur en 1991 de la première société de télévision indépendante en URSS, a été condamné à deux ans de prison: responsable local du parti libéral l'opposition à Karabashka, dans l'Extrême-Orient russe, il était poursuivi pour «discrédit» de l'armée. Le 25 février, la critique de cinéma Ekaterina Barabash a été arrêtée pour «fausses informations» militaires: placée en résidence surveillée dans l'attente d'un procès, elle risque dix ans de prison.

A Moscou, le procès d'Antonina Favorskaya touche à sa fin: poursuivie pour extrémisme, accusée d'avoir collaboré avec le mouvement d'opposition d'Alexei Navalny, elle encourt jusqu'à six ans de prison. Elle travaille pour *Sota Vision*, site spécialisé dans la couverture... des procès politiques. ■

BENJAMIN QUÉNELLE



«LA CENSURE INFORMATIONNELLE DE POUTINE ET LES BLOCAGES TECHNIQUES DES BIG TECH SONT LES DEUX PRINCIPALES MENACES SUR NOTRE SURVIE»

DMITRI TRESHCHANINE
rédacteur en chef adjoint de *Mediazona*»

mis de recevoir des fonds européens. «*Mais nous sommes face à une spirale négative: faute d'argent, nous devrons licencier les journalistes qu'on a pourtant aidés à s'exiler; s'ils quittent la profession, cela sera difficile de retrouver plus tard ces compétences*, redoute Galina Timchenko, la fondatrice de Meduza. Il faut continuer car, pour le moment, le Kremlin n'a pas encore criminalisé la lecture de médias libres...»

Au moins 1 500 journalistes russes, travaillant pour près de 70 médias, se sont ainsi exilés pour fuir la propagande et la répression. «*La censure est de moins en moins transparente. On ne sait pas forcément quand un site est bloqué*», rappelle Jerzy Pomianowski, directeur du Fonds européen pour la démocratie, créé par l'Union européenne pour soutenir les initiatives de la société civile dans les pays voisins. Au congrès de Vienne, les journalistes russes l'ont assailli de demandes de financement. En moyenne, ils dépendaient des Etats-Unis pour un quart de leur budget — moins qu'en Ukraine ou en Biélorussie, où c'est 50 % ou plus. «*Après la décision choc de M. Trump, tous ces journalistes sont en pleine incertitude. Nous aiderons comme nous pourrons. Ces médias libres*

nous permettent de savoir ce qui se passe en Russie», assure M. Pomianowski.

Autre source de financement: les oligarques en exil. «*Le risque, ce n'est pas nous qui le prenons, ce sont tous ces journalistes courageux, témoigne, à Vienne, Boris Zimin, longtemps soutien du mouvement de l'opposant Alexei Navalny (1976-2024), aujourd'hui sponsor de la presse exilée. Grâce aux nouvelles technologies, ils ont plus d'influence en Russie que Radio Free Europe, la voix des Etats-Unis à l'étranger, au temps de l'URSS.*»

PRESSION PERMANENTE

Mais pour ces journalistes indépendants, au professionnalisme reconnu, la quête de financements est d'autant plus problématique que, contrairement aux médias nés dans les chaotiques années 1990 après la chute du communisme, ils ne veulent pas dépendre d'oligarques, aussi généreux que manipulateurs. «*L'argent est le sang qui permet d'avoir un business plan, une vision à long terme. Nous sommes tout petits dans les jeux géopolitiques en cours, nous pourrions finir par être les premiers à être sacrifiés*», craint Elizaveta Osetinskaya, directrice de *The Bell*, site spécialisé sur l'économie.

Comme d'autres, elle redoute que, dans le cadre d'un rapprochement entre Moscou et Washington, Vladimir Poutine demande à Donald Trump d'exiger des Big Tech américains de couper tous leurs services en Russie. Apple a déjà bloqué des podcasts. D'autres limitations pourraient suivre. «*La censure informationnelle de Poutine et les blocages techniques des Big Tech au service de Trump sont les deux principales menaces sur notre survie*», résume Dmitri Treshchanine, rédacteur en chef adjoint de *Mediazona*, un site qui, pour le troisième anniversaire de l'invasion de l'Ukraine, a publié une infographie inédite sur le nombre de morts dans les troupes russes.

Fier de son indépendance, *The Bell* est l'un des rares médias en exil à désormais monétiser une partie des contenus: quelque 3 000 abonnés paient l'accès à sa newsletter complète. Une goutte d'eau: c'est un peu plus de 3 % du total des lecteurs. Pour *Mediazona*, 2 700 personnes font des dons réguliers, loin des 4,5 millions de lecteurs de son funeste bilan de la guerre. Dès que ces deux médias ont été qualifiés d'*«agents de l'étranger»* par la justice russe, les annon-

«Journaliste, c'est plus dangereux aujourd'hui que sous la perestroïka»

CHAQUE SEMAINE, par visio sécurisée, des journalistes russes en exil forment des apprentis reporters dans leur pays d'origine. «*Incroyable! Dans le pays de Poutine, des jeunes veulent encore travailler pour une information juste et honnête, malgré les risques et l'absence de débouchés*», se réjouit Olga Proskournina, 50 ans, l'une des bénévoles qui, depuis l'Europe, aident et accompagnent des journalistes en herbe. Dès l'école primaire, elle avait fait ses premiers pas dans le métier pendant la perestroïka, à la fin des années 1980. «*J'étais fascinée par la liberté des mots. Nous voulions changer le monde en mieux...*»

Exilée depuis le début de la guerre en Ukraine, elle vit désormais à Paris et travaille pour *Republic*, l'un des médias russes indépendants les plus respectés. Publant des articles écrits par



Un texte du média russe «Meduza» projeté dans le centre de Berlin, le 16 janvier.
En français :
«La Russie nous a bannis. Elle nous a contraints à l'exil. Elle a coupé nos revenus. Elle nous a arrêtés et empoisonnés. (Nous faisons sûrement quelque chose de bien.)»

CHRISTOPH SOEDER/PICTURE-ALLIANCE/DPA/AP

ceurs, même hors du pays, ont été obligés d'arrêter toute publicité.

Le risque est désormais de tomber dans la liste des «organisations indésirables», comme le sont déjà Dojd TV et Meduza. «Ce seraient un coup dur», reconnaissent Elizaveta Osetinskaya et Dmitri Treshchanine, respectivement installés à Paris et à Prague. Toute personne liée à une «organisation indésirable» est en effet passible de poursuites judiciaires, avec potentiellement de lourdes peines de prison à la clé. Mais tous deux, inquiets pour leurs journalistes et leurs contacts restés en Russie, l'affirment: cette menace ne veut pas dire qu'ils s'autocensurent pour éviter de tomber dans cette liste.

De nombreuses menaces pèsent sur ces journalistes, même en exil. «Après les dernières prises de position des dirigeants européens contre Moscou, cela peut devenir plus dangereux pour eux», prévient Andreï Soldatov, journaliste d'investigation russe qui, à Moscou et désormais à Londres, analyse les activités des services de sécurité russes. «La fin des financements américains crée un nouveau danger: les médias anti-Kremlin multiplient les contacts en quête d'argent. De plus en plus agressifs contre les transfuges, les agents russes veillent: qui se lie à qui.» Roman Dobrohotov qui, à la tête de *The Insider*, a mené des enquêtes sur les services secrets russes en Europe, s'est ainsi retrouvé leur cible dans une tentative de kidnapping.

Ce type de menace s'ajoute aux divers problèmes que rencontrent les journalistes russes basés à l'étranger: incertitude sur la prolongation du permis de séjour dans le pays d'accueil, non-renouvellement du passeport russe, impossibilité de vendre un appartement ou un autre actif en Russie, difficulté de transférer de l'argent.

«La vie en Europe coûte plus cher qu'en Russie. Malgré les beaux discours des dirigeants politiques, les journalistes en exil touchent peu d'aides mais affrontent de nombreuses difficultés administratives, témoigne Galina Arapova, avocate spécialisée dans la défense des journalistes, elle-même contrainte à l'exil. Les poursuites judiciaires en Russie sont une épée de Damoclès: menace d'extradition si elles visitent un pays tiers, perquisition au domicile de leurs parents laissés en Russie. La pression est permanente...» Mais, rebelles et résistants, très peu abandonnent. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Aux Etats-Unis, les médias publics internationaux privés de financement

Les salariés de Voice of America ont été mis en congé forcé après un décret de Trump

Un «énorme cadeau aux ennemis de l'Amérique». Le président de Radio Free Europe/Radio Liberty, Stephen Capus, n'a pas caché sa colère après la signature, vendredi 14 mars, d'un décret signé par Donald Trump classant l'Agence des Etats-Unis pour les médias publics américains diffusant à l'international (USAGM) parmi les «activités inutiles de la bureaucratie». Cette décision - prise dans le cadre de coupes budgétaires massives concernant également d'autres agences (notamment le Centre international Woodrow Wilson pour les universitaires ou l'Institut des services des musées et des bibliothèques) - entraîne le gel des budgets du média Voice of America (VOA).

Plusieurs radios émettant à l'international - Radio Free Europe, Radio Free Asia et Middle East Broadcasting Networks - ainsi que le site de l'Open Technology Fund, une organisation qui promeut les technologies permettant la liberté d'expression sur Internet, ont aussi vu leur financement supprimé.

Fondé en 1942, pendant la seconde guerre mondiale, VOA avait au départ pour objectif de lutter contre la propagande nazie. Le média, financé par le Congrès américain, fut ensuite un outil d'influence pendant la guerre froide face à l'URSS, tout comme sa cousine, Radio Free Europe - au départ subventionnée par la CIA.

Additionnés, les différents médias de l'USAGM revendiquent toucher chaque semaine 420 millions de personnes, dans 100 pays et 63 langues. «Pendant plus de quatre-vingts ans, Voice of America a été un bien d'une valeur inestimable pour les Etats-Unis, jouant un rôle essentiel dans la lutte contre le communisme, le fascisme et l'oppression, (...) en fournissant des informations objectives et équilibrées», a fait valoir son directeur, Michael Abramowitz, dimanche.

Méthode «brutale»

Une position que ne partage plus Kari Lake, la conseillère spéciale au sein de l'USAGM. «Le gaspillage, la fraude et les abus sont monnaie courante dans cette agence et les contribuables américains ne devraient pas avoir à payer pour cela», a justifié l'ex-présentatrice, nommée par Donald Trump en décembre 2024. «Les contribuables ne seront plus tenus de payer pour la propagande radicale», a ajouté la Maison Blanche dans un communiqué, pointant «des biais de gauche» de l'agence. Le 9 février, Elon Musk, à la tête du département de l'efficacité gouvernementale, avait déjà appelé à la fermeture de VOA et de Radio Free Europe/Radio Liberty. «C'est juste des gauchistes fous qui se parlent entre eux tout en sifflant un milliard de dollars aux contribuables», avait-il accusé sur son réseau social Weibo.

S'il y a peu de chance que le démantèlement de l'agence USAGM mène à la suppression des médias qu'elle édite, Kari Lake a néanmoins assuré que VOA serait réduit «au minimum», lundi, sur la chaîne ultra-conservatrice Newsmax. «Cela va ressembler à un régime Ozempic [un antidiabétique détourné pour perdre du poids]», a-t-elle insisté au micro de l'idéologue d'extrême droite Steve Bannon, le lendemain.

Si les salariés se font peu d'illusions sur le rôle que pourrait jouer le Congrès pour sauver leur agence, ils espèrent que la justice fédérale leur donnera raison. Plusieurs comptent contester ce qu'ils estiment être une «rupture abusive» de leur contrat. ■

en raison de son refus d'appeler le golfe du Mexique «golfe d'Amérique». La suspension de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international, puis son démantèlement, a également mis en difficulté de nombreux médias indépendants dans le monde.

Réduire «au minimum»

Durant le week-end des 15-16 mars, les salariés à plein temps du média VOA et de la radio et télévision Marti ont appris par un courriel qu'ils étaient mis en congé administratif forcé, quand les contractuels se voyaient notifier leur licenciement à la fin du mois. Les badges des salariés ont été désactivés, tout comme l'accès à leur messagerie. Conséquences: aucun nouvel article n'a été publié depuis samedi midi sur le site Web du média, de la musique a remplacé les programmes radio et la télévision ne diffuse plus de journaux. «C'est un rempart contre la désinformation et les manipulations qui va disparaître», déplore un journaliste de VOA souhaitant conserver son anonymat. «Cette disparition est d'autant plus inquiétante que ces médias apportaient jusqu'ici de l'information dans des pays où la censure est très présente», pointe Jodie Ginsberg.

Estimant qu'elle «marque une rupture avec le rôle historique des Etats-Unis en tant que défenseurs de l'accès à l'information libre», Reporters sans frontières a condamné la décision. Dans un communiqué commun publié lundi, France Médias Monde et Deutsche Welle, équivalents français et allemand de l'USAGM, ont fait de même, à l'heure où «la production d'une information pluraliste et multilingue n'a jamais été aussi nécessaire» dans un contexte d'intense polarisation.

La sécurité de plusieurs journalistes de l'USAGM détenus à l'étranger inquiète. Quatre employés de Radio Free Asia sont emprisonnés au Vietnam et un en Birmanie, selon les informations du *Monde*. «Tous les journalistes avec lesquels nous collaborons risquent d'être pris pour cibles désormais, étant donné que nous n'allons plus pouvoir les protéger», s'étrangle une salariée de Radio Free Asia.

«Voice of America est paralysée! Il en va de même pour Radio Free Asia, qui est tout aussi malveillante à l'égard de la Chine. Quelle satisfaction!», s'est déjà réjoui Hu Xijin, ancien rédacteur en chef du très nationaliste *Global Times* sur le réseau social Weibo.

S'il y a peu de chance que le démantèlement de l'agence USAGM mène à la suppression des médias qu'elle édite, Kari Lake a néanmoins assuré que VOA serait réduit «au minimum», lundi, sur la chaîne ultra-conservatrice Newsmax. «Cela va ressembler à un régime Ozempic [un antidiabétique détourné pour perdre du poids]», a-t-elle insisté au micro de l'idéologue d'extrême droite Steve Bannon, le lendemain.

Si les salariés se font peu d'illusions sur le rôle que pourrait jouer le Congrès pour sauver leur agence, ils espèrent que la justice fédérale leur donnera raison. Plusieurs comptent contester ce qu'ils estiment être une «rupture abusive» de leur contrat. ■

BRICE LAEMLE

Ukraine: les contours toujours incertains d'un potentiel cessez-le-feu

Donald Trump et Volodymyr Zelensky se sont accordés sur la version restreinte d'une trêve avec la Russie

KIEV, WASHINGTON - correspondants

Un cessez-le-feu limité, aux contours flous, est mieux que rien. Sous la pression américaine, Volodymyr Zelensky avait donné son accord de principe à un arrêt complet des hostilités pendant trente jours. Mais son homologue russe, Vladimir Poutine, a préféré une version restreinte, limitée aux infrastructures énergétiques. Lors d'un entretien téléphonique d'environ une heure, mercredi 19 mars, entre Donald Trump et le président ukrainien, les deux hommes se sont alignés plus ou moins sur cette position du Kremlin, censée encadrer un processus de paix.

Volodymyr Zelensky, qui s'entretenait avec Donald Trump pour la première fois depuis sa visite extrêmement tendue à la Maison Blanche, le 28 février, n'a d'autre choix que de se montrer conciliant, pour ne pas froisser le président américain. Le chef d'Etat du pays en guerre a parlé sur X d'une «conversation positive, très substantielle et franche» : «Nous pensons qu'avec les Etats-Unis, avec le président Trump et sous le leadership américain, une paix durable peut être atteinte cette année.»

Sur son réseau Truth Social, Donald Trump s'est contenté de qualifier la conversation de «très bonne». Mais dans un long communiqué commun, le secrétaire d'Etat Marco Rubio, et le conseiller à la sécurité, Michael Waltz, ont donné davantage de détails. Ils sont en partie surprenants.

Une étrange ambiguïté

Le texte évoque les remerciements de Volodymyr Zelensky au président américain, d'abord pour les liaisons de missiles anti-tank Javelin lors de son premier mandat, puis pour la première séquence bilatérale de travail tenue à Djedda (Arabie saoudite), le 11 mars. Dans les jours qui viennent, les «équipes techniques» des deux pays se retrouveront dans le royaume saoudien pour envisager une extension du cessez-le-feu très partiel accepté par Moscou.

Une étrange ambiguïté flotte sur sa nature. Après l'entretien entre Donald Trump et Vladimir Poutine, le 18 mars, Washington évitait un cessez-le-feu concernant à la fois l'énergie et les «infrastructures», sans précision, tandis que Moscou ne parlait que de la première. Le lendemain, mercredi, la Maison Blanche s'alignait sur cette position restrictive... tandis que M. Zelensky, sur X, en restait à la première version. «L'un des premiers pas en vue d'un arrêt complet de la guerre pourrait être d'arrêter les frappes sur l'énergie et d'autres infrastructures civiles», écrit-il. A Djedda, Américains et Ukrainiens doivent discuter des modalités d'un cessez-le-feu maritime, en mer Noire, étape avant de parvenir à une cessation des hostilités.

Le dirigeant ukrainien a ensuite renouvelé sa demande de moyens de défense antiaérienne supplémentaires, soit «des systèmes de missiles Patriot», pour protéger les civils. «Le président Trump a accepté de travailler avec lui pour vérifier ce qui est disponible particulièrement en Europe», dit le communiqué américain. Le Pentagone dispose bien sûr de ces informations, les batteries Patriot n'étant pas des équipements dont on perd la trace. Mais l'évocation même de ce renfort hypothétique est un message adressé à Moscou: la demande d'arrêt complet de livraisons d'armes occidentales à Kiev n'est pas reprise à son compte par la Maison Blanche, à ce stade. Le Kremlin en avait pourtant fait, avec l'arrêt du partage de renseignements américains au profit de Kiev, une «condition-clé pour empêcher l'escalade». Ces échanges sont eux aussi appellés à se poursuivre, selon Washington.

Autre signal positif pour M. Zelensky: la mention des milliers d'enfants ukrainiens enlevés par la Russie et placés dans des familles, un crime de guerre documenté, révélant un programme étatique. «Trump, dit le communiqué, a promis de travailler étroitement avec les deux parties pour s'assurer que ces enfants seraient ramenés chez eux.» L'équidistance est étrange car il n'y a qu'un seul responsable. Mais l'introduction du sujet dans les paramètres de la négociation est un progrès.

Les deux hommes ont également discuté de l'échange de prisonniers qui avait eu lieu un peu plus tôt dans la journée de mercredi, au cours duquel les belligérants ont chacun échangé 175 prisonniers. De tels échanges se sont déjà produits à plusieurs reprises en trois années de guerre, mais celui-ci avait été annoncé la veille, à la suite de la discussion entre Donald Trump et Vladimir Poutine.

L'accord sur les minerais ukrainiens a longtemps paru être la priorité de l'administration Trump. Il n'est pas mentionné dans le communiqué, signe d'un reformatage de l'approche diplomatique. «Nous sommes concentrés sur un accord de paix à long terme», a répondu la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, précisant que l'administration avait «dépassé» le cadre de l'accord sur les minerais.

C'est ainsi que la question énergétique est apparue, selon le communiqué. «Le président Trump a aussi évoqué la production électrique de l'Ukraine et les centrales nucléaires. Il a dit que les Etats-Unis pourraient se révéler très utiles pour gérer ces centrales. (...) La propriété américaine de ces centrales serait la meilleure protection pour ces infrastructures et un soutien pour les infrastructures énergétiques ukrainiennes.» Comme lors des négociations sur les minerais, l'administration Trump insiste pour prendre à l'Ukraine certains de ses actifs les plus précieux, expliquant que cette expropriation servirait de garantie de sécurité.

M. Zelensky a confirmé, mercredi soir, avoir discuté avec M. Trump du potentiel contrôle américain d'une centrale nucléaire ukrainienne «sous occupation russe». Il s'agirait de celle de Zaporijia, la plus grande d'Europe, dont le sort fait l'objet de vives inquiétudes. ■

THOMAS D'ISTRIA ET PIOTR SMOLAR

En proposant de gérer le nucléaire, Trump insiste pour prendre à Kiev ses actifs les plus précieux

Meloni en équilibre dans la crise transatlantique

La présidente du conseil italien loue l'administration Trump tout en apportant son soutien à l'Ukraine

ROME - correspondant

Enfermée dans une position délicate sur la défense européenne et la crise transatlantique, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, s'est échappée par une polémique médiatique, mercredi 19 mars, en s'attaquant à un texte fondateur de l'antifascisme et de l'idée européenne. Alors qu'elle présentait à la Chambre des députés la position qui devait être défendue par l'Italie lors d'un Conseil européen dominé par les questions de défense, jeudi, la cheffe de l'exécutif d'extrême droite a critiqué l'adhésion supposée de l'opposition au «Manifeste de Ventotene» pour l'unité européenne.

«Je ne sais pas si c'est votre vision de l'Europe, mais ce n'est certainement pas la mienne», a lancé, en conclusion de son intervention, Giorgia Meloni, tandis que des imprécations chaotiques descendaient des bancs de la gauche avant une suspension de séance. La cheffe de l'exécutif faisait référence à un texte rédigé en 1941 par les antifascistes Ernesto Rossi et Altiero Spinelli alors qu'ils étaient assignés à résidence par le régime mussolinien sur la petite île qui a donné son nom au manifeste.

La présidente du conseil avait auparavant cité des passages sortis de leur contexte, laissant entendre que l'unité défendue naguère à Ventotene et présentée comme étant la référence de ses opposants avait une teneur autoritaire et hostile à la propriété privée. Accusant ses adversaires de se placer dans le sillage d'un européisme dogmatique et liberticide, elle omettait de faire référence aux passages consacrés par ce manifeste à la critique des totalitarismes, du communisme doctrinaire comme à celle des oligarchies économiques et du racisme. Autant de maux qui, selon elle, devaient être bannis d'une Europe dotée d'une force armée commune que ses auteurs espéraient voir advenir après la guerre et la défaite des régimes fasciste et nazi.

L'un des deux auteurs, Altiero Spinelli (1907-1986), qui fut membre de la Commission des communautés européennes de 1970 à 1976, est toujours considéré comme l'une des grandes figures européennes offertes par l'Italie au continent, bien que sa vision résolument fédéraliste ait été

La cheffe de l'exécutif d'extrême droite a discrédité deux partisans de l'unité européenne

écartée. «Les propos de Giorgia Meloni représentent les nouveaux atours de l'europhobie: dire qu'on est pour une Europe qui n'est pas celle des fondateurs», a accusé son compatriote, l'eurodéputé (Renew Europe) Sandro Gozi.

La présidente du conseil a donc choisi de discréditer deux des premiers partisans de l'unité européenne à la fin d'une intervention consacrée, justement, à l'Europe et qui reprenait la substance de son discours de la veille au Sénat. Elle s'était alors employée à défendre, sur une ligne de crête, son positionnement dans un champ de force international bouleversé par l'arrivée au pouvoir du président américain, Donald Trump.

D'abord, Giorgia Meloni avait réitéré un soutien à l'Ukraine, toutefois formulé de manière plus discrète depuis la dégradation des rapports entre Kiev et Washington. Elle avait aussi défendu de manière très nuancée son appui au plan de réarmement à 800 milliards d'euros de la Commission européenne, en le qualifiant de «grandiloquent par rapport à la nature de ce qui est proposé». Sa solution pour la sécurité de l'Ukraine consiste par ailleurs en une hypothétique extension de l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord sans intégration de Kiev dans l'Alliance atlantique. Cette disposition stipule qu'une attaque contre un des signataires du texte doit être considérée comme visant tous les autres.

Liens d'amitié avec Elon Musk

Mais, une nouvelle fois, la dirigeante italienne a loué les efforts de l'administration Trump pour la paix en Ukraine, rejetant toute tendance au découplage transatlantique et répétant ses critiques sur l'éventuel envoi de troupes européennes dans le pays. Tout en se livrant à son habituelle invocation de la nécessaire unité de l'Occident, Giorgia Meloni, l'unique



La présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, à Londres, le 2 mars. CHRISTOPHE ENA/AP

dirigeante européenne invitée à l'investiture du président américain, le 20 janvier, a déclaré son adhésion au discours prononcé le 14 février à Munich par le vice-président, J. D. Vance, dénonçant comme une attaque contre le modèle démocratique européen.

La présidente du conseil cultive aussi ses liens d'amitié avec l'oligarque Elon Musk, cheville ouvrière du trumpisme à Washington, dont elle partage certaines des idées. Comme elle l'a rédit, mercredi, elle croit encore en son rôle de pont entre les deux rives de l'Atlantique, réfrinant toute critique de Washington, que ce soit sur les projets d'annexion du Groenland ou sur les droits de douane. Ce positionnement ne lui a pourtant pas offert l'opportunité d'être mise en valeur par Donald Trump, malgré les débuts prometteurs de leur relation.

«Giorgia Meloni continue à voir Donald Trump comme un meilleur allié que quiconque en Europe. Elle veut garder sa relation privilégiée avec lui et pense qu'avec le temps d'autres pays vont se rallier à sa ligne et, surtout, elle veut donner des

gages à ses alliés de la Ligue qui jouent à être plus trumpistes qu'elle», résume Lorenzo Castellani, chercheur en sciences politiques à l'université Luiss, à Rome.

Rhétorique pacifiste

Le vice-président du conseil, Matteo Salvini, chef de file de la Ligue, parti d'extrême droite et pilier de la coalition, et ses troupes entretiennent une constante surenchère en faveur d'un Donald Trump et d'un Vladimir Poutine présentés comme œuvrant seuls à la paix face à une Europe jugée belliciste dont ils rejettent fermement le réarmement. Sa ligne est proche de celle du premier ministre hongrois, Viktor Orban, qu'il a rencontré mercredi à Bruxelles avec les représentants français du Rassemblement national, Marine Le Pen et Jordan Bardella.

Le positionnement de Matteo Salvini contraste cependant avec les positions plus européistes d'Antonio Tajani, le chef de file d'un autre mouvement de la coalition au pouvoir, Forza Italia (centre droit). Ce dernier entend rester proche de la ligne du Parti popu-

«Les propos de Giorgia Meloni sur l'antifascisme représentent les nouveaux atours de l'europhobie»

SANDRO GOZI
européen Renew Europe

laire européen, aujourd'hui dominé par la démocratie-chrétienne (CDU) de Friedrich Merz, le probable futur chancelier allemand, qui défend l'*«indépendance»* de l'Union européenne (UE) vis-à-vis des Etats-Unis.

Il converge cependant avec les positions d'une partie de l'opposition, hostile au réarmement européen, en puissant dans une même rhétorique pacifiste profondément ancrée dans l'opinion, désignant la guerre comme un fléau que la production d'armes ne pourrait qu'entretenir au détriment des services publics. Ce parti de la paix transversal comprend

les anciens populistes antisystème du Mouvement 5 étoiles et une aile du Parti démocrate (PD, centre gauche) dont fait partie la secrétaire générale du PD, Elly Schlein. Cette dernière s'est ainsi opposée au plan de réarmement de l'UE, en désaccord avec des figures du mouvement telles que les anciens présidents du conseil Enrico Letta et Paolo Gentiloni.

Le 12 mars, dix des 21 parlementaires européens du PD se sont abstenus lors du vote sur la politique de défense de la Commission, se démarquant ainsi du groupe Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen. «Une grande partie des Italiens, notamment à gauche, ne peuvent pas entendre que la Russie puisse être une menace stratégique et comprendre la situation en Ukraine au prisme d'un idéalisme pacifiste», explique la députée du PD Lia Quartapelle. La situation internationale divise donc l'opposition. La majorité, en l'absence d'adversaires unis, peut encore se permettre de laisser transparaître ses propres divergences. ■

ALLAN KAVAL

La Commission européenne prône un réarmement en cinq ans

Pour la troisième fois en deux mois, les chefs d'Etat ou de gouvernement de l'UE devaient discuter jeudi de la défense du continent

BRUXELLES - bureau européen

La question de la défense européenne devait être une nouvelle fois au cœur des discussions des chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui devaient se réunir jeudi 20 mars, à Bruxelles, pour la troisième fois en moins de deux mois. Les dirigeants du Vieux Continent auront une base de discussion factuelle, car la Commission européenne a dévoilé, mercredi, non seulement sa note d'orientation en matière de défense, intitulée «Etre prêt en 2030», qui détaille les menaces et les moyens pour y répondre, mais aussi les textes législatifs que la Commission propose aux Etats pour renforcer leur sécurité et l'industrie de défense d'ici à cinq ans.

Cet objectif de 2030 n'est pas fortuit. «Nombre de nos agences de renseignement nationales nous informent que la Russie pourrait tester la capacité de l'Union européenne à se défendre d'ici trois à

pour une dissuasion crédible. (...) Pour être prêt en 2030, nous devons agir maintenant. Et c'est là que l'UE entre en scène.»

Si la défense reste une compétence nationale – les Etats décident comment s'équiper de manière souveraine –, la Commission propose d'agir là où elle peut apporter une plus-value: le financement, le soutien industriel, la simplification et la réorganisation d'un marché européen de la défense particulièrement frag-

«La Russie pourrait tester la capacité de l'UE à se défendre d'ici trois à cinq ans»

KAJA KALLAS
hautre représentante de l'UE pour les affaires étrangères

menté. Elle a détaillé ses dernières propositions mercredi pour permettre aux Européens d'investir jusqu'à 800 milliards d'euros dans la défense d'ici à 2030.

En matière budgétaire, Bruxelles veut autoriser d'ici à juillet les capitales à ne plus prendre en compte dans leur déficit, pour quatre ans et dans la limite de 1,5 point de produit intérieur brut, les investissements et les dépenses de défense courantes. La Commission promet un texte législatif en juin pour supprimer certaines obligations pesant sur les acteurs de la défense. Pour lutter contre la fragmentation, elle compte sur l'aggrégation de la demande par les Etats pour renforcer les acteurs.

La Commission a précisé les conditions d'utilisation des 150 milliards d'euros de fonds qu'elle lèvera sur les marchés et prêtera aux Etats intéressés pour financer leurs investissements militaires. Ces fonds seront accessibles aux Etats qui lancent, avec au moins deux autres pays, l'achat de maté-

riels dans sept domaines spécifiques: systèmes antiaériens, drones, missiles, artillerie, cybersécurité... Ces besoins ont été définis par les Etats en coopération avec l'Agence européenne de défense et l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. La Commission autorisera les Etats à supprimer la TVA sur ces transactions.

Les Etats membres pourront mener ces achats conjoints avec des Etats tiers, comme la Norvège et les pays candidats à l'entrée dans l'UE (l'Ukraine, les pays des Balkans, voire la Turquie). Ils pourront même associer des pays avec qui l'UE a signé des partenariats de sécurité et de défense, comme la Corée du Sud. Le Canada pourra suivre, comme le Royaume-Uni. L'Union européenne espère signer de tels accords avec ces deux partenaires. «Personne ne sera exclu», assure Andrius Kubilius, le commissaire à la défense.

Les Etats qui souscriront ces prêts devront acheter des matériaux fabriqués dans l'UE, avec au moins 65 % de composants locaux. Pour les équipements les plus complexes, comme des missiles, il faudra aussi que les sociétés européennes qui les commercialisent aient la maîtrise de leur conception, en d'autres termes, qu'elles puissent les modifier à leur guise. Cela permettra d'assurer que les Européens puissent utiliser leurs armes, sans restriction imposée par un vendeur. Les Européens ont en tête les pratiques des Etats-Unis, qui verrouillent leurs équipements. Reste qu'aujourd'hui, les armées européennes achètent plus de 60 % de leurs équipements outre-Atlantique.

La Commission n'évoque pas d'autres pistes de financement, alors que certains Etats membres réclament un grand emprunt. «Nous avons déjà pas mal de financements sur la table, explique un diplomate à Bruxelles. On verra en juin si d'autres besoins sont nécessaires.» ■

PHILIPPE JACQUÉ

Le Michigan craint les retombées de la guerre douanière de Trump

Les mesures de la Maison Blanche contre le Canada pourraient avoir des répercussions négatives sur l'économie de cet Etat américain frontalier

REPORTAGE

LANSING (MICHIGAN) - envoyé spécial

Un flot de véhicules parcourt dans les deux sens le pont gigantesque qui relie l'Etat du Michigan à la province canadienne de l'Ontario, au sud du lac Huron, enjambant la rivière Saint-Clair. Un autre ouvrage d'art remplit le même office plus au sud, à Detroit. Recevant le premier ministre canadien, Justin Trudeau, à la Maison Blanche au début de son premier mandat, en février 2017, Donald Trump avait fait la promesse symbolique de « construire encore plus de ponts, des ponts de coopération et des ponts de commerce » entre les deux pays. « L'Amérique a beaucoup de chance d'avoir un voisin comme le Canada », avait-il assuré.

Huit ans plus tard, pas une semaine ne passe sans que le président des Etats-Unis ne réitère des menaces d'annexion, ou ne qualifie la frontière entre les deux pays d'« artificielle », après avoir engagé une guerre douanière contre le Canada. Celle-ci a poussé le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, à brièvement agiter la menace d'une hausse des prix de l'électricité pour le Michigan et les Etats américains qui l'importent de sa province. « Le Canada devrait devenir notre 51^e Etat » : c'est l'objectif que fixe Donald Trump à son second mandat, a-t-il encore répété, le 18 mars, au cours d'une diatribe de quatre minutes, lors d'un entretien à la chaîne conservatrice Fox News.

« C'est une blague ! »

Dans le Michigan, cette campagne opiniâtre ne suscite guère d'intérêt. Evoquée devant les employés d'une banque alimentaire de Flint, dans le centre de l'Etat, elle suscite au mieux les rires. « C'est une blague, c'est n'importe quoi ! », s'esclaffe le responsable, Brian Schorr.

Le président de la chambre de commerce de Detroit, Sandy Baruah, qui a travaillé par le passé dans les administrations de deux présidents républicains, lui, ne rit pas du tout. « La guerre douanière a un impact disproportionné sur les entreprises et sur les employés que nous représentons, que ce soit pour l'agriculture ou pour l'industrie, surtout automobile, car l'histoire récente est celle de deux économies très intégrées », ce qui explique l'inconfort de M. Baruah face à des événements « soudains, inattendus et inquiétants ».

Alors que les responsables du « Grand Old Party » du Michigan, notamment leur nouveau président, Jim Runestad, tentent de défendre la stratégie douanière de Donald Trump, Sandy Baruah se montre plus que sceptique, d'autant que les motifs invoqués, une pression pour que le Canada lutte contre le trafic d'une drogue de synthèse meurtrière – le fentanyl – et contre l'immigration illégale vers les Etats-Unis, ou l'objectif de relocalisation d'usines sur le sol américain, ne cessent de changer.

« Quel est le but de tout cela ? Si c'est pour empêcher l'arrivée d'une valise de fentanyl, alors que ce trafic concerne surtout la frontière avec le Mexique, c'est complètement disproportionné, assure-t-il. Si la stratégie est de créer des emplois, où est la feuille de route ? »

« Prenons l'exemple de l'aluminium, pour lequel le Canada a un avantage comparatif en termes de matière première et d'énergie bon marché », et qui est beaucoup utilisé dans l'industrie automobile, notamment pour le pick-up emblématique de Ford, le F-150. « Il faudrait au minimum trois ans pour mettre sur pied la production d'aluminium, en étant exagérément optimiste, affirme-t-il. Et que se passerait-il pendant ce temps-là ? On a des pièces dans la construction automobile qui ne cessent de franchir la frontière, jusqu'à douze fois pour certaines, comment les marques américaines pourraient-elles résister à des hausses de coûts de production, et donc, à des baisses de bénéfices ? Et que dire des ouvriers, qui seraient les premiers touchés ? »

Sandy Baruah avoue également son malaise face « à la dynamique sociale » alimentée au Canada par les déclarations provocatrices du président des Etats-Unis. « Nous avons toujours été les plus grands amis, que l'hymne américain soit hué par des Canadiens [lors d'un prestigieux tournoi de hockey organisé en février], c'est plus que troublant », avoue-t-il.

« Six mille professionnels de santé canadiens franchissent tous les jours la frontière pour travailler ici, pour soigner des Américains. Que se passerait-il si ils décidaient de rester chez eux, où ils pourraient trouver des alternatives ? » Le responsable de la chambre régionale de commerce de Detroit est convaincu qu'il est grand temps de faire retomber la fièvre. « Nous cherchons comment faire passer le message de manière respectueuse », assure-t-il.

Pour le stratège électoral républicain Jason Roe, « il est évident que le Michigan entretient avec le Canada une relation différente de celle de la plupart des Etats, tant sur le plan économique que culturel. La plupart des républicains de l'Etat pensent que les propos de Trump [sur le 51^e Etat] sont de la simple provocation et ne correspondent pas à un objectif politique sérieux ».

A Lansing, la capitale de l'Etat, un journaliste politique qui n'est pas autorisé à commenter publiquement ce sujet confirme ce sentiment. « Au mieux, les républicains diront qu'il s'agit d'une tactique de négociation. Ou bien que ça prouve que Trump est un type qui a du cran s'il peut se permettre de dire des choses pareilles. Mais on vit à côté du Canada, on sait tous que c'est grand, et surtout que c'est un pays indépendant », assure-t-il.

Donald Trump a choisi un ancien président du Parti républicain du Michigan, Pete Hoekstra, pour le poste d'ambassadeur à Ottawa. Lors de son audition par le

Sénat, le 13 mars, il a répondu par l'affirmative, sourire en coin, au sénateur démocrate du Delaware, Chris Coons, qui lui demandait de rappeler que le Canada est un pays souverain. Aucun membre de la nouvelle administration, à commencer par le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, n'a osé contredire publiquement Donald Trump.

Le président républicain n'est pas le premier élu des Etats-Unis à remettre en question publiquement cette souveraineté. L'historien Michael Stamm, qui enseigne à la Michigan State University

de Lansing, rappelle qu'au plus fort de débats sur un accord de libre-échange entre les deux pays, en 1911, Champ Clark, un speaker (président) de la Chambre des représentants des Etats-Unis (1911-1919), avait déjà agité l'idée d'une annexion. « J'espérais voir le jour où le drapeau américain flottera sur chaque mètre carré des possessions britanniques d'Amérique du Nord, jusqu'au pôle Nord », avait assuré Champ Clark dans un discours au Congrès. Ce dernier apparaissait alors comme le probable candidat démocrate pour l'élection présidentielle de 1912, avant d'être finalement devancé par Woodrow Wilson (1913-1921).

Un « dédain » américain

Dans un de ses livres (*Dead Tree Media*, « Les médias des arbres morts », Johns-Hopkins University Press, 2018, non traduit), Michael Stamm rappelle qu'un des piliers de la démocratie américaine, la presse, a longtemps dépendu de la pâte à papier canadienne, jalonnant d'une histoire commune aujourd'hui remise brutalement en question. La proximité est telle entre les deux pays, ajoute-t-il, que « quand on parle de la crise à la frontière, c'est généralement pour désigner celle du Sud en-



tre le Mexique et les Etats-Unis ». L'historien estime que la dissymétrie entre l'émotion créée par les déclarations répétées de Donald Trump au Canada et la relative indifférence avec laquelle elles sont accueillies dans le Michigan est le reflet de leurs regards réciproques.

« Les Canadiens ont une culture politique américaine extrêmement pointue, alors que je crois que seulement 20 % des habitants du Michigan pouvaient citer le nom du premier ministre de

l'Ontario avant qu'il menace d'augmenter les prix de l'électricité, rapporte-t-il. Et je pense que ceux qui connaissent celui de toutes les provinces canadiennes sont rares, peut-être 10 %, et ce sont surtout des amateurs de hockey », estime-t-il. Selon l'universitaire, la polémique a ainsi mis en évidence un « dédain » des Américains envers leurs voisins du Nord, que ces derniers risquent de ne pas leur donner de sitôt. ■

GILLES PARIS



« Six mille professionnels de santé canadiens viennent chaque jour soigner des Américains. Que se passerait-il si ils restaient chez eux ? »

SANDY BARUAH
président de la chambre de commerce du Michigan

TOD'S

TODS.COM

Turquie : le choc après l'arrestation d'Imamoglu

Principal rival d'Erdogan, le maire d'Istanbul devait être investi, dimanche, candidat à la présidentielle

ISTANBUL - correspondant

Et de trois. Pour la première fois depuis le coup d'Etat militaire de 1980, trois leaders de formations politiques de l'opposition sont détenus par les autorités turques. Après le dirigeant prokurde Selahattin Demirtas, condamné à quarante-deux ans de prison en 2024, puis le président d'un petit parti d'extrême droite, Ümit Özgür, arrêté en janvier pour «insulte envers le président», Recep Tayyip Erdogan, les autorités du pays s'en sont pris, mercredi 19 mars, au maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, principal rival et véritable bête noire du chef de l'Etat.

Survenue quatre jours avant sa désignation, dimanche, comme candidat à l'élection présidentielle du Parti républicain du peuple (CHP), la plus importante formation de l'opposition turque, l'arrestation spectaculaire chez lui, au petit matin, de cette figure politique, une des plus populaires de Turquie, a provoqué une onde de choc et une vague de colère inédite depuis les mouvements de contestations du parc Gezi, à Istanbul, en 2013. La nouvelle des arrestations, au même moment, de 105 de ses proches, élus et maires d'arrondissements CHP d'Istanbul, la plupart membres de sa garde rapprochée, a suffi à faire resurgir le spectre d'un nouvel épisode autocratique, dans un pays qui en a déjà trop connu.

Mobilisations spontanées

Après plusieurs destitutions d'élus et arrestations d'élus à travers toute la Turquie, ces derniers mois, le pouvoir a frappé un grand coup, au risque d'accenuer les divisions entre les Turcs et de ternir un peu plus encore son image aux yeux de ses voisins européens, alors qu'Ankara revenait dans le jeu international. En quelques heures, plus d'une dizaine de maires et d'élus européens ont d'ailleurs diffusé un montage vidéo sur Instagram appelant «au



Rassemblement devant la mairie d'Istanbul contre l'arrestation du maire, Ekrem Imamoglu, mercredi 19 mars. EMRAH GUREL/AP

soutien d'Ekrem Imamoglu et à la démocratie turque».

Mais c'est la rue turque qui a manifesté sa plus vive réprobation. Toute la journée de mercredi, des mobilisations spontanées se sont formées à Istanbul, mais aussi dans de nombreuses villes du pays, comme Izmir, Mугла, Rize ou Trabzon, pour dénoncer des accusations de «corruption» et de «terrorisme» montées de toutes pièces. A Ankara, un vaste sit-in s'est improvisé devant le ministère de la justice. Plusieurs départements d'universités ont débrayé.

A Istanbul, dans les rues de Fatih, cœur historique de la péninsule, plusieurs cortèges de la grande université d'Istanbul se sont mis en marche. A deux reprises, la

foule des étudiants a réussi à repousser les barrages mis en place par la police. «C'est notre avenir à nous tous qui se joue là!», dit avec fougue Zeynep, 20 ans, étudiante en sciences sociales.

Pourtant, des pancartes et des calicots, le plus souvent écrits à la main et à la va-vite, sur lesquels on peut lire : «Nous ne reconnaissions pas cette décision antidémocratique», «Contre le pouvoir d'un seul homme!», «N'ayons pas peur» ou «Nous ne nous rendrons pas à la tyrannie de l'AKP», le Parti de la justice et du développement, la formation de Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir à Ankara depuis plus de vingt-trois ans. Partout encore, le slogan repris et répété «Tout ira bien», en écho au mot d'ordre de campagne d'Ekrem

Imamoglu en 2019, l'année où il a ravi Istanbul à l'AKP.

Dans l'après-midi, le ministre de la justice, Yilmaz Tunç, a déclaré qu'il était «impudent de relier cette affaire au président Erdogan». Devlet Bahçeli, le chef de la formation d'extrême droite MHP, pilier de la coalition gouvernementale islam-nationaliste, a dit avoir confiance en la justice de son pays, insistant sur le fait que «la Turquie est un Etat de droit».

Concerts de casseroles

A plusieurs reprises, les communications et réseaux sociaux ont été ralenti dans la journée. Dans une note, le Conseil supérieur de la radio-télévision turc a prévenu qu'il surveillerait de près les commentaires et les propos échangés

dans les médias. Autrement dit, l'instance de contrôle s'apprête à écouter avec une attention particulière, ces prochains jours, les débats très suivis des plateaux télévisés où se succèdent les journalistes et les spécialistes politiques.

Célèbre commentateur de la vie politique turque, auteur et chercheur au Washington Institute for Near East Policy, Soner Çağaptay a écrit : «L'impassable vient d'arriver en Turquie : Ekrem Imamoglu, maire populaire d'Istanbul, a été arrêté. En ce jour, la politique turque s'engage sur un nouveau terrain.»

A l'appel du CHP, plusieurs sièges locaux du parti ont aussi été le théâtre de rassemblements de militants et d'habitants. Au Parlement, les députés du groupe se

«Entends-tu, Erdogan, ce dont tu as le plus peur? La foule s'adresse à toi!»

ÖZGÜR ÖZEL
président du Parti républicain du peuple

sont levés et alignés devant le puit. Élu de Mardin (Sud-Est), Ali Mahir Basarır a lancé de sa voix grave les députés de la majorité présidentielle : «Vous êtes passés dorénavant à un régime fasciste. Vous êtes passés de la République à l'absolutisme. J'ai honte.» Lors d'une réunion d'urgence des dirigeants de la formation kényaliste qui a suivi, les élus du CHP ont émis le souhait de voir la mobilisation encore s'amplifier.

La nuit tombée, quelques concerts de casseroles ont éclaté dans plusieurs quartiers. Un grand rassemblement s'est tenu devant le siège de la métropole d'Istanbul, à Sarıchane, réunissant des milliers de sympathisants CHP, autant de simples citoyens, jeunes et moins jeunes. Aux côtés de Dilek Imamoglu, l'épouse d'Ekrem Imamoglu, le président du CHP, Özgür Öznel, a interpellé le président : «Entends-tu, Erdogan, ce dont tu as le plus peur? La foule s'adresse à toi!»

À la surprise de beaucoup, le CHP a annoncé la fin du rassemblement peu après 22 heures. Quelques groupes de jeunes ont alors tenté, en vain, de remonter la grande avenue Vatan, où se trouve le poste de police dans lequel le maire d'Istanbul et plusieurs de ses proches ont été placés en garde à vue avant leur très probable incarcération. L'impressionnant cordeau de sécurité des forces de l'ordre les en a empêchés. Au micro, un agent prévient les derniers contestataires de faire attention à leurs slogans. Ceux-là, avertit-il, pourraient tomber «sous le coup de la loi». ■

NICOLAS BOURCIER

A Gaza, l'armée israélienne s'engage au sol

La trêve semble bel et bien rompue. Israël veut créer une zone tampon au centre de l'enclave

JÉRUSALEM - correspondance

Les troupes israéliennes avancent en territoire gazaoui. Une brigade d'infanterie, la Golani, a été mise sur le pied de guerre, à la frontière de l'enclave palestinienne. Les sirènes de la défense antiaérienne ont résonné tôt, jeudi 20 mars, en Israël, jusqu'à Jérusalem, à cause d'un missile lancé par les houthistes du Yémen — il a finalement été intercepté en dehors du territoire israélien. Si l'armée affirme se méner encore des fenêtres d'opportunité pour sortir du conflit, celles-ci semblent se réduire de plus en plus. L'engrenage de la guerre s'enclenche et semble déjà impossible à arrêter. Cela n'a guère pris plus de quarante-huit heures.

Après l'attaque aérienne de mardi, l'offensive au sol. Mercredi, les troupes israéliennes ont lancé «des opérations terrestres ciblées» dans l'enclave «afin d'élargir la zone de sécurité et de créer une zone tampon partielle entre le nord et le sud de Gaza», «jusqu'au centre du corridor de Netzarim», a déclaré le porte-parolat de l'armée dans un communiqué.

Le corridor de Netzarim, du nom d'une ancienne colonie juive démantelée en 2005, est une bande de terre taillée par les forces israéliennes pendant le conflit, d'une

largeur pouvant aller jusqu'à 6 kilomètres, coupant Gaza en deux, isolant le nord du sud de l'enclave. Il a été évacué en février, trois semaines après le début du cessez-le-feu, dans le cadre de l'accord négocié entre Israël et le Hamas. L'armée israélienne l'a réinvesti en partie mercredi, jusqu'au site de l'ancienne colonie, point stratégique au sud de la ville de Gaza.

Pression accentuée sur le Hamas

Elle bloque ainsi la route Salah Al-Din, le principal axe routier de l'enclave palestinienne. Et elle contrôle la circulation sur l'autre axe qui traverse Gaza, la route Al-Rachid, qui longe la mer. Elle n'autorise les mouvements de population que du nord vers le sud, selon une déclaration du porte-parole arabophone de l'armée israélienne, Avichay Adraee. Comme ce fut le cas après que l'Etat hébreu eut émis un ordre d'évacuation en octobre 2023, provoquant le déplacement forcé d'environ 1 million de Palestiniens.

Ce n'est que le début, affirme Israel Katz, le ministre de la défense israélien : «Habitants de Gaza, ceci est un dernier avertissement. L'attaque aérienne contre les terroristes du Hamas n'était qu'une première étape. Le reste sera beaucoup plus difficile et vous en paierez le prix fort. L'évacuation de

la population des zones de combat va bientôt reprendre. Si tous les otages israéliens ne sont pas libérés et que le Hamas n'est pas expulsé de Gaza, Israël agira avec des forces que vous ne connaissez pas encore», a-t-il annoncé, mercredi, dans un communiqué.

En multipliant les menaces et en resserrant sa prise sur Gaza, Israël accentue sa pression sur le Hamas pour reprendre les négociations à ses conditions. Le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a abandonné, début mars, le cadre de l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 19 janvier, au profit d'une nouvelle mouture négociée par l'envoyé spécial pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff. Celui-ci est un arrangement à minima, permettant de continuer les échanges de captifs israéliens et palestiniens sans modifier le rapport de forces sur le terrain.

Le mouvement islamiste palestinien reste ferme sur ses positions : il veut revenir à l'accord du 19 janvier et entrer dans sa deuxième phase, qui permettrait l'instauration d'un calme durable et le retrait total de l'armée israélienne de la bande de Gaza. Il pourrait néanmoins faire preuve de souplesse dans sa mise en œuvre. «Le Hamas est toujours divisé entre l'aile dure et l'aile modérée, explique Hugh Lovatt, spécialiste de la

Palestine à l'European Council on Foreign Relations, institut basé à Londres. Pour l'instant, la première l'emporte. Mais la seconde propose la voie diplomatique d'une trêve non seulement à Gaza, mais aussi en Cisjordanie. Elle pourrait convaincre les durs du mouvement si une ouverture se présentait. Mais rien ne se profile.» Le gouvernement israélien espère un soulèvement de la population contre le mouvement islamiste palestinien. «Cela n'arrivera pas alors que l'armée bombarde Gaza, estime l'analyse. La colère des Gazaouis sera toujours plus grande contre Israël que contre le Hamas.»

La reprise des hostilités équivaut à un abandon des otages, pour le mouvement de soutien aux captifs israéliens. Encore 58 personnes sont toujours aux mains du Hamas, dans la bande de Gaza. Et des dizaines de milliers d'Israéliens ont manifesté, mardi soir à Tel-Aviv, mercredi à Jérusalem. Elles ont dénoncé le retour de la guerre mais aussi le lâché, annoncé par M. Nétanyahou, de Ronen Bar, le chef du service de renseignement intérieur. Ce dernier enquête sur les liens entre des proches du premier ministre et le Qatar, vu par de nombreux Israéliens comme un soutien du Hamas. ■

SAMUEL FOREY

UN HORS-SÉRIE
LA VIE

BIEN MANGER POUR BIEN VIVRE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
ET SUR BOUTIQUE.LAVIE.FR - 68 PAGES - 8,50 €

L'expansion de l'Univers moins vaste que prévu

Contre toute attente, l'accélération de l'expansion de l'Univers connaît un fléchissement

La cosmologie est peut-être à l'aube d'une découverte majeure, obligeant à des révisions profondes de l'histoire du monde depuis le Big Bang. Le moteur qui propulse l'Univers aurait des ratés et ne serait pas du tout ce que les physiciens imaginaient. En effet, contre toute attente, il serait en train de connaître un fléchissement dans l'accélération de son expansion.

Depuis la fin des années 1920, les astronomes savent que les galaxies s'éloignent de la nôtre. Tel un ballon de baudruche, l'Univers gonfle et continue de gonfler, depuis sa taille microscopique, il y a 14 milliards d'années environ, jusqu'à l'immensité d'aujourd'hui.

Depuis 1998, les scientifiques ont établi que cette expansion s'accélère, alors qu'ils pensaient que, sous l'effet de l'attraction des galaxies, le ballon allait ralentir son inflation. Cette découverte a été couronnée d'un prix Nobel en 2011 pour les observateurs des supernovae, des étoiles en cours d'explosion, qui leur ont servi de repères cosmiques afin de mesurer les vitesses d'expansion. Cela a aussi confirmé qu'un mystérieux moteur, baptisé

Une baudruche qui gonfle

Malgré les apparences, à une distance donnée, les galaxies n'ont pas une position aléatoire. Leur emplacement est en fait lié aux concentrations originelles de matière, quelque 380 000 ans après le Big Bang. Cette empreinte primordiale marque la répartition de ces galaxies, sous forme d'une distance caractéristique, qui sert de mètre étalon.

« Nous étudions en somme la taille d'un segment dessiné sur une baudruche qui gonfle », métaphore de Christophe Yéche, chercheur au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA). L'évolution de cette taille au cours des âges de l'Univers nous informe sur le taux d'expansion de la baudruche. »

L'enthousiasme vient aussi du fait que les premiers résultats, avec moins de données, il y a un an, allaient dans le même sens. Et qu'au total plusieurs étalons, de nature physique différente, sont utilisés pour la nouvelle analyse, comme de nouvelles supernovae.

Autre facteur de confiance, une réanalyse de données du prédecesseur de DESI, SDSS, publiée le 6 mars en préprint et cosignée par Théo Simon, montre aussi un fort indice de diminution de l'accélération, aussi solide que DESI.

Si cette découverte est confirmée, cela ajoutera un chapitre à l'histoire déjà bien mouvementée de l'énergie noire. En 1917, Albert Einstein montre que ses équations de la relativité générale

appliquées à l'Univers prédissent un monde en expansion, ce qui choque le physicien : il ajoute alors un terme constant à son modèle pour générer un Univers statique. Dix ans plus tard, Georges Lemaître et Edwin Hubble démontrent que l'Univers est en expansion. La « constante cosmologique » introduite par Einstein disparaît. Et réapparaît en 1998, après les observations des supernovae documentant une expansion accélérée.

De la physique inconnue

Aujourd'hui, avec DESI, la constante ne serait plus constante, mais variable dans le temps. « S'ils sont confirmés, nos résultats montrent que l'accélération était légèrement plus forte il y a 7 milliards d'années et qu'elle tend à diminuer depuis 2,5 milliards d'années », résume Arnaud de Mattia, chercheur au CEA.

« C'est une excellente nouvelle pour les théoriciens. L'énergie noire ne se résume plus à une cons-

tant. Elle cache une dynamique, donc de la physique inconnue », salut Philippe Brax, chercheur au CEA à l'Institut de physique théorique, non membre de DESI.

En

2024,

les

premiers

indices

de

DESI

ont

fait

flétrir

des

centaines

de

préprints

proposant

des

inter-

préta-

tions

. Les

plus

nombreuses

appartiennent

à la

famille

des

théories

dites

« de la quintesse »

et qui s'accompagnent de

nouvelles

particules

. Mais si elles

peuvent

« expliquer »

les

résul-

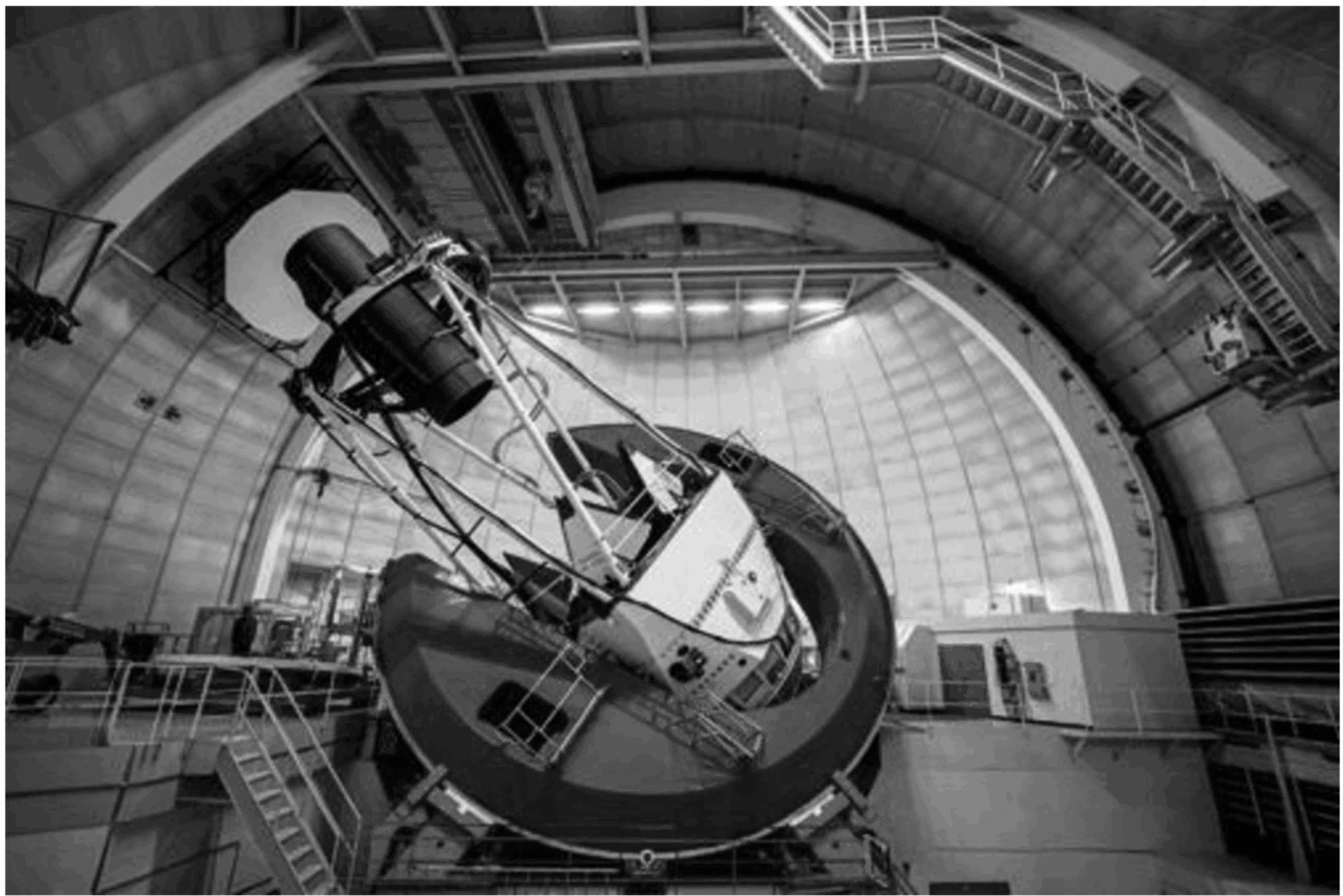
ts, elles ne disent rien encore de

la physique sous-jacente et des liens avec les autres particules de la nature.

La priorité est de confirmer ces résultats intrigants. DESI va réanalyser ses données, avec la méthode utilisée par Théo Simon. Puis augmenter leur volume jusqu'à 40 millions de galaxies. Les groupes travaillant sur les supernovae doivent aussi apporter de nouvelles mesures. Le télescope spatial Euclid, qui, mercredi 19 mars, a dévoilé ses nouveaux résultats, évaluera lui aussi l'accélération de l'Univers, par une méthode semblable mais aussi à l'aide d'autres étalons. Dans un ou deux ans, la réponse définitive devrait être là.

Pour Pauline Zarrouk, cosmologue au Laboratoire de physique nucléaire et des hautes énergies (Sorbonne Université), membre de DESI, « c'est peut-être la fin de la constante cosmologique et le début d'une meilleure compréhension de l'énergie noire ». ■

DAVID LAROUSSE



L'instrument DESI, installé sur le télescope Mayall, à l'observatoire de Kitt Peak (Arizona). MARILYN SARGENT/BERKELEY LAB

LES DATES

1915

Théorie de la relativité générale d'Albert Einstein permettant de décrire l'évolution de l'Univers.

1927-1929

Loi de Hubble-Lemaître d'expansion de l'Univers.

1964

Le fond diffus cosmologique est découvert par Arno Penzias et Robert Wilson (Nobel de physique en 1978).

1998

L'accélération de l'expansion de l'Univers est observée par Saul Perlmutter, Adam Riess et Brian Schmidt (Nobel de physique en 2011).

palpable. « Nous restons prudents, mais cela sent bon », témoigne Christophe Yéche. « C'est clairement le sujet le plus chaud du moment en cosmologie », complète Théo Simon, cosmologiste du CNRS à l'université de Montpellier, non membre de la collaboration.

L'enthousiasme vient aussi du fait que les premiers résultats, avec moins de données, il y a un an, allaient dans le même sens. Et qu'au total plusieurs étalons, de nature physique différente, sont utilisés pour la nouvelle analyse, comme de nouvelles supernovae.

Autre facteur de confiance, une réanalyse de données du prédecesseur de DESI, SDSS, publiée le 6 mars en préprint et cosignée par Théo Simon, montre aussi un fort indice de diminution de l'accélération, aussi solide que DESI.

Si cette découverte est confirmée, cela ajoutera un chapitre à l'histoire déjà bien mouvementée de l'énergie noire. En 1917, Albert Einstein montre que ses équations de la relativité générale

appliquées à l'Univers prédisent un monde en expansion, ce qui choque le physicien : il ajoute alors un terme constant à son modèle pour générer un Univers statique. Dix ans plus tard, Georges Lemaître et Edwin Hubble démontrent que l'Univers est en expansion. La « constante cosmologique » introduite par Einstein disparaît. Et réapparaît en 1998, après les observations des supernovae documentant une expansion accélérée.

« De la physique inconnue » Aujourd'hui, avec DESI, la constante ne serait plus constante, mais variable dans le temps. « S'ils sont confirmés, nos résultats montrent que l'accélération était légèrement plus forte il y a 7 milliards d'années et qu'elle tend à diminuer depuis 2,5 milliards d'années », résume Arnaud de Mattia, chercheur au CEA.

« C'est une excellente nouvelle pour les théoriciens. L'énergie noire ne se résume plus à une cons-

L'exploitant d'un oléoduc américain fait condamner Greenpeace

Un jury du Dakota du Nord a infligé plus de 665 millions de dollars de pénalités à l'organisation, qui a aidé la lutte des Sioux à Standing Rock

Le « serpent noir », comme les Amérindiens le surnommaient, a mordu Greenpeace. Mercredi 19 mars, un tribunal local du Dakota du Nord, dans le nord des Etats-Unis, a déclaré l'ONG responsable de diffamation et de la plupart des autres faits que lui reprochait l'entreprise américaine Energy Transfer, qui a construit et qui exploite l'oléoduc Dakota Access.

Selon le jugement de ce jury de neuf personnes, rendu après une audience de trois semaines, l'association est condamnée à payer plus de 665 millions de dollars (610 millions d'euros) de dommages et intérêts, ce qui menace sa survie aux Etats-Unis.

L'entreprise, qui accuse Greenpeace d'avoir joué un rôle central dans de grandes manifestations contre l'oléoduc, poursuivait trois structures de l'ONG. Greenpeace Inc. (plus connue sous le nom de Greenpeace USA) a été reconnue responsable, entre autres, de violation de propriété, d'atteinte aux biens, de nuisance, de diffamation et d'ingérence dé-

lictuelle dans les relations d'affaires – ces deux derniers griefs étant également retenus contre Greenpeace International et Greenpeace Fund –, ainsi que d'avoir aidé et encouragé d'autres personnes à commettre certains de ces actes. La première entité a été condamnée à payer 404 millions de dollars, et les deux autres 132 millions chacune. Greenpeace Inc. et Greenpeace Fund ont annoncé faire appel.

Perthes de revenus

« La lutte contre les grandes compagnies pétrolières n'est pas terminée aujourd'hui », a réagi Kristin Casper, l'avocate générale de Greenpeace International. L'organisation écologiste dénonçait une procédure-bâillon visant à « asphyxier les ONG et les militants sous les frais de justice » afin de les « faire taire ». Energy Transfer, de son côté, estime, auprès de l'Agence France-Presse (AFP), que le jugement constitue surtout une « victoire » pour la population du Dakota du Nord, qui a fait les frais du « harcèlement quotidien

suspendue par le président Barack Obama puis relancée par Donald Trump, l'infrastructure a commencé à fonctionner en 2017. Elle transporte tous les jours l'équivalent de 750 000 barils de pétrole de schiste depuis le Dakota du Nord jusqu'à l'Illinois, sur près de 1 900 kilomètres.

Energy Transfer accuse Greenpeace d'avoir pénétré sur ses terres, vandalisé son matériel, empêché les équipes de construction de travailler et incité à la violence. L'entreprise juge aussi que l'ONG a mené une campagne de diffamation nuisant à la réputation de la société. Le promoteur estime avoir perdu entre 265 et 340 millions de dollars entre les dommages directs, les pertes de revenus liées au retard du projet, à la publicité négative et au retrait de plusieurs banques.

« Les manifestations avaient démarré bien avant notre participation, et Greenpeace n'a pas détruit de biens, étant contre la violence », assure Daniel Simons, conseiller juridique principal à Greenpeace International. Selon l'ONG, seule

Greenpeace Inc. aurait financé, à leur demande, la formation des tribus amérindiennes à la mobilisation non violente, et aurait fourni du matériel, comme des couvertures ou des vêtements équipés de panneaux solaires. Quant à Greenpeace International, elle aurait seulement signé une lettre ouverte, avec plus de 500 autres organisations, exhortant les banques à cesser leur soutien financier au projet.

Rôle mineur

Lors du procès, Nick Tilsen, militant de la tribu Lakota Oglala, a aussi affirmé que Greenpeace n'a joué qu'un rôle mineur, les manifestations ayant été menées par les Sioux de Standing Rock. « Pour être honnête, la plupart des nations tribales ne savaient pas qui était Greenpeace », a-t-il déclaré, cité par le réseau d'information North Dakota Monitor. Pour Greenpeace, le jugement est biaisé. Plus de la moitié des jurés ont des liens avec l'industrie des combustibles fossiles, et la plupart d'entre eux avaient une

opinion négative des manifestations, comme ils l'ont déclaré à l'audience. En 2019, Energy Transfer a par ailleurs donné 3 millions de dollars à la ville de Mandan, où s'est déroulé le procès, pour améliorer des équipements. Greenpeace a tenté de dépasser le procès, en vain. En 2019, une cour fédérale du Dakota du Nord avait rejeté une précédente requête d'Energy Transfer contre Greenpeace.

En réaction, Greenpeace International, dont le siège se trouve aux Pays-Bas, a déposé un recours contre Energy Transfer devant un tribunal néerlandais, le 11 février. Elle invoque le droit néerlandais et, pour la première fois, une nouvelle directive européenne pour lutter contre les procédures judiciaires abusives, entrée en vigueur en 2024. « Nous espérons montrer qu'il peut maintenant y avoir une réplique aux tentatives d'assécher les ressources des ONG et autres groupes de défense de l'intérêt général », explique Daniel Simons. ■

AUDREY GARRIC

Le port du voile dans le sport en débat

Le gouvernement inscrira à l'ordre du jour de l'Assemblée le texte sénatorial sur le port de signes religieux

François Bayrou a tranché : le gouvernement inscrira à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale la proposition de loi interdisant le voile islamique dans le sport, adoptée au Sénat le 18 février. Le premier ministre s'est toutefois gardé de donner lui-même la «ligne» du gouvernement, chargeant Aurore Bergé d'annoncer à l'Hémicycle, mardi 18 mars, puis au Sénat, mercredi, le soutien de l'exécutif au texte sénatorial. «Aucun signe religieux ostentatoire ne doit être porté lors des compétitions sportives», a martelé, dans les deux Chambres, la ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, pour qui «un terrain de sport n'a pas à être un lieu d'entrisme religieux, d'entrisme politique».

Il s'agissait pour le chef du gouvernement de mettre fin aux dissonances, qui se sont multipliées sur ce sujet récurrent. La ministre des sports, Marie Barsacq, avait mis en garde, le 12 mars, contre les «confusions» et les «amalgames» entre le port du voile et la radicalisation dans le sport, se démarquant du texte voté au Sénat. Le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, se disait, dans *Le Parisien Dimanche* du 16 mars, «en désaccord radical» avec sa collègue aux sports, assurant avoir «un certain nombre d'informations qui démontrent un entrisme islamiste dans le sport, notamment des Frères musulmans». Alors même qu'un rapport de l'Institut des hautes études du ministère de l'intérieur de mars 2022, intitulé «Terrains de radicalisation ou de prévention, exploration des radicalisations dans le sport associatif», échouait à démontrer «un phénomène structurel, ni même significatif, de radicalisation ou de communautarisme dans le sport».

Réunion de «recadrage»

Le ministre de la justice, Gérald Darmanin, qui, la même année, appelait à ne pas confondre la lutte contre l'islamisme avec «la grande liberté qu'ont tous les citoyens de choisir leur religion», parlait à son tour, mardi 18 mars, d'*«entrisme»* au sujet du port du voile dans le sport, jusqu'à mettre sa «participation» dans l'équipe de François Bayrou dans la balance, au motif qu'*«on ne peut pas rester dans un gouvernement qui cède sur ces questions-là»*. La ministre de l'éducation, Elisabeth Borne, estimait au contraire, lundi, qu'il était de «la responsabilité des fédérations [sportives] de définir leur règlement intérieur».



Le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, et le ministre de la justice, Gérald Darmanin, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 18 mars. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

Au cours d'une réunion dite de «recadrage» avec ses ministres, mardi, le premier ministre a «sifflé la fin de la récréation», selon son entourage. Matignon affirme ne pas être dupe de «l'affichage» des deux ministres régaliens, dont le positionnement devrait se lire à l'aune de la bataille pour la présidence du parti Les Républicains (LR) pour l'un, d'un besoin existentiel pour l'autre. Ce qui n'a pas empêché François Bayrou de leur donner raison sur le fond.

Cette volonté de la droite d'interdire le port du voile dans le sport n'est pas nouvelle. En 2021 et 2022, le gouvernement, auquel appartenait Gérald Darmanin, alors ministre de l'intérieur, avait fait échec aux tentatives des parlementaires LR d'interdire le port de signes religieux ostentatoires dans les compétitions.

Si la loi actuelle précise que les agents et assimilés des services publics doivent s'abstenir, dans l'exercice de leurs fonctions, de

François Bayrou a donné raison à Bruno Retailleau et Gérald Darmanin

toute manifestation de leurs convictions et opinions, ce principe de neutralité ne s'applique pas aux usagers, excluant de fait les sportifs. Depuis le passage de Roxana Maracineanu aux sports et de Jean-Michel Blanquer à l'éducation nationale, le gouvernement a toutefois poussé les instances sportives à modifier leur règlement intérieur, le ministère des sports défendant que les joueuses et les joueurs doivent aussi s'y astreindre.

Ce fut chose faite d'abord par la Fédération française de football en 2016, suivie en 2022 du basket-

ball, puis en 2023 du volley-ball, et enfin en 2024 du rugby. Seules les fédérations d'athlétisme et de handball ont refusé de suivre le mouvement.

Loin des stratégies ministérielles, le débat qui se cristallise autour de ce projet de loi est perçu par la quasi-totalité des responsables confessionnels musulmans comme participant à une entreprise ininterrompue de stigmatisation de l'islam. «Nous avons beau clamer haut et fort que nous voulons être des citoyens de ce pays, la volonté affichée au sommet est de nous voir disparaître de l'espace public», déplore le recteur de la Grande Mosquée de Lyon, Kamel Kabtane. *«Le sport est d'ordinaire un moyen de créer du collectif. Là, on va interdire à des jeunes filles de pratiquer, au nom d'un supposé entrisme islamiste.»*

Depuis 2022 et l'interdiction du voile par la Fédération française de basket, «beaucoup de filles ne peuvent déjà plus jouer en

compétition, mais cela va prendre d'autres proportions : certaines vont se sentir exclues de la pratique du sport en général, alors que celui-ci est un outil d'émancipation et de santé», ajoute Viviane Nora Adjutor, fondatrice de l'association marseillaise Balle en main, tournée vers la pratique du basket 3x3 féminin.

«Un dévoiement de la loi»

Chez les juristes et les spécialistes de la laïcité, l'utilisation de ce concept pour justifier cette nouvelle initiative législative est accueillie avec scepticisme ou perplexité. «C'est un dévoiement de la loi de 1905», assure l'historien Jean Baubérot. *«Vouloir que des sportifs représentant la France n'arborent pas de signe religieux est une chose; imposer un principe de neutralité aux clubs sportifs est aussi absurde que de mettre sur un pied d'égalité un soignant à l'hôpital et le malade qui s'y rend.»*

Le sociologue et philosophe Raphaël Liogier inscrit ce débat «puisement identitaire» dans la lignée de ceux qui agitent la France depuis 2004 et la loi sur le port des signes religieux à l'école. «La loi de 1905 est une loi de compromis et une loi libérale, rappelle-t-il. Elle a été faite pour étendre les droits, pas pour les limiter. Les religions sont censées pouvoir s'exprimer dans l'espace public. Là, il s'agit simplement de créer un texte pour pouvoir continuer à dire : "Les musulmans contreviennent à la loi". Sans compter que la pratique du sport constitue en soi une opposition à la pratique rigoriste de l'islam.» Pour Nicolas Cadène, cofondateur de l'organisme la Vigie de la laïcité, cette interdiction, «prise au nom de la laïcité, est le contraire de la laïcité. Et elle offre l'argument de la discrimination aux endoctrinés radicaux». ■

NATHALIE SEGAUNES,
BENOÎT VITKINE
ET SYLVIA ZAPPI

Après le départ de la CGT, la négociation sur les retraites bat de l'aile

La CFDT, la CFE-CGC et la CFTC continuent de discuter avec le Medef et la Confédération des petites et moyennes entreprises

Où va la négociation entre partenaires sociaux sur les retraites? Après l'annonce, mercredi 19 mars, de la défection de la CGT, qui s'ajoute à celles de Force ouvrière (FO) et de l'Union des entreprises de proximité (U2P), il n'y a désormais plus que cinq organisations autour de la table des discussions. L'exercice, qui s'avérait déjà très incertain, au départ, compte tenu des antagonismes entre les protagonistes, vient de tourner à l'affrontement, amoindrisant encore les chances d'un accord.

Les acteurs, qui se disent prêts à poursuivre les pourparlers engagés le 27 février, devaient se retrouver, jeudi après-midi, pour une quatrième réunion consa-

crée – en principe – à la pénibilité. La CFDT avait l'intention, à cette occasion, de proposer aux autres parties en présence de débattre des conditions dans lesquelles les échanges vont se dérouler, quitte à retoucher la feuille de route fixée par le gouvernement.

La décision ne faisait pas l'ombre d'un doute. Invitée, mercredi, du journal de 20 heures sur France 2, Sophie Binet, la secrétaire générale de la CGT, a déclaré que sa centrale se retirait des «concertations». Un choix justifié par les interventions récentes du premier ministre, François Bayrou, qui avait écarté, dimanche puis mardi, l'idée d'abaisser de 64 à 62 ans l'âge d'ouverture des droits à une pension. Le premier ministre a

«trahi sa parole», a fustigé Mme Binet en faisant allusion à l'engagement qui avait été pris par celui-ci de laisser les partenaires sociaux aborder tous les sujets, y compris celui de la règle des 64 ans instaurée par la loi du 14 avril 2023 – une préoccupation centrale pour les représentants des travailleurs.

«Instaurer un rapport de force»

Ayant claqué la porte, la CGT veut désormais continuer le combat contre la réforme promulguée il y a deux ans en se mettant en mouvement dans la rue. Ainsi, elle comptait se joindre aux manifestations planifiées, jeudi, par des organisations de retraités. D'autres initiatives du même type sont prévues ou envisagées

tout au long du printemps, à l'appel de plusieurs syndicats. «La réflexion est en cours pour faire du 1^{er} Mai une grande journée d'action», confie Caroline Chevè, secrétaire générale de la FSU.

Pour le moment, les conditions ne sont pas réunies pour construire des mobilisations d'ampleur, comme le reconnaît Muirrielle Guibert, codéleguée générale de Solidaires, «mais [leur] objectif est d'instaurer un rapport de force». Secrétaire confédéral de la CGT chargé du dossier des retraites, Denis Gravouil insiste sur la nécessité de «rendre visibles» les mots d'ordre en faveur de l'abrogation de la loi de 2023.

La CFDT, la CFE-CGC et la CFTC ont opté pour une stratégie diffé-

rente en maintenant leur présence dans le cycle de discussions en cours. Elles ont comme interlocuteurs le Medef et la Confédération des petites et moyennes entreprises. François Hommeril, le président de la CFE-CGC, veut tirer parti de l'*«espace de dialogue»* qui s'est créé, le 27 février, pour placer le patronat face à ses responsabilités: «Il doit nous dire s'il est prêt à faire des efforts», martèle le dirigeant de la centrale des cadres.

Son homologue de la CFTC, Cyril Chabanier, partage cette analyse. «Si on sortait de la négociation, on rendrait un service aux organisations qui représentent les entreprises. En restant, on les conduit à nous faire des propositions», estime-t-il.

Toute la question, désormais, est de savoir si ce calcul s'avérera payant en matière de concessions obtenues. Sur Radio Classique, le numéro un du Medef, Patrick Martin, est resté très vague, mercredi, sur les gestes qu'il serait prêt à consentir. Il a réaffirmé son attachement à la préservation des équilibres financiers des régimes de pension, sans esquisser la moindre ouverture sur le thème de l'âge légal, son mouvement étant hostile à une remise en cause de la retraite à 64 ans.

Dans ce contexte, il est difficile d'enterrer ce rapprochement des points de vue. «Les perspectives d'aboutir sont minces», a admis M. Martin. ■

BERTRAND BISSUEL

Bercy gèle 9 milliards d'euros pour éviter un nouveau dérapage

La dégradation de la conjoncture amène l'exécutif à prendre de premières mesures de freinage des dépenses

François Bayrou appuie d'un coup sur le frein. Face à la dégradation de la conjoncture et à la montée des menaces internationales, le gouvernement vient de prendre plusieurs mesures lui permettant de réduire sensiblement les dépenses publiques dans l'hypothèse où le coup de froid se confirmerait. Des crédits de 9,1 milliards d'euros prévus pour l'Etat et la Sécurité sociale ont en particulier été gelés, ont annoncé les ministres Eric Lombard (économie et finances) et Amélie de Montchalin (comptes publics), mercredi 19 mars, devant la commission des finances du Sénat.

Objectif : tenir à tout prix la promesse officielle de ramener le déficit public à 5,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, contre 6 % en 2024. Fini, donc, le « quoi qu'il en coûte » mis en place pour sauver l'économie face à la pandémie de Covid-19. A la place, Amélie de Montchalin propose un nouveau slogan : « Quoi qu'il arrive ».

Il s'agit de redresser les finances publiques et de respecter les engagements pris vis-à-vis de l'Union européenne (UE), des marchés et des agences de notation, quitte à effectuer en cours d'année des ajustements plus nombreux qu'auparavant. L'enjeu est que la France retrouve sa souveraineté financière, un « élément essentiel de la souveraineté de la nation », a souligné Eric Lombard devant les sénateurs.

Droits de douane
Or, cette année, les aléas se multiplient de façon alarmante. En particulier la bataille commerciale lancée par les Etats-Unis. Une rencontre avec les responsables américains a bien eu lieu, lundi 17 mars, dans le cadre du G7, dans l'espoir de stopper l'escalade, donc « le dialogue existe », a souligné Eric Lombard. Avant d'ajouter : « Mais c'est la seule bonne nouvelle, car nous progressons peu. »

Si les Etats-Unis mettaient en pratique les droits de douane

massifs sur les produits européens comme le champagne, et que l'UE répliquait au même niveau, cela ne pourrait que peser sur la croissance, a reconnu le patron de Bercy. Pour 2025, l'agence Fitch ne mise déjà plus que sur une hausse de l'activité de 0,6 % en France, au lieu du 1,2 % anticipé en octobre 2024.

Les volontés expansionnistes de Moscou et le rapprochement entre Donald Trump et Vladimir Poutine amènent l'Europe à vouloir se réarmer. Ce qui va nécessiter de consacrer davantage d'argent à la défense. Quant aux taux d'intérêt payés par la France, ils

ont grimpé ces dernières semaines, comme dans toute l'Europe, si bien que la charge de la dette, évaluée à 53 milliards d'euros en 2025, risque d'augmenter.

Des recettes fiscales limitées par une croissance anémique, des dépenses publiques poussées à la hausse : cette conjonction inquiète Bercy. Dans une note révélée par *L'Opinion*, lundi 10 mars, la direction générale du Trésor alertait les ministres sur la nécessité de trouver 5 milliards d'euros d'économies, « notamment dans les budgets des opérateurs d'administration centrale et locale ». ■

Des crédits de 1,1 milliard d'euros prévus pour l'Assurance-maladie ont été mis de côté

sure de précaution assez classique en pareil cas. En 2024, Bruno Le Maire, alors ministre des finances, avait mis en réserve 16,5 milliards.

Votées dans le cadre du budget, les sommes gelées ne peuvent plus être dépensées dans l'immédiat. Et une partie sera sans doute annulée purement et simplement. En novembre 2024, le gouvernement Barnier avait précisé que les trois quarts des crédits mis en réserve ne seraient pas consommés. En plus de ce gel concernant l'Etat, des crédits de 1,1 milliard d'euros prévus pour l'Assurance-maladie ont été mis de côté, précise Bercy, sans détailler la façon dont les dépenses de santé pourront être diminuées.

Troisième grande mesure, plus technique mais tout aussi décisive : le gouvernement entend ré-

duire fortement les reports de crédits. Chaque année, une partie des crédits votés ne sont pas utilisés. Le gouvernement peut les reporter sur l'année suivante. En 2024, 23,5 milliards d'euros non consommés en 2023 ont été reportés. « Nous avons tiré sur la corde, a admis Bruno Le Maire, en novembre 2024, devant les sénateurs. Il faut revenir à la normale au plus vite, car les reports de crédit déposent le Parlement de son pouvoir législatif. »

C'est la fin de ces abus qu'a annoncée, mercredi, Amélie de Montchalin. « Cette année, nous avons décidé de ramener ces reports de crédit à 16,8 milliards d'euros », soit 28 % de moins qu'en 2024. Les reports des ministères seront même « presque divisés par deux », passant de 7,8 milliards à 4,4 milliards d'euros. Toutes les administrations seront en principe touchées. A une exception près, la défense.

Mais ces premières mesures suffiront-elles ? Cela dépendra en grande partie des collectivités locales et de la Sécurité sociale. Conscients du problème, les ministres de Bercy ont annoncé la tenue d'une « conférence de financement » avec les collectivités. ■

DENIS COSNARD

Des idées-chocs sur les droits familiaux

Le Conseil d'orientation des retraites étudiait jeudi des « pistes » loin d'être anodines

Ce sont seulement des pistes de travail mais elles ont de grandes chances de capter l'attention. Jeudi 20 mars, le Conseil d'orientation des retraites (COR) devait se réunir pour plancher sur un sujet sensible : les « droits conjugaux » et les « droits familiaux ». Plusieurs scénarios d'évolution des règles, que *Le Monde* a pu consulter, devaient être passés en revue, avec, dans certains cas, un big bang à la clé, susceptible de faire des gagnants et des perdants.

La rencontre s'inscrit dans une mission confiée en 2023 au COR par Elisabeth Borne, lorsque celle-ci était première ministre. Peu après l'adoption de la réforme qui a repoussé à 64 ans l'âge légal de départ, elle avait souhaité lancer la refonte des droits conjugaux et familiaux. Une démarche justifiée par la volonté de prendre en compte les transformations de la vie des ménages tout en essayant de rapprocher les dispositions en vigueur. Les deux systèmes en question s'apparentent, en effet, à un épais maquis de normes extrêmement complexes et disparates, selon la situation professionnelle des assurés.

La réflexion porte sur des enjeux financiers qui sont loin d'être anodins. En 2022, les droits familiaux se sont élevés à 25,7 milliards d'euros, d'après le COR. Quant aux pensions de réversion, leur poids s'avère encore plus important : 37,2 milliards en 2022.

Cette thématique a des dimensions très concrètes qui parlent au grand public. Le COR l'explore avec prudence en s'appuyant sur une dizaine d'études qu'il avait commandées à plusieurs institutions (Insee, Caisse nationale d'assurance-vieillesse, etc.) et qui seront débattues lors de la réunion du 20 mars. Ces travaux, d'une très grande richesse, examinent les incidences de changements de règles. Ainsi, si le nombre de tri-

mestres attribués au titre des majorations de durée d'assurance était porté à deux ou quatre dans tous les régimes, les mères fonctionnaires y gagneraient au niveau de la pension perçue. A l'inverse, seraient pénalisées 45 % à 50 % des mères relevant de l'assurance-vieillesse du privé. Autre cas de figure envisagé : placer sous condition de ressources la pension de réversion, dans toutes les caisses de retraites.

« Détérioration de la situation »
L'une des notes fournies au COR va encore plus loin en évaluant les retombées d'une « mesure systématique » qui consisterait à « basculer les droits conjugaux vers les droits familiaux ». Un scénario dans lequel seraient combinées plusieurs décisions : calcul de réversion « avec une formule unique visant à maintenir le niveau de vie », suppression de la condition de mariage, disparition du droit à majoration lié aux naissances... Après une telle opération, 30 % des hommes et 45 % des femmes nés en 2000 seraient perdants, tandis que seuls 2 % des hommes et 34 % des femmes engrangeraient des gains. Les « masses » totales de pensions versées baissent de 3,8 % à l'horizon 2060 et de 3 % en 2090.

Ces résultats doivent être regardés avec précaution, notamment parce que les simulations ont été effectuées en faisant l'hypothèse que les « comportements d'activité et les parcours conjugaux » resteraient inchangés, souligne le COR. L'instance présidée par Gilbert Cette insiste aussi sur le fait que ces pistes restent « perfectibles », ne serait-ce que parce qu'elles conduisent à une « détérioration de la situation » des mères d'au moins trois enfants. Au terme de ces réflexions, un rapport devrait être rendu, en principe, avant la fin de 2025. ■

BERTRAND BISSUEL

Les cadeaux! Les cadeaux! Les cadeaux!

250€ offerts*

Pour nos 25 ans,
nous offrons jusqu'à 250€ à
tous nos nouveaux clients.



Scannez
pour profiter
de l'offre.

fortuneo
BANQUE
J'aime ma banque

25
ans

*Du 13.03.2025 au 02.04.2025 inclus, jusqu'à 250€ offerts sous réserve de satisfaire aux conditions suivantes : pour une première ouverture d'un compte de dépôt (individuel ou joint) : 160€ offerts avec une carte Gold Mastercard ou 70€ avec une carte FOSFO Mastercard, suivi de 5 paiements dans les 90 jours. 80€ offerts pour la première utilisation du service neoChange. 10€ offerts pour la première ouverture d'un Livret +. Code opération **FTNO25**. Sous réserve de remplir les conditions d'octroi en vigueur et d'acceptation par Fortuneo (voir les autres conditions sur fortuneo.fr/compte-bancaire/offre-exclusive-mobilite-mars-25). Délai de rétractation de 14 jours. Fortuneo est une marque commerciale d'Arkéa Direct Bank. Arkéa Direct Bank, Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 89 198 952 euros. RCS Nanterre 384 288 890. Siège social : Tour Trinity - 1 bis place de la Défense 92400 COURBEVOIE. Courtier en assurance n°ORIAS 07 008 441 - Adresse postale : FORTUNEO - TSA 41707 - 35917 RENNES CEDEX 9.

Jeunesse : la Cour des comptes alerte sur les inégalités

La haute juridiction financière appelle à mieux « cibler » les mesures vers les publics les plus fragiles

La figure de proue des publications de la Cour des comptes consacre cette année 612 pages aux « politiques publiques en faveur des jeunes ». Une « évidence », a assuré son premier président, Pierre Moscovici, en présentant le rapport public annuel de la haute juridiction financière, publié mercredi 19 mars, parce que « la jeunesse représente les forces vives sur lesquelles repose notre avenir [et] qu'à ce titre elle est au cœur des préoccupations de nos concitoyens – ou du moins elle devrait l'être ! »

Le rapport n'est « pas pessimiste », a insisté Pierre Moscovici, mais il tire une conclusion ambiguë : la France consacre des moyens importants à sa jeunesse, mais doit se poser la question de la qualité de cette dépense publique, dont l'efficience est questionnée par les magistrats de la Rue Cambon. « Il convient de doter la France d'un plan stratégique en faveur des jeunes », a exhorté Pierre Moscovici, appelant à davantage de « cohérence et d'efficacité » des politiques publiques, notamment pour qu'elles réduisent mieux les inégalités.

Accès à l'autonomie

En 16 chapitres, qui vont de l'orientation à la justice pénale, de l'échec en licence à l'accès à l'emploi en passant par l'accès au logement, au sport ou encore à la mobilité, le rapport explore autant de segments de l'action publique destinés aux « jeunes ». Circonscrits aux 15-25 ans, ils sont au nombre de 9 millions en 2024 et représentent 13,2 % de la population. La Cour quantifie les dépenses annuelles de l'Etat exclusivement consacrées à cette tranche d'âge à plus de 53 milliards d'euros, sans compter celles des collectivités territoriales et de la Sécurité sociale.

Un « effort pour la jeunesse bien réel », selon le rapport, qui porte ses fruits à bien des égards. Plus de 88 % des 15-25 suivent des études, une formation, ou ont un emploi. Leur accès à l'autonomie est « globalement réussi », avec des jeunes qui terminent leurs études en moyenne à 21 ans et demi et qui sont, pour la moitié



Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, à Paris, le 19 février. THIBAUD MORITZ/AFP

d'entre eux, diplômés du supérieur, soit davantage que dans le reste de l'Union européenne. Ils quittent également le foyer parental plus tôt que chez nos voisins, à 23 ans et demi.

Les « jeunes » sont cependant loin d'être une catégorie homogène, et le rapport de la Cour alerte sur leur exposition particulière aux inégalités de tous ordres, économiques, géographiques ou sociales. « Ils expérimentent peut-être plus que d'autres le fait que l'égalité des droits n'est pas l'égalité des chances », notent les magistrats.

Plus d'un jeune de 15 à 25 ans sur dix est en situation de pauvreté, soit bien davantage que les 26-65 ans (7,7 %) ou que les seniors (5,8 %), et le phénomène s'aggrave depuis la fin des années 1960. Les magistrats soulignent d'ailleurs que les jeunes ont été « plus durablement touchés que les autres catégories de la population par la crise économique provoquée par la pandémie » de Covid-19, 41 % des 18-29 ans ayant perdu des revenus lors du premier confinement, contre 7 % des 65 ans et plus.

L'insertion d'une majorité de jeunes ne doit pas non plus masquer les 16 % d'entre eux qui sont durablement éloignés de la formation et de l'emploi, avec d'importantes inégalités. Quelque 27 % des jeunes des quartiers prioritaires sont ainsi sans diplôme, contre 11 % sur le reste du territoire, et tous sont plus susceptibles de connaître le chômage. Le rapport met également en exergue de nombreuses inégalités géographiques au préjudice des jeunes ruraux : ils sont 20 % à accéder à l'enseignement supérieur, contre 32 % des jeunes urbains, alors même qu'ils ont de meilleurs résultats. Ils sont aussi 38 % à avoir déjà renoncé à un entretien d'embauche en raison de difficultés de déplacement.

Gouvernance « fragmentée »

Les magistrats reprennent ainsi à leur compte un constat datant de 2009 et posé alors par le Livre vert de la commission sur la politique de la jeunesse : « Aucune politique publique n'est aussi segmentée que celle destinée aux jeunes. » Il en résulte un manque de lisibilité et un « non-recours de nombreux jeunes

à leurs droits, par méconnaissance ou par excès de complexité ».

Depuis que la jeunesse a été érigée en priorité de l'action publique, dans les années 1980, « il n'y a pas de gouvernement qui n'ait pas compris l'importance des politiques publiques en faveur des jeunes », a estimé Pierre Moscovici, mais « il manque une approche structurée, coordonnée à cette politique », qui fait l'objet d'une gouvernance trop « fragmentée ». Sur le seul périmètre de l'Etat, le rapport ne dénombre pas moins de 28 directions d'administration et délégations générales concernées par des politiques touchant à la jeunesse. « Une politique cohérente et globale en faveur de la jeunesse paraît hors de portée dans la configuration actuelle », tanche le rapport.

La Cour des comptes appelle ainsi en priorité à mieux organi-

ser la politique en faveur de la jeunesse et à mieux « cibler » les mesures vers les publics les plus fragiles et ceux dont les besoins sont les plus importants, notamment en matière d'aides à l'apprentissage, aux transports collectifs, à l'accès au sport ou encore au logement. Sur ce dernier volet, la Cour déplore des dispositifs « épappillés », fonctionnant « en silos » et bénéficiant principalement aux étudiants, alors que les jeunes dans leur ensemble sont particulièrement vulnérables aux tensions du marché. « Les politiques publiques doivent réduire les inégalités : en passant d'un pilotage par l'offre à un pilotage par les besoins et les résultats », recommande Pierre Moscovici.

Le rapport public annuel invite par ailleurs les pouvoirs publics à la projection face aux « perspectives démographiques alarmantes ». D'ici une décennie, la part des 15-25 ans dans la population sera inférieure à celle des plus de 75 ans, et ce renversement aura de multiples conséquences sur l'action publique. L'érosion affectera très diversement les territoires. A l'horizon 2070, les départements ruraux « seront sévèrement frappés, perdant jusqu'à la moitié de leurs enfants en âge d'être scolarisés », prévient la Rue Cambon, tandis que des « îlots de jeunesse » se renforceront autour des métropoles. Et les magistrats de noter : « Si les pouvoirs publics et les citoyens sont aujourd'hui habitués à raisonner à l'horizon 2050, pour les questions climatiques et énergétiques, ou pour celles liées à la vieillesse, la baisse du nombre de jeunes n'est, quant à elle, inscrite dans aucune perspective politique à moyen terme. » ■

ÉLÉA POMMIERS

Jul, illustrateur d'un « Livre pour les vacances », dénonce une censure

Le tirage de « La Belle et la Bête », dans une édition destinée à tous les CM2, a été annulé par la directrice générale de l'enseignement scolaire

Neuf cent mille exemplaires d'un tirage prévu la semaine du 10 mars tout simplement annulés. *La Belle et la Bête*, un conte popularisé au XVIII^e siècle, illustré par Jul, auteur de bande dessinée, et destiné à tous les CM2, ne sera pas imprimé. En cause, les 40 planches (plus la couverture) commandées et livrées par le dessinateur, qui s'alarme d'une « censure sans précédent ».

Lancée en 2017 par l'ex-ministre de l'éducation nationale Jean-Michel Blanquer (2017-2022), en partenariat (depuis quatre ans) avec la maison d'édition des musées nationaux (GrandPalais-RMN Editions), l'opération « Un livre pour les vacances » vise à offrir aux élèves de CM2 un classique de la littérature française avant l'entrée au collège. Ont ainsi été éditées les *Fables* de La Fontaine, *L'Odyssée* d'Homère, ou encore, en 2024, *L'Homme qui plantait des arbres*, de Jean Giono, choisi « dans le contexte du changement climatique » et illustré par Pierre-Emmanuel Lyet.

Cette année, c'était *La Belle et la Bête*, dans la version écrite par Jeanne-Marie Leprince de Beaumont. L'histoire est bien connue

depuis que Jean Cocteau et Disney l'ont portée à l'écran : une jeune fille (la Belle) se sacrifie pour sauver son père, condamné à mort pour une rose cueillie dans le domaine d'un monstre, la Bête. Ce dernier épargne la Belle et l'héberge dans son château. Elle s'aperçoit alors que derrière les traits monstrueux se cache un homme amoureux mais victime d'un sortilège.

« Je suis estomaqué »
Pour les illustrations, c'est l'auteur de *Silex and the City* et de plusieurs épisodes de *Lucky Luke* qui a été choisi par le ministère de l'éducation nationale, après Joann Sfar, Voutch, Emmanuel Guibert, Rebecca Dautremer ou Catherine Meurisse. Sa Belle a les cheveux longs et noirs. La Bête, elle, est une boule de poils hirsutes à grandes dents qui ressemble beaucoup à Barbouille, le fils de Barbapapa.

Mais voilà que, le 17 mars, alors que les épreuves relues et corrigées sont bouclées, la directrice générale de l'enseignement scolaire (Dgesco), Caroline Pascal, choisit de suspendre l'impression de l'ouvrage. « Le produit ne permet pas une lecture en autonomie (...) pour des élèves âgés de 10 à 11 ans »

C'est cette touche, dit-il, qu'a recherchée le ministère lors de la commande passée à l'été 2024 par la ministre de l'éducation nationale Nicole Belloubet, puis validée par sa successeure, Anne Genetet, en novembre 2024.

« L'alcool ? Je ne fais qu'illustrer le texte du XVIII^e siècle, qui fait boire trop de vin au père de la princesse. D'ailleurs, mon dessin est un hommage direct à un livre culte de la littérature jeunesse, Le Géant de Zeralda, d'Ungerer. Ces prétextes fallacieux et pour partie mensongers ne tiennent pas la route une seconde, avance Jul. La seule explication est pour moi à chercher dans le dégoût de voir représenter

des princesses et des princesses qui ressemblent un peu plus à des écoliers d'aujourd'hui et peuvent s'habiller en survêtement, entre deux scènes avec des robes de princesses et du clavécin. A moins que la présence de personnes aux cheveux frisés et à la peau mate plutôt que de princesses blondes de contes de fées ne soit devenue insupportable à l'éducation nationale ? Franchement, on croirait Trump et son administration lorsqu'ils se sont attaqués aux livres et à l'éducation, ou ont interdit le Journal d'Anne Frank et le Maus de [Art] Spiegelman dans les écoles. »

Un livre redonné

« Le travail de Jul n'est pas remis en cause, répond au Monde Caroline Pascal. Mais nous avons considéré qu'il n'était pas adapté à l'approche éducative attendue pour des élèves de CM2. Nous lui avions expliqué, en décembre [2024], qu'une forme de modernisation et de réactualisation était recherchée, tout en conservant les codes de ce conte du XVIII^e siècle. Cette opération s'adresse à des enfants de 10 ans qui doivent pouvoir lire ces livres chez eux, sans accompagnement pédagogique. La dernière version de son travail ne cor-

respondait pas au cadre que l'on s'était fixé collectivement. » Elle précise qu'un livre publié dans le cadre de l'opération lancée il y a huit ans sera réédité pour que les élèves de CM2 puissent quitter l'école en juin avec un ouvrage gratuit pour les vacances.

L'éditeur du livre, lui, est sous le choc. « On a beaucoup travaillé à ce projet généreux, se désole la directrice de GrandPalais-RMN Editions, Sophie Laporte. Nous prenons acte que la Dgesco estime que cet ouvrage ne correspond pas à son projet pédagogique, mais nous, nous avons un engagement d'éditeur. Et si le trouve que ce livre signé Jul et Jeanne-Marie Leprince de Beaumont est un très bon livre. Nous allons donc l'édition de notre côté. »

Reste à savoir si y figurera la préface écrite pour le projet initial par... Elisabeth Borne. Dans les toutes dernières épreuves, la ministre de l'éducation nationale vantait « un voyage visuel sublimé par le talent de Jul ». Et insistait : « Vous découvrirez dans cette version dessinée pour vous la touche malicieuse et le regard affuté de Jul, qui insufflent à ce conte une modernité nouvelle. » ■

ARIANE CHEMIN

Croiser les disciplines face aux enjeux climatiques

L'urgence écologique pousse le monde universitaire à réorganiser ses enseignements

L'amphithéâtre Verniquet ressemble à une ruche, en cet après-midi de décembre 2024. Des dizaines d'étudiants du master biodiversité, écologie, évolution se sont rassemblés en petits groupes dans ce haut lieu du Muséum national d'histoire naturelle, à Paris. Ils s'appretent à présenter, en français et en anglais, les résultats de leurs recherches scientifiques, sous la forme de posters de vulgarisation dressés devant eux.

L'opération, dénommée Darwin Days, a pour but de croiser les regards afin de présenter une problématique de façon interdisciplinaire. Chaque poster est le fruit d'un échange entre des étudiants qui suivent des parcours différents au sein du master : sociétés et biodiversité, écologie de la conservation, écologie évolutive, environnement et santé, muséologie des sciences de la nature et de l'homme, paléontolo-

gie et bioarchéologie. « C'est comme ça qu'on avance dans la science pour répondre aux enjeux du XXI^e siècle », expliquent Marie Mathieu et Marguerite Tétreau qui, avant d'intégrer le Muséum, ont été diplômées respectivement d'une licence de géographie et de HEC. Sur leur poster, consacré aux attaques des ours polaires contre les humains, les étudiantes ont identifié une corrélation entre le moment des attaques et la fonte de la banquise en été. La mauvaise gestion des déchets par les hommes est également un facteur pouvant attirer les ours et provoquer des confrontations.

Source de décloisonnement
Venant d'une grande école de commerce, Marguerite Tétreau craignait de ne pas être admise au Muséum faute de présenter un profil scientifique. Il n'en a rien été. « Je savais que ma place n'était

pas seulement en entreprise, que j'avais besoin d'aller au fond des choses. J'ai eu beaucoup de rattrapage à faire en biologie, en génétique et en dynamique des populations », se souvient l'étudiante. Par la suite, elle voudrait « travailler en tant qu'intermédiaire entre les mondes scientifique, politique et des entreprises ».

« Notre master pratique l'interdisciplinarité depuis sa création il y a vingt ans, nous étions des pionniers », rappelle Anne-Laure Guieyssse-Peugeot, directrice de l'enseignement et de la formation au Muséum national d'histoire naturelle, qui valide la double accréditation du diplôme par le ministère de l'enseignement supérieur à la fois en sciences humaines et sociales et en sciences technologie et santé, une rareté. Mais attention à ne pas se méprendre sur la notion : « Il ne s'agit pas de mettre deux diplômes côté à côté, car cela ne permet pas aux disciplines de se rejoindre sur un sujet donné. Ce qu'il faut, c'est faire travailler ensemble des étudiants qui n'ont pas du tout la même façon de travailler. »

La transition écologique peut-elle devenir une source de décloisonnement dans l'enseignement supérieur ? Les basculements en cours dans les rapports des humains à leur environne-

ment – une nouvelle époque géologique que l'on appelle anthropocène – entraînent une recomposition des objets scientifiques et donc des formations universitaires. Dans la communauté, une voie se dessine, promouvant une nouvelle approche qui emboîte différentes échelles, cultive des liens étroits entre sciences naturelles et sciences humaines.

« Nous gaspillons de l'argent »

La tâche est immense, comme en témoigne l'ouvrage *Servitudes et grandeurs des disciplines*, sorti début janvier (Gallimard, 232 pages, 22 euros). Plusieurs chercheurs, dont les historiens Pierre Birnbaum et Judith Lyon-Caen, les sociologues Luc Boltanski et Dominique Schnapper, y sont invités à penser la notion de discipline. En ressort un paradoxe : « Il est exigé aujourd'hui des sciences humaines et sociales qu'elles prennent leur part dans la crise écologique, la course aux sciences cognitives et à l'intelligence artificielle » mais « la pluridisciplinarité, clef des financements internationaux, entre en totale contradiction avec, à l'échelon national, les critères d'évaluation des carrières [d'enseignant-rechercheur et de chercheur] qui demeurent résolument disciplinaires », constatent les auteurs.

Il faut affronter des vents contraires, le système universitaire étant constitué de telle manière qu'« on attend de chacun qu'il creuse son sillon toujours plus spécialisé », ajoutent-ils. Rebattre les cartes de la qualification des enseignants-rechercheurs serait une étape cruciale, alors que le Conseil national des universités comptabilise 92 sections, correspondant chacune à une discipline.

C'est pourtant une erreur de s'attaquer séparément à la perte

Rebattre les cartes de la qualification des enseignants-rechercheurs serait une étape cruciale

l'alimentation, de la place laissée aux vivants non humains, Freddy Bouchet (physicien), Florian Couveinhes Matsumoto (juriste), Marc Fleurbaey (économiste), Alessandra Giannini (climatologue) et Corinne Robert (écologue) défendent « une science d'un type nouveau où les questions pertinentes elles-mêmes et les présupposés moraux attachés à ces questions ne peuvent être identifiées par des disciplines fermées sur elles-mêmes ».

En septembre 2024, le master ENS-PSL en science de la durabilité, dirigé par Corinne Robert, a ouvert ses portes. « Depuis l'initiative lancée avec le mathématicien Arnaud Lambert, il nous a fallu deux ans pour monter la formation », relate-t-elle, très enthousiaste. Ce diplôme est une avancée : des étudiants seront diplômés en science de la durabilité ! Il prolonge les enseignements du Centre de formation sur l'environnement et la société de l'ENS, et coopère avec 14 masters partenaires de PSL. Les 15 étudiants – sur 180 candidatures – viennent de 180 disciplines : biologie, chimie, droit, économie, géographie, géosciences, philosophie, physique, sciences cognitives et sociologie. Seuls six masters en France proposent actuellement la mention « science de la durabilité ».

PSL se veut un fer de lance, indique son nouveau président, El Mouhoub Mouhoud, lors de la présentation de sa feuille de route, à la fin de janvier. Il cite, entre autres, les « thèses binomées » associant deux disciplines avec un même objet d'étude, ainsi qu'une future « school of engineering » qui, en 2026, proposera « des combinaisons interdisciplinaires » en intelligence artificielle, arts, management et architecture. ■

SOAZIG LE NEVÉ

A l'hôpital, la durée des passages aux urgences a augmenté en dix ans

La moitié des personnes ayant eu recours à l'un de ces services en 2023 y sont restées plus de trois heures, selon la Drees

A quoi ressemble une « journée ordinaire » dans un service des urgences ? Qui y défile, pour quels motifs, et pour quelle prise en charge ? L'enquête « Urgences 2023 », dont les résultats ont été rendus publics mercredi 19 mars, met des chiffres sur les alertes qui remontent, depuis plusieurs années, du terrain : allongement des durées de passage, augmentation du taux de recours, difficultés d'accès aux soins de ville pour les patients qui se pressent dans ces services, souvent qualifiés de « porte d'entrée » d'un hôpital en tension. Cette fois-ci, ils ne viennent pas des syndicats de praticiens, qui n'ont cessé de donner l'alarme, mais de la direction statistique des ministères sociaux (Drees), qui a toutefois mené l'enquête en partenariat avec des associations et organisations professionnelles.

La date à laquelle les projecteurs ont été braqués vers les urgences est celle du 13 juin 2023, hors période de vacances et d'épidémies saisonnières – une journée « lambda » en somme –, et dix ans quasiment jour pour jour après une enquête similaire réalisée le 11 juin 2013, pour permettre la comparaison. La quasi-totalité des services (97 % des 719 points d'accueil des 612 établissements autorisés à disposer d'une structure de ce type, urgences générales et pédiatriques) y ont contribué. Sur une décennie, plusieurs constats de terrain se vérifient, à commencer par la hausse de l'afflux de patients : +13 %, avec 58 500 passages le 13 juin 2023, contre 51 800 le 11 juin 2013. Les analystes de la Drees mettent en avant un autre indicateur qui se dégrade : l'augmentation des durées de passage aux urgences (depuis l'enregistrement

administratif jusqu'à la sortie effective). La moitié des personnes passées par l'un de ces services, en 2023, y sont restées plus de trois heures, soit quarante-cinq minutes de plus qu'il y a dix ans. Un quart a vu son séjour atteindre plus de cinq heures et demie, contre quatre heures et quinze minutes en 2013 ; 15 % plus de huit heures, contre 9 % en 2013.

Risque de mortalité
Pour certains patients, les compteurs s'embalent : si les temps de passages longs (plus de huit heures) impliquent très rarement des enfants (3 %), ils concernent 36 % des personnes de 75 ans ou plus (contre 24 % en 2013). Un chiffre d'autant plus alarmant qu'une récente enquête (AP-HP, Inserm, Sorbonne Université) l'a montré : une nuit passée sur un brancard augmente de 40 % le risque de mortalité des patients âgés.

La surprise est relative : la prise en charge des patients âgés, dont la part augmente aux urgences, comporte davantage d'examens médicaux et de séjours dans les « unités d'hospitalisation de courte durée » qui permettent, au sein des urgences, de garder des patients en observation, théoriquement pour une durée inférieure à vingt-quatre heures, afin de compléter leur évaluation.

Le jour de l'enquête, 970 patients étaient sur des brancards, répartis dans 228 sites.

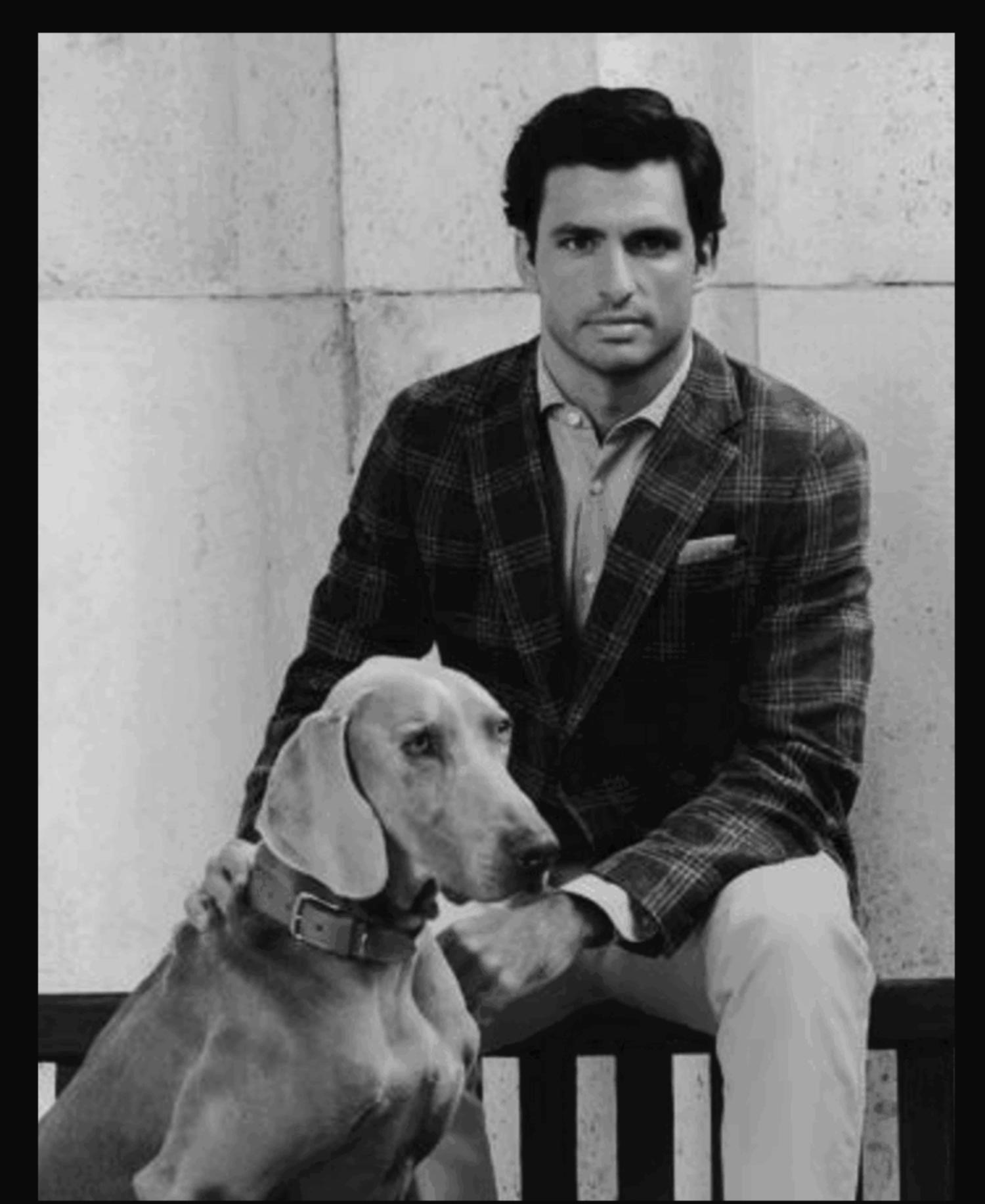
Au-delà de cette photographie, les motifs de recours aux urgences, qui dépendent beaucoup de l'âge du patient, ont peu évolué : traumatologie, gastro-entérologie et pathologies cardio-circulatoires constituent les principaux motifs signalés. Une évolution notable se dessine en revanche sur la décen-

nie, avec la baisse des hospitalisations après passage aux urgences, particulièrement pour les populations les plus âgées (40 % des 75 ans ou plus ont été hospitalisés en 2023, contre 56 % en 2013). Pour l'expliquer, les analystes évoquent, entre autres, des changements dans les pratiques médicales, une différence de l'état de santé des patients, et la baisse du nombre de lits dans les établissements de santé (- 11 %, soit 43 000 lits d'hospitalisation en moins, en dix ans).

« L'enquête est très représentative de ce que nous vivons au quotidien », souligne Agnès Ricard-Hibon, porte-parole de la Société française de médecine d'urgence. Les urgences sont les seuls services qui accueillent tout le monde, un patient en urgence vitale sera toujours pris en charge, mais le point de blocage des lits d'aval [pour hospitaliser les patients] demeure, c'est là que le bâton blesse. » La promesse présidentielle de « désengorger » les urgences, à la fin 2024, n'a pas été tenue, alors que les plans blancs se sont multipliés cet hiver dans les hôpitaux, sous la pression d'une épidémie de grippe sévère.

L'enquête vient confirmer un autre phénomène : la hausse des personnes se présentant aux urgences parce qu'elles ont rencontré des difficultés de prise en charge « en ville ». Elles sont 21 % à l'invoquer en 2023 (médecin traitant absent, prise de rendez-vous impossible), contre 14 % en 2013. « L'offre de soins ne répond plus aux besoins de la population, et les patients se rabattent sur nos urgences, relève Marc Noizet, président du syndicat SAMU-Urgences de France. C'est un dévoiement qui en dit long de la crise actuelle du système de santé. » ■

MATTEA BATTAGLIA



Carlos Sainz

Au procès de l'argent libyen, Nicolas Sarkozy clame son innocence

A l'issue des débats, l'ancien président, qui a eu la parole une dernière fois, a redit qu'il n'avait jamais été financé par Kadhafi

Nicolas Sarkozy a heureusement retrouvé sa «courtoisie personnelle» en arrivant au tribunal. «En venant cet après-midi, a déclaré, mercredi 19 mars, l'ancien chef de l'Etat, j'avais une telle colère en moi que j'ai dû faire une petite pause.» Il n'était pourtant pas tout seul, son épouse, Carla Bruni, est venue, ainsi que son attachée de presse, deux représentants d'une société de communication et son garde du corps ; il ne manquait que le directeur de cabinet, Michel Gaudin, au procès des soupçons de financement libyen de la campagne présidentielle de 2007.

Les débats sont terminés et le tribunal a convoqué les prévenus pour d'éventuelles questions subsidiaires, afin d'écouter leurs dernières déclarations, et de leur demander poliment s'ils avaient l'impression d'avoir été suffisamment entendus pendant le procès. Sans surprise, tous ont souligné qu'ils étaient innocents, et sont persuadés d'en avoir convaincu le tribunal.

C'est l'ancien président de la République qui tient la vedette. «Cela fait treize ans que je porte sur les épaules le poids de cette infamie», a déclaré le prévenu, en trois points. J'ai l'impression qu'on est parti du postulat que Nicolas Sarkozy était coupable et qu'il a fallu agrger des éléments disparaîtres.» Deuxième point : «J'ai l'impression que, pour l'accusation, c'est ce que j'étais, ou plus exactement ce que je représentais qui était visé. Qu'à travers moi c'est une classe politique pourrie qu'il fallait sanctionner.» Dernier élément : «J'ai eu l'impression que l'enjeu était celui de l'institution du Parquet national financier, mis en cause dans d'autres dossiers, a dit l'ancien chef de l'Etat, et qu'il ne fallait pas qu'il perde la face.» Et il

«Animal politique»

Tout ce qu'il sait, c'est que, avec la libération des infirmières bulgares, «[il a] sauvé six vies, de femmes violées, battues, et [il] en [est] fier», sans compter les milliers de vies civiles en Libye lorsqu'il a renversé le régime en 2011. Nicolas Sarkozy reconnaît certes une «erreur d'appreciation». «J'ai tout de suite compris, en animal politique que je suis», les dégâts politiques que l'enquête pouvait occasionner, a souligné le prévenu. «Mais je n'ai absolument pas imaginé qu'il y aurait des conséquences pénales», a-t-il ajouté, et qu'il risquerait, comme la plupart de ses coprévenus, dix ans de prison.

Le tribunal entendra, à partir de lundi, les plaidoiries des parties civiles, notamment les avocats des familles des 170 victimes de l'attentat, en 1989, du DC-10 d'UTA, ordonné par le régime libyen. ■

FRANCK JOHANNES

a ajouté : «Si je dois être innocenté, cela ne remet pas en cause votre institution. Je veux affirmer que je suis innocent, que je n'ai jamais sollicité un financement libyen.»

Il ne s'est jamais associé, «de près ou de loin», à la villa de Mougins (Alpes-Maritimes), dont la vente a servi indirectement à verser un demi-million d'euros à Claude Guéant, le secrétaire général de l'Elysée (2007-2011). Il n'a «jamais demandé» à Claude Guéant et Brice Hortefeux de rencontrer Abdallah Senoussi, le responsable des attentats libyens en Europe, condamné en France à perpétuité, et dont Mouammar Kadhafi, son beau-frère, voulait faire annuler le mandat d'arrêt international. Il n'a jamais eu «la moindre proximité» avec l'intermédiaire Ziad Takiedine, avec qui M. Guéant prenait son petit déjeuner, et qui avait invité M. Hortefeux sur son yacht.

Le socialisme des potences Réponse à l'appel des écrivains hongrois par Albert Camus



Francis Vuillemin, l'avocat de Mehdi Nemmouche, au palais de justice de Paris, le 17 février. RAPHAËL LAFARGUE / ABACA

Geôliers de l'EI : perpétuité requise contre Nemmouche

Des peines de trente et vingt ans de réclusion criminelle ont été demandées à l'encontre d'Abdelmalek Tanem et de Kaïs Al-Abdallah

Le réquisitoire du procès des geôliers de l'organisation Etat islamique (EI), qui s'est étiré sur près de neuf heures, mercredi 19 mars, s'est ouvert par une impressionnante introduction. Un avant-propos d'une heure et demie visant à restituer la dimension historique de cette audience qui a plongé, durant cinq semaines, au cœur du système totalitaire du groupe djihadiste, dans l'enfer de son centre de torture installé dans les sous-sols de l'hôpital d'Alep, en Syrie, où ont été séquestrés 25 journalistes et humanitaires occidentaux.

«Si cette audience doit avoir une vertu, c'est celle de nous montrer le véritable visage de la barbarie djihadiste, de cette idéologie vouée à détruire les hommes, a commencé l'avocat général, Benjamin Chambre. Le rapt systématique des humanitaires, leur séquestration dans des conditions inhumaines signent l'abjection de l'idéologie djihadiste qui fait fi des intentions des hommes pour les réduire à ce qu'ils sont ou semblent être, des non-partisans de la cause, autrement dit des mérédants, des hommes et des femmes dont la vie n'importe plus.»

«Mais surtout, ce qu'a mis au jour ce dossier, c'est à quel point les terroristes ont fait peu de cas de la population syrienne qu'ils prétendaient défendre, a-t-il poursuivi. Ces mauvais traitements, ces coups, ces simulacres d'exécution ne sont rien à côté des tortures quotidiennes infligées aux prisonniers syriens. Si les otages occidentaux ont été maintenus en vie tant qu'ils pouvaient avoir de la valeur politique ou économique, les détenus syriens ont été violentés et exécutés sans ménagement. Les djihadistes hiérarchisaient leurs victimes. Et au sein de ce pseudo-Etat islamique, la vie d'un Syrien vaut moins que celle d'un Français.»

Depuis le 17 février, cinq accusés sont jugés devant la cour d'assises spéciale de Paris pour leur implication dans l'enlèvement et la séquestration de plusieurs otages occidentaux – dont quatre journalistes français – et d'un Syrien, capturés et torturés par l'EI entre

2012 et 2014. Trois comparaissent dans le box, deux, présumés morts, sont jugés en leur absence. Le Parquet national antiterroriste (PNAT) a requis à l'encontre de trois d'entre eux la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une période de sûreté de vingt-deux ans, et des peines de trente et vingt ans de réclusion, assorties d'une sûreté des deux tiers, contre les deux autres.

La peine maximale a, sans surprise, été demandée pour «séquestration» et «actes de torture» à l'encontre de l'accusé le plus médiatique, le Français Mehdi Nemmouche, déjà condamné à la même peine en Belgique, le 12 mars 2019, pour l'attentat du Musée juif de Bruxelles qui avait fait quatre morts, le 24 mai 2014. Une peine exceptionnelle, a souligné Benjamin Chambre, qui n'a été prononcée qu'une vingtaine de fois depuis la création du PNAT, «en dépit de 91 procès et de plus de 300 terroristes jugés au cours de la dernière décennie».

Une peine justifiée par la «gravité exceptionnelle des crimes reprochés» mais aussi, a-t-il insisté, par la personnalité de l'accusé, «l'un des djihadistes les plus pervers et les plus cruels de ces dix dernières années», «l'un des plus dangereux incarcérés en France», un «véritable sociopathe dénué de toute empathie». Convoquant le philosophe Emil Cioran («La barbarie est accessible à quiconque, il suffit d'y prendre goût»), l'avocat général a parachevé son portrait au vitriol d'une formule définitive : «Incontestablement, Mehdi Nemmouche ya pris goût.»

Le magistrat a ensuite retracé le parcours de cet orphelin de père, abandonné par sa mère, tombé

très jeune dans la criminalité avec une première incarcération dès l'âge de 16 ans : «Ce qui frappe déjà les éducateurs chargés de son suivi, c'est l'absence totale d'affection, en particulier lors d'un vol avec arme d'un véhicule au préjudice d'une personne âgée de 87 ans.» Avant de se radicaliser en détention, Mehdi Nemmouche avait déjà été condamné à sept peines de prison.

Peu de temps avant de purger la dernière et de s'enfuir pour la Syrie, il avait lancé cet avertissement au directeur de son centre pénitentiaire : «Vous, les suppôts de la République, vous devriez me supprimer physiquement, car, dès que j'en aurai l'occasion, je n'aurai de cesse d'éliminer le plus de personnes.» Il avait aussi ajouté qu'il mourrait en martyr. «Force est de constater que, excepté sa propre mort, Mehdi Nemmouche a tenu sa promesse», a constaté l'avocat général.

«C'est la vie d'artiste, mec»

Doté d'une «véritable intelligence», Mehdi Nemmouche détonne dans la sphère djihadiste. Grand amateur de chanson française, admirateur de Charles Aznavour et de Mohammed Merah, il cultive une fascination pour les grandes affaires criminelles et un goût immodéré pour l'émission «Faites entrer l'accusé». Des passions peu communes dans son milieu d'adoption qui ont d'ailleurs grandement aidé les journalistes français Nicolas Hénin, Didier François, Edouard Elias et Pierre Torres à l'identifier comme un de leurs geôliers, le plus «sadique», le plus «ludique» aussi, lui qui, après chaque sévices, quittait leur cellule en leur lançant : «C'est la vie d'artiste, mec, elle est belle, elle est triste!»

Convaincu que Mehdi Nemmouche est un grand narcissique animé par la construction de sa légende, le magistrat a conclu sa demande d'«enfermement à vie» par cet appel solennel à la cour : «A celui qui rêvait de devenir le prochain héros de "Faites entrer l'accusé", il conviendra que par votre décision vous fassiez oublier l'accusé.»

Le second djihadiste français présent dans le box est «indubi-

blement plus discret et moins mégalomane», a commencé la seconde avocate générale, Rachel Lecuyer. Ce trait de caractère explique, selon elle, pourquoi Abdelmalek Tanem n'a pas été formellement identifié par les anciens otages. Mais le PNAT en est «convaincu» : il faisait partie de la «petite dizaine de geôliers francophones» que les journalistes français disent avoir repérés, sans être en mesure de tous les reconnaître, dans les sous-sols de l'hôpital d'Alep.

D'autres éléments de l'enquête permettent, selon la magistrate, de condamner à trente ans de réclusion criminelle : il était le garde du corps d'un djihadiste néerlandais, Abou Obeida, qui assurait la gestion de ce centre de torture ; il apparaît sur les images de vidéosurveillance de l'hôpital au milieu des prisonniers ; il était proche de Mehdi Nemmouche et, surtout, un grand ami et le voisin de palier de Salim Benghalem, un des accusés jugés en son absence, qui se trouve avoir été l'un des «directeurs de détention».

Contre le troisième accusé présent dans le box, le Syrien Kais Al-Abdallah, alias «Abou Hamza le chimiste», soupçonné d'être un expert en explosifs et dont «l'ombre plane» sur plusieurs enlèvements, le PNAT a requis la peine maximale prévue au moment des faits pour «association de malfaiteurs terroristes», vingt ans de réclusion. La réclusion à perpétuité a enfin été requise contre deux djihadistes présumés morts en Syrie : le Belge Oussama Atar, chef des geôliers et donneur d'ordres des attentats du 13 novembre 2015, et le Français Salim Benghalem. ■

SØREN SEELOW

HORS-SÉRIE
Le Monde
UNE VIE, UNE ŒUVRE

ÉDITION 2025

Albert Camus
La révolte et la liberté

TEXTES INÉDITS

Le socialisme des potences
Réponse à l'appel des écrivains hongrois par Albert Camus

ALBERT CAMUS LA RÉVOLTE ET LA LIBERTÉ

Un hors-série du «Monde»
124 pages - 12 €
Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique

**Selon l'avocat général,
M. Nemmouche est un «véritable
sociopathe dénué de toute
empathie»**

En Nouvelle-Calédonie, une police fracturée

Seul commissaire kanak de l'archipel, Henri Drowa était convoqué, jeudi, devant un conseil de discipline

NOUMÉA - correspondante

Pendant des années, sa hiérarchie l'a noté comme un policier « volontaire, déterminé, doté d'un très bon état d'esprit », « apprécié (...) pour son impartialité, son humeur égale et son sens du service public ». Tout au plus, observaient ses supérieurs en 2024, devait-il « s'attacher à un management un peu moins entier ». Mais, depuis le 18 novembre 2024, le commissaire Henri Drowa, 48 ans, patron de la police judiciaire en Nouvelle-Calédonie et seul Kanak à avoir atteint ce grade, a été suspendu dans l'attente des conclusions d'un conseil de discipline qui devrait se tenir jeudi 20 mars.

Sa médaille d'honneur de la police et ses états de service n'ont pas fait le poids face à des accusations de manque de loyauté et de « violences verbales et matérielles (...) inédites pour un cadre de police nationale dans l'exercice de ses fonctions », selon la direction générale de la police nationale au *Monde*. Autant d'éléments qui ont conduit l'institution à « suspendre immédiatement cet agent, dès que les faits ont été portés à sa connaissance ».

Des effectifs locaux « terrorisés » par un « management despotaïque » alimenté par une « posture physique intimidante » : le rapport rendu par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) le 22 janvier – après l'audition de sept fonctionnaires sur les près de 130 que compte le service dirigé par le commissaire Drowa – se révèle rien de moins qu'accablant. Le manque de loyauté du policier, accusé d'avoir fait « preuve de défiance envers les agents métropolitains en renfort », y est aussi lourdement souligné.

« Même si ces faits étaient établis, cette réaction est totalement disproportionnée, dénonce, de son côté, M^e Maxime Cessieux, l'avocat du policier. Aucune alerte en vingt-cinq ans de service, pas un seul rapport en sa défaveur, une notation excellente, et l'urgence consiste à suspendre un commissaire alors que les cendres des émeutes sont encore fumantes ? »

« Ressentiments »

Le rapport, que *Le Monde* a pu consulter, peine pourtant à établir la moindre contestation formelle du comportement du commissaire Drowa avant le début des émeutes, le 13 mai 2024. La seule trace d'une critique publique apparaît dans un tract syndical daté du 22 février 2024, qui dénonce un « management pour les nuls » sans évoquer d'attitude brutale. Vingt-cinq fonctionnaires originaires de l'archipel ou de métropole ont même signé des attestations de soutien officielles, versées à son dossier.

Dans un autre rapport, le directeur territorial de la police nationale, Jean-Marie Cavier – qui a quitté ses fonctions en décembre 2024 –, a beau souligner le caractère parfois impulsif et la « grande susceptibilité » de son suzerain, il précise que son comportement n'a jamais « fait l'objet de signalement » auprès de lui, ni auprès du chef de la mission outre-mer de la police nationale, qui « s'est rendu à plusieurs reprises sur le territoire », où il a qualifié de « brillante » une intervention du policier devant des partenaires extérieurs au sujet des violences intrafamiliales, un fléau dans l'archipel et un domaine où « le commissaire Drowa s'est durablement investi ».

Dans ce document, le haut gradé de la police dépeint surtout une situation policière particulièrement complexe, qui épouse à bien des égards les lignes de faille de la société calédonienne.



Forces de police, dans le quartier de la Vallée-du-Tir, à Nouméa, le 24 juin 2024. DELPHINE MAYEUR/AFP

Il y a un arrière-plan discriminatoire évident sur fond de jalousies de carrière

ANTHONY CAILLÉ
secrétaire général
de la CGT-Police

re-plan discriminatoire évident sur fond de jalousies de carrière».

«La majorité des policiers affectés sur le territoire sont des Calédoniens, qu'ils soient kanak ou d'origine européenne, explique Philippe Gomès, ancien député du mouvement de centre droit Calédonie ensemble, qui s'est battu pour une «calédonisation» de la police dès 2016. Mais ça ne s'est pas fait sans mal. Dans la police, comme dans la gendarmerie ou la justice, on n'aime pas trop voir le régional de l'époque prendre un poste de commandement.»

Hierarchie parallèle

En 2020, déjà, des policiers calédoniens se plaignaient d'un ascenseur social en panne au profit de fonctionnaires en «séjour», c'est-à-dire affectés en Nouvelle-Calédonie. En guise de réponse, un document anonyme est alors posté sur les réseaux sociaux, égrenant les noms de fonctionnaires supposément acquis à la cause indépendantiste.

Bien qu'issu d'une famille plutôt à droite, où l'on vote volontiers loyaliste, Henri Drowa y est cité, comme son épouse, capitaine de police. Le policier, font valoir ses détracteurs, est même membre de l'Union syndicale des travailleurs kanak et des exploités, proche des indépendantistes. Il s'agit, avant tout, d'une organisation sœur de la CGT, dont M. Drowa est adhérent. «Une double appartenance assez fréquente pour des questions de représentativité dans les instances locales», explique une source syndicale.

A l'époque, le brûlot fait flop. Il prend une autre résonance quatre ans plus tard en resurgissant sur Internet à l'occasion des violences de mai 2024. Au plus fort des émeutes, la direction nationale de la police judiciaire ne s'est-elle pas plainte d'une mauvaise remontée d'informations ? Le commissaire kanak, lui, a plutôt évoqué devant l'IGPN la création d'une hiérarchie parallèle mise en place dès l'arrivée de renforts venus de métropole, dont il assure avoir été évincé.

Sur place, «sa parfaite connaissance de l'environnement local» a plutôt été louée quand, au sein du Renseignement territorial, il a démasqué les tensions pour éviter que la visite d'Emmanuel Macron en mai 2018 ne vire au fiasco.

Sa mutation hors de l'archipel permettrait aussi de libérer son poste, fort prisé de ses collègues métropolitains en raison d'avantages considérables, dont un salaire pratiquement multiplié par deux et en partie défiscalisé. «En occupant un poste où il donne toute satisfaction, il ferme la porte aux autres commissaires venus de l'extérieur et dépossède des officiers locaux qui voudraient y accéder», résume Anthony Caillé, de la CGT-Police, qui décrit un «arri-

public au profit de leurs idéaux politiques».

L'affaire Drowa n'a rien arrangé, d'autant que le commissaire kanak se trouve également sous le coup d'une enquête judiciaire ouverte pour «violation du secret

professionnel», accusé d'avoir communiqué à un journaliste de la presse locale des notes de police judiciaire. Profane en la matière, et alors qu'un responsable de la communication de la police est théoriquement chargé des re

**En 2020,
des policiers
calédoniens
se plaignaient
d'un ascenseur
social en panne
au profit
de fonctionnaires
affectés
sur l'archipel**

lations avec les médias, le commissaire kanak aurait agi, selon son avocat, sur les instructions du procureur et en «parant au plus pressé», transmettant à la presse des documents auxquels le «secret de l'enquête ne s'applique plus de toute façon». Le fonctionnaire a lui-même admis une imprudence, et le procureur de la République à Nouméa, Yves Dupas, a confirmé au *Monde* avoir délivré son autorisation de communiquer – pour certains dossiers seulement.

A ce jour, les deux seules victimes de violences avérées – et reconnues par le commissaire Drowa – sont la porte de son bureau, qui a reçu un coup de poing le 6 novembre 2022, et un carnet jeté sur une table de réunion le 24 mai 2024. «Brutale-ment», précise le rapport de la police des polices. ■

ANTOINE ALBERTINI
ET CHARLOTTE MANNEVY

Le Monde

Abonnement Quotidien + numérique

603,20 € (prix de vente
au numéro)

169€ pour 6 mois

- ✓ Le journal et ses suppléments livrés chez vous
- ✓ Tous les contenus du *Monde* sur le site et les applications

- ✓ Participez au tirage au sort pour tenter de gagner une visite privée « *Un matin avec la rédaction du Monde* »

Assistez au bouclage du journal, rencontrez les journalistes et participez à une conférence de rédaction.

A partir du 10 avril 2025,
de 9h à 13h au siège du *Monde* à Paris.



Abonnez-vous en ligne sur :
abo.lemonde.fr/quotidien6MM
et retrouvez toutes les dates de visite

BULLETIN D'ABONNEMENT

A compléter et à renvoyer à : *Le Monde* - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9

241EMQAD6MPV1

Je m'abonne à l'offre **Quotidien + numérique** du *Monde* pendant **6 mois** pour **169€** (au lieu de 603,20€) et je tente de gagner une visite « *Un matin avec la rédaction du Monde* ».

► 6 quotidiens

- + « *M le magazine du Monde* »
- + tous les contenus du *Monde* sur le site et les applications

Je règle :

- Chèque bancaire à l'ordre de la Société éditrice du *Monde*
- Carte bancaire (paiement sécurisé) en appelant le 03 28 25 71 71 (tarif d'un appel local) du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

SOCIÉTÉ ÉDITRICE DU MONDE SA - 6765 AVENUE PIERRE-MENDES FRANCE - 7507 PARIS, CODEX 13 - 03 28 25 71 71. Offre réservée aux nouveaux abonnés, validée en France métropolitaine jusqu'au 20/06/2025. Les conditions applicables à l'abonnement sont consultables au lien suivant : <https://www.lemonde.fr/info/mentions-legales>. En retournant ce formulaire, vous consentez à ce que la Société éditrice du *Monde*, responsable du traitement, traite vos données collectées lors de l'utilisation de ses services pour les finalités suivantes : (i) activation et gestion de votre compte, information sur les offres et services associés ; (ii) sous réserve de finalisation de votre achat, gestion de votre contrat ; (iii) amélioration des services et de votre expérience utilisateur ; (iv) actions marketing par voie numérique sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires, sous réserve de votre consentement ; (v) soumission de vos avis et commentaires pour participer à ses sondages, et services et/ou ceux de ses partenaires et (vi) toute autre action marketing autorisée par la loi. Pour vous opposer à la collecte et au traitement de vos données, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : abon@lemonde.fr. Si vous avez des questions concernant la protection de vos données personnelles, vous pouvez nous contacter à l'adresse suivante : rgpd@lemonde.fr. Si vous souhaitez être informé par voie numérique des offres du *Monde*, vous pouvez cocher la case suivante : Je souhaite être informé par voie numérique des offres du *Monde*. Si vous souhaitez être informé par voie numérique des offres des partenaires du *Monde*, vous pouvez cocher la case suivante : Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du *Monde*. Pour en savoir plus ou exercer vos droits (accès, rectification, opposition, portabilité, limitation des traitements) concernant votre profil, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : <https://compte.lemonde.fr/gestion-motin>. Pour exercer vos droits de portabilité et de limitation des traitements, veuillez nous contacter à l'adresse suivante : <https://compte.lemonde.fr/gestion-motin>.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

E-mail : _____

@ _____

Je souhaite être informé par voie numérique des offres du *Monde*

Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du *Monde*

Tél. : _____

Le plan de l'UE pour soutenir l'acier européen

Les mesures dévoilées visent à protéger la filière de la concurrence chinoise et des droits de douane américains

BRUXELLES - bureau européen

Il aurait été compliqué pour l'Union européenne, construite, au sortir de la seconde guerre mondiale, sur les bases de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), de tourner le dos à son histoire. D'autant que la sidérurgie – et plus généralement la métallurgie – en Europe est bien plus qu'un symbole. Dès lors que l'acier et l'aluminium sont indispensables aux transitions verte et numérique ainsi qu'à l'industrie de la défense, elle est l'un des piliers de l'autonomie stratégique à laquelle les Vingt-Sept disent prétendre.

« L'Europe doit sauver son acier », a martelé Stéphane Séjourné, mercredi 19 mars, en présentant le plan de la Commission pour l'acier et les métaux. Jeudi 20 mars, le vice-président exécutif de l'institution chargé de la

La Commission a travaillé avec les acteurs européens de la sidérurgie pour les inciter à rester sur le continent

stratégie industrielle se rendra à Duisbourg, au cœur de la Ruhr, chez ThyssenKrupp, où il discutera avec les acteurs et les syndicats de la filière allemande.

Embarquée dans une transition écologique coûteuse, confrontée à une baisse de la demande, notamment de la part de l'industrie automobile et des acteurs de la construction, plombée par la concurrence déloyale chinoise et des

coûts de l'énergie élevés, la filière européenne traverse aujourd'hui une grave crise. Comme si cela ne suffisait pas, depuis le 12 mars, les Etats-Unis de Donald Trump surtaxent de 25 % les importations d'acier et d'aluminium, faisant craindre aux industriels européens une baisse de leurs exportations outre-Atlantique, et plus encore l'arrivée sur leur marché de produits qui étaient jusqu'ici vendus aux Etats-Unis.

« Les sites, quels qu'ils soient, sont tous à risque en Europe », déclarait le président d'ArcelorMittal France, Alain Le Grix de la Salle, le 22 janvier, devant les députés français, alors que les projets de plans sociaux et de fermetures d'usines dans le secteur se multiplient. Fin novembre 2024, ThyssenKrupp Steel a annoncé la suppression de 11 000 emplois d'ici à 2030, soit plus de 40 % de ses effectifs, quand ArcelorMittal décidait, au même moment, de suspendre ses projets d'investissement de 1,8 milliard d'euros pour la décarbonation de sa production à Dunkerque et à Fos-sur-Mer.

Dans ce contexte, la Commission a travaillé main dans la main avec les acteurs européens de la sidérurgie pour tenter d'améliorer leurs perspectives et de les inciter à rester sur le sol européen. Elle leur promet aujourd'hui de mieux les protéger face à une concurrence déloyale, que les subventions chinoises et les capacités mondiales nourrissent.

Depuis 2018, la Commission impose des droits de douane sur les importations d'acier, au-delà de certains quotas. Mais ces mesures de sauvegarde, qui doivent expirer le 30 juin 2026, n'ont pas été révisées depuis leur entrée en vigueur, alors que, dans le même temps, la demande d'acier a chuté de quelque 20 % en Europe. Dans ce contexte, la filière sidérurgique demandait, depuis des années, des aménagements.

Elargir le spectre

Elle a été entendue. Dès le 1^{er} avril, a annoncé Stéphane Séjourné mercredi, « nous renforcerons la clause de sauvegarde actuelle », ce qui permettra « une baisse allant jusqu'à 15 % des importations ». Au troisième trimestre, la Commission présentera les nouvelles mesures de sauvegarde qui prendront le relais en 2026 et, affirme-t-elle, seront « plus efficaces » que le dispositif actuel.

Elle envisage également de « modifier les règles d'origine pour empêcher que de l'acier étranger subisse une simple transformation mineure en Europe, et soit ensuite vendu comme produit européen », poursuit Stéphane Séjourné. L'exécutif communautaire pourrait aussi imposer des mesures de sauvegarde sur l'aluminium, qui n'y est pas soumis à ce stade, mais dont les importations sur le Vieux Continent pourraient bondir à la suite des nouveaux droits de douane décidés par Washington.

Il a ouvert une enquête à l'issue de laquelle une décision sera prise.

ArcelorMittal et autres ThyssenKrupp pressaient aussi l'Union de réformer le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), qui, en taxant les importations en fonction de leur empreinte carbone, doit assurer aux industriels européens une concurrence plus loyale. Là aussi, la Commission va essayer de leur donner satisfaction.

D'ici à juin, elle fera une proposition afin que les exportateurs d'acier et autres métaux ne soient pas pénalisés par la taxe carbone qu'ils payent en Europe et qui n'a pas toujours d'équivalent pour leurs concurrents des pays tiers. « On pourrait envisager que les produits exportés ne soient pas soumis à la taxe carbone », illustre un haut fonctionnaire européen.

Fin 2025, l'exécutif communautaire présentera un projet de loi afin d'élargir le spectre des produits en acier et aluminium sou-

mis à la taxe carbone aux frontières et de lutter contre les éventuels contournements du CBAM. « Il est absurde que les carcasses de voitures n'y soient pas soumises quand l'acier l'est », insiste cette même source.

Autre volet du plan de Bruxelles, afin de promouvoir un acier plus propre : encourager le recyclage du métal, dont les chutes et les rejets sont bien souvent envoyés en Asie, où ils sont retravaillés, avant de revenir en Europe. Pour cela, la Commission envisage de fixer des objectifs d'acier et d'aluminium recyclés dans certains produits. Elle pourrait aussi décider de limiter les exportations de ferraille.

Enfin, pour aider les sidérurgistes à décarboner leur production, la Commission reprend les recettes qu'elle a déjà présentées dans son pacte pour une industrie propre, comme le soutien aux contrats d'électricité à long terme entre les industriels et les fournisseurs, la prise en compte de critères autres que celui des prix, par exemple le « made in Europe », dans les appels d'offres publics ou l'assouplissement du régime d'aide d'Etat.

Elle compte aussi mobiliser des fonds pour soutenir le secteur, sans en dire plus à ce stade sur les montants en jeu. Dans l'immédiat, elle prévoit de consacrer 150 millions d'euros en 2026 et 2027 à la recherche dans les technologies de décarbonation. ■

VIRGINIE MALINGRE

Autre volet du plan de Bruxelles, afin de promouvoir un acier plus propre : encourager le recyclage du métal

Droits de douane: une réponse mi-avril

La Commission européenne, qui avait annoncé vouloir répondre en deux temps aux nouveaux droits de douane américains de 25 % sur l'acier et l'aluminium, a changé d'avis. Elle présentera finalement l'intégralité de son plan de représailles mi-avril, quand elle avait initialement prévu un premier paquet de mesures de rétorsion le 1^{er} avril et un second quinze jours plus tard. Donald Trump a en effet prévenu qu'une nouvelle salve de droits de douane serait annoncée, le 2 avril. « Ce sera 25 % d'une manière générale, et ce sera sur les voitures et tout le reste », a affirmé le président américain le 26 février. Dans ce contexte, Bruxelles préfère avoir une vision globale de l'offensive américaine avant de faire connaître sa riposte.



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

L'économie américaine va ralentir, prévoit la Réserve fédérale

L'institution table sur une inflation de 1,7 % aux Etats-Unis en 2025

NEW YORK - correspondant

Nous nous efforçons de séparer le signal du bruit : Jerome Powell, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed, banque centrale), ne veut pas céder au catastrophisme qui entoure la politique économique menée par le président américain, Donald Trump, notamment sa guerre commerciale. A l'issue de la réunion du comité de politique monétaire de l'institution, M. Powell et ses collègues ont publié, mercredi 19 mars, des prévisions économiques en dégradations, mais n'envisagent pas un effondrement, laissant les taux d'intérêt inchangés.

La Fed a revu ses prévisions de croissance à la baisse pour 2025, à 1,7 % contre 2,1 % lors de celles de décembre 2024. Elle table désormais sur une inflation de 2,7 % cette année, en légère hausse de 0,2 point – mais elle prévoit 2,2 % et 2 % de hausse des prix en 2026 et 2027. Enfin, elle table sur un chômage maîtrisé à 4,4 % de la population active. « L'incertitude sur les perspectives économiques a augmenté », écrit toutefois l'institution dans son communiqué. M. Powell a tempéré les risques de récession évoqués depuis deux semaines par les économistes et sur les marchés.

La manœuvre satisfait les Bourses, d'abord, qui ont fini en hausse, et la Fed elle-même – elle veut éviter tout conflit avec le président, qui affecterait sa crédibilité, ou pire, son indépendance, alors que le mandat de M. Powell arrive à échéance en 2026. Le responsable de la supervision bancaire au sein de la banque centrale, Michael Barr, un démocrate dans le viseur de M. Trump, a préféré démissionner de lui-même,

début janvier, pour éviter une confrontation avec le président.

Certains craignaient un effondrement de l'économie, voire l'espace, estimant que c'était le seul moyen de faire reculer M. Trump. La réaction des derniers jours les a déchantés, la chute de la Bourse laissant la Maison Blanche de marbre, au moins en apparence, et assumant une potentielle récession.

Incertitudes majeures

La Fed, elle, fait tout pour éviter une crise. Si elle n'a pas baissé le taux d'intérêt, mercredi, elle prévoit encore deux baisses de taux d'un quart de point en 2025, ceux-ci devant osciller entre 3,75 % et 4 % à la fin de l'année. Surtout, elle a décidé de soutenir les marchés financiers en réduisant de 25 milliards à 5 milliards de dollars (de 23 milliards à 4,5 milliards d'euros) par mois le volume des bons du Trésor qu'elle a achetés par le passé et qu'elle laisse arriver à échéance sans en acheter de nouveau. M. Powell a prétendu qu'il ne s'agissait pas d'une mesure de politique monétaire, mais cela met l'huile dans les rouages.

Patiennement, M. Powell a cherché à déminer les signes avant-couleurs négatifs. Il n'a pas pu nier que les consommateurs et les entreprises interrogées « mentionnent les droits de douane comme un facteur déterminant au-delà de l'année prochaine ». Mais il estime que ces anticipations « restent cohérentes avec [leur] objectif d'inflation de 2 % », et n'a pas exclu que la hausse des prix induite soit « provisoire ». Surtout, le président de la Fed tente de prendre en compte la politique de M. Trump dans son ensemble : « L'administration est en train de mettre en œuvre des changements politiques impor-

tants dans quatre domaines distincts : le commerce, l'immigration, la politique budgétaire et la réglementation. C'est l'effet net de ces changements qui déterminera l'économie et l'orientation de la politique monétaire. »

Déreglementation et baisse des dépenses publiques, déflationnistes, peuvent compenser les hausses de prix induites par la pénurie de main-d'œuvre provoquée par le tarissement de l'immigration illégale et la hausse des droits de douane.

Mais le pays se heurte toutefois à une réalité : le déficit public continue d'être hors de contrôle, de l'ordre de 6 % du produit intérieur brut, et les coupes effectuées par Elon Musk et son département de l'efficacité gouvernementale n'y ont pour l'instant rien changé.

Dans ce contexte d'incertitudes majeures, la Fed est bloquée, ne pouvant pas baisser ses taux alors que l'inflation persiste, même si les derniers indices, occultés par les guerres commerciales, ont été meilleurs que prévu.

Le compte à rebours s'engage. La prochaine étape est le 2 avril : il s'agit de voir si M. Trump impose réellement ses tarifs réciproques à toute la planète. Enfin, les résultats financiers du premier trimestre, publiés au printemps, permettront de voir si les consommateurs « calent », comme l'ont mis en garde les grands groupes de distribution, notamment Walmart, ou de loisirs comme les compagnies aériennes Delta Air Lines et United Airlines. Le terrain sera alors mûr, selon les experts interrogés par la chaîne CNBC, pour que la Fed prépare les esprits à une baisse des taux, le 7 mai, qui deviendrait effective lors de sa réunion suivante, le 18 juin. ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Une fronde anti-Bolloré chez Hachette Livre

Les publications d'extrême droite de Fayard indignent des salariés du premier groupe d'édition français

C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les élus du comité social et économique central d'Hachette Livre, le numéro un de l'édition détenu par Vivendi, le groupe du milliardaire Vincent Bolloré, ont diffusé à tous les salariés, mardi 18 mars, une lettre dans laquelle ils dénoncent la « publication [le 5 mars] chez Fayard, de l'ouvrage Bannie, de Xenia Fedorova [306 pages, 21,90 euros], journaliste pro-Poutine et ex-présidente de la chaîne Russia Today France, interdite de diffusion dans l'Union européenne depuis 2022». Ils poursuivent : «Après avoir décidé de publier le leader d'extrême droite, Jordan Bardella, les éditions Fayard franchissent une ligne rouge avec la publication de cette personnalité désignée par les experts comme la «cheffe de la propagande française du Kremlin».

Les élus considèrent que les «médias Bolloré et Fayard» don-

nent la parole à «une journaliste soi-disant bannie alors qu'elle anime une chronique hebdomadaire sur CNews».

En la publiant, ils estiment que la maison d'édition Fayard – dirigée par Lise Boëll, ancienne éditrice d'Eric Zemmour – «se fait le porte-voix du pouvoir autoritaire russe qui emprisonne ses opposants et est soupçonné d'avoir causé la mort de certains», comme Alexeï Navalny ou Anna Politkovskaïa. Interrogée sur le sujet, la direction d'Hachette Livre ne nous a pas répondu.

La lettre des élus rappelle que «la liberté d'expression n'est pas absolue», comme le soulignent de façon constante le Conseil constitutionnel et la Cour européenne des droits de l'homme. «La mise à disposition, dans nos locaux, du JDNews, journal d'opinion donnant une part très large aux opinions de l'extrême droite, nous rappelle chaque semaine qui nous dirige, et nous fait honte»,

écrivent-ils. En ajoutant sans fard, à l'intention de leur actionnaire : «Les salariés d'Hachette Livre ne supportent plus d'être associés au groupe Bolloré, alors que les valeurs fondatrices d'Hachette sont à l'opposé des idées désormais promues.» Ils citent le dernier rapport de responsabilité social d'entreprise du numéro un français de l'édition et numéro trois mondial, qui mentionne le rôle sociétal qui est le sien, «celui de contribuer au monde de l'éducation, de la culture et de la démocratie».

«Mal profond»

S'ils s'offusquent de l'«appui constaté des médias Bolloré au pouvoir russe autoritaire de [Vladimir] Poutine», ils déplorent aussi leur soutien à Donald Trump, et à son vice-président, J. D. Vance, en rappelant que le président des Etats-Unis «cherche à remettre en cause l'Etat de droit». Les salariés d'Hachette rappellent que «ses partisans tra-

vailtent à faire bannir des bibliothèques et des établissements scolaires les livres aux idées humanistes, de tolérance ou défendant les droits des femmes». Certains de ces ouvrages étant d'ailleurs «publiés par [leur] filiale aux Etats-Unis», ne manquent-ils pas de redire.

Rarement une fronde aussi violente avait mis en cause la direction d'Hachette Livre, que les élus alertent «en vain», «depuis plusieurs mois», sur «le risque industriel et social qui pèse sur [leurs] activités». Ils évoquent notamment des «ruptures de contrats» dans les secteurs de la diffusion ou de la distribution, mais aussi des «boycotts» de la part des libraires, des enseignants ou des lecteurs, ainsi que des «départs ou le non-recrutement» d'auteurs ou de salariés, en raison même de la «ligne éditoriale proche de l'extrême droite de la sphère Bolloré [CNews, Journal du dimanche, Europe 1, Fayard]».

Les élus du CSE dénoncent la «publication d'un ouvrage de Xenia Fedorova, l'ex-présidente de Russia Today France»

Dans la foulée, mercredi 19 mars, la CFDT-Livre-Edition a publié un tract intitulé «non à la bollarisation des esprits, non au mépris des salariés!» Le syndicat souligne la «brutalisation des relations sociales, le durcissement des conditions de travail, l'augmentation du turnover» et y voit des «signaux inquiétants pour toute la profession». Tout comme le sont à ses yeux les «tentatives d'emprise idéologique» puisque «la neutralité politi-

tique des maisons d'édition est une condition pour préserver la pluralité des publications».

Selon la CFDT-Livre-Edition, la «spectaculaire dégradation des relations sociales» reflète «le mal profond qui est en train de gangrener le monde de l'édition depuis la prise de contrôle des deux premiers groupes par des conglomérats médiatiques [Vivendi à Hachette Livre, et Czech Media Invest (CMI) du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky à Editis]».

Outre les «piles de revues d'extrême droite à l'entrée des maisons d'Hachette», le syndicat déplore une «tentative – ratée! – d'"entrisme"» du milieu ultra-conservateur à la direction du groupe Bayard, ainsi que les déménagements en cascade (Hatier chez Hachette, CMI chez Editis, ou encore celui de Bayard) «pour entasser les salariés au mépris de leur santé, mais aussi de l'efficacité professionnelle». ■

NICOLE VULSER



PERTES & PROFITS | BEN & JERRY'S

PAR PHILIPPE ESCANDE

Des pots de glace trop politiques

La famille Unilever n'est pas une communauté apaisée. Le conglomérat anglo-néerlandais aux 125 000 employés est en conflit perpétuel avec l'un de ses enfants les plus turbulents, la chaîne de glaces Ben & Jerry's, achetée en 2000. Dernier épisode, le limogeage de son patron, David Stever, le 3 mars. En réaction, le conseil indépendant de Ben & Jerry's a déposé plainte contre sa maison mère au tribunal de New York, mercredi. C'est loin d'être la première fois que cette instance poursuit son propriétaire en justice. Les deux entreprises sont en conflit depuis 2021, à la suite de la décision du glacier de se retirer en partie d'Israël, en protestation contre la situation dans les territoires occupés.

Ben & Jerry's n'est pas une entreprise ordinaire. Fondée en 1978 par deux idéalistes aux cheveux longs, Ben Cohen et Jerry Greenfield, dans l'Etat le plus socialiste des Etats-Unis, le Vermont, elle s'est définie dès le départ comme une entreprise à mission sociale. Ils militent contre la guerre froide, le bœuf aux hormones, pour le climat...

Lorsque Unilever achète l'entreprise en 2000, les deux fondateurs demandent l'établissement d'un conseil indépendant chargé de vérifier la bonne conduite éthique de l'entreprise. Cette proposition est acceptée par le géant britannique, qui était lui-même à

cette époque un fervent défenseur de l'engagement social des entreprises.

Parcours boursier décevant
Mais le vent a tourné. Le retrait partiel d'Israël avait provoqué la colère de l'Etat hébreu et de ses supporteurs en Amérique, dont l'activiste Nelson Peltz, qui est intervenu pour négocier une solution. Puis ce dernier, par l'intermédiaire de sa société Trian, est devenu actionnaire et est entré au conseil d'administration d'Unilever. Il exige une gestion plus agressive face à un parcours boursier très décevant par rapport à ceux de ses deux grands concurrents mondiaux, Procter & Gamble et Nestlé.

L'affaire s'est envenimée après les massacres du 7 octobre 2023 et la riposte d'Israël à Gaza. En janvier 2024, Ben & Jerry's appelle à un cessez-le-feu. Nouvelle querelle, nouvelle plainte. Le patron d'Unilever, Hein Schumacher, sous pression, décide de restructurer et de se séparer de sa division Glaces. Mais Ben & Jerry's effraie les repreneurs, tandis qu'une mise en Bourse est prévue à Amsterdam. Depuis, M. Schumacher a été sorti par les actionnaires, car il n'allait pas assez vite dans la restructuration. Les deux hippies du Vermont et leur conseil indépendant, tout comme les entreprises à mission, ne sont plus dans l'air du temps. Fin d'une époque. ■

FINANCE

Le Parlement argentin vote le feu vert pour un nouveau prêt du FMI

Le Parlement argentin a voté, mercredi 19 mars, le feu vert au gouvernement de l'ultra-libéral Javier Milei pour finaliser avec le Fonds monétaire international (FMI) un accord sur un nouveau prêt sur dix ans, au montant encore inconnu, visant à refinancer la dette argentine. – (AFP)

Crédit mutuel rachète la banque allemande OLB

Crédit mutuel a annoncé, jeudi 20 mars, le rachat de la banque allemande Oldenbourgische Landesbank (OLB), sa

plus grosse acquisition depuis 2008, dans un communiqué. Le montant, non dévoilé, pourrait s'élever entre 1,5 milliard et 2 milliards d'euros, selon Les Echos. – (AFP)

GAFA

Meta lance son assistant d'IA générative dans l'UE

Le groupe américain Meta lance dans l'Union européenne, jeudi 20 mars, son assistant d'intelligence artificielle générative, Meta AI, qui sera progressivement proposé sur toutes ses applications (Facebook, Instagram, Messenger et WhatsApp), plus d'un an après sa sortie aux Etats-Unis, en septembre 2023. – (AFP)

SKYROCK KLASSIKS
1ÈRE WEBRADIO DE FRANCE*

100% Français

SKYROCK

2ÈME WEBRADIO DE FRANCE*

*Source classement webradios : ACPM - Bilan audio 2024

**Source étoile ACPM pour Kllassik : Les Etoiles de l'ACPM 2024 - Etoile classique webradio - plus forte progression de sa diffusion digitale audio (streaming) en nombre de sessions d'écoutes actives en France, de juin 2023 à mai 2024

COVID-19, CINQ ANS APRÈS

Consommation : comment le Covid a bouleversé les habitudes

Depuis 2020, les Français se sont convertis aux achats en ligne et l'inflation a chamboulé la distribution, au grand détriment des enseignes de centre-ville

Ce fut un choc majeur, durant lequel les familles se retrouvent confinées dans des logements parfois exiguës, et où les achats de tous les jours, autrefois si simples, tournèrent au casse-tête angoissant. Comment remplir le frigo lorsqu'une partie des commerces sont fermés et que les mesures sanitaires limitent les déplacements ? Comment vaincre la peur des contaminations pour se rendre malgré tout dans les supermarchés ouverts ? Gestes barrières, livraisons, click and collect... Pendant les longs mois de la pandémie de Covid-19 et des confinements de 2020 et 2021, le quotidien et les habitudes de consommation des Français ont été bouleversés.

Cinq ans après, que reste-t-il de cette période si particulière ? Que sont devenus les nouveaux comportements qui émergent alors ? Quelque « 55 % des Français considèrent avoir modifié leurs habitudes de consommation depuis », assure Jean-Daniel Lévy, directeur délégué d'Harris Interactive, citant les chiffres d'un sondage Toluna Harris Interactive réalisé en décembre 2024 et janvier. La mutation la plus évidente est, bien sûr, la montée en puissance de la vente en ligne. Entre 2019 et 2020, ce marché a bondi, pour atteindre 110,4 milliards d'euros, et même 175,3 milliards d'euros en 2024, d'après les chiffres de la Fédération des entreprises de vente à distance. Si la tendance se poursuit, il pourrait dépasser les 200 milliards d'euros en 2026. En outre, le nombre de transactions par carte sur un téléphone mobile a bondi de 90 % en 2023, après une hausse de 137 % en 2022, pour atteindre 10 % des paiements par carte bancaire.

De fait, la gamme des achats effectués en ligne s'est élargie. Le drive représente désormais 10,3 % des ventes de produits de grande consommation, contre 6,4 % en 2019. « Ce circuit de vente a recruté alors de nouveaux clients, notamment des seniors », observe Gaëlle Le Floch, directrice marketing et communication chez Kantar. La livraison de repas à domicile a aussi touché de nouvelles « cibles plus âgées », même si les 18-34 ans représentent encore deux tiers des commandes

en 2024, d'après Maria Bertoch, directrice du développement au sein du cabinet d'études Circana. Et, bien entendu, s'habiller en ligne est devenu une habitude : Internet rafle 23 % des ventes de vêtements, contre 15 % en 2019.

Ces nouvelles habitudes ont redessiné le paysage français de la distribution. Avec les restrictions de déplacement, des commerces de proximité ont retrouvé les faveurs des consommateurs, en particulier la supérette – sa part de marché atteint 7,2 % en France en 2024, contre 6,3 % en 2019, selon Kantar –, la pharmacie et les commerces de bouche. En revanche, les enseignes de centre-ville ont souffert. Les fermetures de boutiques se sont multipliées ces dernières années, leurs clients se tournant vers la fast-fashion à bas coût sur Internet. Carrefour a été liquidé en septembre 2022. Puis, en 2023, ce fut le tour des chaussures San Marina, avant le redressement judiciaire de Kookai et de Minelli. D'autres sont encore à la peine.

« RÉÉQUILIBRAGE » EN COURS

Le sort des grands magasins, dont chacun des rayons (beauté, mode, sous-vêtements, maroquinerie) est concurrencé par les ventes en ligne, suscite beaucoup d'interrogations. A Marseille, les Galeries Lafayette plient bagage : fin 2025, l'enseigne y fermera les deux magasins situés dans le centre commercial Bourse et dans le quartier du Prado. Le premier est situé dans un quartier qui s'est paupérisé. Bien que situé dans un arrondissement bourgeois, le deuxième n'a pas trouvé son public. Le groupe, qui compte aujourd'hui 19 magasins en France, réduit encore sa taille, après avoir fermé cinq lieux de vente en 2005, trois en 2015, cédé 26 unités aux sociétés de l'entrepreneur bordelais Michel Ohayon en 2018 et en 2022, puis vendu sept autres à la Société des grands magasins, également en 2022.

Les centres commerciaux sont eux aussi en mauvaise forme. « Tous les sites n'ont pas retrouvé le flux de la période pré-Covid-19 », connaît la Fédération des acteurs du commerce dans les territoires, sans chiffrer cette baisse. Le volume d'affaires réalisé dans les centres commerciaux a toutefois « dépassé » celui de

AVEC LES RESTRICTIONS DE DÉPLACEMENT, DES COMMERCES DE PROXIMITÉ ONT RETROUVÉ LES FAVEURS DES CONSOMMATEURS, EN PARTICULIER LA SUPÉRETTE OU LA PHARMACIE

2019, note le syndicat des propriétaires et gestionnaires de centres commerciaux.

Autre phénomène notable : nombre de Français ont profité des confinements pour bricoler, cuisiner, retaper leur intérieur et renouveler leurs équipements vieillissants. Les enseignes et les marques spécialisées sur ces créneaux ont ainsi vu leurs ventes décoller en flèche... puis chuter une fois ces achats effectués. Un contre-coup douloureux. Les ventes de cuisinières, lave-vaisselle et autres équipements électroménagers ont ainsi bondi de 12,3 % en 2021, mais ont chuté de 3,9 % en 2024, selon le Groupement des marques d'appareils pour la maison (Gifam). Après le « suréquipement » des Français induit par l'utilisation intense des appareils ménagers dans la cuisine en 2020 et en 2021, un « rééquilibrage » est en cours, résume Véronique Denise, présidente du Gifam. D'autant que le tassement du marché de l'immobilier a freiné l'activité des cuisinistes.

Les chaînes d'ameublement sont également en souffrance. Le marché tricolore a baissé de 6,3 % en 2024, selon l'Institut de prospective et d'études de l'ameublement. Habitat a été liquidé en 2023. Maisons du monde, dont les ventes sont en recul de 11,2 % en 2024 par rapport à 2023, est dans le rouge. Les ventes d'Ikea ont reculé de 3,6 % en 2024. Le marché du bricolage, exutoire

pendant les confinements, est désormais en repli : -1,4 % en 2023, après deux années « exceptionnelles », selon les derniers chiffres de la Fédération des magasins de bricolage et de l'aménagement de la maison.

Il faut dire qu'un autre phénomène concordant à la pandémie de Covid-19 a aussi bouleversé le paysage de la consommation : la flambée des prix, alimentée par les perturbations des chaînes de production pendant les confinements, puis par l'invasion russe en Ukraine, qui a renché里 les tarifs de l'énergie. « Plus que la crise sanitaire, c'est surtout l'inflation qui a changé la consommation », résume ainsi Philippe Moati, sociologue de l'Observatoire de la société et de la consommation. Et pour cause : entre mars 2020 et février 2025, les prix ont grimpé de 14,9 %, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques. Et les salaires n'ont pas suivi dans les mêmes proportions, au détriment du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages, qui, au total et en volume, a fortement diminué en 2020 et 2021. Celle-ci n'a retrouvé son niveau d'avant la crise que fin 2024. « Toutefois, son rythme de croissance reste inférieur de près de 4 % à la tendance observée sur la période 2015-2019 », observe la Banque de France, dans une note sur le sujet en janvier.

Résultat : si, dans un premier temps, les hypermarchés, ces piliers de la consommation



Théâtres et salles de concerts ont tourné la page des confinements

Tandis que 2021 fut une année historique pour les ventes de livres, les cinémas peinent à renouer avec la fréquentation d'avant-crise

Dans le secteur de la culture, seule l'édition a réussi à tirer son épingle du jeu pendant la crise liée au Covid-19. Les librairies sont restées moins longtemps fermées que les cinémas, théâtres, musées et salles de concert. Sans compter les annulations en cascade de tous les festivals.

Le ministre de l'économie d'alors, Bruno Le Maire, avait tendu la main aux libraires dès le 19 mars 2020, en leur proposant de faire partie de la liste des commerces de première nécessité. Mais le Syndicat de la librairie française avait décliné l'offre, parce que le personnel n'était pas suffisamment équipé de masques et de gel hydroalcoolique. Seule une poignée de librairies avait lancé le click and collect, permettant à leurs clients de commander des livres et de venir

les chercher en magasin. Ce système avait déchiré la profession : si certains souhaitaient limiter la chute de leur chiffre d'affaires, les tenants du tout-santé préféraient mettre leur personnel au chômage.

Lors du deuxième confinement, le click and collect s'est généralisé et a été adopté par la moitié des librairies indépendantes. Il a fallu attendre l'annonce du troisième confinement pour que les librairies soient enfin considérées comme des « commerces de première nécessité ». A chaque déconfinement, les ventes de livres ont explosé, si bien que l'année 2020 s'est terminée en très légère baisse seulement, de 2,3 % pour le secteur de l'édition. Et 2021 restera comme une année historique, avec une hausse des ventes de plus de 12 %, qui a permis de franchir le cap

des 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Aujourd'hui encore, le marché de l'édition, même s'il est un peu retombé, reste supérieur à celui de la période précédant la pandémie.

Grève des scénaristes

Ce n'est pas le cas pour le cinéma, qui a totalisé près de trois cents jours de fermeture cumulée – et il fallait laisser une place libre entre deux spectateurs en salles lors des réouvertures. Si l'Hexagone a connu la meilleure reprise post-Covid-19 de tous les pays comparables – Etats-Unis compris –, la fréquentation en 2024 reste néanmoins en recul de 12,8 % par rapport à l'avant-pandémie, avec 181,3 millions de spectateurs.

En outre, après la crise liée au Covid-19, les cinémas du monde entier ont été confrontés à l'onde de choc de la grève des scénaristes et

des acteurs, entre mai et novembre 2023, qui s'est soldée par un report en cascade de la sortie des blockbusters hollywoodiens.

Dans les principaux musées, restés portes closes pendant la pandémie, avec des expositions pétrifiées pendant des mois, les spectateurs sont revenus quasi-maintenant à leur étage précédent. Le Louvre a affiché, au même niveau qu'en 2023, 8,7 millions de visiteurs en 2024 – et ce, malgré l'incidence non négligeable des Jeux olympiques et paralympiques, qui se sont tenus au cœur de Paris pendant l'été, contrignant les déplacements des touristes comme des Parisiens.

Le plus grand musée du monde avait accueilli 9,6 millions de visiteurs en 2019, frôlant nettement le « surtourisme » et les embouteillages de stakhanovistes du selfie devant *La Joconde*. Ensemble,

le Musée d'Orsay et l'Orangerie ont, en revanche, accueilli davantage de visiteurs en 2024 (4,9 millions) qu'en 2019 (4,68 millions de visiteurs). En 2024, le château de Versailles est, quant à lui, revenu en matière de fréquentation à son niveau d'avant l'épidémie.

Dans le domaine du spectacle vivant et du théâtre – où les salles ont été les premières à fermer et les dernières à rouvrir –, bien des lieux ont souffert. Toutefois, la crise est aujourd'hui effacée dans le théâtre privé. Selon l'Association pour le soutien du théâtre privé, le nombre de tickets vendus en 2023 a atteint 7,9 millions, contre 6,7 millions avant la pandémie.

Dans la musique, la crise semble, là aussi, bel et bien oubliée. En témoignent les salles pleines au Stade de France, à Paris La Défense Arena ou encore à l'Accor

Arena, bien qu'elles aient été réservées pour les Jeux, obligéant certains artistes internationaux, comme Coldplay ou Justin Timberlake, à faire l'impasse sur la capitale française à l'été 2024.

Au cœur de la pandémie, en 2020, le spectacle vivant musical et de variété faisait état, selon le Centre national de la musique, d'une chute vertigineuse de 83 % des recettes de billetterie par rapport à 2019, puis d'une nouvelle dégringolade de 73 % l'année suivante. Après ces deux « années blanches », le secteur s'est fort bien redressé en 2022, puis en 2023, pour afficher, cette année-là, 1,4 milliard d'euros de recettes de billetterie (+42 % par rapport à 2019). Soit 36 millions de spectateurs, contre 30,2 millions en 2019. Et, en 2024, cette progression devrait se poursuivre. ■

NICOLE VULSER



Dans un supermarché de Givors (métropole de Lyon), le 15 avril 2020, durant le confinement.
JEAN-PHILIPPE KSIAZEK/AFP

alimentaire, ont souffert de la crise liée au Covid-19 et de l'accélération des ventes en ligne, ils ont de nouveau le vent en poupe. Depuis 2022, le « contexte inflationniste a réhabilité leur concept, réputé pour ses petits prix », estime Gaëlle Le Floch. E.Leclerc en a profité au premier chef. L'enseigne, qui prétend défendre le pouvoir d'achat, atteint 24,2 % de part de marché fin 2024, contre 22,5 % début 2023.

MOINS DE SORTIES EN BOÎTE DE NUIT

Même si, depuis début janvier, l'inflation est retombée, les ménages, inquiets, restent prudents et modèrent leurs achats. Ils achètent du discount chez Action, des jeans à petit prix chez Shein, de la seconde main sur Vinted. Les femmes vont moins chez le coiffeur, « à raison de 3,8 visites par trimestre contre 4,7 en 2019 », constate Christophe Doré, président de l'Union nationale des entreprises de coiffure. Au restaurant, les clients réduisent l'addition. D'après l'enquête « Les Français face à la hausse des prix en restauration » réalisée par le cabinet Circana en septembre 2024, « 40 % des répondants disent avoir rationalisé leurs commandes », explique Maria Bertoch, directrice du développement. Quitte à faire une croix sur une boisson alcoolisée ou une entrée. Ils sortent moins en boîte de nuit et y consomment moins d'alcool, constate Christian Jouny, gérant de discothèques. « La baisse est de 37 % entre 2019 et 2024 », rapporte celui qui, à la tête du Syndicat national des discothèques et des lieux de loisirs, déplore la fermeture de 25 % de ces établissements depuis la pandémie de Covid-19.

L'inflation a également mis à terre plusieurs applis adossées à des dark kitchens ou des dark stores, pour de la livraison express de plats de restaurant ou d'aliments, telles que Gorillas et Getir. Le site de vente de repas en ligne Frichti a chuté, après son rachat en 2022 par l'allemand Gorillas, avant d'être repris par le belge La Belle Vie en 2023 et réduit à une portion congrue. Le néerlandais Just Eat, service de livraison de repas à domicile, a fermé ses portes en décembre 2024 en France, faute de rentabilité.

En dépit de leur budget contraint, les Français ont néanmoins maintenu leurs dépenses consacrées à l'activité physique, en groupe, en compétition ou en salle. Ils « n'ont jamais autant fait de sport que sur les cinq dernières années », assure Virgile Caillet, délégué général de l'Union Sport & Cycle. Ils sont désormais 55 % à déclarer avoir une activité physique au moins une fois par semaine, contre moins de 50 % auparavant. La course à pied et le vélo ont gagné de nouveaux adeptes, comme le fitness. Le groupe Fitness Park a ainsi augmenté son nombre de clubs de 210 à 350 entre 2019 et 2025, et assure que certains d'entre eux sont déjà saturés. ■

MARC ANGRAND,
JULIETTE GARNIER
ET CÉCILE PRUDHOMME

Campings, location de maisons, vacanciers étrangers... le nouveau visage du tourisme

Cinq ans après la crise, les flux de visiteurs internationaux sont de nouveau au plus haut

Quand Patrick Goas a racheté un camping dans le Gers, en mars 2020, il se doutait que la partie n'allait pas être facile. Le site, au bord d'un lac, offrait de belles promesses, mais il était aussi très isolé : loin du littoral et de la montagne, dans un territoire peu connu des vacanciers. Pis, en cette année de pandémie de Covid-19, le tourisme était à l'aube du pire coup d'arrêt de son histoire. Mais après les restrictions de déplacement, les années qui ont suivi ce traumatisme furent associées à un puissant désir de vacances, alimenté par l'argent mis de côté pendant les confinements. L'avion paraissait trop incertain, la campagne et les montagnes semblaient alors le moyen le plus sûr d'échapper à l'oppression des villes contaminées.

Ce créneau du plein air, c'était celui du camping de Patrick Goas, qui a tout misé sur la montée en gamme : cabanes en bois, cours de yoga, spa... « Après la pandémie, les gens avaient envie d'espace, de nature : ça nous a propulsés », explique-t-il. Cinq ans plus tard, le Whaka Lodge est, selon son fondateur, « très rentable », grâce à des prix élevés et un taux d'occupation supérieur de 20 % à la moyenne des campings du Gers. Les vacanciers – essentiellement des familles avec jeunes enfants et des cadres en séminaire – viennent de Bordeaux, Toulouse, Paris, ou encore des Pays-Bas. « On l'a fait dans le Gers, mais le concept se duplique dans des tas d'endroits en France », explique Patrick Goas.

Randonnées, séjours detox, cyclotourisme, gîtes à la campagne... Tout un pan de l'économie touristique associée au plein air a connu, depuis la pandémie, une embellie, qui perdure en partie aujourd'hui. Dans le secteur des campings, le nombre de nuitées a augmenté de 11 % entre les étés 2019 et 2024.

Les locations de maisons ou d'appartements sur des plateformes (Airbnb, Abritel...) sont également en forte hausse (+ 50 % de nuitées sur les quatre principales plateformes depuis cinq ans, selon Eurostat). Ces formules donnent aux vacanciers un sentiment de liberté plus fort que dans une résidence de tourisme, et se révèlent moins chères que d'autres formules, comme les hôtels. En outre, elles ont attiré des Français vers d'autres territoires, souvent loin des foules. En cinq ans, les réservations à la campagne ont plus que doublé sur Airbnb, et un tiers des hébergements proposés se situent désormais dans des zones rurales, indique la plateforme américaine.

La longue période de fermeture des restaurants et l'essor de la livraison et des plats à emporter ont également laissé des traces : la formule « Airbnb » a infusé jusque dans l'hôtellerie, qui s'est mise à développer des chambres avec cuisine intégrée, très appréciées des familles en vacances.

« Résilience du secteur »
L'essor du télétravail a lui aussi créé de nouveaux comportements : des week-ends qui mêlent travail à distance et loisirs, des déplacements professionnels qui se prolongent par quelques jours de vacances... Les hôtels proposent désormais des espaces de coworking. Ils ont développé des offres aux entreprises pour organiser des séminaires au vert, ou à destination des « nomades numériques », ces voyageurs solo qui travaillent de n'importe où.

Pour autant, toutes ces évolutions n'ont pas radicalement bouleversé le visage du tourisme. « Si une grande partie des Français sont restés sur le territoire dans les deux années qui ont suivi la pandémie et que la crise a permis de redécouvrir notre pays, on voit, depuis deux ans, le retour de compor-

TOUT UN PAN DE L'ÉCONOMIE TOURISTIQUE ASSOCIÉE AU PLEIN AIR A CONNU, DEPUIS LA PANDÉMIE, UNE EMBELLIE, QUI PERDURE EN PARTIE AUJOURD'HUI

tements très classiques : l'avion low cost, les destinations soleil, la recherche des petits prix », remarque Didier Arino, directeur du cabinet Protourisme.

Dès 2023, la France a renoué avec les volumes de touristes étrangers constatés avant la pandémie. En 2024, elle a même atteint, pour la première fois, le seuil des 100 millions de touristes étrangers. Le profil de ces derniers a cependant évolué par rapport à l'avant-Covid : les Américains, portés par leur taux de change favorable, sont plus présents dans les hôtels parisiens et de la Riviera, comblant la place laissée par les Chinois et les Japonais, moins nombreux qu'avant la pandémie.

« La résilience du secteur est incroyable, mais si une nouvelle offre se développe autour du tourisme bas carbone, l'essentiel de la croissance est porté par des formes traditionnelles de tourisme de masse », remarque Frédéric Thomas, maître de conférences à Paris-I, spécialiste de l'économie du tourisme. En 2024, le trafic mondial de passagers aériens a dépassé de 3,8 % le niveau de 2019, selon l'association du transport aérien international (IATA). Le spectaculaire essor des croisières, en pleine croissance, en est une autre illustration du retour en force des acteurs touristiques traditionnels.

Ce rebond des flux touristiques internationaux, après trois an-

nées de trou d'air, a bien sûr des conséquences problématiques, tels que la détérioration de certains sites ou la pollution de l'air. En France, environ 70 % des émissions du secteur touristique sont liées aux transports, en premier lieu l'avion (29 % à lui seul), selon une étude de l'Agence de la transition écologique (Ademe), datée d'octobre 2024. « Dès que la pandémie s'est éloignée, on est revenu à la même course ridicule au plus grand nombre de touristes internationaux possible », commente Saskia Cousin, professeure de sociologie à l'université de Nanterre. Selon elle, il serait urgent de « sortir de l'idéologie de la croissance touristique, dont les indicateurs sont basés sur l'industrie aérienne, et se préoccuper de l'économie des vacances dans les territoires – dubrement de ses habitants, visiteurs, environnement, entreprises locales ».

D'autant que, malgré son rebond, le secteur donne des signes de faiblesses depuis deux ans. Les incertitudes géopolitiques pèsent sur les intentions de départs à l'international. Et si les étrangers sont plus nombreux, les Français, eux, partent un peu moins, principalement en raison de la forte hausse des prix (+ 30 % en cinq ans pour l'hébergement).

Dans le dernier baromètre annuel du cabinet Protourisme, les intentions de départ pour 2025 sont en baisse pour la seconde année d'affilée. Et parmi ceux qui partent, de plus en plus privilient l'hébergement chez la famille ou des amis. « L'inflation est allée beaucoup plus vite que les salaires », résume Didier Arino. Et alors qu'à la sortie du Covid-19, 10 % des Français interrogés se disaient prêts à « payer un peu plus » pour un séjour « plus respectueux de l'environnement », cette part n'a fait que baisser, pour tomber, cette année, à 4 %. ■

JESSICA GOURDON

Le transport aérien est reparti comme avant la crise

En 2024, le nombre de passagers dans le monde a dépassé celui de 2019, au profit des low cost

Avions à l'arrêt, ciel vide, aéroports déserts, finances dans le rouge : la pandémie de Covid-19 a failli porter un coup fatal au transport aérien. Il aura fallu quatre ans aux compagnies pour s'en remettre. Ce n'est qu'à l'été 2024 qu'Air France a retrouvé ses niveaux de fréquentation de 2019.

Car, après les restrictions de déplacement mises en œuvre pendant la crise sanitaire pour endiguer la contagion, les compagnies ont été fragilisées par l'invasion russe en Ukraine. Depuis début 2022, les vols long-courriers en direction de la Chine ou du Japon doivent éviter de survoler la Russie pour suivre une route plus longue et plus gourmande en carburant, synonyme de surcoûts.

Aux Etats-Unis comme en Europe, les compagnies régulières ont néanmoins mis à profit cette période trouble pour entreprendre un renouvellement à marche forcée de leurs flottes. Air France a choisi le nouveau moyen-courrier A220 d'Airbus et décidé de totalement changer la flotte de sa filiale à bas coûts Transavia. Cette dernière a commencé de se délester de ses vieux Boeing 737 pour accueillir à la place des Airbus A320.

Au sortir de la pandémie, les compagnies low cost sont reparties le plus vite. Elles ont profité du désir de voyager à nouveau des passagers, longtemps con-

traints dans leurs déplacements. De plus, les destinations moyen-courriers ont vite repris leur activité, avant les routes long-courriers, restées fermées plus longtemps. Un regain qui a lancé une course à la taille des flottes, chaque low cost voulant prendre la plus grosse part du marché.

Transavia est le meilleur exemple. Alors qu'elle comptait une trentaine d'avions à l'arrivée de la pandémie, elle exploite, cinq ans après, une flotte de 82 appareils, et vise les 100. Cette croissance épouse les attentes des passagers, de plus en plus nombreux à prendre l'avion, au profit des compagnies low cost. Fin 2024, celles-ci captaien 44,1 % de part de marché (1 point de plus qu'en 2029 et 9 points de plus qu'en 2019).

Consolidation en Europe
Le trafic mondial de passagers aériens, qui s'était effondré à 1,78 milliard de passagers en 2020, a atteint 4,89 milliards de passagers en 2024, selon l'Association du transport aérien international. C'est 3,8 % de plus qu'en 2019.

La pandémie a aussi sonné les trois coups de la consolidation du transport aérien en Europe. Air France, Lufthansa et le groupe britannique IAG, maison mère de British Airways, Iberia ou Aer Lingus, ont entrepris de racheter des compagnies fragilisées. IAG a pris une participation minoritaire

dans Air Europa, Lufthansa vient de prendre pied dans ITA, tandis qu'Air France a acquis, à l'été 2024, 19,9 % du capital de la compagnie suédoise SAS. Un mouvement de concentration loin d'être terminé. Air France lorgne aussi la compagnie portugaise TAP. Mardi

18 mars, à l'occasion de la présentation de la nouvelle première classe d'Air France, Ben Smith, patron de la compagnie, a confirmé être en discussion pour prendre une participation majoritaire dans Air Europa. ■

GUY DUTHEIL

CULTURES MONDE.

du lundi au vendredi
11H-12H

Mélanie Chalandon
Julie Gacon

france culture

L'esprit d'ouver-
ture



En partenariat avec
Le Monde

HUNTINGTON BEACH (CALIFORNIE) -
envoyée spéciale

Quiconque s'interroge sur la direction que prennent les Etats-Unis de Donald Trump est le bienvenu à Huntington Beach, bourgade du sud de la Californie dont le conseil municipal est 100 % MAGA. En deux ans, «Surf City» – le surnom de cette cité balnéaire réputée pour ses vagues – est devenue un laboratoire du trumpisme triomphant et de son mouvement, Make America Great Again («rendre sa grandeur à l'Amérique»). Les conservateurs ont raflé tous les postes, mais il serait naïf de croire que les guerres culturelles sont enterrées. «Ce que l'on voit aujourd'hui dans le pays se produisait déjà ici avant que Trump soit élu», affirme Carol Daus, membre du bureau des Amis de la bibliothèque. Cela fait peur.»

Située dans le comté d'Orange, à 65 kilomètres au sud de Los Angeles, Huntington Beach, 200 000 habitants, est une exception dans le paysage solidement démocrate de la Californie. Nommée d'après le magnat des chemins de fer Henry Huntington, la ville a toujours penché à droite. Même à l'extrême droite, dans les années 1960, quand les suprémacistes de la John Birch Society venaient y parader, puis, dans les années 1990, quand les skinheads l'ont adoptée. Après deux crimes racistes, en 1994 et en 1996, le maire républicain Ralph Bauer a promulgué une «déclaration sur la dignité humaine» affirmant la tolérance de la ville. Côté relooking, Main Street s'est donné une allure hollywoodienne, avec les noms des gloires mondiales du surf gravés sur des plaques incrustées dans les trottoirs.

La pandémie a fait «implorer la ville», raconte Carol Daus. «HB» a été le centre de la révolte anticonfinement en Californie et le shérif du comté a refusé d'appliquer les ordres de l'Etat. Comme si le Covid-19 avait réveillé les atavismes, une manifestation de nationalistes de White Lives Matter contrée par des militants antiracistes a dégénéré en avril 2021 sur le pier, la jetée qui s'avance de 563 mètres dans l'océan Pacifique. Aux avant-postes de la rébellion antimasques : l'Eglise évangélique Calvary Chapel of the Harbour et son pasteur, Joe Pedick, qui a aussi été vu au rassemblement contre le présumé «vol» de l'élection de 2020 par Joe Biden. Et qui vient maintenant au conseil municipal féliciter les élus républicains comme s'ils étaient ses poulains.

En novembre 2022, quatre républicains ont été élus au conseil municipal. Suivis de trois autres en novembre 2024. «Sept à zéro», grince la démocrate sortante Natalie Moser, battue de 3000 voix. Les candidats MAGA avaient fait campagne sur un même programme – «nettoyer», en quatre-vingt-dix jours, les lieux publics des sans-abri, «rendre de nouveau le crime illégal», «dérouler le tapis rouge aux entreprises» – ce qui leur a permis d'éviter la dispersion des votes. «Ils ont su utiliser le système», reconnaît Gina Clayton-Tarvin, membre du bureau du district scolaire, la dernière démocrate à occuper une fonction élective à Huntington Beach.

AUGMENTATION DU NIVEAU DE VITRIOL
Sous la houlette de sa nouvelle majorité, «Surf City» est devenue furieusement MAGA. Le 21 janvier, pour la première réunion des nouveaux élus, le maire, Pat Burns, un ancien policier, a disposé un buste de Donald Trump sur l'estrade, en pleine salle du conseil. Les sept élus ont multiplié les photos avec des casquettes rouges marquées du slogan «Make Huntington Beach great again» et du score 7-0. Ils se sont autopropagés les «MAGA-nifiques» – une référence au western *Les Sept Mercenaires* (1961).

Depuis, c'est une rafale d'ordonnances touchant plus aux sujets de polémique nationale qu'aux questions de voirie et de taxe foncière : suppression de l'obligation vaccinale, obligation de présenter une carte d'identité pour voter, coopération avec la police de l'immigration pour arrêter les sans-papiers... «C'est comme s'ils appliquaient un scénario écrit ailleurs», déplore Sue Firth Welfringer, une éducatrice républicaine qui se mord les doigts d'avoir voté pour les extrémistes locaux et à deux reprises pour Donald Trump.

Les conservateurs ont gagné, mais cela ne semble pas suffire à leur bonheur. «Ils nous narguent», dit l'architecte Larry Slonim. Au conseil municipal, le niveau de vitriol a augmenté. Les réunions sont parfois suivies par des centaines de personnes, en présence de policiers prêts à s'interposer quand un individu, réputé membre de la milice des Proud Boys, s'approche un peu trop près des opposants pour les filmer. Perry Clitheroe, un conseiller financier libertarien passé dans le camp



La conseillère municipale de Huntington Beach (Californie) Gracey Van Der Mark, le 21 février. JENNA SCHOENEFELD/NYT/REDUX-RÉA

Les «MAGA-gnifiques» prennent le pouvoir

Huntington Beach, dans le sud de la Californie, est devenu un laboratoire du trumpisme triomphant. Le conseil municipal républicain publie des ordonnances touchant plus aux polémiques nationales qu'aux questions locales

démocrate, ne comprend plus la ville «décontractée» où il a grandi. «J'ai 32 ans, j'ai toujours habité ici. Et, tout à coup, je vois mes voisins s'énerver à propos des migrants et traiter les défenseurs de la bibliothèque de pédophiles!»

Pour les républicains, la fiesta a commencé à la fin de 2022, lorsqu'ils ont remporté la majorité au conseil. Dès la première réunion, les élus ont porté le montant maximum des dons de campagne de 620 dollars (environ 570 euros) à 5 500 dollars. Ils ont évincé le conseil œcuménique, qui ouvrait les séances. Le maire n'avait pas apprécié la remarque du rabbin Stephen Einstein sur la «détérioration de la décence, aussi bien à l'échelon local que national». Pas plus que sa mention de l'augmentation présumée des incidents antisémites dans le comté d'Orange, sans mentionner le sort des chrétiens.

Sur sa lancée, le conseil a supprimé le comité formé en 1996 pour lutter contre l'intolérance, et raccourci à six paragraphes la déclaration sur la «dignité humaine». L'antiracisme a été éliminé du texte, mais deux phrases y sont désormais consacrées aux «différences génétiques entre hommes et femmes» – «Chaque sexe a ses avantages et ses inconvénients», informe la déclaration. Également relégué, le drapeau arc-en-ciel qui flottait, depuis 2021, devant la mairie au moment de la Marche des fiertés LGBT.

Revanche suprême, le 11 février. A l'instigation de la conseillère Gracey Van Der Mark, la municipalité a décidé de célébrer le 50^e anniversaire de la bibliothèque municipale par une plaque commémorative apposée sur le bâtiment. L'idée n'aurait ému personne si l'élue n'avait pas fait graver, au centre de la plaque, quatre adjectifs censés décrire l'établissement : «Magical, Alluring, Galvanizing, Adventurous» («magique, envoûtante, galvanisante, audacieuse»). Initiales formant l'acronyme... MAGA. Les opposants ont crié au ridicule : «envoûtante», une bibliothèque? Et ont dénoncé la politisation d'une institution d'intérêt général. Plus de 600 courriels de protestation ont été adressés au conseil. Le geste a fait l'effet d'une nouvelle «insulte», décrit

«SI LES GENS ONT UN PROBLÈME AVEC L'IDÉE DE RENDRE SA GRANDEUR À L'AMÉRIQUE, ILS NE DEVRAIENT PAS SE TROUVER DANS CE PAYS»

GRACEY VAN DER MARK
conseillère municipale
à Huntington Beach

Larry Slonim, et peu importe que la plaque ait été «payée avec des fonds privés».

La porte du bureau de Gracey Van Der Mark est tapissée de l'aigle à tête blanche censé symboliser la puissance des Etats-Unis. «J'aime les aigles», explique-t-elle. La conseillère, veste écarlate et cheveux noirs parfaitement disciplinés, affiche un parcours emblématique de la galaxie MAGA. Née Gricelda Larrea de parents immigrés – son père mécanicien originaire d'Equateur, sa mère du Mexique –, elle a grandi dans une famille nombreuse de Maywood, banlieue ouvrière du sud-est de Los Angeles à 97 % hispanique. Jusqu'à 5 ans, elle ne parlait qu'espagnol. Au collège, une enseignante a décidé d'angliciser son prénom.

Enceinte à 19 ans, elle a trouvé un emploi dans la réparation de photocopieurs. Comme toute sa famille, elle a voté pour Barack Obama en 2008. «On avait l'espoir», dit-elle, «mais on n'a jamais vu le changement. J'ai arrêté de voter.» En 2015, elle a suivi sur YouTube l'entrée en campagne de Donald Trump. Quand il a tenu un meeting dans le comté, à Costa Mesa, elle est allée le voir en famille. Le spectacle l'a enchantée. A la sortie, ses fils se sont fait bousculer par les manifestants anti-Trump, mais les médias locaux ont attribué la responsabilité des incidents aux partisans du candidat. Le lendemain, elle téléphonait au Parti républicain pour s'engager. «J'ai pris conscience que ça faisait des années que l'on me mentait.»

COMMISSION DE SUPERVISION DES LIVRES

Gracey Van Der Mark s'est fait un nom en pourchassant les contenus sexuellement explicites dans les livres pour enfants. Son premier titre de gloire date de 2020, lorsqu'elle a fait déplacer le récit de Maia Kobabe *Genre queer. Une autobiographie non binaire* (Casterman, 2022) de la section jeunesse de la bibliothèque à celle des adultes. Dans son bureau, elle conserve une collection entière d'ouvrages à contenu sexuel dont elle n'entend épargner aucun détail à ses visiteurs. Les meilleurs extraits sont surlignés, les dessins épinglez, témoignage de son assiduité à traquer les conseils de masturbation non binaire

et la fabrication de sextoys «à partir de brosses à dents, d'oreilles, de chaussettes et d'autres objets du quotidien». La mère de famille se défend de chercher à interdire quoi que ce soit. «Les démocrates considèrent le fait de changer des livres de place comme une guerre culturelle, énonce-t-elle. J'appelle cela protéger les enfants contre des contenus déplacés.»

L'élue reconnaît que la plupart des livres de sa collection appartiennent à une liste destinée aux enseignants d'éducation sexuelle par le département californien de l'enseignement et non au catalogue de la bibliothèque, mais peu importe. En avril 2024, elle a réussi à faire approuver par ses pairs la création d'une commission de supervision des livres pour enfants. Celle-ci serait composée de membres nommés par le conseil municipal. Parallèlement, les élus ont fait savoir qu'ils étudiaient un projet de privatisation de la bibliothèque.

Les deux propositions ont suscité un tollé. Plus de 17 000 résidents ont signé une pétition pour réclamer une consultation populaire. Cathey Ryder, une ancienne enseignante, fondatrice de l'association Protect Huntington Beach, a recueilli 170 000 dollars pour défendre la bibliothèque. «Si l'on m'avait dit qu'à 70 ans j'aurais un comité d'action politique...» Le nombre de membres des Amis de la bibliothèque a presque doublé. La consultation a été fixée au 10 juin, date où le Tout-Huntington Beach a la tête ailleurs. Les militants qui ont critiqué ce choix se sont vu opposer la formule dont se pare le mouvement trumpiste. «Les Etats-Unis étant une République constitutionnelle», l'opposition est prête de se plier aux décisions de la majorité. «Si les gens ont un problème avec l'idée de rendre sa grandeur à l'Amérique, ils ne devraient pas se trouver dans ce pays», résume Gracey Van Der Mark.

Huntington Beach fait face à un déficit de 7,4 millions de dollars. La municipalité n'a pas encore fini de démonter la pompe de pétrole située dans le parking même de la mairie, un héritage de la ruée vers l'or noir des années 1920. L'avocat de la municipalité, Michael Gates, a été appelé au ministère de la justice de Donald Trump – «à la division des droits civiques», s'esclaffent les démocrates. C'est lui qui a été à l'origine de la stratégie de guérilla judiciaire de la ville contre l'Etat de la Californie. Une politique ruineuse mais, comme dit Gracey Van Der Mark, «[notre] liberté n'a pas de prix». Les «MAGA-gnifiques» sont au pouvoir au moins jusqu'en 2026. «Ce qui fait peur, c'est ce qu'ils vont laisser derrière eux, s'inquiète Natalie Moser, l'ancienne conseillère municipale. Ici et dans le reste du pays.» ■

CORINE LESNES

Dominique Reymond ou l'éloge de l'ombre

A l'affiche au théâtre et au cinéma, l'actrice fait partie des grandes comédiennes formées par Antoine Vitez

PORTRAIT

Dominique Reymond fait son apparition dans le café parisien où on lui a donné rendez-vous, ondoyante et souple comme une liane brune, avec ce quelque chose d'asiatique dans le regard. C'est une des nos plus grandes comédiennes, mais elle reste mystérieuse, insaisissable. Et c'est tant mieux: insaisissable, l'héroïne qu'elle joue sur la scène des Ateliers Berthier à Paris l'est aussi. Ainsi l'a voulu Marguerite Duras, qui, dans *L'Amante anglaise*, extrait son personnage, Claire Lannes, de la boue du fait divers pour l'élèver au rang des grandes figures tragiques. Ce quelque chose en Dominique Reymond de l'ordre de l'oblique, du clair-obscur, ne pouvait mieux convenir à l'opacité travaillée par Duras, celle d'une femme qui tue sans savoir pourquoi.

La comédienne est au cœur de ce spectacle signé par la jeune metteuse en scène Emilie Charriot, avec Nicolas Bouchaud et Laurent Poitrenaux. Elle joue, par ailleurs, dans *La Cache*, le film de Lionel Baier. A 68 ans, elle appartient, en compagnie de Valérie Dréville, à la dernière génération des grandes actrices formées par Antoine Vitez, dans les années 1980. «Ce que j'ai appris de Vitez m'a marquée à vie», dit-elle de sa voix ensorcelante, à la fois grave et aérienne, qui vous conduit sur les chemins les plus obscurs. Ensuite, elle a croisé la route de Klaus Michael Grüber, qui fit d'elle une magnifique Marie dans *La Mort de Danton*, de Büchner, et celle de Bernard Sobel, de Luc Bondy, Alain Françon, Arthur Nauzyciel ou Daniel Jeanneteau.

Forces secrètes

Mais le théâtre s'était invité bien avant, dans son enfance genevoise. On a du mal à le croire au vu de ce qu'elle est aujourd'hui, mais c'est parce qu'elle était une «enfant insupportable, envahissante, née en colère», que sa mère l'avait envoyée prendre des cours de théâtre. L'oncle de Dominique Reymond s'appelait Thierry Vernet - celui-là même qui fut le compagnon de voyage de l'écrivain Nicolas Bouvier, et qui signa les dessins de ce livre culte qu'est *L'Usage du monde* (1963). Peintre, illustrateur, Thierry Vernet était aussi décorateur pour la Comédie



Dominique Reymond,
dans «L'Amante
anglaise», au Théâtre
Vidy-Lausanne (Suisse),
en novembre 2024.

SÉBASTIEN AGNETTI

de Genève. Quand Germaine Montero lui a dit qu'elle cherchait une petite fille pour jouer dans *La Maison de Bernarda Alba*, de García Lorca, il lui a envoyé sa nièce.

Le théâtre et la peinture, qu'elle pratique depuis toujours, ont été les anges salivateurs de la jeunesse tourmentée de Dominique Reymond, entre révolte intérieure et timidité maladive à l'extérieur. A 20 ans, on lui a proposé une bourse pour partir à Paris, et elle a pu se glisser, en auditrice libre, dans la classe d'Antoine Vitez au Conservatoire. Puis elle l'a suivi au Théâtre de Chaillot, où elle est devenue une des «reines» - ainsi que Vitez appelait ses comédiennes - du palais enchanté. «Vitez a été le premier à casser les emplois pour les comédiens et surtout les comédiennes, ou plutôt à les dépasser», explique-t-elle. Il lisait en nous au-delà des apparences. Quand il m'a proposé de jouer Marthe dans *L'Echange*, de Claudel, je me suis dit que ce n'était

pas moi, que j'étais trop rebelle pour ce rôle. Et pourtant c'était moi, et il l'avait vu : dans le côté indien en phase avec les éléments du ciel et de la terre. Ce qui m'intéresse dans le théâtre, c'est le rapport qu'il entretient avec l'invisible, l'ailleurs, ce qui n'est plus, ceux qui ne sont plus là. Et Marthe est comme ça : c'est une visionnaire. Vitez avait vu chez moi cette curiosité pour l'invisible, avant que je ne la voie moi-même.»

Dominique Reymond, dont l'art, on ne peut plus subtil et volatil, n'est pas facilement attrapé, sait se laisser conduire par les forces secrètes, qu'elle semble écouter en musicienne ou en sorcière. Ce tropisme s'est renforcé quand elle a travaillé avec Klaus Michael Grüber, et ne l'a plus quittée. «Ce qu'il voulait, c'était voir la grâce, se souvient-elle, rêveuse. Il composait des tableaux, c'était comme si on avait travaillé avec le Caravage. Il dirigeait au geste et à l'image, et le

«Vitez avait vu chez moi cette curiosité pour l'invisible, avant que je ne la voie moi-même»

DOMINIQUE REYMOND

texte coulait de lui-même dans cet écrin magnifique. Il entretenait une forme d'inquiétude, de déséquilibre, qui chassait toute forme de fabrication et rendait chaque moment unique.»

Et puis il y a eu la passion de Dominique Reymond pour le Japon, et pour un autre livre culte, *Éloge de l'ombre*, de Tanizaki (1933), qu'elle a porté au théâtre, sous la direction de Jacques Rebotier, en 1997. «J'aime tout dans ce livre : l'éloge de la méditation, de la contemplation, la manière dont il in-

vite à entrer dans ce qu'on regarde, dans les objets, et dans l'ombre. Le mystère de ce Japon ancien, où les corps étaient cachés, où l'éclairage à la bougie entretenait le clair-obscur.» Depuis, la comédienne a semblé travailler de plus en plus comme un calligraphe oriental, affinant son art notamment dans le compagnonnage avec le metteur en scène Daniel Jeanneteau, lui aussi un grand japonisant.

Avec Duras, elle entre dans un tout autre univers, dont elle dit n'avoir pas été familière au départ. «Comme beaucoup de gens, j'avais des a priori sur elle, je n'étais pas sensible à cette poésie éthérée qui lui a été attachée et qui est devenue un cliché. Ce que j'aime en elle, c'est ce qu'il y a de dur, de concret. Avec *L'Amante anglaise*, j'ai l'impression d'être dans un grand classique, qui a quelque chose de racinien. Elle s'attaque à un mystère insoluble, et elle le fait avec des mots très simples. Mais ces mots mis l'un à côté de

l'autre parlent avec une force incroyable : c'est comme si elle inventait une forme de faux réalisme de la parole de tous les jours.»

Comment aborder une telle héroïne, dont l'acte demeure jusqu'au bout inexplicable ? «Duras ouvre des champs infinis sur la folie, vue sous différents angles, comme diffractée. Jamais elle ne dit que Claire Lannes est folle : elle met en place un jeu qui montre que la folie vient d'en face, d'ailleurs. Il y a une forme d'innocence chez cette femme. Elle a tué, elle le dit, elle le raconte. Elle devrait être détestable, mais elle ne l'est pas. Je trouve très beau ce que Duras dit sur les criminels, cette phrase, notamment : "Dans le sublime fatras des religions anciennes, le crime visite le criminel, opère à sa place et s'en va en laissant parfois sans mémoire aucune de l'avoir commis".» Lâcher l'ombre pour la proie ? Très peu pour Dominique Reymond. ■

FABIENNE DARGE

Au Théâtre de l'Odéon, une « Amante anglaise » follement incarnée

Emilie Charriot met en scène la pièce de Marguerite Duras en choisissant de prendre le contre-pied de la dramaturgie de l'écrivaine

THÉÂTRE

Emilie Charriot n'a pas froid aux yeux. Cette metteuse en scène franco-suisse réunit sur ses planches trois éminents comédiens : Nicolas Bouchaud, Laurent Poitrenaux et Dominique Reymond s'épanouissent dans une pièce formidable (mais redoutable) de Marguerite Duras. *L'Amante anglaise* est dans l'air du temps : Jacques Osinski l'a mise en scène à l'automne 2024 au Théâtre de l'Atelier, avec une distribution, là encore, de haut vol : Sandrine Bonnaire jouait Claire Lannes, une meurtrière ayant découpé sa cousine sourde-muette. Grégoire Oestermann était Pierre Lannes, le mari, et Frédéric Leidgens, l'Interrogateur, menant l'enquête auprès du couple.

Au Théâtre Vidy-Lausanne, où s'est créé le spectacle d'Emilie Charriot (actuellement repris à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, à

Paris), Dominique Reymond est Claire, Laurent Poitrenaux, son époux et Nicolas Bouchaud, l'homme qui investigue. C'est lui qui ouvre la représentation par une interpellation du public. Téléphone portable à la main, il fait entendre une chanson des Stranglers qu'ont inspiré le viol et l'assassinat d'une jeune femme par un étudiant japonais, acharné au point de manger le corps de sa victime.

Cette évocation du cannibalisme vient à point. Elle nourrit une métaphore qui éclaire la dynamique du spectacle. Alors qu'elle s'attaque à une icône de la littérature dont l'écriture défie l'incarnation comme la théâtralité, Emilie Charriot ne se laisse pas dévorer par la vénération du rassassin. En quelques minutes, elle foule aux pieds la plupart des didascalies de la romancière. La représentation de *L'Amante anglaise*, qui devrait «être sans décor

aucun, sur un podium avancé, devant le rideau de fer baissé, dans une salle restreinte», se déroule loin du podium, sans rideau de fer et dans une vaste salle.

La scénographie n'est pas innocente. Un Carré de néons d'intensités variables est suspendu. Au-dessous se trouve la scène. En son centre, deux chaises se font face sur un revêtement blanc : ces trois cadres qui n'en forment qu'un seul attirent l'attention. C'est là que siège l'espace du jeu et de la profération. Sauf que ce ring sera accapré par une protagoniste triomphante : Dominique Reymond, qui s'y pose pour ne plus en bouger, alors que ses partenaires semblent n'être que des passagers. Nicolas Bouchaud en tee-shirt et en pull arrive par la coulisse pour se positionner au pied des spectateurs. Laurent Poitrenaux, en chemise, est assis parmi le public. Ils évoluent en périphérie.

Jouer cette pièce implique de la déjouer pour éviter les pièges qu'elle tend aux interprètes. Le texte de Marguerite Duras (inspiré d'un fait divers réel) est retors. Il multiplie les effets d'attente et condamne les deux personnages masculins à n'être que des prologues. Pierre Lannes, parce qu'il est simple témoin, l'Interrogateur, parce qu'il est une suite de questions.

Le silex de la parole
Mais la metteuse en scène prend le contre-pied de la dramaturgie en ne réduisant pas ces hommes au rang de faire-valoir. Les acteurs s'agitent, ressentent, existent. Poitrenaux dans une expressivité indignée, Bouchaud dans ses silences vigilants. Aucun ne déserte le champ de la puissance et tous deux cherchent à plier Claire Lannes à leurs définitions et visions. Son émancipation n'en est que plus éclatante.

Lorsqu'elle surgit enfin, Claire Lannes impose sa stature d'héroïne. Si Duras élaboré un drame qui se soucie des possibles de la fiction plus que de la vérité des événements, Emilie Charriot s'empare de cette pseudo-enquête pour accoucher d'une subjectivité féminine impérieuse. La meurtrière assume ses actes. Elle écrit seule son histoire. Ni son mari, ni l'Interrogateur ne seront parvenus à la cannibaliser.

Dominique Reymond arrive en robe noire. Elle s'assoit de profil. La salle retient son souffle. Un mot, un seul et le pouvoir change de camp. L'actrice inscrit d'emblée Claire Lannes hors de portée des desseins (et dessins) masculins. L'actrice ne dit pas son texte, elle le plante. Chacun des mots est un clou sur lequel s'abat le marteau de sa voix. Elle fait sourire et rappelle Zouc, quand elle soupire, un ange passe, si elle durcit le ton, on frissonne.

Elle se lève, l'Interrogateur, inquiet, s'éloigne. Le mari rôde en fond de plateau. Elle est d'un bloc et pourtant traversée par mille ironies, mille secrets, mille lucidités. Elle n'avouera jamais où elle a mis la tête coupée de sa cousine. Elle n'est pas dominée, elle domine. «Je n'étais pas assez intelligente pour l'intelligence que j'avais» : dans le silex de la parole, Duras a taillé une pensée sur mesure pour une femme démesurée. Vaincu, Nicolas Bouchaud se couche, comme tué d'une balle de revolver. Dans le rôle de Claire Lannes, Dominique Reymond vise juste et touche sa cible. A bout portant. ■

JOËLLE GAYOT

L'Amante anglaise, de Marguerite Duras. Théâtre de l'Odéon, Paris 6^e. Mise en scène Emilie Charriot. Avec Nicolas Bouchaud, Laurent Poitrenaux et Dominique Reymond. Jusqu'au 13 avril.

Les cœurs à l'unisson d'Emanuel Gat

Les effets de contrepoint rythment « Freedom Sonata », au Théâtre de la Ville, à Paris

DANSE

Une danse lancée comme une toupie dans l'espace, filant vite, vrillant ici et rapiquant là. Ce déploiement magique, qui a fait tanguer en grande largeur, lundi 17 mars, le plateau du Théâtre de la Ville, à Paris, est chorégraphié par Emanuel Gat. Son talent pour tisser la scène de fils invisibles explose une fois encore dans *Freedom Sonata*. Avec 11 interprètes en piste, ce spectacle créé en 2024 pour fêter les 30 ans de travail de l'artiste depuis son premier solo, *Four Dances*, en 1994, rayonne de beauté et de vigueur esthétique.

Freedom Sonata est au cœur d'un débat délicat qui parasite sa vision. Il s'appuie entièrement, à l'exception d'un morceau de Beethoven, sur l'album *The Life of Pablo* (2016), de Kanye West. Les déclarations récentes, antisémites notamment, du producteur et rappeur américain, ont poussé le Théâtre de la Ville, en collaboration avec Chaillot-Théâtre national de la danse, qui coprogramme

la pièce, à avertir le public du contexte de cette création.

Sur les sites des deux salles, dès fin février, une information a été donnée, répercute le 5 mars par un envoi d'e-mails aux spectateurs ayant acheté leur place. Cinquante personnes sur 2979 ont demandé leur remboursement. Dans le programme, on peut aussi lire. « Nous ne pouvons rester silencieux devant les propos intolérables de Kanye West. Dans le contexte géopolitique complexe, le racisme, l'antisémitisme, la misogynie affichés par l'auteur résonnent de manière particulièrement sinistre. »

Kanye West en bande-son

Il est précisé que des discussions ont eu lieu avec Emanuel Gat, qui a décidé « de maintenir sa pièce en l'état ». Il est rappelé « qu'un pourcentage du prix des billets est versé au titre de droits d'auteur par l'intermédiaire de la Sacem. Seule une partie de ces droits va à Kanye West, puisque l'album *The Life of Pablo*, datant de 2016, est le fruit d'une collaboration avec plusieurs artistes ». Le refus d'Emanuel Gat de changer la musique de son spectacle ra-

« Freedom Sonata », au Théâtre de la Criée, à Marseille, en juin 2024.

JULIA GAT

vive le vieux débat de la séparation de l'homme et de l'artiste. « Je fais la différence entre l'œuvre et la personne, confie Emanuel Gat. Je travaille depuis cinq ans sur les albums de Kanye West. Et, selon moi, ce créateur est un visionnaire. »

Le chorégraphe, juif d'origine marocaine né en Israël, installé en France en 2007, explique ses raisons : « *Freedom Sonata* est une pièce d'Emanuel Gat. Ce n'est pas un concert de Kanye West, ni une œuvre à son sujet. Si j'avais accepté de modifier la bande-son, non seulement j'annulais mon spectacle en tant que tel, mais je considère qu'il y a un problème dedans. Le problème, c'est la personne de Kanye West, et pas moi. Je refuse de céder à la censure. Censurer *Freedom So-*

nata n'est pas un acte contre les propos de Kanye West, c'est effacer le message porté par la pièce, qui est l'inverse de ses mots haineux. »

Impossible effectivement de décoller les sons de Kanye West du spectacle, sauf à complètement le disqualifier. Sur un plateau vide, comme toujours chez Emanuel Gat, *Freedom Sonata* joue aux dominos. Pas de scénographie pour une danse ample qui se suffit à elle-même. Le soleil noir d'abord et fait claquer le blanc des costumes des interprètes, puis blanc à l'opposé de leur nouveau vestiaire sombre. Les lumières, également conçues par Emanuel Gat, projettent des carrés et des rectangles qui se superposent les uns sur les autres, soutenant les circulations fluides et véloces des danseurs.

Les couches sonores et leurs ambiances impulsent un phénomène de palpitation qui scande les entrées et les sorties des interprètes comme des battements de cœur. Régulièrement, ils se ras-

Le spectacle, créé en 2024 pour fêter les 30 ans de travail de l'artiste, rayonne de beauté et de vigueur esthétique

semblent sur un mouchoir de poche pour reprendre des forces, resserrer les liens, et se disséminent aux quatre vents sans se perdre de vue. Aucun besoin pour Emanuel Gat de mettre en scène des tableaux à l'unisson, tant la troupe semble profondément connectée. Chaque danseur est seul et néanmoins avec les autres, séparé et ensemble dans ce « système humain » que le chorégraphe affine depuis ses débuts.

Son écriture élastique, nourrie par sa complicité avec les danseurs, prend toutes les formes possibles sans jamais s'enfermer dans un moule. Elle multiplie les dégradés gestuels, les effets de contrepoint. Un trio s'échappe et dialogue à distance avec un duo, qui lui-même tient à l'œil un groupe à l'extrême opposée du plateau. Un homme semble prendre la conduite de la troupe, qui reproduit ses mouvements avant qu'une autre personne ne le remplace, et ainsi de suite dans un relais joueur de savoir-faire. Touffu et paradoxalement limpide, le réseau de correspondances chorégraphiques se reconfigure en continu. L'harmonie du collectif se diffuse dans le miroitement des corps signé Emanuel Gat. ■

ROSITA BOISSEAU

Freedom Sonata, d'Emanuel Gat. Théâtre de la Ville/Chaillot nomade, Paris 4^e. Jusqu'au 21 mars.



Les voix de l'art citoyen

Dans un monde qui bascule, l'artiste peut-il rester un médiateur ?

RENCONTRE

Jeudi 3 avril | 19h

Mucem - Marseille

AVEC

Thierry Boutonnier
Artiste arboricole.

Geneviève Flaven
Directrice artistique du projet
99 Signant.e.s présenté
au théâtre de La Criée.

Cécile Robert
Neuropsychologue au Centre
hôpitalier Aiguille-Queyras,
en charge des projets culturels.

ANIMÉE PAR

Olivier Milot Grand reporter culture Télérama.



GRATUIT SUR RÉSERVATION

Auditorium du Mucem
7 promenade Robert Laffont,
13002 Marseille.

Un événement

Télérama

avec Carasso
Daniel & Nina
Fondation sous l'égide de la Fondation de France

CINÉMA
C' est le retour au cinéma d'un nom qui, jadis, sonna affectueusement aux oreilles du grand public, celui de Barry Levinson, 82 ans, aimable « faiseur » hollywoodien, dont les plus grands titres de gloire remontent aux années 1980, avec *Good Morning Vietnam* (1987) et *Rain Man* (1988). Absent depuis dix ans des grands écrans français après que ses dernières réalisations ont connu des sorties directes en DVD et VoD, le voici qui revient avec *The Alto Knight*, qui pique la curiosité.

En effet, non seulement Robert De Niro y interprète l'un des deux rôles principaux, mais c'est encore lui qui interprète l'autre. On laissera les mauvais esprits se demander, au vu du nombre de navets animés par Bob depuis assez longtemps, sauf l'immense respect qu'on lui porte, si cela ne double pas mathématiquement la possibilité d'un navet supplémentaire.

En tout état de cause, c'est à deux des plus formidables pointures de la Mafia américaine qu'il prête ici ses traits, adjoints dans leurs jeunes années du bienfaiteur de l'humanité Lucky Luciano, qui finit par écopier, à la fin des années 1940, de plus d'un quart de siècle d'emprisonnement.

On nomme, à notre droite, Vito Genovese, napolitain d'origine, sanguin paranoïde, tueur machinique et invétéré, ami personnel de Benito Mussolini durant sa cavale italienne, et bientôt bouclé

jusqu'à sa mort, en 1969, pour trafic d'héroïne. Et, à notre gauche, le Calabrais Frank Costello, plus anxieux et diplomate de nature, héritier de Luciano à la tête de la famille, et victime à ce titre, en 1957, d'une tentative d'assassinat par son ami de jeunesse Genovese, qui lui avait cédé la place avant sa cavale, et voulait la récupérer.

Faiblesse de la mise en scène

Le film se focalise sur le retour de Genovese aux Etats-Unis, en 1946, jusqu'à son sacre raté au grand meeting mafieux d'Apalachin (New York), et sur sa relation avec

son ami d'enfance Costello, à présent empoisonnée par sa soif de pouvoir au point de commander son assassinat.

Le miracle auquel Costello doit d'avoir la vie sauve (un ricochet de la balle) l'incite à céder à la pression de Genovese, à lui pardonner selon les règles et à raccrocher définitivement pour passer une retraite dorée en compagnie de son épouse.

Lennui est que Genovese est le type qui, même quand vous vous rendez à ses raisons, pense que vous mijotez quelque chose contre lui, ce qui l'autorise, par voie de conséquence, à mijoter quelque chose d'encore plus définitif contre vous, quand bien même il aura déjà tenté de vous occire.

Cet argument psychopathique, classique, pour un film de Mafia, sert toutefois dans *The Alto Knights*, film de Mafia de stade terminal, un autre but, qui tient à la double performance, et confrontation

avec lui-même, de Robert De Niro dans les rôles principaux, parfois au sein d'un même plan. Nez tombant, costumes sur mesure, voix étouffée, respectabilité de notable pour Costello. Nez pointu, voix de fausset, accent italien, débit de teigneux pour Genovese.

On voit le méta-topo : l'histoire d'un acteur de 81 ans nommé De Niro, qui, d'un côté, voudrait bien raccrocher les flingues et, de l'autre, n'arrive jamais à enterrer son propre mythe. Hélas, sur ce plan (comme sur beaucoup d'autres, d'ailleurs), c'est évidemment Martin Scorsese qui a dit la messe, dans *The Irishman* (2019).

Barry Levinson, quant à lui, ne parvient pas à éviter tout à fait que remonte à la conscience du spectateur – devant la double et laborieuse prestation de De Niro – l'image fatale des deux représentants du troisième âge du « Muppet Show ». A vrai dire, en raison de la faiblesse de la mise en scène, tout ici semble marionnettisé, affublé d'un faux nez de film de Mafia. Narré par le personnage de Costello, qui parle en fait tout seul en se projetant des diapositives du temps passé dans son salon, *The Alto Knights* – lui accorderait-on qu'il dépeint la fin d'un règne – manque singulièrement de la violence, de l'effroi et de la vitalité nécessaires à son propos. ■

JACQUES MANDEBAUM

Film américain de Barry Levinson. Avec Robert De Niro, Debra Messing (2 h 04).

Raphaël Barontini, peintre et couturier du colonialisme

Au Palais de Tokyo, à Paris, l'artiste mixe les styles et les techniques pour évoquer des figures des Antilles

RENCONTRE

En 2023, ses œuvres sont accrochées au Panthéon, à Paris. En 2024, il participe à la Nuit blanche avec une parade, et le Currier Museum of Art de Manchester (New Hampshire) lui offre une exposition personnelle. Aujourd'hui, il occupe une partie du Palais de Tokyo. Plus tard dans l'année, il sera invité au Louvre-Lens (Pas-de-Calais) et au Louvre Abu Dhabi (Emirats arabes unis). Ce serait peu dire que Raphaël Barontini n'est pas menacé par l'inaction. Désormais, il a imposé ses sujets et son style.

Les sujets, il les prend le plus souvent dans l'histoire de la région du monde dont sa famille est originaire, les Antilles françaises : traite nérière, plantations, résistance des populations esclavagisées. Le titre de son exposition, « Quelque part dans la nuit, le peuple danse », fait référence à la pièce de théâtre d'Amédée Césaire *La Tragédie du roi Christophe*, publiée en 1963. Barontini ne la suit pas mot à mot, mais glisse maintes allusions à Henri Christophe (1767-1820), qui fut l'un des libérateurs d'Haïti, avant de se proclamer roi de la moitié nord de l'île en 1811 et de se suicider quand il se vit vaincu.

Suggérer des histoires

Ainsi, la scénographie d'arcades blanches évoque-t-elle l'architecture du colossal palais Sans-Souci qu'il fit élever à Milot, et où il se tua. Ainsi encore, l'une des œuvres les plus monumentales se nomme-t-elle *A la cour d'Henri Christophe* : portrait de la famille royale dans le style de ceux qui étaient peints à la Renaissance, en Italie ou en Flandre. Il est accompagné d'autres portraits, équestres ou en pied, féminins et masculins, tragiques ou héroïques, sombres ou chatoyants. La figure de Toussaint Louverture (1743-

A l'origine de chaque œuvre, dit l'artiste, il y a « un collage numérique, né d'iconographies tirées de recherches »

1803), héros de la lutte contre l'esclavage en Haïti, transparaît parfois, et aussi celle de Solitude (v. 1772-1802), incarnation de ce combat à la Guadeloupe, pendue par les troupes napoléoniennes au lendemain de son accouchement.

Néanmoins, Raphaël Barontini ne veut pas raconter l'histoire, mais suggérer des histoires : « Laisser imaginer, dit-il, sans ajouter des explications trop contraignantes pour le public. » Il espère susciter curiosité et questions. Lors de l'exposition au Panthéon, il a rencontré des visiteurs du monument national qui ignoraient que ses œuvres s'y trouvaient alors. « Ils ne venaient pas pour elles. Mais quand ils comprenaient que j'étais l'artiste, des discussions s'engageaient, ils s'interrogeaient et c'était magnifique. »

Ils s'interrogeaient d'autant plus – et il en ira de même au Palais de Tokyo – que la manière dont Barontini travaille est singulière et complexe. Sur des surfaces textiles tantôt géométriques comme des tableaux, tantôt découpées en forme de capes, de robes, de cuirasses ou encore de blasons, il mixe sérigraphie, peinture acrylique, impression numérique, paillettes et, parfois, broderie et plumes. A cette diversité de techniques associées répond la diversité des sources visuelles.

À l'origine de chaque œuvre, il y a « un collage numérique, né de l'ac-

cumulation d'iconographies tirées de recherches documentaires ». Celles-ci, l'artiste les fait « sur Internet, sur des sites universitaires, et dans les musées ». Le Metropolitan Museum of Art de New York est pour lui « un terrain de jeu formidable », mais il se souvient de grandes récoltes à l'Art Institute de Chicago et, plus généralement, dans tous « les musées universitaires ». « Ils me permettent de naviguer entre les lieux et entre les temps. Un jour je ne m'intéresse qu'aux Vénus et aux Apollon grecs, un autre aux objets royaux du Bénin, et ainsi de suite. »

Répartition des compétences

Dans cette « histoire visuelle du monde », il capture des figures, des visages, des détails et une infinité de styles, de la géométrie des masques Fang du Gabon à la suavité des portraits de Fragonard. Il prélève, découpe, juxtapose, greffe et change tant qu'il n'a pas trouvé la forme efficace. « Après une dizaine ou une douzaine de versions », la composition est fixée. A ses débuts, il pratiquait le collage « à l'ancienne », scalpels et colle, comme ses artistes de prédilection, Hannah Höch (1889-1978) ou Romare Bearden (1911-1988), la dadaïste allemande et l'Afro-Américain qu'il a découvert dans une exposition à Atlanta en 2019 – « une claque ». Désormais, il travaille sur écran, ce qui lui permet des modifications immédiates, et aussi l'adaptation aux dimensions des espaces où les œuvres seront accrochées et, pour celles qui seront portées par des danseurs, à leurs mensurations et à leurs mouvements. « Mais il y a une autre raison : une partie des œuvres est faite d'impressions numériques. Le passage est donc instantané entre le projet et la matière. Or, j'aime aller vite. Le rythme est pour moi une donnée importante. »



« Solitude » (2022-2023), de Raphaël Barontini, au Palais de Tokyo, à Paris, en février. AURÉLIEN MOLE

Ce rythme, c'est aussi l'affaire de ses assistants, qu'il recrute dans les écoles de mode. « Je ne délègue ni la composition ni la sérigraphie. Mais il y a ce que je ne sais pas faire : quantifier des métrages, monter des patrons. » A cette répartition des compétences correspond celle des lieux : deux grands espaces dans un bâtiment industriel rénové à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), sa ville natale et son point fixe. L'un est l'atelier de création, où il conçoit la composition, pratique la sérigraphie et la peinture. Les étagères stockent les pots de pigments. L'autre, de taille égale, est destiné à la confection, avec ses machines

à coudre, ses bobines de fils de toutes couleurs, ses réserves de tissus proprement pliés et entassés, et ses portants chargés de pièces en cours ou achevées. Sur un point, les deux se ressemblent : leurs murs sont tapissés de photocopies d'images qui ont servi ou serviront aux montages.

Quand on évoque son succès actuel, l'artiste ne le nie pas. Mais il se souvient avec ironie de ses débuts difficiles aux Beaux-Arts de Paris. « Quand j'y étais, la peinture n'était pas à la mode. Heureusement, j'étais dans l'atelier de Philippe Cognée, qui est un esprit ouvert. Mais quand j'ai passé mon diplôme, je l'ai eu. Pas de félicitations, et une certaine manière de me suggérer d'aller voir ailleurs. » Ailleurs, ce fut le Hunter College, à New York. « Là, j'ai découvert une autre situation, beaucoup plus libre. J'ai vu des institutions qui soutenaient des scènes alternatives et j'ai pu enfin voir vraiment les œuvres de Bearden, Kerry James Marshall ou Sam Gilliam. Elles m'ont confirmé dans mon choix de la peinture. » On ne s'en plaindra pas. ■

PHILIPPE DAGEN

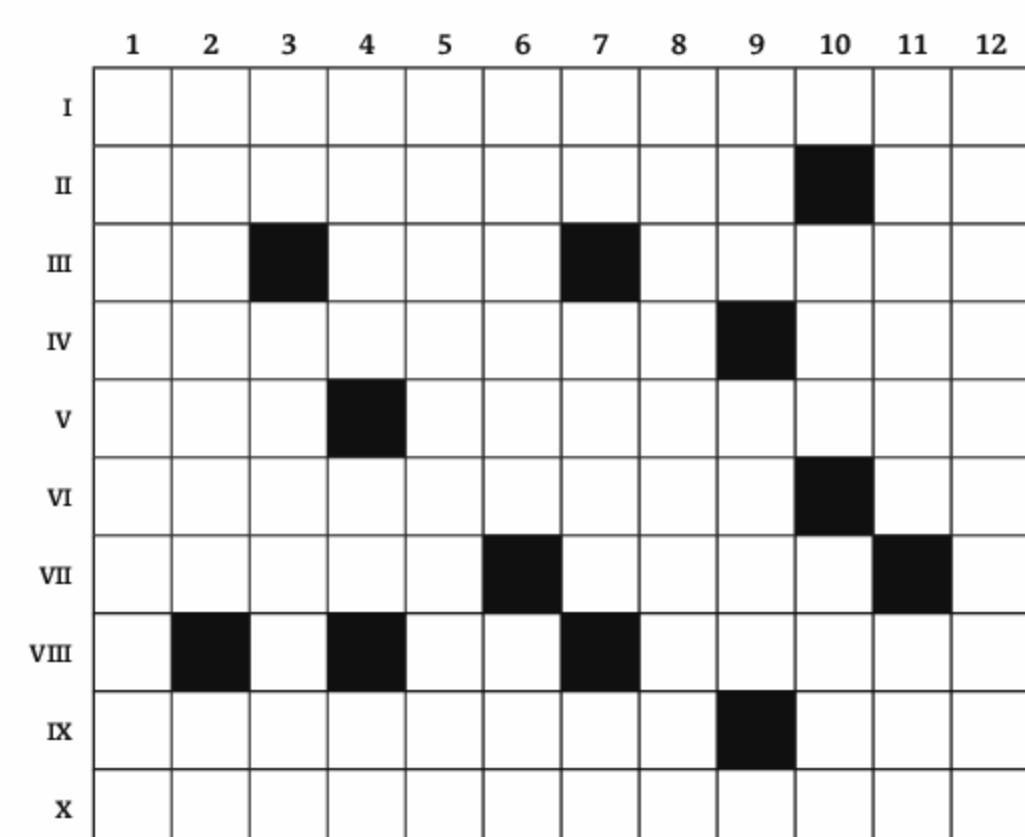
« Raphaël Barontini. Quelque part dans la nuit, le peuple danse ». Palais de Tokyo, Paris 16^e. Jusqu'au 11 mai.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 068

PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr



SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 067

HORizontalement I. Médiocrement. II. Agencée. Ouïr. III. Rang. Butée. IV. Illeene. Ls. V. VI. Noëse. Aso. VI. Atours. Trier. VII. Ua. Ma. Roanne. VIII. Dive. Donne. IX. Erinyes. Ceci. X. Rentabilisé.

Verticalement 1. Marivauder. 2. Egalitaire. 3. Déni. Vin. 4. Ingénument. 5. Oc. Nora. Ya. 6. Cernes. Deb. 7. Ré. Es. Rosi. 8. Eton. 9. Moût. Ranci. 10. Eut. Aïnées. 11. Nielsen. CE. 12. Trésorerie.

HORIZONTALEMENT

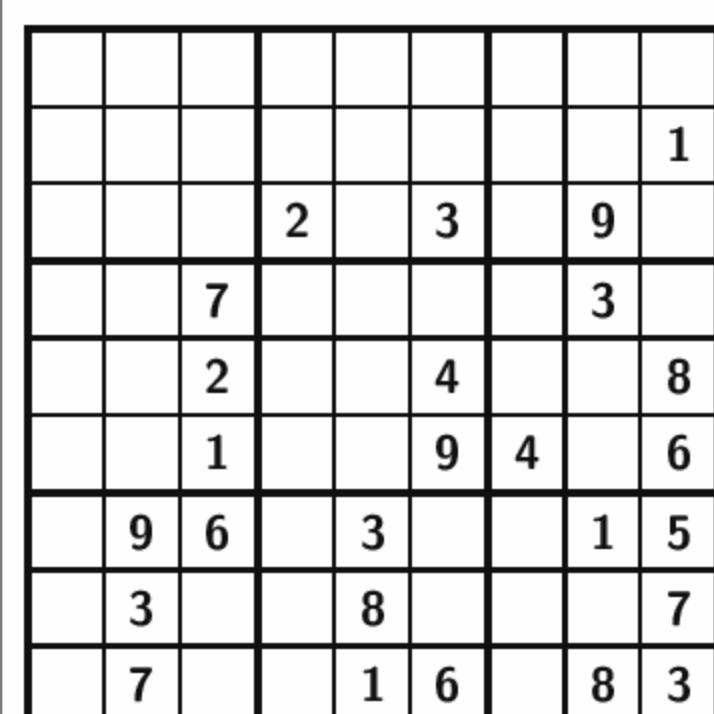
I. A des commandes quand les affaires sont bonnes. II. Acharné et déterminé. Points en opposition. III. Sur la portée. L'ONU dans les océans. Prendre les affaires en main. IV. Première colonie romaine en Gaule. Rue en travaux. V. Point vite gagné sur le court. Longue suite de prières. VI. Bafouées sans le moindre intérêt. Possessif. VII. Une de plus à chaque tour. Prophète biblique. VIII. Dieu solaire. Arme de Chanteclerc. IX. Plaque et glace. Rio du bassin amazonien. X. Concentre et donne du maintien

VERTICAMENT

1. Ne sait jamais où le mènent ses sorties. 2. Chargée de substances dangereuses. Dans les tripes. 3. S'est aussi intéressé aux choux-fleurs. Ravauda ses chaussettes. 4. La tête haute et l'air prétentieux. En marge. Ouvre des possibilités. 5. Tiennent solidement la barre. 6. Creusés en surface. Piégés. 7. Dans le plâtre. Arrivée massive de pèlerins. Note. 8. Toujours tenues au secret. 9. Base de lancement. Ancien émirat arabe. 10. Parasite invité à la fête. Bon père, belle mer. 11. Fatiguent le poisson. Vieille dame fatiguée. 12. Améliorer le sol avant culture.

SUDOKU

N°25-068



Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

**Chaque jeudi,
le meilleur
de la presse
étrangère**

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX



Le Monde est édité par la Société éditrice du **Monde** SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 12 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 70 71. Par courrier électronique : abojournalpaper@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs
Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr; Emploi : www.talents.fr

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40; Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037



PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 PARIS

Tél : 01-57-28-39-00

Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France

Midy-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France. Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprégné sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Europhosphat : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

GASTRONOMIE

Lorsqu'on rentre dans l'appartement de Binta Wade, 37 ans, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), on remarque un autel artisanal érigé dans un coin du salon. Derrière un amoncellement de bouquets, de bougies et de bâtons d'encens se dresse le grand portrait d'une dame au regard noir et perçant. Il s'agit de la mère de notre hôtesse, Aminata Abdoul Niang, d'origine sénégalaise. «*Elle est décédée en mars 2024, et son départ a déclenché en moi le désir de retrouver sa cuisine, confie Binta Wade. Quand j'étais gosse, j'étais un peu blasée par la cuisine africaine; je ne rêvais que de choucroute et de gratins! Aujourd'hui, je veux perpétuer le souvenir de ma mère à travers le goût, continuer à partager ces saveurs avec les gens que j'aime, en particulier mes enfants, Marius et Abel.*»

Sa mère ne lui a pas légué de recettes écrites: elle se passait de balance de précision, préparait, mesurait, rectifiait tout à l'œil et au palais, en goûtant. «*Moi, si j'ai pu apprendre, c'est parce que j'étais toujours fourrée dans ses pattes quand elle faisait la po-pote, explique Binta Wade. A force de l'observer, j'ai fini par assimiler.*» Par mimétisme, la jeune femme peut aujourd'hui préparer mécaniquement du thiéb, ou thiéboudiène (spécialité sénégalaise à base de riz, de tomate et de poisson), du thiéré yapp (sorte de couscous au mouton) ou encore du mafé.

C'est ce dernier plat – présent dans différentes versions en Afrique de l'Ouest (Mali, Côte d'Ivoire, Ghana, etc.), mais toujours réalisé à partir de pâte d'arachide – qu'elle s'apprête à exécuter en adaptant la recette maternelle, notamment pour les quantités. La famille Wade – neuf enfants – s'est enracinée près d'Epinal, à Saint-Dié-des-Vosges, où presque toute une communauté peul du Fouta (région du nord du Sénégal bordant la Mauritanie) a migré durant les années 1970, afin de satisfaire les besoins en main-d'œuvre.

La matriarche, tout en s'intégrant dans son quartier populaire de l'est de la France, a conservé le sens du partage africain. «*Quand ma mère faisait à manger, c'était dans une marmite assez grande pour y prendre un bain!, raconte sa fille avec amusement. Elle distribuait des portions à tout le monde: les voisins, les amis, les conjoints... Du coup, quand elle utilisait de l'huile, elle en versait carrément un bidon. La démesure faisait partie de la recette. Moi, je suis généreuse sur les doses, mais je reste une petite joueuse par rapport à elle.*»

La liste de courses pour le mafé n'en reste pas moins longue comme l'avant-bras. L'ingrédient principal, c'est la pâte d'arachide, également appelée «beurre de cacahuète» et plus souvent encore «Dakatine» (contraction de «Dakar» et de «tartine»), une marque omniprésente en Afrique de l'Ouest. Derrière le produit créé en 1952 et le bambin blond figurant sur l'étiquette se cache une société strasbourgeoise!

Rituels de dégustation

Un autre ingrédient est originaire d'Europe : le bouillon Kub Maggi appartenant aujourd'hui à la multinationale Nestlé, basée en Suisse. Pour respecter les habitudes de sa mère, Binta Wade en effritera deux dans la sauce, mais, habituellement, elle s'en passe pour ne pas ajouter trop de sel et d'additifs à sa préparation.

Dans une supérette exotique de Boulogne-Billancourt, elle achète les légumes essentiels à sa recette: des gombos, qui ressemblent à d'épais haricots verts aux contours anguleux. «*Les gombos*

peuvent être clivants, avertit Binta Wade. Ils apportent une touche très végétale au mafé, mais, en cuisinant, leur texture devient gluante. Personnellement, j'ôte les extrémités, je les tranche très finement et je les mixe avec le bouillon: le côté visqueux disparaît, et la sauce gagne en onctuosité.» Du reste, suivant les pays ou les régions, les gombos peuvent s'éclipser au profit d'autres légumes, comme les carottes, ou de patates douces.

Cette volonté de rassembler imprègne les rituels de dégustation. «*A la maison, quand on mangeait un steak-frites, on se mettait à table avec des assiettes individuelles, se rappelle Binta Wade. Mais quand maman faisait un plat traditionnel, on s'asseyaient, déchaus-*

sés, sur une natte en plastique très-serrée posée au sol, autour d'un plat commun.» Manger par terre ne signifie pas manger n'importe comment. Le repas reste extrêmement codifié: on se lave scrupuleusement les mains, on n'utilise que la droite pour se servir, chaque convive dispose d'un espace qui lui est propre sur la natte, et les personnes âgées passent en premier.

«*Qu'on la savoure ou qu'on la prépare, la cuisine africaine prend son temps*», observe la Boulonnaise en commençant à ciseler des oignons. De fait, la préparation de la sauce s'étire en longueur. La cuisinière goûte régulièrement, ajoutant un peu d'eau, de sel ou de piment pour obtenir la texture et le goût parfaits. Entre deux ajustements, elle passe un coup de fil rigolard à sa sœur (*«Je suis interviewée pour le mafé, tu y crois?»*), écoute un bout de podcast, teste un jus de bissap. Cette infusion de pétales d'hibiscus est devenue à la mode avec la conversion de nombreux gourmets aux boissons sans alcool.

«Quand ma mère faisait à manger, c'était dans une marmite assez grande pour y prendre un bain!»

BINTA WADE



Binta Wade prépare des spécialités sénégalaises, à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 26 janvier.

ALBIN DURAND POUR « LE MONDE »



LA RECETTE

Le mafé de poulet de Binta Wade

Temps de préparation:
40 minutes
Temps de cuisson: 1 h 30

Ingrédients pour 6 personnes

6 cuisses de poulet
400 g de pâte d'arachide
600 g de gombos
600 g de concentré de tomate
2 c. à s. d'huile d'arachide
3 gros oignons
7 gousses d'ail
Bouquet garni
1 bouillon cube
Gros sel et poivre
Piment végétarien ou piment d'Espelette (facultatif)

La préparation

Dans une grande marmite, faire revenir dans l'huile d'arachide les oignons cisellés, puis faire colorer les cuisses de poulet quelques minutes à feu vif. Réserver sur une plaque, saler, poivrer, puis enfourner à 180 °C pendant une heure en veillant à les retourner pour que chaque côté soit bien grillé.

Dans la marmite, à feu moyen, ajouter le concentré de tomate. Verser 1 litre d'eau puis les gombos découpés en fines tranches. Ajouter le bouquet garni, l'ail ciselé, le bouillon cube, le piment, et laisser mijoter 5 minutes.

Gouter et ajuster en sel. Ajouter la pâte d'arachide. Compléter si nécessaire avec un peu d'eau pour que la sauce ne soit pas trop épaisse. Laisser mijoter en attendant la fin de cuisson du poulet.

Plonger le poulet grillé dans la sauce et laisser mijoter à feu doux pendant 20 minutes.

Servir avec du riz blanc.

FAIT MAISON !

La cuisine du partage du Sénégal

Notre journaliste gastronomique s'invite dans vos cuisines. A Boulogne-Billancourt, chez Binta Wade, il apprend à préparer mafé de poulet, jus de bissap et beignets keumeukhs

Pour Binta Wade, c'est une boisson du quotidien depuis l'enfance. Elle y ajoute du sucre vanillé, une pincée de noix de muscade et quelques cuillerées à soupe de fleur d'oranger.

Une autre douceur patiente dans un grand plat en aluminium: des keumeukhs, de petits beignets qui s'invitent à toutes les occasions, petites et grandes: baptême, mariage, ramadan... La pâte est un simple mélange d'œufs, de farine de blé, de lait, de sucre et de levure. On la façonne en forme de boule avec une cuillère à soupe avant de la faire frire et d'ajouter un peu de sucre glace. «*On en confectionne des quantités colossales que l'on distribue souvent dans des poches en plastique, précise Binta Wade. Sinon, on n'est pas très forts pour les desserts au Sénégal. Il y a bien le gossi, une sorte de riz au lait, le thiakry, à base de semoule de mil et de lait, et l'on peut manger des fruits. Mais, généralement, le repas se termine par un thé.*»

En fin de cuisson, le mafé diffuse un parfum enveloppant, suave, d'arachide grillée. La maîtresse de maison pose dans les assiettes une boule de riz et un peu de viande, les nappant avec la sauce brune, devenue presque crémeuse. Dès la première bouchée, on fond: la gourmandise du beurre de cacahuète est équilibrée par les arômes et les épices.

La peau du poulet, grillé au four, croustille sous la dent. «*J'aurais bien aimé faire un mafé pour maman, glisse Binta Wade. Mais cela aurait été impensable que ce soit moi qui prépare un plat traditionnel sous son toit. J'essaie de transmettre ces recettes à mes garçons. Dès que je peux, je les attire dans la cuisine pour les faire goûter, participer.*» Un jour, Marius et Abel deviendront peut-être, à leur tour, les rois du mafé. ■

LÉO PAJON



En kiosque



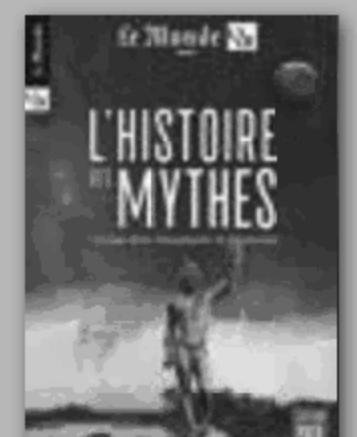
Hors-série



Hors-série



Hors-série

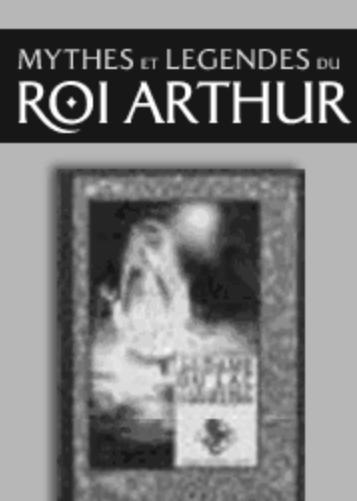


Hors-série



Hors-série

Collection



Dès mercredi 19 mars,
le volume n° 7
LA DAME DU LAC
ET LE SECRET D'avalon

Nos services

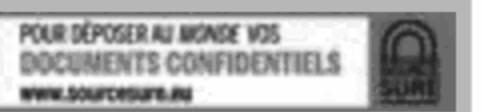
Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>
L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

Paris.

Ses enfants et leurs conjoints,
Ses petits-enfants,
Sa sœur,
Toute sa famille
Et ses ami(e)s,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Marie-Josèphe CHAVANES, née RICHARD,

survenu le 12 mars 2025, à Paris.

Une messe sera célébrée le vendredi 21 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Séverin, Paris 5^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Yèvre-la-Ville (Loiret), à 17 heures.

Pas de couronnes.

La famille tient à remercier les équipes de l'hôpital Cochin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Jean Pierre Coquart, Dominique et Anne-Marie Coquart, ses frères et sa belle-sœur, Estelle, Benoît, Cécile, Fabien, ses neveux et nièces, Alexia, Alice, Audrey, Colin, Ophélie, Marie, Méline et Clara, son petit-neveu et ses petites-nièces,

ont la tristesse de faire part du décès de

Florence COQUART, ancienne directrice générale adjointe de Adef Habitat (anciennement ADEF), ancienne bénévole à ATD Quart Monde.

La cérémonie aura lieu le samedi 22 mars 2025, à 11 heures, au cimetière parisien de Bagneux (Hauts-de-Seine), 45, avenue Marx-Dormoy.

Paul et Chantal Lagadec, son frère et sa belle-sœur, Lucile Debruyne, sa fille, Philippe et Marie Debruyne, son fils et sa belle-fille, Estelle Freixe et Michaël Morales, Henri Freixe et Adeline Blache, Tom, Anaïs et Vasco Debruyne, ses petits-enfants, Salomé Freixe-Blache, son arrière-petite-fille, Francis, Hervé et Dominique Lagadec, Catherine et Martin Salliet, ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

Edwige DEBRUYNE, née LAGADEC,

survenu le 10 mars 2025, à Pantin (Seine-Saint-Denis), dans sa quarante-dixième année.

Ses obsèques ont eu lieu ce jeudi 20 mars, à 10 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

Michel Ferry, son époux, Elisabeth et Thierry, Jean-Jacques et Catherine, Frédéric et Sylvie, Olivier et Stéphanie, ses enfants, son gendre et ses belles-filles,

Mélanie et Manu, Mathieu, David, Léa et Maë, ses petits-enfants, Raphaël, son arrière-petit-fils,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Andrée-Claude FERRY, née ROUSSY, institutrice et historienne d'art, diplômée de l'Académie d'Aix-en-Provence,

survenu dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 mars 2025, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Saint-Benoît.

Henriette Bourgeois Gamby, son épouse, Alice et Guillaume Gamby Vançon, Jean-Philippe et Maryse Gamby Savary,

Xavier et Laetitia Gamby Aka, ses enfants, Mathilde et Corentin, Manon et Lucie,

Félix et Alexis, ses petits-enfants, Bruno (†) et Roselyne Gamby Abbe, Thierry et Marc-Karim Gamby Ben Diane,

Les familles Gamby, Bourgeois, Dejonghe, Lamoot, Vançon, Savary, Aka, Abbe, Ben Diane,

ont la tristesse de faire part du décès de

Denys GAMBY,

survenu le 17 mars 2025, à l'âge de quatre-vingt ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 21 mars, à 14 h 30, en l'église de Saint-Benoît (Vienne), 18, rue de la Borne au Beurre, suivie de l'inhumation au cimetière.

Ni plaques ni fleurs ni couronnes. Dons souhaités à l'AFM-Téléthon.

PFG, Poitiers,
Tél. : 05 49 41 05 69.

Le frère Claude GILLIOT, o.p.,

est entré dans la Paix du Seigneur, le 15 mars 2025, dans sa quatre-vingt-sixième année, la soixante-deuxième année de sa profession religieuse et la cinquante-septième année de son ordination presbytérale.

De la part Du frère Nicolas Tixier, prieur provincial,
Du frère Marc-Antoine Béchétiole, prieur du couvent Saint-Jacques Et des frères de la Province dominicaine de France.

Michel HALBWACHS

est mort le 12 mars 2025, au Col des Prés (Savoie).

De la part Sylvie Mora, son épouse, Ses enfants Et de toute sa famille.

michelhalbwachs@gmail.com

Alain JAUBERT,

réalisateur de la série *Palettes*, une encyclopédie de la peinture en cinquante films, professeur d'épistémologie dans le cadre de la chaire de Michel Foucault à Paris VIII-Vincennes, collaborateur à *Politique hebd.*, *Jeune Afrique*, *Lire...* journaliste scientifique à *La Recherche* et au *Nouvel Observateur*, chroniqueur musical à *Libération*, professeur aux arts décoratifs de Paris,

auteur de romans et d'essais, *Le commissariat aux archives* a connu un succès international et *Val Paradis* (Gallimard) a reçu le prix Goncourt du premier roman.

Il est décédé le 15 mars 2025.

Marie-José, Aurélia, Naomi et Tzipora, sa femme, sa fille et ses petites-filles, partagent cette triste nouvelle.

Ses obsèques se tiendront dans l'intimité.

Un hommage lui sera rendu prochainement.

aureliajaubert@free.fr

Ses enfants, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants, ont la douleur d'annoncer le décès de

Jacques KLAJNBERG, commandeur de l'ordre des Palmes académiques, survenu le vendredi 14 mars 2025.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 21 mars, à 16 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

Paris. Royan.

Sylvain,

son époux,

Michael et Patricia, Julien et Lucie, ses fils et leurs épouses, Léa, Manon, Samuel, Elise et Noé, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Annick OHAYON, née NAULIN, maître de conférences honoraire de l'université Paris 8, historienne de la psychologie et de la psychanalyse, centre Alexandre-Koyré,

survenu le 17 mars 2025, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

L'inhumation aura lieu le vendredi 21 mars, à 10 h 45, au cimetière des Tilleuls, 56 bis, boulevard Georges-Clemenceau, à Royan.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bernadette Pélassier, son épouse, Colette Revol, sa sœur,

Claire et Philippe Moulin, Xavier et Valérie Pélassier, Hugues et Pascale Pélassier, ses enfants et leurs conjoints,

Vincent, Bertrand, Marianne, Alexandre, Roxane, Alice, Robin, Martin, Marie, ses petits-enfants,

Ses arrière-petits-enfants, Caroline et Elise Desjardins, ses belles-filles et Samuel,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean PEILLIER, agrégé des Facultés de droit, directeur honoraire de l'Institut d'études du travail de Lyon, président honoraire de l'Association française de droit du travail, docteur *honoris causa* de l'université Laval (Québec), chevalier de la Légion d'honneur, chevalier

de l'ordre national du Mérite, officier de l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 18 mars 2025.

La cérémonie religieuse aura lieu le 25 mars, à 10 heures, en l'église de La Couronne (Charente).

Bernadette Poquet, son épouse,

a la tristesse de faire part du décès de

Roland POQUET, directeur-fondateur de l'Hippodrome de Douai, scène nationale, chevalier dans l'ordre des Palmes académiques, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres, chevalier dans l'ordre national du Mérite,

à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

M. Roland Poquet sera incinéré au crématorium de Cannes, le samedi 22 mars, à 11 h 15.

Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine).

Jean-Christophe et Marie-Catherine Solus,

Laure et Rémi Babinet, Hervé et Marine Solus, Arnaud et Hélène Solus, ses enfants,

Astrid et Marc Journé, Quitterie, Tristan et Alban, Lucas et Vega,

Titouan, Tom et Dimitri, Jade, Joséphine, Gaspard et Salomé, ses petits-enfants,

Joseph Journé, son arrière-petit-fils, Les familles Nodet, Boutard, Coulon, Peissik, Sanson et Jeantet,

ont la tristesse de faire part du décès de

Raymond SOLUS,

survenu le 14 mars 2025, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 21 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu le même jour dans l'intimité, au cimetière d'Agon-Coutainville (Manche), auprès de son épouse,

Françoise SOLUS, née JEANTET

et de leur fils,

Marc-Henry.

Ni fleurs ni couronnes.

Anniversaire de décès

Il y a dix ans,

Micheline MAUS, née FRANCK,

nos quittait.

Ses enfants, Ses petits-enfants.

Souvenirs

Le 21 mars 1975, disparaissait

André GOUGENHEIM,

X 1920 N, ingénieur hydrographe général, grand officier de la légion d'honneur, membre de l'Académie des sciences et de nombreuses autres sociétés savantes.

Sa famille se souvient de cet homme aimant, aussi modeste que brillant savant.

Elle associe à son souvenir son épouse,

Cécile, née ARON,

son fils et sa fille,

Jacques-Henri et Marie-Jeanne.

Le 2

Raghuram G. Rajan

Un dollar attractif est-il vraiment un fardeau pour les Américains ?

Défendre l'idée, comme le fait l'entourage de Donald Trump, que les déficits budgétaires américains se creusent pour répondre à une demande des pays étrangers ne tient pas, juge l'ancien économiste en chef du Fonds monétaire international

Un grand économiste m'a un jour expliqué que dans les débats sur la politique macroéconomique il y avait toujours une variable motrice et contraignante qui déterminait toutes les autres, les variables d'ajustement. «Par conséquent, ajoutait-il, il suffit de désigner une autre variable comme contraignante pour inverser complètement les recommandations de politique économique.»

C'est précisément ce que fait Stephen Miran dans un article sur le commerce international publié en novembre 2024, juste avant sa nomination à la présidence du conseil d'analyse économique de Donald Trump. Et puisque ses idées reflètent sans doute celles de l'administration américaine, elles méritent qu'on s'y attarde.

Il est traditionnellement considéré que si les Etats-Unis enregistrent des déficits commerciaux chroniques, c'est parce qu'ils dépensent trop, en grande partie à cause de leurs déficits budgétaires. Or dans cette affaire, selon Stephen Miran, le véritable facteur contraignant n'est pas ce

LE DÉFICIT COMMERCIAL AMÉRICAIN EST SURTOUT DÛ AUX ÉCHANGES DE BIENS. POUR LES SERVICES, L'EXCÉDENT ATTEINT 300 MILLIARDS DE DOLLARS

déficit budgétaire, comme on le croit, mais l'appétit du reste du monde pour les actifs financiers américains, en particulier pour les bons du Trésor. C'est pour répondre à cette demande des pays étrangers que les Etats-Unis doivent creuser d'importants déficits budgétaires. Les flux entrants de capitaux qui en résultent maintiennent le dollar à un niveau trop élevé pour que les exportateurs américains puissent être compétitifs... ce qui entraîne des déficits commerciaux persistants.

Cet argumentaire n'est pas convaincant, pour plusieurs raisons. Le timing, d'abord: l'accumulation de dollars par les banques centrales étrangères n'est réellement apparue qu'après la crise financière asiatique de 1997, lorsque les économies d'Asie de l'Est, très éprouvées par les conditions sévères que leur imposait le Fonds monétaire international (FMI), ont constitué des réserves pour se protéger contre d'éventuels arrêts soudains des financements. Or c'est au milieu des années 1970 que les Etats-Unis ont commencé à afficher un double déficit chronique (commercial et budgétaire).

Par ailleurs, le déficit commercial américain est principalement dû aux échanges de biens. Pour ce qui est des services (tourisme, conseil, finance, brevets, logiciels, cloud, etc.), les Etats-Unis affichent un excédent de près de 300 milliards de dollars (274 milliards d'euros) en 2024. Un vrai avantage comparatif en leur faveur. Même si les chiffres du commerce dans leur globalité indiquent un important déficit, les Etats-Unis sont loin d'être des victimes.

Autre problème dans l'argumentaire de Stephen Miran: si on le suit, la demande excédentaire de bons du Trésor américain de la part du reste du monde devrait se traduire par une prime excédentaire considérable sur les obligations américaines.

Les taux d'intérêt de ces obligations, mécaniquement, devraient être bien plus bas qu'ailleurs. Or, ce n'est pas le cas, ce que Stephen Miran déplore: les Etats-Unis ont peu d'avantages à produire des actifs financiers très demandés. Comment ce mystère s'explique-t-il? Pourquoi une telle demande maintient-elle le dollar à des niveaux élevés mais ne conduit-elle pas à une baisse des taux d'intérêt des obligations américaines?

L'explication la plus simple, c'est que le Congrès américain dépense à sa guise, en comptant sur le reste du monde pour acheter des bons du Trésor qui viennent financer ce que les recettes fiscales ne permettent pas de couvrir. A-t-on jamais vu un membre du Congrès raisonner différemment et faire valoir la nécessité pour les Etats-Unis d'enregistrer des déficits... afin de répondre à la demande mondiale en bons du Trésor? Si l'excès de demande pour les actifs financiers américains posait réellement problème, il suffirait d'ailleurs au Congrès d'enregistrer des déficits moins élevés et donc d'émettre moins de bons du Trésor: les pays étrangers se battraient alors pour en acheter, ce qui permettrait une baisse des taux d'intérêt américains (et du même coup la hausse de la production des Etats-Unis).

Sous-consommation chinoise

Par ailleurs, si la création d'actifs de réserve constitue un fardeau si exorbitant pour les Etats-Unis, pourquoi ne pas permettre à d'autres pays d'en partager la charge? Loin d'envisager cette possibilité, Donald Trump a récemment menacé le groupe des BRICS (les principales économies émergentes) qui ont osé étudier la possibilité de contourner le dollar pour certains paiements.

Tout en admettant que les Etats-Unis n'ont pas besoin d'argent venu de l'étranger pour financer leur déficit budgétaire (une reconnaissance implicite du fait que la principale variable contraignante est bien le déficit budgétaire), Stephen Miran suggère une autre raison justifiant que les pays étrangers achètent des actifs américains et utilisent le système financier du pays: cela donne aux Etats-Unis de plus nombreux moyens pour punir les pays étrangers qui ne s'alignent pas, y compris en imposant une taxe sélective sur les paiements d'intérêts liés aux bons du Trésor.

Si les Etats-Unis n'entendent pas renoncer à leur prétexte «fardeau exorbitant», l'augmentation des droits de douane pourra-t-elle aider les fabricants américains à surmonter un dollar surévalué? Comme le souligne Stephen Miran, les droits de douane élevés seront en partie compensés par un dollar plus fort, comme ce fut le cas en 2018-2019, lorsque les Etats-Unis ont imposé à la Chine des tarifs douaniers. En réalité, un dollar plus fort nuira aux exportations américaines, et si les prix en dollar des produits importés ne changent pas significativement, il est difficile d'entrevoir comment les fabricants américains pourraient devenir plus compétitifs.

Ainsi, Stephen Miran mise sur une dépréciation concertée du dollar, soutenue par les interventions de banques centrales non américaines, que les Etats-Unis «persuaderont»,



STEPHEN MIRAN
MISE SUR UNE
DÉPRÉCIATION
CONCERTÉE
DU DOLLAR,
SOUTENUE PAR
LES INTERVENTIONS DE
BANQUES CENTRALES
NON AMÉRICAINES

par la menace de droits de douane ou d'un retrait du soutien américain en matière de défense. Or, même si ces interventions se révélaient efficaces, les banques centrales étrangères devraient pour les mener vendre des bons du Trésor américain et acheter leurs propres titres nationaux, ce qui rendrait le déficit budgétaire américain plus difficile à financer.

Ce que l'on peut au moins reconnaître à Stephen Miran, c'est qu'il tente d'avancer des raisons pour lesquelles les Etats-Unis, en décrétant des droits de douane élevés, se retournent aujourd'hui contre le système qu'ils ont eux-mêmes bâti.

Certes, le déficit budgétaire américain ne constitue pas la seule «variable contraignante»: la sous-consommation chinoise contribue, elle aussi, aux déséquilibres mondiaux. Certes, les Etats-Unis appliquent des droits de douane moins élevés que ceux de plusieurs de leurs partenaires commerciaux, dont certains subventionnent leurs entreprises davantage qu'eux, ou respectent peu les droits de propriété intellectuelle. Il n'en demeure pas moins qu'il est bien plus efficace de gérer ces problèmes dans le cadre de négociations. A la question de savoir où est censée nous mener l'actuelle trajectoire de «choc et stupeur» suivie par l'administration Trump, la réponse n'est pas facile. L'affirmation selon laquelle l'attractivité du dollar constituerait un fardeau plutôt qu'un privilège exorbitant n'est pas convaincante, et encore moins lorsque l'on constate que ceux qui la formulent se refusent à renoncer à ce prétexte fardeau.

Les marchés sont aujourd'hui déconcertés par la punition que l'administration Trump, persuadée que les Etats-Unis sont des victimes, entend infliger à ses proches alliés. Si cette agressivité venait réduire l'attractivité du dollar, alors peut-être que celui-ci deviendrait réellement un fardeau exorbitant. Ce n'est toutefois pas un scénario auquel les Américains devraient aspirer. ■

La fragile théorie du dollar de Stephen Miran, l'économiste de Donald Trump

L'ARTICLE PROGRAMMATIQUE que commente – et étrille – ci-dessus Raghuram G. Rajan, l'ancien économiste en chef du FMI, est signé Stephen Miran. Il est l'un des rares docteurs en économie qui aient rejoint l'équipe de Donald Trump. Il a signé ce long texte en novembre 2024, après la victoire de Trump et avant d'être nommé par le président élu à la tête du «comité des conseillers économiques» de la Maison Blanche.

Stephen Miran n'est pas un universitaire, mais un financier: il était jusque-là stratège principal chez Hudson Bay Capital Management, et a cofondé une société de gestion d'actifs, Amberwave Partners. Dans son article, que *Le Monde* a déjà évoqué en février, Stephen Miran constate que de 60000 à 2 millions d'emplois manufacturiers ont été perdus entre 2000 et 2011 en raison du «choc chinois», avec des impacts concentrés dans des régions.

Il identifie la surévaluation chronique du dollar comme la cause principale des déséquili-

bres commerciaux américains. Cette surévaluation, qui mine la compétitivité du secteur manufacturier américain, est selon lui liée au statut de monnaie de réserve mondiale du dollar: c'est pour absorber la demande internationale de dollars que les Etats-Unis sont conduits à maintenir des déficits courants persistants. Les détenteurs de réserves imposent donc un «fardeau» au secteur exportateur américain.

Tribut impérial
Stephen Miran défend l'idée d'un «partage» de ce fardeau avec les partenaires commerciaux des Etats-Unis. En contrepartie de leur accès au dollar, mais aussi de la protection militaire américaine (Stephen Miran mélange les sujets allègrement), ces partenaires doivent acheter davantage de produits américains et/ou renflouer les caisses du Trésor, par le biais de divers canaux (droits de douane, retenue d'intérêts sur les bons du Trésor américains, voire taxe de 1% sur l'utili-

sation du dollar...). Pour sceller cette logique proche du tribut impérial, Stephen Miran évoque la possibilité de traités multilatéraux semblables aux accords du Plaza (1985) ou du Louvre (1987) [qui visaient à mettre un terme à la baisse du dollar], qu'il rebaptise «accords de Mar-a-Lago».

Logiquement, les autres pays, à commencer par la Chine, rechigneront à se plier à ce système. Stephen Miran envisage donc des pressions unilatérales, en recourant à la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux de 1977. Celle-ci donne pouvoir au président américain de restreindre ou d'interdire certains flux financiers étrangers.

Selon la plupart des collègues économistes de Stephen Miran, cette doctrine souffre de nombreuses contradictions (pointées par l'ancien chef du Fonds monétaire international Raghuram Rajan) et risque, finalement, de faire tomber le dollar de son piédestal. ■

PASCAL RICHÉ

Raghuram G. Rajan, ancien gouverneur de la banque centrale indienne et ancien économiste en chef du Fonds monétaire international, est professeur de finance à la Booth School of Business de l'université de Chicago

Colette Zytnicki La conquête de l'Algérie a été une véritable guerre, avec son cortège de massacres

La phrase de Jean-Michel Aphantie, comparant les massacres commis par les Français en Algérie et celui perpétré par les Allemands à Oradour-sur-Glane [Haute-Vienne], a suscité une polémique dans la presse et les réseaux sociaux. Tout ce tohu-bohu médiatique peut avoir un intérêt : revenir sur les premiers temps de la colonisation française en Algérie. Et le constat est clair : la conquête, qui s'étend sur plus de vingt ans à partir de 1830, a été une véritable guerre, avec tout son cortège de massacres et de destructions. Tout cela était parfaitement connu au temps où les choses se déroulaient et publiquement justifié par ceux qui les commettaient. Elles étaient aussi violemment critiquées par une partie de l'opinion.

La conquête française commence en juillet 1830 avec la prise d'Alger. Mais c'est avec l'intensification des combats dans la décennie suivante que la guerre prend un tournant tragique. Face à Abdelkader [1808-1883] et aux populations algériennes qui résistent à la conquête, Thomas Bugeaud, nommé gouverneur général en 1841, préconise ce que l'on pourrait appeler une guerre à outrance afin de couper le chef algérien du soutien des tribus en multipliant les razzias. Il avait expérimenté les tactiques de contre-guerilla en Espagne, pendant la campagne menée par les armées napoléoniennes.

La razzia est une opération militaire dirigée sur un village ou un campement se terminant le plus souvent par la destruction des habitations et des récoltes. Elle avait déjà été pratiquée par le terrible général français [Joseph Vantin] dit « You-souf » dès les années 1830. En 1841, Bugeaud (mais aussi ses officiers comme La Moricière) systématisé et justifie le recours à la razzia qui, dit-il, « permet d'assurer la sécurité » et la « soumission » des populations et de leurs élites. Il recommande ainsi à ses officiers d'« empêcher les tribus de cultiver » et de « vider leurs si-

los », où étaient entreposées les récoltes. Des arbres fruitiers ont été rasés. Quasiment chaque jour, la presse française mentionne sans s'y attarder autrement les razzias faites sur telle ou telle tribu.

En 1845, ces violences défrayèrent la chronique dans toute l'Europe. La province d'Oran était alors en pleine révolte, sous la double action des tribus soutenant Abdelkader et celles se ralliant à Mohammed Ben Abdallah, surnommé Boumaza (« l'homme à la chèvre »), appelant les populations au combat. C'est dans ce contexte qu'en juin 1845 les soldats du lieutenant-colonel Aimable Pelissier enflamme littéralement des familles de la tribu des Ouled Riah réfugiées dans une grotte dans le massif du Dahra.

« Les grottes sont immenses ; on a compté hier 760 cadavres ; une soixantaine d'individus seulement sont sortis aux trois quarts morts ; 40 ont pu survivre ; 10 sont à l'ambulance dangereusement malades », raconte un soldat ayant participé à l'opération. Très rapidement, la nouvelle est connue à Paris et suscite une intense polémique. Alphonse de Lamartine, Napoléon Joseph Ney (le fils du général Ney) et d'autres députés condamnent l'action de l'armée et Bugeaud.

Razzias, saccages et violences à grande échelle ont été monnaie courante lors des premiers temps de la colonisation française en Algérie, suscitant à l'époque de nombreuses indignations, rappelle l'historienne

Les journaux, y compris ceux soutenant le gouvernement, se montrent très critiques. *La Réforme* qualifie ces « enfumades » d'« acte de barbarie dont l'histoire fit mention », *Le National* de « terrible catastrophe » en regrettant qu'on n'ait pas réduit la tribu par d'autres moyens comme la famine, par exemple. *Le Courrier français* parle d'une « atrocité commise de sang-froid », *La Presse* d'« épouvantable torture », *Le Constitu-*

tionnel de « fait inouï dans nos annales militaires », *le Journal des débats*, pourtant soutien de Bugeaud, de « terrible et épouvantable épisode ». Le ministre de la guerre, Jean-de-Dieu Soult, reçoit même une pétition d'élèves du lycée Louis-le-Grand s'indignant : « Quel est l'homme assez barbare pour faire mourir de sang-froid des vieillards, des femmes et des enfants sans défense, des hommes même. »

Politique de terreur

Face à ces critiques – qui visent non pas la colonisation de l'Algérie en elle-même, mais les méthodes utilisées par l'armée –, Bugeaud justifie les moyens employés par ses officiers. D'autant qu'il avait bien donné un blanc-seing à Pelissier et que pareils massacres avaient déjà eu lieu. En 1844, les enfumades commises sur la tribu des Sbéhas (qui ont été accusés dans une grotte et asphyxiés par les troupes d'Eugène Cavaignac) n'avaient pas suscité d'émoi. On parla moins également des malheureux emmurés vivants par les soldats du lieutenant-colonel de Saint-Arnaud en août 1845 qui écrivit à son frère : « Mais ma conscience ne me reproche rien. J'ai fait mon devoir de chef et demain je recommencerais. Mais j'ai pris l'Afrique en

dégoût. » Il y resta encore bien des années. Quant à Pelissier, il fut promu en 1846 au rang de maréchal de camp (l'équivalent de général de brigade sous la monarchie de Juillet).

On connaît les conséquences de cette politique de terreur. Nombre de tribus ont été déplacées, coupées de leur environnement familial, acculées à la misère. Les habitants des campagnes de l'Ouest algérien dans les années 1840, ceux de Kabylie et des Aurès qui se sont soulevés dans les années 1850 et en 1871, ont lourdement souffert de cette guerre de conquête. Répression, famines, épidémies les ont décimés comme le montrent les premiers recensements, accusant une baisse démographique attestée dans les années 1860. Sur une population de 3 millions (ou plus), les historiens estiment la surmortalité à 825 000 morts, dont 750 000 hors combat entre 1830 et 1875.

La mémoire de cette guerre se prolonge jusqu'à nos jours. Jusque dans les années 1950, le père Fouettard dont étaient menacés les enfants kabyles s'appelait « Bitchou », un surnom né de la déformation de « Bugeaud ». Son histoire connaît aujourd'hui un regain d'intérêt marqué par la parution d'ouvrages récents sur le sujet. Une cohorte de chercheuses et chercheurs, en France et ailleurs, se penchent avec tout le sérieux requis – les archives sont parfaitement disponibles – sur ces premiers temps d'une conquête qui voulait apporter la civilisation aux Algériens... malgré eux. ■



FACE AUX CRITIQUES, QUI VISENT NON PAS LA COLONISATION MAIS LES MÉTHODES DE L'ARMÉE, BUGEAUD JUSTIFIE LES MOYENS UTILISÉS PAR SES OFFICIERS

Mathieu Belezi Nous sommes tous victimes d'une d'amnésie collective

La polémique suscitée par les propos de Jean-Michel Aphantie sur RTL est révélatrice de l'ignorance, voire de l'aveuglement volontaire des dirigeants comme des citoyens sur la violence de la conquête française de l'Algérie, dénonce l'écrivain

mée française avait pour consigne de détruire les ressources du pays, et détruire les ressources du pays voulait dire couper des têtes, récupérer des sacs d'oreilles qui étaient revendus à Alger, violer nombre de femmes, incendier les villages, brûler les champs et rafoler les troupeaux. C'était ce qu'on appelait des razzias ; les razzias du bon père Bugeaud que le général de Saint-Arnaud (à l'époque il était encore général) décrivit si bien dans les nombreuses lettres qu'il écrivait à sa famille.

Ces barbaries de l'armée française et de son chef, Thomas-Robert Bugeaud, marquis de La Picconnerie, duc d'Isly, maréchal de France, sont restées longtemps dans la mémoire du peuple algérien. Il n'y a pas si longtemps, une mère de la région du Dahra ou de celle de l'Aurès pouvait encore menacer son enfant d'appeler l'ogresse et terrible « Bichou » s'il ne lui obéissait pas. « Bichou », c'était le surnom du maréchal Bugeaud.

L'école a-t-elle fait son travail ? Nous sommes en 2025. Et je ne crois pas que le cours Bugeaud ait changé de nom. Comme je ne crois pas que les cours, avenues et rues Bugeaud aient totalement disparu des villes françaises qui avaient éprouvé le besoin d'honorer le maréchal. Mais les Français connaissent-ils la véritable histoire du maréchal Bugeaud ? Leur a-t-on jamais parlé de la manière dont la France de Louis-Philippe et celle de Louis-Napoléon Bonaparte se sont emparées de l'Algérie pour

en faire un territoire français divisé en trois départements ? L'école a-t-elle fait son travail d'éducation ? Et le lycée ? Et l'université ? Pourquoi les livres qui relatent l'histoire de la conquête algérienne sont-ils encore si rares ? Celui de l'historien Pierre Darmon, *Un siècle de passions algériennes. Une histoire de l'Algérie coloniale. 1830-1940* [Fayard, 2009], par exemple, a vu son édition de poche, parue en 2012 sous le titre *L'Algérie des passions. 1870-1939* [Perrin], perdre les 260 premières pages. Celles qui racontent la conquête.

Il faut le dire : nous sommes tous victimes d'une sorte d'amnésie collective, orchestrée depuis les années 1960 par des gouvernements, qu'ils soient de droite ou de gauche, qui ont tout fait pour que la véritable histoire de l'Algérie coloniale demeure



AUCUN POUVOIR NE PEUT CACHER LONGTEMPS LES VÉRITÉS HISTORIQUES QU'IL SE DOIT DE PORTER À LA CONNAISSANCE DE SON PEUPLE

enfermée dans les placards de l'histoire de France, déjà bien encombrés de manœuvres et turpitudes diverses. Combien de lectrices et de lecteurs rencontrés en librairies m'ont dit : « Merci, nous ne savions pas. »

Ouvrir les placards

Alors évidemment, quand Jean-Michel Aphantie compare à une heure de grande écoute sur RTL les dizaines de villages razziés par les colonnes infernales de Bugeaud au village d'Oradour-sur-Glane [Haute-Vienne] qui a vu la totalité de sa population massacrée par une unité de la Waffen-SS, c'est le tollé. La direction de RTL décide aussitôt une mise à pied d'une semaine du journaliste.

Pourquoi ? Pour avoir révélé une vérité historique que pourtant chaque Français devrait connaître. La comparaison est peut-être maladroite, et si on a le désir d'ouvrir les placards de l'histoire coloniale de l'Algérie, il vaut mieux ne pas commencer par de tels excès. Mais enfin, derrière cette réaction épidermique d'une radio qui ne pense qu'à son audience, il faut bien admettre qu'il y a encore, en 2025, une censure qui ne dit pas son nom, mais qui existe, et œuvre et manœuvre pour que le discours aberrant d'une colonisation positive continue d'illusionner une bonne partie des Français.

Récemment, une radio qui avait décidé d'organiser une lecture de mon roman *Attaquer la Terre et le Soleil* [Le Tripode, 2022] a soudain annulé le projet, considérant que

la violence des mots employés pour décrire le comportement des soldats de la conquête pourrait heurter l'auditeur. L'affaire Aphantie est très révélatrice de ce qui se passe aujourd'hui dans les médias et ailleurs. Le discours de la droite et de l'extrême droite sur l'Algérie pèse sur les angles choisis par les médias, sur les personnalités qu'ils invitent, sur les programmations des salles de théâtre et de cinéma ; bien évidemment au nom de l'auditeur, du spectateur et du lecteur. C'est en pensant constamment à cette censure-là que j'ai, contre vents et marées, écrit mes romans, ne lâchant rien, luttant pied à pied, tête comme peut l'être celui qui a, cheville au corps, cette confiance inaliénable dans les mots de la littérature.

Aucun pouvoir ne peut cacher longtemps les vérités historiques qu'il se doit de porter à la connaissance de son peuple. Dans le contexte actuel, il devient urgent d'ouvrir les placards et de suivre le conseil de l'historien Patrick Boucheron : « Regardons la blesure pour ce qu'elle est, et affrontons l'entaille. » ■

Mathieu Belezi est écrivain. Il a notamment publié « Attaquer la Terre et le Soleil » (Le Tripode, prix littéraire « Le Monde » 2022 et prix du livre Inter 2023), « Emma Picard » (Le Tripode, 2024) et « Moi, le Glorieux » (Le Tripode, 2024)

Les deux lectures antagonistes du 7-Octobre et de ses conséquences

ANALYSE

Si le conflit israélo-palestinien en cours divise autant en France – et ailleurs dans le monde –, c'est parce que deux lectures radicalement antagonistes de son origine, à savoir les massacres terroristes du Hamas le 7 octobre 2023, s'opposent. Pour les uns, il s'agit d'une continuation, tandis que les autres y voient une rupture. Le 7-Octobre est-il une pérpective particulièrement horrible d'un conflit à l'œuvre depuis 1948 et la naissance d'Israël, ou marque-t-il l'entrée dans une nouvelle ère qui abolit tous les paramètres antérieurs ? De la réponse à cette question découlent des conséquences tant politiques que juridiques, historiques et morales.

Dans une lecture historique du conflit israélo-arabe, le 7-Octobre est la continuation, certes atroce mais hélas prévisible, d'un conflit en cours : il fait suite à d'autres massacres, notamment celui, en 1948, du village de Deir Yassin, dans lequel plus d'une centaine de villageois palestiniens avaient été tués. Cet épisode tragique rappelle que les massacres de civils ne sont pas l'apanage du Hamas. C'est, entre autres, en usant de cette pratique qu'Israël a agrandi son territoire en 1948, comme l'ont révélé les travaux des « nouveaux historiens » israéliens.

Les commentateurs acquis à cette perspective distinguent deux types d'actions menées par le Hamas et ses alliés : les attaques contre les postes-frontières de l'armée israé-

lienne d'une part, et les massacres de civils dans les kibbutz et les villages entourant Gaza ainsi qu'au festival de musique Tribe of Nova de l'autre. Les premières opérations relèvent, selon eux, de la résistance armée à l'encerclement total de la bande de Gaza par Israël, qui consiste à en contrôler tous les accès et qui, selon l'Organisation des Nations unies, s'apparente à une occupation.

Les massacres de civils sont, quant à eux, des actes purement terroristes. Il faut préciser que la très grande majorité des victimes israéliennes sont des civils (815 sur un total de 1200 morts), et il en va de même des 250 otages. Cette lecture du conflit revient également à prendre en compte la dimension du droit international et à intégrer toutes les résolutions des Nations unies, autrement dit à ne pas faire du 7-Octobre un point d'arrêt.

Priorité à la sécurité sur le droit
Ceux qui estiment que le 7-Octobre est un fait radicalement nouveau et inédit qualifient cet événement de « pogrom » et insistent sur le fait qu'il s'agit de la plus grande tuerie de juifs depuis la seconde guerre mondiale. Ils n'inscrivent pas le 7-Octobre dans l'espace territorialisé du conflit israélo-palestinien ni dans son temps long, mais se réfèrent plutôt à l'histoire mondiale des juifs et à celle de la Shoah. Combattre les auteurs de ce crime devient donc un impératif moral et revient à éradiquer le « mal absolu ».

De ce point de vue, le 7-Octobre fait fi du passé, notamment des résolutions des Na-

tions unies qui n'ont servi qu'à protéger les auteurs du « pogrom », particulièrement l'UNRWA, l'agence dédiée aux réfugiés palestiniens depuis 1949. Il y a dans cette interprétation une part de cynisme chez certains acteurs, à commencer par le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, qui, après s'être accommodé du Hamas, prétend aujourd'hui le détruire.

Mais cette lecture des événements, donnant la priorité à la sécurité sur le droit, est largement majoritaire dans l'opinion israélienne, qui ne soutient pourtant pas forcément Benyamin Nétanyahou. Cela explique la guerre menée contre le Hezbollah au Liban, qui constituait une menace encore plus grande que le Hamas. Il convient de garder cette donnée à l'esprit pour l'avenir, car la solution à deux Etats, qui est l'aboutissement logique de l'approche juridique et historique du conflit, ne recueille plus l'assentiment de la majorité des Israéliens.

Est-ce d'ailleurs encore un objectif du côté palestinien ? En règle générale dans la région, les conflits sont menés pour négocier avec un meilleur rapport de force, et non pas pour éradiquer l'adversaire. C'était le cas de la guerre du Kippour, déclenchée par l'Egypte en octobre 1973, ainsi que de la seconde Intifada, en septembre 2000, encouragée par Yasser Arafat, qui cherchait à retrouver une légitimité du côté palestinien et une marge de négociation de force vis-à-vis d'Israël.

Les massacres du 7-Octobre perpétrés par le Hamas et les autres factions armées qui

l'ont rejoint, ainsi que par des civils qui se sont engouffrés à leur suite sur le territoire israélien, n'ont pas pour but de négocier ensuite – à part la libération des prisonniers palestiniens. Au contraire, ils visent à détruire tout processus de paix en provoquant un effroi tel que la riposte sera nécessairement disproportionnée : le « génocide », dénoncé dès novembre 2023, répond au « pogrom » du mois précédent.

Toutes proportions gardées, c'est un 11-Septembre qu'a vécu Israël le 7 octobre 2023. Et, comme l'ont fait les Etats-Unis après le 11 septembre 2001, Israël a conçu sa riposte en termes moraux et absolus et non politiques. Le choix américain, empreint d'une volonté de vengeance, a conduit aux errements de la « guerre contre la terreur » et aux fiascos afghan et irakien. C'est le piège dans lequel le Hamas veut entraîner non seulement Israël, mais aussi la population palestinienne, devenue prisonnière d'une opération qu'elle est condamnée à célébrer face à la barbarie de la réaction israélienne.

Sortir de ce piège revient à renouer le fil de l'histoire et du droit, sans renoncer à une perspective morale. Sinon, Israéliens et Palestiniens se condamnent à une guerre sans fin et à de nouvelles tragédies. Le courage, du côté israélien, consisterait à reconnaître que sans Etat, les Palestiniens feront indéfiniment partie d'Israël. Et du côté palestinien, à reconnaître le droit à l'existence d'Israël malgré les blessures du passé et la colère du présent. ■

CHRISTOPHE AYAD (SERVICE FRANCE)

LE « GÉNOCIDE », DÉNONCÉ DÈS NOVEMBRE 2023, RÉPOND AU « POGROM » DU MOIS PRÉCÉDENT



CHRONIQUE | PAR MARIE DE VERGES

Les menaces de Trump sur l'Afrique

Trade, not aid» (le commerce plutôt que la charité), disait le slogan en vogue dans les années 1980. Une formule brandie à l'envi par l'ancien président américain Ronald Reagan (au pouvoir de 1981 à 1989) pour résumer sa philosophie économique, en particulier vis-à-vis des pays en développement.

En 2000, Bill Clinton invoquait le même principe au moment d'instaurer l'African Growth and Opportunity Act (AGOA, « loi sur la croissance et les possibilités économiques en Afrique »), un accord visant à stimuler la croissance et à réduire la pauvreté en Afrique. Celui-ci permet à une trentaine de pays de la région d'exporter des milliers de biens en franchise de taxes vers le marché américain.

Avec Donald Trump, l'Afrique pourrait-elle entrer dans l'ère du « no trade and no aid » (pas de commerce ni d'aide) ? Après le démantèlement de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), dont le continent africain était le premier bénéficiaire, faut-il s'attendre à une remise en cause des préférences commerciales édictées par l'AGOA ? L'accord est censé expirer en septembre, à moins que Washington n'accepte de le prolonger, comme l'avait recommandé une commission bipartisane avant l'élection de Donald Trump. Un scénario désormais très incertain, compte tenu du credo protectionniste de l'actuel hôte de la Maison Blanche.

Une inégalité profonde

Les attaques commerciales de Donald Trump se concentrent pour l'heure sur le Canada, la Chine ou l'Union européenne. Mais le président américain est « obsédé par les déficits commerciaux, ce qui en soi rend l'AGOA vulnérable », soulignait, en février, une analyse du Peterson Institute, un cercle de réflexion sur l'économie internationale, à Washington. De fait, les Etats-Unis sont en déficit vis-à-vis des pays subsahariens éligibles à ces droits de douane réduits ou nuls :

LES MINERAIS ET HYDROCARBURES FORMENT LA PART PRINCIPALE DES EXPORTATIONS AFRICAINES VERS LES ÉTATS-UNIS

environ 13,2 milliards de dollars (12 milliards d'euros) en 2023. Reste qu'il s'agit d'une goutte d'eau dans le tableau général de la balance commerciale américaine. Et ce modeste déséquilibre est avant tout le reflet d'une inégalité plus profonde : « Les Américains sont riches et les Africains sont pauvres », résume sans fard Cullen Hendrix, économiste au Peterson Institute et auteur de cette analyse. Lequel propose une comparaison éloquente : en 2022, les ménages américains ont dépensé quelque 110 milliards de dollars dans la consommation de café, un montant supérieur au produit intérieur brut (PIB) de la quasi-totalité des pays subsahariens.

Les économies africaines n'ont pas les moyens de s'offrir les biens haut de gamme fabriqués aux Etats-Unis. Tandis que les entreprises américaines sont demandeuses des ressources naturelles dont le continent africain est richement doté. Une situation que l'AGOA, en un quart de siècle, n'a pas vraiment modifiée. Après un boom initial, les échanges ont stagné.

Les pays africains bénéficiaires représentent collectivement environ 1 % des importations américaines. Ces avantages commerciaux n'ont pas non plus entraîné la diversification des économies subsahariennes, ni accru leur compétitivité. Les matières premières non transformées – minéraux et hydrocarbures – forment toujours la part principale des exportations africaines vers les Etats-Unis.

Quelques rares segments du « made in Africa » ont tout de même bien profité de l'AGOA, comme l'industrie automobile en Afrique du Sud ou le textile au Kenya. Sa suspension leur nuirait gravement. A l'échelle de la région, elle aurait surtout des implications géopolitiques. Un non-renouvellement de cet accord, décrit par le président sud-africain Cyril Ramaphosa comme la « pierre angulaire » des relations économiques entre les Etats-Unis et l'Afrique, sonnerait comme un nouveau retrait de Washington sur un continent où Pékin a un net coup d'avance.

Premier partenaire commercial de la région, la Chine est parvenue à y sécuriser ses accès à des ressources stratégiques, tout en se conciliant les faveurs des gouvernements. En choisissant de moderniser et de prolonger l'AGOA, l'administration américaine signalerait sa volonté de ne pas lui abandonner le terrain. ■

DANS LA PEAU D'UN CANDIDAT À L'ÉLYSÉE

LIVRE



PRÉSIDENTIALE ?
de Christian Le Bart, PUR, collection Epures, 128 p., 10€

La dissolution du 9 juin 2024, n'a pas seulement engendré une crise politique, elle a aussi aiguisé les appétits présidentiels. De Marine Le Pen à Edouard Philippe ou Laurent Wauquiez, député de la Haute-Loire (Les Républicains), en passant par le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau ; entre les candidats déclarés et ceux qui restructurent leurs partis, les postulants à la fonction suprême se bousculent.

Encore faut-il qu'ils franchissent les étapes leur permettant de revêtir l'habit de présidentiable. Une notion, oscillant entre l'évaluation des qualités à présider et celle de l'emporter, que décrypte Christian Le Bart, professeur à Sciences Po Rennes, dans *Présidentiable ?* (PUR, 120 pages, 10 euros). Un essai qui vise « à réfléchir sur la manière dont nos sociétés démocratiques, par la voix des commentateurs politiques et la force des institutions, construisent la présidentiabilité ». Pour cela, le politiste appréhende cette notion et ses évolutions au travers de

deux dimensions. La première, institutionnelle, tient à la manière dont l'investiture des partis, les parrainages des élus mais aussi les médias formulent des verdicts en présidentiabilité.

Formes de légitimité

L'auteur montre l'affaiblissement des partis traditionnels, où la sélection naturelle – celle du leader – va plus de soi. Bousculés par des candidats dissidents et l'émergence de « partis-entreprises » (La France insoumise ou La République en marche), les formations partisanes ont cherché la parade avec l'instauration de primaires. Au risque de fragiliser leur rôle et de se muer en « simple arbitre de la compétition ».

L'auteur note aussi les limites du système de « cooptation » par les parrainages, qui « contribue à rigidifier les frontières du champ politique ».

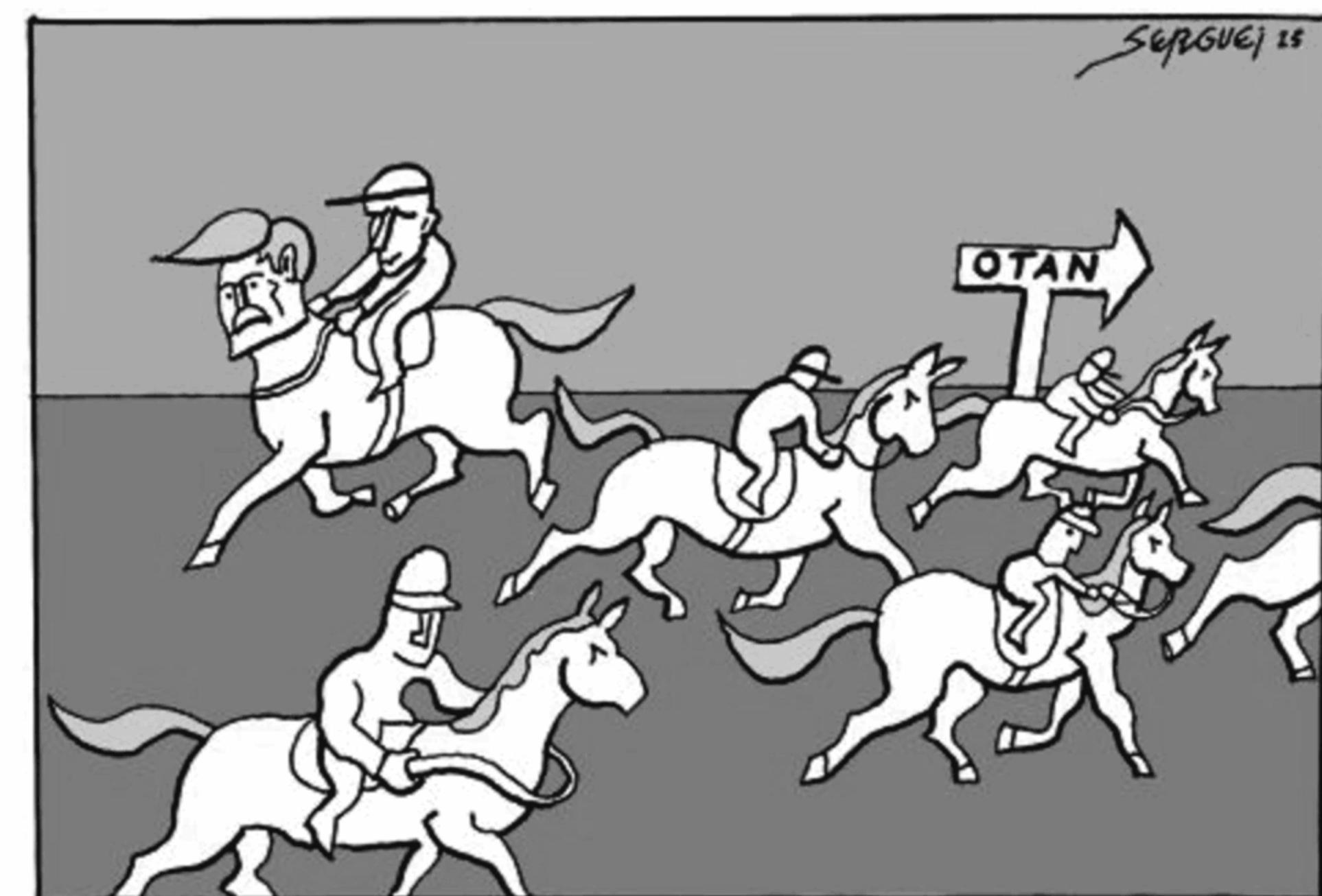
Et rappelle qu'en 2012 la commission Jospin suggérait un

parrainage citoyen, plus en phase avec notre idéal démocratique. L'analyse du rôle des médias et de leur verdict souvent « impressionniste » conduit Le Bart à aborder la seconde dimension symbolique : les critères qui font le présidentiable. Empruntant autant aux institutions de la Ve République qu'aux attentes de la société, ces critères n'ont cessé de s'élargir. Car, note-t-il, « là où le général de Gaulle (...) pouvait se contenter d'une grammaire rudimentaire ajustée à son profil (surplomb et verticalité masculine), ses successeurs doivent jouer sur tous les tableaux en même temps » : surplomb et ancrage, verticalité et proximité, masculinité et féminité.

Un « en même temps » qui oblige à emprunter des stratégies complexes et à trouver des formes de légitimité alternatives, dans lesquelles des personnalités extérieures au champ politique pourront puiser. « C'est sans doute l'une des composantes les plus évidentes du populisme actuel : la présidentiabilité n'est plus tout à fait monopolisée par les acteurs occupant des positions élevées (...) et présentant les attributs du professionnel de la politique », souligne Le Bart. Tout en écartant l'hypothèse d'un coup de force populiste. ■

CHRISTINE ROUSSEAU

Jouer perdant | PAR SERGUEI





INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN FRACHON

Trump à l'assaut de l'ordre américain

LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN POURSUIT LA MISE EN PIÈCES DES INSTITUTIONS INSTAURÉES AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Enfant gâté dans une chambre pleine de jouets, Donald Trump détruit ce que ses prédecesseurs lui ont légué : l'ordre libéral international (nous dirons l'OLI). Il casse avec application cet ensemble d'institutions mises au point par les Etats-Unis au lendemain de la seconde guerre mondiale. Le système avait bien des défauts, mais il n'est pas impossible qu'on le regrette assez vite.

La pyramide institutionnelle imaginée en 1945 est ambitieuse : d'abord l'ensemble onusien, puis un réseau d'alliances avec les alliés européens (l'OTAN) et asiatiques ; l'appui au projet d'union sur le Vieux Continent ; la promotion du libre-échange ; le soutien à la démocratie ; enfin, l'attachement – au moins dans les formes – aux règles ainsi définies en lieu et place des seuls rapports de force. La gauche y a souvent vu le paravant de l'impérialisme américain. La droite s'est méfiée d'un machin destiné à brider la souveraineté des nations. Et tout le monde – à commencer par les Occidentaux – a été infidèle à l'OLI, encore appelé «pax americana».

A quoi assiste-t-on aujourd'hui ? Incarnation d'un conservatisme éclairé, cultivé et tolérant, le Britannique Chris Patten explique : «*Trump et sa bande de cieures de pompes ignares sont en train de vandaliser le réseau d'organisations, d'accords et de valeurs très largement mis en place par l'Amérique au lendemain de la seconde guerre*». Cité dans le *New York Times*, le 19 février, Lord Patten ajoute que, «dans l'ensemble», le dit «réseau (...) nous a donné, à nous comme aux Etats-Unis, beaucoup de paix et de prospérité».

Le droit des puissants

L'OLI est en perte de crédibilité depuis plusieurs années déjà. Les causes en sont multiples. Trump première manièvre avait asséné quelques coups de pioche. Moins de trois mois après son retour à la Maison Blanche, il poursuit la mise en pièces. Mépris affiché pour l'ONU, Washington va réduire sa contribution. Les Américains ont quitté l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Trump va laisser mourir l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et il s'acharne à ériger un mur de droits de douane autour des Etats-Unis. L'accord de Paris sur le climat est abandonné. Celui sur le contrôle du programme nucléaire de l'Iran a été torpillé dès 2018. L'OTAN est volontiers dénigrée et sa crédibilité ainsi affectée.

En violation de la Charte de l'ONU, Trump défend le droit des puissants à élargir par la force leur territoire national. Il conspire l'Union européenne : «*Une organisation créée pour nous entuber*» et des gens «*vraiment horribles, horribles*». Rien ne justifie pareille régression, ni la lutte contre les déficits, ni la rivalité multiforme avec la Chine. Trump n'avance qu'une explication : cet ordre international ne servirait, dit-il, qu'à escroquer les Etats-Unis. Il leur coûte trop cher.

Avec Trump, on quitte une Amérique pilier du bloc occidental entourée d'amis pour une autre Amérique qui plonge aussi ses ra-

CE PAYS-LÀ NE COMPTE QUE SUR LA FORCE. IL N'A QUE FAIRE DE SON POUVOIR DE SÉDUCTION, DE SON SOFT POWER

Post-scriptum En exil et dans la clandestinité, les cinéastes russes tournent : 11^e édition du Festival du film russe de Paris & Ile-de-France, du 20 mars au 5 avril, à Paris, Taverny (Val-d'Oise), Malakoff et Suresnes (Hauts-de-Seine), sous l'impulsion de l'actrice Macha Méril.

LA LUTTE CONTRE LE NARCOTRAFIC, UN ENJEU VITAL POUR L'ÉTAT DE DROIT

ÉDITORIAL



depuis leur cellule grâce aux téléphones portables est logiquement perçu comme scandaleux par l'opinion. Et l'assassinat de deux surveillants pénitentiaires à Incarville (Eure), le 14 mai 2024, lors de l'évasion de Mohamed Amra, n'a fait que renforcer l'exigence d'une réponse politique.

La nécessité de «sortir la France du piège du narcotrafic» est si largement perçue que la proposition de loi déposée dans ce but par deux sénateurs a été votée à l'unanimité au Sénat le 4 février. Gravissime, la menace exclut toute naïveté. La réponse devrait être à la fois massive et calibrée, efficace et compatible avec l'Etat de droit qu'il s'agit précisément de préserver. Tel est le difficile équilibre qu'il appartient aux députés de respecter dans l'examen, commencé lundi 17 mars, de la proposition de loi sénatoriale devenue l'enjeu d'une bataille politique avec l'amendement déposé par le garde des sceaux, Gérald Darmanin visant à créer un nouveau régime carcéral d'isolement ultra-sévère pour les narcotrafiquants.

Certes, le regroupement, à titre expérimental, de narcotrafiquants dans certains centres pénitentiaires peut se justifier, pour des raisons de contrôle des communications. Mais, quarante-trois ans après la suppression des «quartiers de haute sécurité» qualifiés d'*«inhumains»* par Robert Badinter, la soumission pendant deux ans à un régime d'isolement de certains déte-

nus, y compris des prévenus, désignés uniquement par l'administration, apparaît comme une mesure d'affichage politique, dénuée d'effet dissuasif et humainement destructrice.

Le même souci d'équilibre entre sécurité et droits humains devrait présider à l'examen d'une autre mesure-clé du texte, la création d'un «dossier coffre» où seraient stockées des informations sur l'utilisation des écoutes et infiltrations non communiquées aux avocats des trafiquants. Une mesure qui peut prévenir des recours dilatoires, mais bouscule le principe du contradictoire. Quant à l'obligation imposée aux plateformes de messagerie chiffrée de type WhatsApp de communiquer les échanges entre trafiquants, elle fait courir le risque, en introduisant des vulnérabilités dans les protocoles d'échanges, d'ouvrir une brèche exploitée non seulement par la justice, mais par des criminels ou des États hostiles.

Les enjeux de la lutte contre les narcotrafiquants sont si cruciaux qu'ils ne peuvent être enfermés dans une alternative simpliste entre une répression aveugle aux droits humains et une inaction effroyablement coûteuse pour le pays. Indissociables des crimes liés à l'approvisionnement en drogues, les questions sanitaires et sociales relatives à la toxicomanie nécessiteraient, elles aussi, une mobilisation de toutes les forces attachées à la démocratie. ■

Le Monde | Ateliers

Histoire de l'Art

COMMENT REGARDER UN TABLEAU

Françoise Barbe-Gall

Historienne d'art et conférencière dans les musées nationaux

COURS DU SOIR

Les Modernes et les Anciens

En toute œuvre moderne, une mémoire de la peinture continue de vivre : passé et présent dialoguent pour donner naissance à de nouvelles images. Sous l'apparence d'un tableau que nous peinons à comprendre, nous pouvons en réalité reconnaître une complicité esthétique et déchiffrer autant de réponses, de prolongements ou de contradictions...

À partir du 29 avril, participez à un cycle de 5 séances de 2 heures. Dans nos locaux ou à distance, suivez notre cours et posez vos questions à **Françoise Barbe-Gall**.



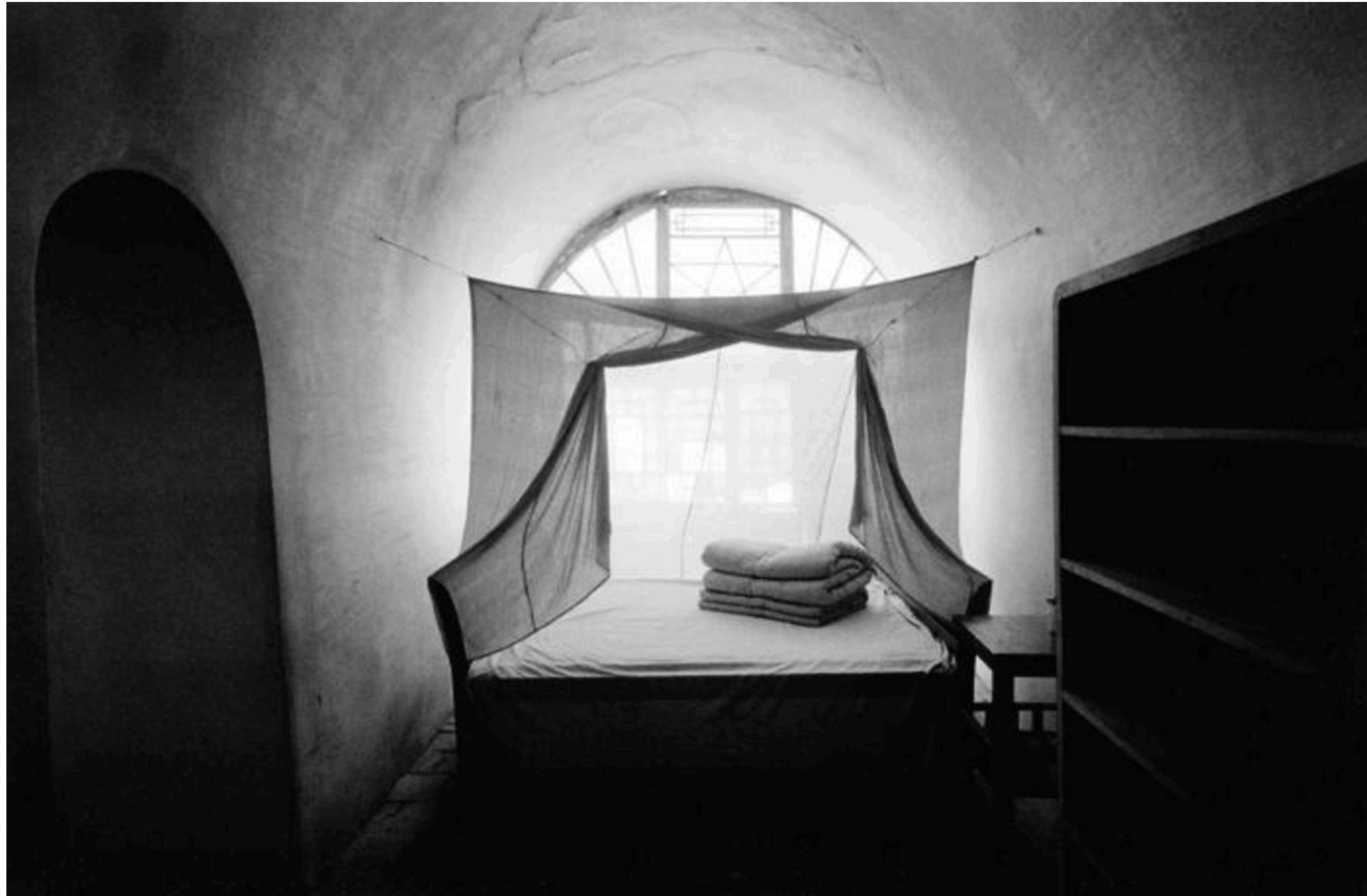
ATELIERS.LEMONDE.FR

Lucky Spring
Bague Entre les Doigts

Le printemps fleurit
Van Cleef & Arpels

Haute Joaillerie, place Vendôme depuis 1906





L'amour se paie de mots sous Mao

NILS C. AHL

En conclusion d'une scène d'impatience amoureuse et sexuelle décrite de manière aussi déroutante qu'admirable, sous un soleil brillant «comme jamais», bouleversé par un chant maoïste diffusé à plein volume par des haut-parleurs, Gao Tsé-toung finit par dire son désir le plus sobrement du monde : «Rouge Mei, faisons la révolution ensemble.» Et c'est tout le mouvement de ce texte complexe et imprévisible qui est ainsi résumé. En une phrase simple, presque naïve au regard des mille acrobaties langagières et du palimpseste constant que constitue *Aussi dur que l'eau* – mais c'est le talent de Gao Tsé-toung. Le jeune soldat de l'Armée populaire de libération, démobilisé, de retour dans son village pour embrasser une carrière politique de premier plan, a le sens de la formule et de l'analogie révolutionnaire. Comme le Grand Timonier, qu'il admire et à qui il s'identifie. Mais ce ne sont cependant que les premiers rayons «du matin de la révolution, passant par [la] fenêtre» : Rouge Mei et Gao Tsé-toung sont l'un et l'autre mariés, leur rencontre n'est que balbutiante, même si miraculeuse.

Fable tragi-comique et roman d'amour virtuose au temps de la Révolution culturelle, «Aussi dur que l'eau», de Yan Lianke, raconte l'ascension d'un couple adultère vers le pouvoir. Avant la chute fatale

Publié au tout début des années 2000, *Aussi dur que l'eau* précède l'un des grands succès de Yan Lianke, *Servir le peuple* (2005; Picquier, 2006), avec lequel il entretient nombre de points communs. Comme ce dernier, il s'agit d'un roman d'amour au temps de la Révolution culturelle (1966-1976), ou plus exactement de passion adultérine – et impérieuse, car «une fois qu'on a goûté au miel on sait que la patate douce n'est pas sucrée». Dans l'impressionnante bibliographie de l'auteur chinois, né en 1958 dans le Henan et ancien militaire comme son narrateur, *Aussi dur que l'eau* brille par sa virtuosité, sa drôlerie et son sérieux mêlés. Par l'ardeur de ses personnages et de son écriture qui ne fatiguent jamais, même après plus de 500 pages. Fable politique tragico-comique aux accents railleur, le roman narre l'irrésistible ascen-

sion d'un couple vers le pouvoir et le plaisir – avant une chute fatale, annoncée. Avant un procès aussi, dont il n'est finalement que l'un des éléments à charge, une plaidoirie presque suicidaire à force de sincérité, de belle impudeur et de blasphème.

«Une moitié du ciel»

Car de révolution, ici, la principale est viscérale, individualiste et amoureuse. Gao Tsé-toung cite slogans et poèmes maoïstes à la perfection. Il connaît son breviaire par cœur, *Le Petit Livre rouge* est un filtre posé sur la réalité qu'il détourne et corrompt autant qu'il le peut. La rencontre quasi onirique des deux amants le long d'une voie de chemin de fer, dans une sorte de réécriture légère et dégradée, pornographique et fantastique, de la rencontre d'Anna Karénine et du comte Vronski, est exemplaire.

«Le Président Mao a dit : "Les femmes peuvent soutenir une moitié du ciel." A présent je sais qu'elle m'attendait là, mon autre moitié du ciel», semble s'amuser un Gao Tsé-toung déjà égrillard, avant que, quelques pages plus loin, sa «main toute tremblante, chancelante, trébuchante comme la Longue Marche», ne s'avance vers le corps de Rouge Mei. Dans la bouche du jeune homme, comme dans celle de sa maîtresse, aussi pure et radicale politiquement que lui, le langage de l'amour est un interminable collage, une collection de fragments de discours révolutionnaires. Ce qui permet en contrepoint à l'auteur d'user et d'abuser de son intrigue sentimentale comme métaphore politique – sans que l'on sache tout à fait où s'arrête la comédie et où commence la satire.

Dans *Aussi dur que l'eau*, la langue est parfois cruelle, perverse,

contradictoire, parfois libératrice, jouissive et poétique. Gao Tsé-toung creuse un tunnel entre sa maison et celle de Rouge Mei, il aménage une chambre souterraine dans laquelle ils se retrouvent pour faire l'amour. Mais c'est au son de la station centrale du peuple ou de la radio locale que leurs corps s'affolent, que les orgasmes s'enchaînent. Même seuls, silencieux, réduits à deux corps ardents, les amants se payent de mots, des mots de la révolution, pour jouir.

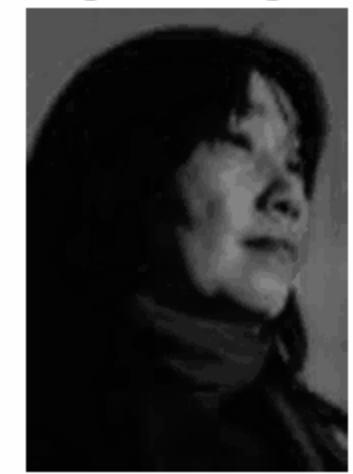
Au fil des pages, les personnages se perdent en contradictions, en détournements du sens, en contorsions idéologiques. La réalité semble s'être dissoute derrière la syntaxe curieuse des slogans et des chants. Couple maudit aux étreintes interdites, Gao Tsé-toung et Rouge Mei réinventent un monde aérien et souterrain à la fois, dans les interstices du langage et les profondeurs de la terre. Yan Lianke, lui, offre au lecteur un insaisissable carnaval amoureux, dont les masques de papier, à force de baisers, s'impriment au point de ne plus distinguer la peau des mots. ■

AUSSI DUR QUE L'EAU
(Jianying ru shui),
de Yan Lianke,
traduit du chinois
par Pierre-Mong Lim,
Picquier, 590 p., 24 €,
numérique 16 €.

2
C'EST
D'ACTUALITÉ
► Les éditions de L'Eclat ont 40 ans

3
MOTS DE PASSE
► Juan Gabriel Vasquez, rétrospective

4|5
LITTÉRATURE
► Asya Djoulait, Jean-Noël Falcou, Han Kang, Thomas Ligotti



Han Kang.

6
HISTOIRE
D'UN LIVRE

► «Le Cinquième Diamant», d'Eric Faye

7
ESSAIS
► «Un crime d'Etat. Règlements de comptes au cœur du pouvoir algérien», de Farid Alilat

8
CHRONIQUES
► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu «L'Enfant hors champ», de Sarah Elena Müller



9
MÉLANGE
DES GENRES
► NOUVELLES
«Plus noir que noir», de Stephen King

10
RENCONTRE
► Marianne Alphant prend parti pour l'infiniment petit



«L'Etranger» à l'écran

Après *Quand vient l'automne*, sorti en 2024, le réalisateur François Ozon prépare l'adaptation au cinéma d'un monument de la littérature française, *L'Etranger*, d'Albert Camus (1942). Le premier roman du Prix Nobel de littérature avait déjà été porté sur grand écran par Luchino Visconti (1906-1976), vingt-cinq ans après sa parution. Cette fois, c'est l'acteur Benjamin Voisin, révélé il y a cinq ans dans *Eté 85*, qui doit endosser le rôle de Meursault. Le tournage pourrait débuter au mois d'avril au Maroc; la date de sortie du film demeure pour l'instant inconnue.

“ Je le dis ici franchement, je n'ai rien à espérer des hommes en tant que classe. Aucun tyran n'a renoncé à sa tyrannie, à moins d'y être forcé”

VOLTAIRINE DE CLEYRE, militante américaine

Cette figure des luttes anarchiste et féministe a tenu ces propos lors d'une conférence prononcée en 1891 et intitulée *Gates of Freedom* («les portes de la liberté»). Sa biographie signée Alice Béja, et dont est extraite cette citation, est parue le 7 mars aux éditions de l'Atelier (296 p., 21 €, numérique 15 €).

Temps de lectures

Depuis janvier et jusqu'en avril se tient la première édition des séances de «Lecture en héritage», organisées à l'initiative du Centre national du livre. Ce projet intergénérationnel, lancé en 2024, réunit cinq classes de lycée professionnel et cinq établissements seniors du Groupe SOS Culture de plusieurs villes de France, pour des sessions de lecture à haute voix. Les élèves découvrent en amont les œuvres choisies et sélectionnent, avec des écrivains et des comédiens, les extraits qui feront l'objet de ces moments de rencontre et de partage.

Coupes américaines

La Maison Blanche a signé, le 14 mars, un décret visant à réduire les budgets alloués à sept agences fédérales considérées comme «non nécessaires». Cet ordre prévoit également la réduction au strict minimum des effectifs et des fonctions de ces institutions. Dans cette liste figure notamment l'Institut des services des musées et des bibliothèques, qui, à travers un soutien financier aux bibliothèques, aux musées et aux archives du pays, a pour objectif de préserver ces patrimoines culturels et d'en garantir l'accès à tous. Cette «décision à courte vue (...) revient à ignorer les aspirations et besoins quotidiens de millions d'Américains», s'inquiète l'Association des bibliothèques américaines.

VERSION ORIGINALE

En 1985, les jeunes auteurs Patricia Farazzi et Michel Valensi lançaient leur maison L'Eclat, un petit miracle de 40 ans

REPORTAGE

FLORENT GEORGESCO

Assis à une petite table, au fond de la librairie La Friche (Paris, 11^e), le couple paraît ému, presque impressionné. Debout à côté d'eux, une des libraires souhaite la bienvenue à la cinquantaine de personnes réunies ce jeudi 13 mars pour célébrer les éditions de L'Eclat, la maison que Patricia Farazzi et Michel Valensi ont fondé ensemble il y a quarante ans.

Anouk Samyn parle de la curiosité insatiable dont n'ont cessé de faire preuve les deux éditeurs, de ce goût de faire tomber les barrières entre les genres qui rend leur catalogue unique. «C'est ce que nous essayons de faire ici, conclut-elle. Un livre, qu'il s'agisse de poésie, de roman, de philosophie, de politique, ou qu'il mélange tout cela, peut être mis partout, peut être offert à tous les lecteurs, aussi exigeant soit-il. Cette conviction, c'est notre identité commune.»

Dans la salle, assis sur les quelques chaises disponibles, debout dans les travées, des hommes et des femmes de tous âges, auteurs de la maison, amis, curieux, approuvent la jeune femme d'un sourire. Il y a dans la pièce un mélange de légèreté et de gravité, comme si tout le monde se rendait compte de la sorte de miracle qu'on est en train de célébrer : être toujours là, quarante ans après avoir lancé une maison à deux, sans trop de moyens, pour publier des textes inclassables.

C'était en 1985. Patricia Farazzi et Michel Valensi étaient alors deux jeunes auteurs que leur découverte du monde de l'édition parisien avait rendus «perplexes», explique le second au «Monde des livres» – Patricia Farazzi ayant préféré ne pas s'exprimer, comme s'il parlait pour les deux : «Nous avions écrit chacun un roman. Nous avons rencontré une tripotée d'éditeurs importants qui nous disaient "c'est magnifique!" et qui refusaient. Nous nous sommes dit que le mode de fonctionnement de l'édition était étrange. Peut-être fallait-il inventer quelque chose? Nous avons décidé de nous y mettre, plutôt que de nous lamentez.»

Le roman de Patricia Farazzi, *L'Esquive*, paraît dès la première année de L'Eclat. Celui de Michel Valensi, *L'Empreinte*, avait finalement paru en 1983, aux éditions tunisiennes Salammbo ; il ne sera repris à L'Eclat qu'en 2021. Au demeurant, si Farazzi a, depuis, imposé son nom comme écrivaine, Valensi s'en tiendra, en dehors de nombreuses préfaces, à cette seule œuvre. Mais là, déjà, n'est plus la question : ce que leur tour de l'édition parisienne leur a inspiré dépasse leur cas personnel. Quels processus entraînent le choix de publier un livre ? Comment peut-on aimer un manuscrit et le laisser en plan ?

«Nous avons décidé de faire le contraire de ce que nous avions vu, raconte Michel Valensi, en nous



Patricia Farazzi et Michel Valensi, le 11 mars, à Paris. RUBEN VALENSI

laisstant guider par une forme d'évidence. Nous voulions accueillir du mieux que nous le pouvions tout ce qui nous semblait nécessaire.» Sous-entendu : adveniente que pourra, y compris l'échec. Au bout du compte, cela a tenu quarante ans, et c'est loin d'être fini. Quarante ans de navigation à vue, c'est-à-dire à l'instinct, au désir, dans une précarité constante, qui n'a rien empêché.

Les livres publiés la première année donnaient déjà le ton, du tout premier titre, *Comment trouver, comment chercher une première vérité?*, un texte quasi introuvable du philosophe Jules Lequier (1814-1862), à *L'Epître des sept voies*, du cabaliste espagnol du XIII^e siècle Abraham Aboulafia, en passant par *L'Esquive* et même un texte d'humour – exemplaire unique d'une collection mort-née, «L'éclat de rire» –, *Le Livre des Magnifiques*, de Michel Boujenah.

Il est vrai que l'humoriste a joué un rôle inattendu, mais décisif, dans la naissance de L'Eclat, qui n'aurait peut-être jamais été créé sans le succès de son spectacle *Albert*, en 1980, dont Michel Valensi avait composé la musique. Désigné coauteur par Boujenah – dont il continue de saluer la générosité –, il avait touché suffisamment de droits pour payer les premiers tirages. «Quant à son livre, ça a été un

échec commercial, à cause d'une distribution inadaptée, précise-t-il. Mais Michel nous a sauvés de la faillite en achetant le stock, qu'il a écoulé dans ses spectacles.»

Si l'humour, du moins en tant que genre, a disparu du catalogue qui s'ébauche alors, ce mélange

«Nous avons décidé de faire le contraire de ce que nous avions vu, en nous laissant guider par une forme d'évidence»

Michel Valensi

cofondateur des éditions de L'Eclat

entre les formes, les inspirations et les époques reste la marque de L'Eclat. Son catalogue, qui compte 505 titres – avec une moyenne de 15 publications par an, dont, aujourd'hui, beaucoup de reprises dans la collection «Poche» –, fait se côtoyer philosophie et littérature, plongée dans les sources, notamment de la pensée juive, et engagement politique (à gauche).

De grandes fidélités traversent ces lignes zigzagantes. A quelques auteurs – Michel Valensi cite, entre autres, Abraham Aboulafia, le philosophe et dessinateur austro-hongrois Carlo Michelstaedter (1887-1910), le philosophe italien Giorgio Colli (1917-1979) ou l'his-

Intimes préfaces

Les lecteurs fidèles des livres de L'Eclat ont l'habitude de voir régulièrement apparaître les noms des deux éditeurs sur leur couverture. Signe d'une pratique éditoriale fondée sur l'intimité avec les textes choisis, Patricia Farazzi et Michel Valensi font en effet précédé beaucoup de leurs publications de préfaces écrites par l'un ou l'autre, ou ensemble. Ils en ont réuni quelques-unes pour les 40 ans de L'Eclat, dans le petit volume *Vingt préfaces en forme de livre* («Poche», 124 pages, 1 euro), où ils évoquent, entre autres, Zarife Biliz, Ursula K. Le Guin, Mazzino Montinari, Uri Orlev, Mario Tronti, Paolo Virno... L'occasion, écrivent-ils dans une «préface aux préfaces», de revivre l'histoire d'une maison «marquée par une préférence pour les marges» et les «sentiers qui bifurquent».

torien et philosophe israélien Gershom Scholem (1897-1982). Et aussi à des territoires – la Grèce, l'Italie, le Proche-Orient –, des spiritualités – juive, chrétienne, soufie... –, des traditions politiques – notamment l'extrême gauche ouvrière italienne et le mouvement «opéraiste», dont ils ont plusieurs fois publié un des chefs de file, Mario Tronti (1931-2023) – ou philosophiques – telle la tradition analytique, dans la collection «Tiré à part», fondée en 1989 par le philosophe Jean-Pierre Cometti (1944-2016), qui, vingt ans durant, y édita Jacques Bouveresse, Stanley Cavell, Richard Rorty, Claudine Tiercelin...

Plus tôt dans la soirée, tandis que les gens arrivaient, trempés par la pluie qui commençait à s'abattre sur Paris, le patron de La Friche, Guillaume Gandelot, réfléchissait à l'unité de cet ensemble à la fois «électrique» et inimitable. «C'est une aventure intellectuelle marquée par l'amitié, disait-il. On rencontre un auteur, vivant ou mort, on publie six ou sept de ses livres, on en découvre d'autres grâce à lui, et les choses se mettent en place d'une manière que personne ne pouvait prévoir.»

Michel Valensi ne parle pas d'autre chose, quand on lui fait raconter cette histoire : les rencontres, les chemins qui s'ouvrent. Les «constellations» qui se dessinent, dit-il au micro, avant que Patricia Farazzi et lui n'enchaînent les lectures d'extraits de livres de la maison. Il ajoute : «C'est d'ailleurs le titre d'un livre important de L'Eclat [Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune XXI^e siècle, 2014], du collectif *Mauvaise troupe*.»

Un livre où, selon les mots des auteurs anonymes, se donnaient à lire des «histoires à vivre debout et à donner du souffle». Il s'agissait de politique ; elle compte à L'Eclat. Mais la formule dit autre chose, quelque chose de plus vaste, qui offre peut-être un bon résumé des quarante ans écoulés. Un jeune couple, médusé par le monde qu'ils découvraient, a décidé de se lever et d'agir. Ils sont restés debout. ■

Histoire du front lesbien

DE LA VIE FLORISSANTE du «Paris-Lesbos» de la Belle Epoque jusqu'à l'émergence du mouvement homosexuel au début des années 1970, «les cultures lesbiennes françaises ont eu un impact énorme sur la subjectivité lesbienne globale à travers tout le XX^e siècle» : telle est la thèse défendue par l'historienne américaine Tamara Chaplin. *Becoming Lesbian. A Queer History of France*, le livre qu'elle a publié en décembre aux presses de l'université de Chicago, est le fruit de quinze ans de recherches sur le sujet. Pour la première fois, ce travail montre comment les cultures lesbiennes, qui ont émergé avec les cabarets français des années 1920, ont continué de prospérer après la seconde guerre mondiale, permettant ensuite la politique de l'identité lesbienne.

Au fil des pages on suit les aventures de figures fameuses, comme la cabaretière Suzy Solidor (1900-1983) ou la théoricienne du lesbianisme Monique Wittig (1935-2003). Mais on découvre aussi des personnalités moins connues, telles la chanteuse Dany Dauberson (1925-1979) ou la réalisatrice Jacqueline Julien. Tamara Chaplin nuance au passage quelques lieux communs : par exemple, l'idée que les lesbiennes n'auraient pas été harcelées par la police française ; ou celle selon laquelle elles auraient été largement invisibles avant les années 2000.

Bagdam Café

Du reste, *Becoming Lesbian* ne se contente pas de proposer une minutieuse cartographie des cabarets parisiens où la vie publique lesbienne s'est développée : elle consacre également un chapitre à Toulouse, où le premier lieu associatif en non-mixité féminine, le Bagdam Café, a ouvert en 1988. L'étude des médias y occupe également une grande place. Fascinée par *Histoire de la sexualité* de Michel Foucault (Gallimard, 1976-1984), Tamara Chaplin a soutenu une thèse sur la philosophie à la télévision française. En exhument des archives des années 1950, elle raconte comment la diffusion d'émissions de cabaret, comme «Cabaret du soir» (1957-1959), a permis à des représentations lesbiennes de circuler à travers toute la France. Le livre montre aussi le dynamisme de l'activisme médiatique lesbien : l'étude des correspondances du premier magazine lesbien français, *Quand les femmes s'aiment...*, né en 1978, révèle qu'il était lu jusqu'à Rio et Abidjan. Nourrie par une centaine d'entretiens vidéo, cette étude s'appuie également sur des archives inédites récoltées grâce à l'aide précieuse d'un réseau de militantes françaises.

«Le plus important pour moi était de montrer qu'il y a toujours eu des désirs et des performances de genre non normatives dans le passé», résume Tamara Chaplin. Ce faisant, l'historienne déplace la manière dont nous construisons le récit national : «Cette étude veut montrer qu'on ne peut pas comprendre la construction de l'identité française moderne sans comprendre les batailles que les groupes marginalisés, dont les lesbiennes, ont menées pour leurs droits.» Dans cette perspective, des acquis comme le PACS et la procréation médicalement assistée (PMA) constituent une contribution importante à la définition de l'espace républicain et de la citoyenneté française. Un documentaire pourrait suivre l'écriture du livre, qui n'a pas encore trouvé d'éditeur pour sa traduction française. ■

APOLLINE BAZIN

► *Becoming Lesbian. A Queer History of Modern France*, de Tamara Chaplin, University of Chicago Press, 464 p., 35 €.

Juan Gabriel Vasquez, rétrospective

L'écrivain colombien publie un recueil d'essais en défense du roman. L'occasion de revenir avec lui sur quelques motifs qui traversent son œuvre et sur les influences qui ont nourri celle-ci

RAPHAËLLE LEYRIS

Que le roman traverse un moment de crise est un constat largement partagé. Défiance croissante à l'égard de la fiction, interrogations sur le droit pour un auteur de raconter la vie d'individus dont les données biographiques diffèrent des siennes, concurrence des autres formes de narration (à l'instar des séries)... Si ces difficultés sont spécifiques à l'époque, Juan Gabriel Vasquez note, dans *La Traduction du monde*, que le genre connaît fréquemment semblables remises en question – quand il n'est pas annoncé comme mort. L'écrivain colombien consacre ce dense recueil de quatre essais à explorer l'histoire, les usages et les potentialités du roman, et à le défendre, comme l'ont fait avant lui d'illustres prédecesseurs.

Traduit dans une trentaine de langues, l'auteur du *Bruit des choses qui tombent* et d'*Une rétrospective* (Seuil, 2012 et 2022), né en 1973, est un des grands écrivains de notre époque, et c'est aussi à l'aune de l'œuvre considérable qu'il construit depuis vingt-cinq ans (six romans et deux recueils de nouvelles) que « Le Monde des livres » a interrogé, par visiophone, cet homme au français impeccable sur les résonances entre *La Traduction du monde* et le reste de son travail.



Juan Gabriel Vasquez, à Paris, en 2021. DAMIEN GRENON/PHOTO12 VIA AFP

Cosmopolite

Dans *La Traduction du monde*, Juan Gabriel Vasquez adose sa réflexion à un corpus d'auteurs qui vont de Cervantes à Flaubert, de Woolf à Garcia Marquez, en passant par Milan Kundera, Hannah Arendt ou Zadie Smith. Il y évoque aussi Joseph Conrad, le grand prosateur anglais né en Pologne, dont il avait fait un personnage central d'*Histoire secrète du Costaguana* (Seuil, 2010), et auquel il a consacré une biographie (non traduite). L'aisance avec laquelle Juan Gabriel Vasquez circule entre les siècles, les continents et les langues donne l'impression d'avoir affaire, avec celui qui a traduit vers l'espagnol Victor Hugo et E. M. Forster, à l'un des derniers héritiers littéraires du cosmopolitisme, cette façon de revendiquer comme sienne une culture universelle.

Juan Gabriel Vasquez est né dans une famille bourgeoise et anglophile de Bogota ; l'envie d'aller étudier à Paris, dont il ne parlait pas la langue, lui a été donnée par l'exemple des auteurs latino-américains des générations précédentes, pour qui la capitale française était celle de la littérature. Il y est arrivé en 1996, y a passé deux ans, avant de vivre quelques mois dans les Ardennes belges (où sont situées les nouvelles des *Amants de la Toussaint*, Seuil, 2011), puis de s'installer à Barcelone, jusqu'en 2012, date de son retour en Colombie.

Mais revenons aux exilés de Paris : Pablo Neruda, Julio Cortazar, Carlos Fuentes, Jorge Luis Borges, Mario Vargas Llosa... « Ils avaient grandi dans un milieu latino-américain très fermé, où l'on demandait aux romanciers d'écrire dans la tradition de la langue espagnole, sur un certain type de thèmes. Et c'est Borges qui, le premier, a dit : "Nous avons le droit à toute la tradition littéraire du monde." » Cette forme de cosmopolitisme « est une tradition de mélange et de liberté dans le mélange ».

Pères et fils

Mais l'héritage, même accepté avec reconnaissance, ne va pas sans un brin de révolte : « Je crois que l'obligation d'un écrivain est de lire créativement, voire de façon rebelle, les grands textes de sa tradition », explique Juan Gabriel Vasquez. Ne serait-ce que pour « les maintenir en vie », en cherchant à renouveler leur interprétation. Il explique avoir ainsi écrit un petit essai, non traduit, sur *Cent ans de solitude*, chef-d'œuvre de Gabriel García Marquez, texte canonique de la littérature colombienne et du réalisme magique, « pour démontrer que c'était en vérité un roman historique », malgré la place qu'y occupent le merveilleux et le fantastique : « C'était ma manière de me rebeller contre la dictature du réalisme magique sur la littérature sud-américaine. »

S'il qualifie de « cordial » et fécond ce type de conflit entre générations, on note que pères et fils se déchirent souvent chez lui. *Les Dénonciateurs* (Actes Sud, 2008 ; Seuil, 2015) voit un jeune journaliste enquêter sur un secret de famille ; dans *Histoire secrète du Costaguana*, un homme cherche à retrouver son géniteur, avant d'avoir lui-même un enfant, et de s'inquiéter du monde qu'il lui léguera. Quant à *Une rétrospective*, son point nodal est le jour où le cinéaste Sergio Cabrera, à Barcelone, apprend la mort de son père et décide de ne pas aller assister à son enterrement en Colombie.

Incertitude

A plusieurs reprises dans *La Traduction du monde* et dans la conversation, Juan Gabriel Vasquez évoque *La Vie de Lazarillo de Tormes* (1554), à l'auteur inconnu, premier roman picaresque écrit un siècle avant *Don Quichotte*. Ce texte qui recourt au « je » pour raconter la vie d'un homme de basse extraction « a permis la merveilleuse découverte du point de vue, selon Vasquez. Son narrateur nous dit qu'il ne sait pas tout, qu'il découvre le monde à mesure qu'il le raconte. Il se met dans la même position que le lecteur, en passant de l'ignorance à la connaissance ».

Cinq siècles plus tard, le choix de la première personne relève toujours d'une « éthique de la perception ». Tout en adorant les auteurs à narrateur omniscient, tel « Tolstoï, qui nous dit : "Je suis un dieu, je sais tout, même ce que pensent les chiens et les chevaux" », il lui semble important de revendiquer la position de celui qui reconnaît : « Je ne sais pas tout et je souhaite découvrir. » C'est celle qu'il a adoptée après ses deux premiers romans, publiés seulement en Colombie et qu'il « déteste chaleureusement ». « Je croyais à l'époque qu'on ne devait écrire que sur ce que l'on comprenait. Et je ne comprenais pas les paradoxes, les ombres, les contradictions, les secrets, les mensonges de l'histoire colombienne. C'est en me penchant sur les auteurs qui ont conscience de leur ignorance et qui utilisent le roman comme moyen d'investigation, comme W. G. Sebald, que j'ai su ce que j'allais faire. » Ainsi a-t-il écrit *Les Dénonciateurs*, premier recours à la forme de l'enquête, à même de relater les tâtonnements et les incertitudes. Dans *Le Corps des ruines* (Seuil, 2017), il fera coïncider le « je » du narrateur et celui de l'auteur. Le même « je » apparaîtra à deux reprises dans *Une rétrospective*, pour signifier que la vie de son ami Sergio Cabrera est racontée d'un certain point de vue.

Une conversation constante

LA PRÉFACE À « LA TRADUCTION DU MONDE » commence par rapporter un échange entre l'auteur, le Colombien Juan Gabriel Vasquez, et son ami l'Anglo-Libyen Hisham Matar. Elle porte sur l'impression que, depuis leurs débuts respectifs comme écrivains, au tournant du XX^e siècle, est apparu un « léger décalage » dans la relation entre leurs romans et la société au sein de laquelle ils écrivent. Le reste du livre, composé de quatre conférences données à l'université d'Oxford à l'automne 2022, ne s'étendra guère sur les raisons et manifestations de ce « décalage ». Mais il conservera quelque chose de cette liminaire conversation amicale – la tonalité chaleureuse, la vivacité, la confiance dans l'intelligence de son interlocuteur – pour réfléchir à ce qui fait aujourd'hui du roman une forme plus pertinente que jamais, par sa capacité à rendre accessible le point de vue d'autres que soi-même, à façonnner l'appréhen-

sion du temps, à permettre d'approcher le « mystère » de l'existence, et par sa manière de maintenir vivace la liberté de penser et de se révolter contre les limites de notre condition. L'auteur étaye ses intuitions et fait avancer ses réflexions en s'appuyant sur une vaste bibliographie – l'histoire de l'art vient aussi nourrir son propos. Les grands auteurs qu'il convoque ne font pas figure d'arguments d'autorité : morts ou vivants, ils apparaissent eux aussi comme des amis avec lesquels Juan Gabriel Vasquez entretient une conversation constante, dont le livre nous offre un passionnant aperçu. ■ R. L.

LA TRADUCTION DU MONDE.
LES CONFÉRENCES WEIDENFELD
2022 (LA TRADUCCIÓN
DEL MUNDO), DE JUAN GABRIEL
VASQUEZ, TRADUIT
DE L'ESPAGNOL (COLOMBIE)
PAR ISABELLE GUGNON,
Seuil, 150 p., 20,50 €,
numérique 15 €.

Oubli

L'histoire, donc. Ou plutôt ce qu'elle laisse dans l'ombre. Dans *Les Réputations* (Seuil, 2014), un personnage notait : « En Colombie, l'oubli est la seule réalité démocratique. » Voilà contre quoi se dressent les romans de Juan Gabriel Vasquez, qui s'attaquent par bribes à certaines périodes du passé national : les années 1940 dans *Les Dénonciateurs* ; le début du XX^e siècle et la séparation d'avec le Panama dans *Histoire secrète du Costaguana* ; la guerre contre le narcotrafic dans le XX^e siècle finissant pour *Le Bruit des choses qui tombent*, l'assassinat de l'homme politique Rafael Uribe Uribe, en 1914, dans *Le Corps des ruines*, dont il confronte le récit retenu par la postérité aux versions des contemporains.

Il y a chez Juan Gabriel Vasquez le désir de tempérer par la littérature les « ambitions hégémoniques » de l'histoire sur le passé. Un désir qui passe par la mise en lumière de la « tension entre les grandes figures publiques et les petites figures de nos histoires privées, que les grands récits nationaux balayaient. Il faut les préserver de l'oubli, et c'est la tâche du roman ». Paru en janvier en Colombie, son nouveau livre, *Los nombres de Feliza* (« les noms de Feliza »), devrait être publié en France en 2026. Il relate la vie de la sculptrice Feliza Bursztyn (1933-1982), qui, après avoir appris son métier à Paris dans les années 1950, y est revenue en 1981 comme exilée politique, persécutée par le gouvernement colombien. L'auteur dit y faire une large place à cette autre obsession qu'est pour lui la « manière dont les idées donnent forme à nos vies, au même titre que les grands événements de la vie sociale ou les traumatismes de nos vies privées ». ■

Le deuxième roman d'Asya Djoulaït, «Ibn», dépeint l'amour déchirant d'un fils pour sa mère, par-delà le deuil

La longue nuit d'un orphelin sur le fil

GLADYS MARIVAT

Il s'appelle Issa. A 15 ans, le narrateur d'*Ibn* est un lycéen comme un autre. Il parle peu, joue au basket après les cours, boit du CapriSun avec ses amis en écoutant le rappeur Ninho. Son prénom lui vient d'Issa, prophète d'Allah réputé accomplir des miracles et ressusciter les morts. Dans les textes coraniques, Issa est indissociable de sa mère : il est le fils de Maryam, « Ibn Maryam ». Au début du roman, Issa rentre chez lui pour découvrir sa mère, Leïla, morte dans leur appartement, à Montreuil (Seine-Saint-Denis). «Il y a quelques secondes pourtant, aux abords de l'immeuble, il s'amusait des blagues de ses amis d'enfance. Les yeux au ciel, la peau du visage tirée par un chignon, il imaginait ce qu'il ferait plus tard.» Son père, Youssef, étant mort quand il avait 6 ans, l'adolescent n'avait plus que sa mère. Longtemps, il a été «Ibn el mahrour», le fils du mort. Maintenant, il est terrifié à l'idée de n'être plus le fils de personne.

Cinq ans après la révélation de *Noire précieuse* (Gallimard, 2020), Asya Djoulaït, écrivaine et professionnelle au lycée née en 1993, à Paris, de parents algériens, revient avec une nouvelle relation ombilicale entre une mère idolâtrée et son enfant. Rythmé par les cinq prières de l'islam annoncées par une horloge dans le salon, *Ibn* se dé-



VALENTINO BELLONI/HANS LUCAS VIA AFP

Telle Antigone, interdite d'ensevelir son frère Polynice pour des raisons politiques, Issa se met en tête d'accomplir les rites funéraires à l'abri des regards

ploie dans un face-à-face dramatique entre le fils et le corps de sa mère, emportée par une crise cardiaque. Issa interpelle Dieu. Que faire, maintenant ?

S'il parle, il en est sûr, on va lui prendre sa mère pour l'enterrer au pays, à côté de la tombe de son mari. Le garçon se souvient des

funérailles du père en Algérie, de ce sentiment de dépossession. Mais comment peut-il, tout seul, offrir des funérailles à cette femme très pieuse ? Il lui faut attendre vendredi, jour de grande prière, dans trois jours. Garder la dépouille de sa mère dans l'appartement pendant soixantedouze heures, sans éveiller les soupçons des voisins.

La détresse du fils nous plonge dans un huis clos tendu, où la tendresse apparaît à la gêne. Car, tandis que l'adolescent retourne au lycée pour faire bonne figure, court les magasins pour trouver de quoi bâtir un tombeau, le corps de sa mère se dégrade. Issa le remarque à peine. Il touche le visage de la défunte, s'endort à ses côtés, mord sa peau dans son sommeil. Asya Djoulaït dépeint cet amour qui refuse de s'arrêter à la mort, à la putréfaction du corps. Sa prose délicate tient ce fils qui progresse en funambule dans sa longue nuit d'orphelin. Telle Antigone, interdite d'ensevelir son frère Polynice pour des raisons politiques, Issa se met en tête d'accompa-

plir les rites funéraires à l'abri des regards. Pour Leïla, il désire un cadre sublime. Il songe à l'enterrer dans le jardin de la Grande Mosquée, puis dans un parc à Montreuil. Tout paraît aussi merveilleux que fou chez ce jeune homme perdu, qui erre dans Paris, le voile de sa mère enroulé autour de la tête.

En arabe, «Ibn» marque l'appartenance à une lignée, explique l'autrice, alors qu'Antigone, en grec, signifie «contre la lignée». Dans le Coran, le prophète Issa est celui qu'on attend pour rendre la vraie justice. En refusant l'enterrement au pays, Issa rejette ce «chez nous» dont il comprend à peine la langue, au profit du foyer monoparental, utérin. «Moi j'ai pas d'père, pas d'marie pour me défendre mais même comme ça on est des gens importants, même si on a pas d'jardin pour enterrer nos morts, même si y'a pas d'silence et pas d'larmes pour nous !», crie-t-il dans une tirade à son amie.

Maintenant Issa flotte, sans attachement, sans guide. Leïla,

dont le portrait se dessine en creux au moyen d'une série de flash-back, avait construit un monde pour son fils. Fille de la deuxième génération, elle avait coché toutes les cases pour rassurer ses parents (études, «bon travail», accession à la propriété) avant de décider de porter le voile, contre leur avis.

Sa vie avec Issa était organisée autour de l'appartement, de la «sunna» (la bonne conduite dans l'islam), de son travail de secrétaire médicale, de la mosquée et de la madrassa, l'école coranique. Leïla est une sainte aux yeux d'Issa. Jusqu'à ce qu'une révélation bouscule cet archétype de la mère musulmane,achevant de précipiter le narrateur dans l'inconnu.

Face à ce vide, Issa est sommé d'inventer son propre héritage. Asya Djoulaït lui donne la tragédie grecque et le Coran, l'amour et l'intuition. Pavant un chemin pour tous les Antigone des temps modernes. ■

**IBN,
d'Asya Djoulaït,
Grasset,
272 p., 20,90 €,
numérique 15 €.**

Jean-Noël Falcou, les mots de la terre

Dans «Journal d'un paysan», l'agriculteur consigne ses pensées et ses activités, les sens en éveil

PIERRE-EDOUARD PEILLON

Pendant un an, de février 2022 à février 2023, Jean-Noël Falcou a consigné quotidiennement ses journées. Pour cet agriculteur provençal, déjà auteur d'un livre technique sur son secteur (*Cultiver des agrumes bio*, Terre vivante, 2023), l'envie toute simple d'écrire semble avoir été la principale source de motivation pour tenir un tel journal. Très rapidement émerge la question : «Qu'est-ce que je dois écrire dans ce journal ?» Et pour réponse une série de nouvelles questions ayant trait à son métier, conclue par quatre questions davantage littéraires : «Carnet de bord? Objet littéraire? Journal intime? Chronique agropolitique?» Ecrire sans objectif

ni forme préconçus, donc. Juste un stylo, un carnet, et fouette cocher ! Cette spontanéité et ce tâtonnement assumés assurent au projet toute sa sincérité et sa grande liberté.

Journal d'un paysan se déploie avant tout comme une collection d'anecdotes rocaillieuses. L'auteur court d'une parcelle à une autre, se penche pendant des heures pour désherber, répare son système d'irrigation, s'occupe de tâches administratives, contacte ses congénères... La beauté sans affettice du texte éclot dans une conjonction entre la curiosité que l'on peut éprouver à découvrir une filière méconnue et, surtout, la précision très matérielle des fragments.

Rien n'est paysage

Vous vouliez du pittoresque, du lyrisme ? Les paysans sont là pour nourrir, rappelle souvent Jean-Noël Falcou. C'est une chose on ne peut plus concrète. Une affaire essentielle dans un monde

qui s'évapore petit à petit. Toute la grande entreprise de ce journal, toute sa réche beauté résident là : on voudrait s'émanciper de la matérialité de nos vies et de nos besoins – comme consacrer si peu de terres à l'agriculture dans le département de l'auteur, les Alpes-Maritimes, qu'il faut importer l'immense majorité des fruits et légumes –, on y reviendrait coûte que coûte – ou goutte-à-goutte, serait-on tenté de dire, tant le motif de l'irrigation imbibe le texte. Le corps, ses efforts, ses sensations, ses plaisirs, ses douleurs reviennent à pratiquement toutes les entrées du journal. Les cinq sens tournent à plein régime. «Clic! Clic! Clic! Clic! La cueillette des roses est avant tout un son.» «A l'odeur», on détecte l'arrivée de l'été et de ses chaleurs. «Le pouvoir de fascination que les couleurs exercent sur nos cervaux reste un joli mystère.»

Une entrée après l'autre, dans un empirisme émietté, *Journal d'un paysan* dit

la réalité des gestes contre une certaine bizarrerie de l'abstraction, ou du moins de la conclusion qui englobe facilement, qui synthétise trop rapidement. On voudrait résumer une journée en chiffres ? Son bilan «ne peut pas se compter en litres d'hydrolats et en nombre d'étiquettes. Encore moins en euros. Nous avons vécu. Nous sommes fatigués». Insuffisance des chiffres, mais aussi des mots : «Rien n'est paysage. Tout est milieu, avec une vie, une histoire, des personnes qui le comprennent, le façonnent et s'y adaptent. (...) Je comprends que je n'aime pas le mot paysage.» C'est dans cette manière si singulière de combiner une expérience tangible et une langue à soi que Jean-Noël Falcou devient un paysan-écrivain. Celui qui cultive et la terre et les mots. ■

**JOURNAL D'UN PAYSAN,
de Jean-Noël Falcou,
Wildproject, 224 p., 20 €.**



Les langues déliées

Livre des langues perdues ou livre des langues jamais vraiment acquises, *Comparution*, premier ouvrage d'Angelina Guo, sillonne les failles qui parcourent les êtres venus au monde entre plusieurs langues. L'autrice, née en 2001 à Montréal de parents originaires du nord de la Chine, annonce : «Je n'ai pas de langue maternelle, on ne m'en a pas donné à la naissance.» Coincée entre l'anglais, le français, le chinois, elle semble ne jamais arriver à se tenir au centre de l'une d'entre elles, se trouvant continuellement rejetée à leur périphérie. «Avant de parler je mesure mon souffle», écrit-elle, traduisant l'apprehension que provoque le saut dans le langage. Cette insécurité, le lecteur francophone peut aussi l'éprouver face aux passages en anglais non traduits qui le jettent dans l'inconfort de l'incompréhension. Alternant prose et vers, Angelina Guo parle de son enfance marquée par un sentiment de non-appartenance, avant de narrer la rencontre, à 17 ans, d'un homme qui l'isole et la brutalise. La langue se révèle être encore un moyen de domination : «en français», ordonne-t-il, lorsqu'elle s'adresse à lui en anglais. S'ensuit le récit des tentatives de poursuite judiciaire de l'autrice pour condamner celui qui a «pillé» son corps. Mais son histoire, maintes fois répétée, ne suffit pas, il n'y aura aucune condamnation. Alors, pour échapper à ce «lieu de brûlure», Angelina Guo affronte ses fractures langagières, prend le risque de la parole, et livre un texte touchant par la fragilité qu'il expose et la sincérité qui l'anime. ■

LANWENN HUON

► *Comparution*, d'Angelina Guo, Le Quartanier, «Série QR», 168 p., 18 €.



La disgrâce du pouvoir

La première scène voit Dan Lehman, ex-président de la République, occupé à vérifier le classement de son dernier livre dans la liste des meilleures ventes, avant d'avaler un anxiolytique – sa biographie romancée de Marx n'est pas un best-seller. Nous voilà prévenus : *La Guerre par d'autres moyens*, le treizième roman de Karine Tuil, observera les ascensions et les dégringolades de chacun sur l'échelle de la réussite, dans différents domaines. L'homme politique qui a échoué à se faire réélire et ne vend guère de livres est occupé à se détruire par l'alcool ; sa femme, une actrice allemande, qui n'a plus tourné après leur arrivée à l'Elysée, est sur le point de retrouver son statut de star en jouant dans un film adapté d'un roman écrit par la première épouse de Lehman – celle qu'il se repent d'avoir quittée. Roman sur le pouvoir (réel, symbolique, sexuel), sa conquête et sa perte, *La Guerre par d'autres moyens* s'attache, comme tous les livres de l'autrice, à mettre au jour l'écart entre la réalité et les apparences, quitte à outrer son absence d'illusions sur la nature humaine. Et, comme tous les livres contemporains dont il entend s'emparer (#MeToo dans le cinéma, l'antisémitisme, les familles recomposées, l'addiction...), il témoigne de l'énergique savoir-faire de Karine Tuil. Ce savoir-faire qui lui permet d'être devenue, depuis une dizaine d'années, une habituée de ces listes de meilleures ventes qui se refusent à son personnage. ■ RAPHAËLLE LEYRIS

► *La Guerre par d'autres moyens*, de Karine Tuil, Gallimard, 384 p., 22 €, numérique 16 €.

Ecrits en 2013, les poèmes de la Prix Nobel dépeignent ce spleen intraduisible qui mêle métaphysique et intime

Han Kang, le « han » physique et minéral

FLORENCE NOIVILLE

Aséoul, alors qu'elle se préparait à déménager, Han Kang est tombée un jour sur une vieille boîte à chaussures. Elle contenait un livret aux pages artisanalement agrafées. Sur la couverture, au crayon à papier, une main d'enfant avait calligraphié ces mots : « Recueil de poèmes ».

L'écrivaine reconnaît tout de suite sa première œuvre littéraire, une autopublication datant de 1979 : elle n'avait que 8 ans. La petite Kang pouvait-elle se douter que, quarante-cinq ans plus tard, en 2024, elle deviendrait la première femme coréenne jamais récompensée par le prix Nobel de littérature ?

En France, les premiers lecteurs de Han Kang l'ont découverte en 2011, grâce à une nouvelle parue chez Zulma dans l'anthologie *Cocktail Sugar et autres nouvelles de Corée*. Ils ont ensuite lu ses romans – une demi-douzaine traduits à ce jour, dont *La Végétarienne*, formidable histoire d'une femme qui s'efface jusqu'à devenir « végétale » (2007) ; *Le Serpent à plumes*, 2015, Booker Prize 2016. Ou encore *Impossibles adieux* (Grasset, 2023), qui revient sur la répression féroce du soulèvement de Gwangju par la junte militaire au pouvoir (1980). Mais, hormis ceux qui pouvaient la lire dans le texte, nul jusqu'à présent n'avait eu accès à sa poésie.

Elégamment traduit par Choi Mikyung et Jean-Noël Juttet, *Ces soirs rangés dans mon tiroir*, initialement paru en 2013, vient combler ce manque. Ce qui frappe d'abord, c'est la tonalité générale du recueil, une mélancolie intense rappelant ce que les Coréens appellent le *han*, ce sentiment intraduisible où se mêlent chagrin, insatisfaction, inquiétude

métaphysique... « Certains soirs étaient transparents », avertit l'autrice en exergue. Il y avait un vide au milieu de la flamme. »

Feu vide, foyer qui ne réchauffe pas : sur toutes ces pages souffle une bise glaciale. « Gros flocons de neige hexagonaux », « os blancs et gelés » des arbres en hiver, « surface glacée de la vitre » : cet air du froid joue comme une basse continue sur laquelle s'accrochent de noires fulgurances. Elles disent l'épuisement (« Quand je me mets à pleurer, mon corps/se vide comme une jarre »), l'anéantissement (« la mort en se retournant me salut/ tu seras engloutie »), ou encore la douleur inguérissable (« certaines tristesses ont la dureté sèche de la pierre »). Il y a (presque) toujours une clarté au fond du « trou d'ombre ». Une vibration. Un rai de lumière qui vient zébrer « l'obscurité tentaculaire » et que l'autrice laisse alors caresser son visage.

Polis comme des sculptures de Lee Ufan, ces poèmes font cinq lignes ou trois pages, jamais plus. Hormis un départ pour l'étranger, la mort du peintre

EXTRAIT

« Le caillou bleu/que j'ai vu il y a dix ans dans un rêve/se trouve-t-il encore dans le ruisseau
J'étais morte/je marchais le long d'un ruisseau, c'était au printemps/ah que c'était bien d'être morte/rayonnante, légère/comme une plume
Dans le flot transparent/j'ai vu des cailloux/blancs et arrondis/bien visibles/un, deux, trois
Et il était là/ce caillou/plus serein que les autres car bleuté
J'ai machinalement esquisssé le geste/de tendre la main pour le ramasser/mais je me suis rendu compte/que pour cela il me fallait de nouveau être en vie/pour la première fois, j'ai souffert de devoir revivre
J'ai rouvert les yeux/c'était par une nuit profonde/les larmes versées dans mon rêve étaient encore chaudes Ce caillou bleu aperçu il y a dix ans dans un rêve (...) Sera-t-il là/pareil à un ciel impassible/si je retourne voir le fond/de ce ruisseau scintillant »

CES SOIRS RANGÉS DANS MON TIROIR, PAGES 31-32

Mark Rothko ou un amour malheureux qui passent comme en surimpression, ils ne racontent rien, sinon la difficulté d'être. « Toute à ma douleur/j'ai aperçu un petit caillou blanc/.../Un caillou pas plus gros qu'une ou deux phalanges/façonné par les assauts du temps/.../Tu as de la chance/De n'être pas vivant. »

« Fil d'or »

Comme dans ses romans, Han parle aux roches et aux arbres. Mais son écriture songeuse et précise fait surtout la part belle aux sensations physiques. Langue, lèvres, paupières reviennent ici comme des leitmotsifs. « Quand j'écris, je me sers de mon corps, expliquait-elle dans son discours de Stockholm, *Le Fil et la Lumière* (Grasset). Je me sers de tous les détails que mes sens me procurent, (...) la douleur, la chaleur, le froid, la douleur, la soif et la faim, marcher et courir, être sous la pluie, dans le vent, sous la neige, se tenir la main. » Ces sensations très simples qui la traversent « comme un courant électrique » forment le flux vital de ses textes, le « sang chaud » qui, dit-elle, la relie à ses lecteurs.

S'interrogeant sur la nature de l'amour, Han, à 8 ans, réfléchissait déjà aux coeurs qui battent et au « fil d'or » qui les relie. Il faut remercier les traducteurs de nous donner accès à ce qui, manifestement, constitue un prolongement de cette quête fondamentale. Quant à savoir si, en agrafant ses tout premiers feuillets, la fillette savait qu'elle deviendrait poète, on se dit que c'est peu probable. Jusqu'à ce que l'on tombe sur ces vers étonnantes de prescience : « Te dirai-je, destin/que parfois je sentais ta présence ? » ■

CES SOIRS RANGÉS DANS MON TIROIR, de Han Kang,
poèmes traduits du coréen par Choi Mikyung et Jean-Noël Juttet, Grasset, « En lettres d'ancre », 160 p., 16,50 €, numérique 12 € suivi du *Fil et la Lumière*, Grasset, 32 p., offert pour l'achat du recueil.
Signalons aussi, de la même autrice, la parution en poche de *Celui qui revient*, traduit par Jacques Batilliot et Eun Jin Jeong, Livre de poche, 264 p., 8,90 €.



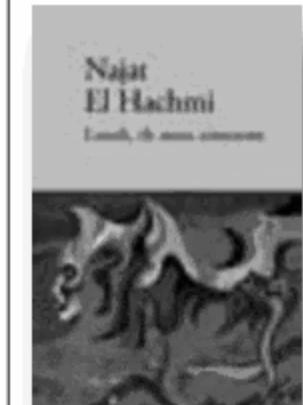
Han Kang, à Stockholm, en mars 2024. ALEXANDER MAHMOUD/DN/TT NEWS AGENCY VIA AFP



La querelle joyeuse

En lisant le titre, *Abominations*, on imagine le plaisir qu'a dû inspirer à Lionel Shriver la perspective d'entreprendre ses contemporains pousser de hauts cris face aux textes de non-fiction réunis dans ce recueil. L'autrice du génial roman *Il faut qu'on parle de Kevin* (Belfond, 2006) a le goût et l'habitude des controverses, les plus fameuses ayant eu trait à ses vues sur la notion d'« appropriation culturelle », à la recherche effrénée par les éditeurs d'auteurs de littérature issus de la « diversité », au Brexit en faveur duquel elle a fait campagne, et aux chiffres de l'immigration à Londres, où l'Américaine a longtemps habité (elle vit désormais au Portugal, dont le climat fiscal est réputé favorable aux écrivains). On retrouve dans *Abominations* les textes qui l'ont vue, selon elle, passer près de l'« effacement », aux côtés d'autres qui ne portent pas la même charge polémique, mais dans lesquels elle ne se départ pas de son ton joyeusement querelleur. Ni de son orgueilleuse fierté à se définir comme une « récalcitrante » se moquant d'être en conformité idéologique avec le milieu culturel de gauche, quel que soit le sujet (le conflit en Irlande du Nord, où elle a vécu dans les années 1990, comme le rôle de l'Etat ou la place du vélo en ville). En retour, elle n'oblige personne à partager son avis, à condition de lire ses arguments avant de les réfuter. ■ RAPHAËLLE LEYRIS

► **Abominations** (*Abominations. Selected Essays from a Career of Courting Self-Destruction*), de Lionel Shriver, traduit de l'anglais par Catherine Gibert, Belfond, 360 p., 22,90 €, numérique 16 €.



Illusions d'émancipation

C'est une lettre en forme de complainte que propose Najat El Hachmi dans son troisième roman : celle qu'écrira une jeune femme issue d'une famille marocaine d'une banlieue de Barcelone à une autre femme. Une amie qui, s'étant affranchie des contraintes du même milieu, lui a montré la voie d'une existence différente. N'a-t-elle pas choisi son propre mari, Saïd, et son métier – coiffeuse –, sans que personne ait son mot à dire ? La lycéenne, avide de liberté et épriue de littérature, a vu en elle un exemple. Devançant tout projet de mariage arrangé par ses parents, elle a choisi d'épouser Jamal, l'ami de Saïd, sitôt ses études secondaires achevées. Et, par souci d'indépendance, elle a décidé de travailler et d'étudier.

Toute la subtilité de la romancière consiste, à travers cette missive à l'écriture élégante, à mettre en regard les folles illusions ayant mené à cette émancipation de façade et ses inévitables déceptions. Car le mariage ne sera qu'un enfermement de plus, doublé d'un piège, qui se refermera sur la narratrice, comme sur son amie. Najat El Hachmi nourrit ce vibrant et douloureux récit de critiques acerbes sur le poids du qu'en-dira-t-on, dans un environnement conservateur musulman. Elle livre aussi une formidable peinture, toute de rage contenue, sur ce qu'on attend d'une femme, de surcroît une étrangère, tout au long de sa vie. Une cruelle prise de conscience magnifiquement mise en scène. ■ ARIANE SINGER

► **Lundi, ils nous aimeront** (*Dilluns sens estimaran*), de Najat El Hachmi, traduit du catalan par Dominique Blanc, Verdier, 252 p., 23 €, numérique 15 €.

Sur le pavé gras des rues bruineuses de Thomas Ligotti

Les nouvelles de l'auteur américain offrent une cartographie de son territoire enténébré par l'horreur et la folie

ANTOINE ALBERTINI

A quelque chose, plagiat est bon. Celui qui fut reproché aux concepteurs de la première saison de *True Detective* (2014), une série télévisée culte accusée d'emprunts à Thomas Ligotti, aura au moins permis à cet auteur révéré aux Etats-Unis de connaître en France une notoriété tardive – qui ne l'atteint sans doute guère. Teint livide, petites lunettes cerclées, moue crispée entre la mélancolie et le dédain à en croire les très rares portraits de lui, le septuagénaire natif de Detroit (en 1953) partage avec Thomas Pynchon, autre géant des lettres américaines, un prénom et un goût prononcé pour la réclusion. Il est aussi l'auteur d'une œuvre singulière et majeure dérivant entre le fantastique et la métaphysique.

Ses *Chants du cauchemar et de la nuit* avaient été initialement publiés par Dys topia en 2014. Les voici repris dans la collection « Imaginaire » de Rivages. Servis par une traduction virtuose d'Anne-Sylvie Homassel, ils sont précédés d'un avant-propos indispensable qui offre une introduction bienvenue à un travail marqué par un pessimisme sans remède et une maîtrise technique rare. Littérature vampirique (« L'Art perdu du crépuscule »), histoires de fantômes (« Conversations dans une langue morte »), mystères de cultes immémoriaux (*Nethescurial*) : avec un puissant pouvoir d'évocation, les nouvelles de Ligotti visitent les sous-genres du champ horrifique en les renouvelant.

Héritier de Poe et de Lovecraft, a-t-on pu écrire au sujet de ce surdoué également poète, scénariste, compositeur et musicien. Assurément. A la condition d'ajouter à cette généalogie le Henry James du *Tour d'écrou* (1898) ou, même s'il est peu probable qu'il l'ait lu, le Belge Jean Ray, dont l'opus magnum *Malpertuis* est ressorti en 2023 sous une couverture déli-

cieusement sixties aux éditions 10/18 : même dilection pour les topographies incertaines, les escaliers qui ne mènent nulle part, les immeubles penchés sur le pavé gras de rues bruineuses et les pièces obscures aux dimensions introuvables, peuplées d'ombres menaçantes.

Perspective vertigineuse

Chez Ligotti, cette « inquiétante étrangeté » se déploie à la manière d'un lierre vénérable, le long de phrases serpentines, convulsives ou syncopées, qui finissent par fracturer l'inconscient du lecteur pour y raviver la mémoire d'un malaise diffus, comme au sortir d'une crise de fièvre. Pics balayés par des vents glaciaux, « carrefour central où un feu rouge, mort depuis longtemps, pendait comme une lanterne sombre » (« Le Tsala »), le décor ligottien n'offre aucun abri sûr aux humains, pantins recroquevillés dans les replis d'un temps à la densité marmoreenne, privés de but et d'espoir.

De si noirs horizons peuvent rebouter. Ils ouvrent pourtant une perspective vertigi-

neuse sur la création littéraire, réflexion constamment enchaînée dans les récits ici rassemblés, et dont l'auteur livre sans doute le fond en se retranchant derrière Victor Keirion, le personnage principal de sa nouvelle « Vastarien », un bibliophile en quête d'ouvrages susceptibles de « tracer, par le moyen d'un méticuleux dérèglement, les contours d'une liturgie ténébreuse du spectral ».

Les âmes trempées qui plongeront dans ces *Chants du cauchemar et de la nuit* pourront utilement prolonger leur apnée avec *Mon travail n'est pas terminé*, un volume rassemblant l'unique et court roman de Thomas Ligotti assorti de quatre nouvelles, publié en 2023 par l'excellente maison d'édition à l'enseigne des Monts métallifères. ■

CHANTS DU CAUCHEMAR ET DE LA NUIT, de Thomas Ligotti, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Anne-Sylvie Homassel, Rivages imaginaire, « Poche », 240 p., 9,20 €.

Eric Faye s'attaque aux exoplanètes

Pour écrire « Le Cinquième Diamant », qui interroge les conséquences d'une pluralité de mondes, le romancier s'est plongé dans l'astrophysique



FLORENCE BOUCHY

La plus grande crainte d'Eric Faye, en écrivant *Le Cinquième Diamant*, était de « passer pour un givré ». Passionné depuis l'enfance par la question des formes de vie extraterrestres, l'auteur de *Nagasaki* (Stock, 2010, Grand Prix du roman de l'Académie française) « traînait comme un boulet » une envie de livre sur le sujet, sans oser se lancer. Ne se sentant pas l'âme d'un auteur de science-fiction, il lui fallait trouver un angle et une forme d'écriture qui lui permettraient d'insérer son questionnement dans l'actualité la plus récente.

Amateur de revues scientifiques, ancien journaliste en agence de presse, fort de 12 romans, de recueils de nouvelles, de récits de voyage, Eric Faye sait avoir la « tête sur les épaules » et ne se reconnaîtrait pas dans l'image du « farfelu ». Mais il aime bien, quand il écrit, « aller vers des sujets qui sortent un peu du tam-tam habituel », ou en tout cas qu'il considère comme légèrement à la marge. « Mon idée, dit-il, n'est surtout pas d'affirmer quoi que ce soit dans mon roman. Je ne sais pas si nous sommes seuls ou pas dans l'Univers. Mais je m'interroge sur les conséquences philosophiques qu'aurait la confirmation de l'une ou l'autre hypothèse. » Il s'explique : « Sommes-nous prêts à accepter l'idée de la pluralité des mondes ? Cela ne semerait-il pas une forme de désarroi, de panique ou de tristesse de découvrir que nous ne sommes pas la seule forme de vie intelligente ? A l'inverse, la conscience d'une solitude absolue ne risque-t-elle pas de provoquer une sorte de séisme philosophique chez l'homme ? »

Convaincu que « les limites des connaissances sont toujours des zones fécondes pour l'écriture », il voit dans le changement de posture des autorités américaines à l'égard des phénomènes aérospatiaux non identifiés un « *gissement d'imaginaire* ». Il y a encore quelques années, en effet, l'écrivain n'aurait pas pu, avance-t-il, extrapoler à partir de telles hypothèses. Pendant toute la période de la guerre froide, notamment, les témoignages de militaires au sujet de ce qu'on appelait encore des ovnis étaient frappés du secret-défense, de peur que ces phénomènes inexpliqués, rappelle Eric Faye, ne soient en fait la preuve d'une arme secrète en possession du bloc adverse.

Mais, au printemps 2021, un rapport du Pentagone, dont les conclusions ont largement fuité dans les médias américains les plus sérieux, reconnaît que des



Naissances d'étoiles près du Grand Chien, capturées par le télescope spatial Spitzer de la NASA. NASA/JPL-CALTECH/UNIVERSITY OF WISCONSIN

EXTRAIT

« Une chose est sûre : cela ne vient pas de nous. On aimerait beaucoup désactiver les missiles russes en déployant des drones doués de capacités magiques ! Bref, ces phénomènes sont à surveiller, car c'est notre propre sécurité qui est en jeu... Nous devons trouver des explications sans nous voiler la face. (...) Pense aux vidéos déclassifiées par le Pentagone, en 2021. 2 % à 3 % des observations de phénomènes aériens non identifiés effectuées par l'Air Force ou la Navy résistent à toute explication. Ces histoires de virages à angle droit pris à des vitesses folles par des points lumineux, comme ce qu'évoque le type de la station radar russe. L'absence de bruit. Ou bien un objet qui plonge dans l'océan sans exploser, sans qu'il y ait la moindre ride à la surface. L'incident russe ne doit pas être pris à la légère, Bill. »

LE CINQUIÈME DIAMANT, PAGE 140

dizaines de phénomènes aérospatiaux, observés depuis 2004, restent « inexpliqués ». L'ancien président Barack Obama le confirme d'ailleurs sur un plateau télévisé, le 17 mai 2021 : « Il y a des images et des enregistrements d'objets dans le ciel dont nous ne savons pas exactement ce qu'ils sont. Nous n'arrivons pas à expliquer la façon dont ils se déplacent, leur trajectoire. » Frappé par la divulgation, par le Pentagone, de trois de ces vidéos, l'écrivain entrevoit alors la possibilité d'une intrigue. Mais c'est l'invasion russe en Ukraine, à partir de février 2022, avec ses relents de guerre froide, qui lui donne l'argument de son nouveau roman : comment réagi-

raient Russes et Américains si des phénomènes inexpliqués de ce type étaient observés aux abords de leurs bases militaires ?

Il en parle alors avec son éditeur de l'époque au Seuil, Frédéric Mora, pour voir « si le sujet fait mouche ». Si ses « préoccupations philosophiques sur les mystères de l'humanité » suscitent suffisamment l'intérêt de son interlocuteur pour imaginer une « aventure commune » autour de ces questions. Rassuré par l'accueil que lui fait l'éditeur, le romancier se met à pied d'œuvre. S'il n'élabore plus de plan très détaillé de ses livres depuis *Nagasaki*, il éprouve toujours le besoin de « savoir où [il] va[nt] ». ■

Conçu en trois parties, *Le Cinquième Diamant* ne s'est pas pour autant écrit dans l'ordre exact des chapitres. Nourrie par l'actualité internationale, par le souvenir d'un séjour dans un hôtel de Sils-Maria (Suisse), dont il fait un nid d'espions, ou encore par les images d'un voyage effectué avec l'écrivain Christian Garcin en direction de l'Extrême-Orient russe, l'écriture des première et troisième parties n'a posé aucune difficulté inhabituelle au romancier. La deuxième, en revanche, articulée autour des recherches que mènent ses véritables héros, un couple d'astrophysiciens spécialistes des exoplanètes, lui donne plus de fil à retordre. « Je savais exactement ce que je voulais mettre, précise-t-il, mais il me fallait maîtriser des questions d'astrophysique que je redoutais un peu. »

En 2021, un rapport du Pentagone reconnaît que des dizaines de phénomènes aérospatiaux, observés depuis 2004, restent « inexpliqués »

Après deux années de travail où l'écrivain, né en 1963, a pu se consacrer entièrement au roman en cours, Eric Faye s'est retrouvé dans une situation un peu délicate. « Je venais de finir l'écriture du manuscrit quand ont eu lieux gros changements au Seuil. Frédéric Mora et Adrien Bosc étaient partis chez Julliard. J'avais donc une maison d'édition, mais plus d'éditeur. » Maud Simonnot, la nouvelle directrice de la fiction française au Seuil, prend vite le relais. S'attachant essentiellement « au rythme et à l'harmonie », elle lui demande de raccourcir des passages, mais surtout d'en développer certains. « Je suis une rêveuse, confie-t-elle au « Monde des livres », j'avais envie de lire plus de descriptions du ciel étoilé ! » Ce qui n'était pas pour déplaire au romancier. Une fois qu'on a accepté le risque de « passer pour un dingue », conclut-il, l'écriture s'ouvre comme un vaste espace jamais fini d'être exploré. ■

La vie aux frontières du réel



AVANT LE RETOUR de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, le conflit ukrainien semblait avoir ravivé l'affrontement, hérité de la guerre froide, entre l'Occident et la Russie. C'est dans ce contexte qu'Eric Faye déploie, avec un plaisir évident, un art romanesque qui emprunte aux codes de l'espionnage, à ceux du complot politique et au conte philosophique, sur fond de controverses scientifiques. Quand des événements inexpliqués se produisent sur les bases

militaires russes, et quand des astrophysiciens américains observent des phénomènes aérospatiaux non identifiés (PAN), chaque bloc se demande si l'adversaire dispose d'une arme secrète révolutionnaire.

Quant aux scientifiques qui pensent avoir trouvé la preuve d'une vie extraterrestre en observant un engin céleste dont le mouvement défie les lois de la physique, ils oscillent entre le désir de divulguer leur découverte et l'inquiétude des conséquences qu'elle aura, pour eux comme pour l'humanité. Variant les tons et les styles, au sein d'un récit à la construction aussi romanesque qu'efficace, Eric Faye réussit à se tenir

constamment à la lisière du réel et de l'hallucination, de la science et du complotisme, de la pensée rationnelle et de l'invitation à l'imaginaire. Mais le plus saisissant, pour le lecteur de 2025, est sans doute le caractère toujours aussi pertinent du questionnement philosophique auquel nous invite le roman : faudrait-il vraiment se réjouir de la découverte d'une vie intelligente extraterrestre si, comme nous, elle se maintient en n'obéissant qu'à la loi du plus fort ? ■ F. BY

LE CINQUIÈME DIAMANT, d'Eric Faye, Seuil, 352 p., 21 €, numérique 15 €.

L'errance de Rachid

« Jamais de date, avec Rachid. » L'histoire de sa vie se raconte par éclats, par morceaux d'horizons traversés, par petits bouts de rencontre. Rachid vient d'Annaba, en Algérie, mais c'est à Paris que Judith Perrignon le rencontre, dans un centre d'hébergement d'urgence où elle anime des ateliers d'écriture. Cet homme solitaire l'*« intrigue* immédiatement ; elle veut récolter ses souvenirs avant que l'*« incendie* » ne progresse trop dans la tête de Rachid. Elle note ainsi les ciels algériens déchirés par les avions de guerre, l'arrivée en France, le travail dans le bâtiment, la cuisine dans les trains-couchettes, la petite fille née d'une relation avec une jeune étudiante française... Se dessine alors une trajectoire vagabonde qui s'oriente au gré des paysages dont on se lasse. « Tout le monde s'ennuie », affirme Rachid. Excepté le lecteur de ce beau portrait d'errant mélancolique, brossé avec une infinie délicatesse. ■

LANWENN HUON
► *Nous nous parlons d'un lieu où tout est fragile*, de Judith Perrignon, illustrations d'Hippolyte, L'Iconoclaste, 120 p., 18,50 €, numérique 14 €.

Tragédies en mer

Certes, la fête ritualisée et tapageuse des croisières n'a rien d'engageant. Pourtant, c'est à bord du *Spirit of Ulysse* que Joséphine, émule d'Amy Winehouse au tempérament volcanique, convie ses parents et son frère pour commémorer la disparition de son ainé, mort sur un site d'escalade, un soir de juillet 1998. Un sombre rendez-vous endeuillé par le suicide d'une passagère que Joséphine a croisée, sans soupçonner que son histoire rejoindra son propre drame. Le lien entre ces tragédies, survenues à vingt-six ans d'écart, se dévoile à bas bruit, par l'alternance des récits, celui du père, posé, pourtant inexorablement défait, et celui au verbe cru de sa fille, qui dynamite conventions et hypocrisies. Mais plus encore par la construction de ce roman de Vincent Maillard, qui choisit une chronologie fluctuante, pour bousculer les perceptions, ménager les blessures et préparer un dénouement fulgurant. ■



PHILIPPE JEAN CATINCHE
► *La Spirale du milan royal*, de Vincent Maillard, éd. Philippe Rey, 304 p., 21 €, numérique 13 €.

A Chabris, en zone libre

Journaliste et romancier, grande figure de la communauté d'exilés russes de l'entre-deux-guerres, expulsé de son pays natal par les bolcheviques en 1922, Mikhaïl Ossorguine (1878-1942) quitte Paris en juin 1940 pour s'installer à Chabris (Indre), en zone libre. Pour ce Parisien d'adoption, le changement est de taille : le voici en contact direct avec la France profonde, rurale, et ses habitants. Visiblement fasciné, il note avidement ses impressions – et ses réflexions. Les textes, dont certains ont à l'époque paru dans un journal russe à New York, composent le livre, publié en 1946 à titre posthume. Cette mosaïque, faite de morceaux qui dépassent rarement une ou deux pages, est non seulement un précieux témoignage à verser au dossier de l'histoire de la seconde guerre mondiale en France, mais aussi, et tout simplement, une lecture délectable. ■



ELENA BALZAMO
► *Dans une bourgade paisible de France*, (V tikhom mestechke Frantsii), de Mikhaïl Ossorguine, présenté et annoté par Leonid Livak, traduit du russe par Claire Delaunay, Verdier, 288 p., 22 €.

Dans «Un crime d'Etat», Farid Alilat remonte les fils du complot qui aboutit à l'assassinat de Krim Belkacem, héros de l'indépendance, à Francfort, en 1970

Un dissident piégé par Alger

FRÉDÉRIC BOBIN

Krim Belkacem est un symbole. Le 20 octobre 1970, cette icône de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie devenue opposant en exil est étranglée dans la chambre 1414 de l'hôtel Intercontinental de Francfort (Allemagne) par une équipe de tueurs envoyés d'Algér. C'est le récit de cet assassinat, symptôme d'une révolution dévoureuse de ses enfants, que livre le journaliste Farid Alilat au fil d'une enquête hante aux airs de thriller politique, *Un crime d'Etat*.

Du complot, l'auteur dévoile les ramifications entre Alger, Rabat, Paris, Lausanne (Suisse) et Francfort, où se croisent militants politiques, espions et figures interlopes, jusqu'à l'entourage du président Houari Boumédiène (1932-1978, au pouvoir de 1965 à sa mort). Si Farid Alilat ne peut rien conclure avec certitude, il juge vraisemblable une instruction émanant d'Ahmed Draïa, le patron de la police de l'époque, peut-être à l'insu de Boumédiène lui-même, dont le souhait était plutôt de faire rentrer l'exilé au pays. De cette ténébreuse affaire, la population algérienne ne saura jamais rien. Faute d'en connaître la vérité, «l'Algérie restera à errer, les yeux crevés, dans son propre labyrinthe», écrit Kamel Daoud dans la préface.

Si le destin de l'assassiné importe, c'est qu'il est l'un des chefs emblématiques de la libération algérienne. Avec fougue – et parfois un peu trop de lyrisme –, Farid Alilat en retrace le parcours hors du commun. Fils de notable kabyle, Krim, né en 1922, prend le maquis dès 1947, un engagement qui lui assure une place naturelle au sein du noyau fondateur du Front de libération nationale (FLN), qui déclenchera l'insurrection de 1954.

Près de sept ans plus tard, il est le négociateur en chef du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPKA) lors de la première séquence des pourpar-



Krim Belkacem (à droite), à son arrivée à Genève, le 18 mai 1961, pour mener les pourparlers d'Evian. AFP

lors d'Evian (mai-juin 1961), déblayant aux côtés des envoyés de De Gaulle la voie vers l'indépendance. Ce petit homme trapu et joufflu, cartable de cuir à la main, s'expose devant les médias internationaux sur les bords du lac Léman. Moins d'un an plus tard, il paraphe l'accord de paix d'Evian, engloutissant l'Algérie française.

Mais l'indépendance est à peine arrachée que les luttes de clans font rage, éloignant des historiques comme Ferhat Abbas, Hocine Aït Ahmed ou Krim Belkacem lui-même. Les nouveaux maîtres s'appellent Ben Bella et Boumédiène, le second évincant le premier lors d'un coup d'Etat en 1965. L'Etat-FLN devient le champ clos de batailles de pouvoir, de trahisons et de purges, jusqu'à l'implacable traque des opposants à l'étranger. L'assassinat, en janvier 1967, à Madrid, de Mohamed Khider, gardien du trésor caché du FLN, épisode dont Farid Alilat offre une reconstitution magistrale, est un avertissement. Nul ne peut narguer impunément les hiérarques d'Algér.

Les eaux troubles des conjurations

Krim Belkacem, pourtant méfiant d'expérience, l'oublie un peu vite quand, en 1967, il crée en France un parti d'opposition, le Mouvement démocratique pour le renouveau algérien. Sa direction est vite infiltrée. Et, trois ans plus tard, le chefexilé se laissera avec beaucoup de légèreté entraîner dans une sourcière fatale à Franc-

fort par un certain Aït Mesbah, officier des services spéciaux algériens. Ce dernier était parvenu à l'intéresser à l'idée de diriger un – imaginaire – putsch contre Boumédiène. Si le mystère du tuteur d'Aït Mesbah reste entier, l'enquête de Farid Alilat, riche d'une multitude de détails inédits, est une fascinante immersion dans les eaux troubles des conjurations qui ont scandé le mouvement nationaliste algérien, y compris avant 1962. On émettra toutefois deux regrets. D'abord, Farid Alilat ne traitait-il pas quelque naïveté à présenter Krim Belkacem comme un véritable démocrate, lui qui a été associé à de sanglantes purges durant la guerre et qui se laissait encore séduire, à la veille de sa mort, par la perspective d'un prononcé?

Ensuite, Farid Alilat révèle que le général marocain Oufkir, tout-puissant ministre de l'intérieur du royaume chérifien, a informé «ses amis d'Algér» du départ, le 8 octobre 1970, de Krim Belkacem de Rabat vers Genève. Et que ses services ont fait parvenir à Alger de faux passeports marocains qu'utiliseront les futurs tueurs de Francfort. Mais l'auteur n'explique pas cette connexion marocaine dans le complot. Elle aurait pourtant ajouté du baroque à une intrigue déjà étourdissante. ■

UN CRIME D'ETAT.
RÈGLEMENTS DE
COMPTES AU COEUR
DU POUVOIR
ALGÉRIEN,
de Farid Alilat,
préface de Kamel
Daoud,
Plon, 272 p., 21 €,
numérique 14 €.

APARTÉ

Une histoire matérielle

À L'AUTOMNE 2023, les éditions des Arènes proposaient un singulier voyage à travers des objets permettant d'explorer, de la préhistoire à nos jours, un monde des femmes si souvent occulté. 100 objets racontent une histoire des femmes, de la journaliste franco-allemande Annabelle Hirsch, composait un passionnant cabinet de curiosités, singulier et militant. Sur un principe comparable, les éditeurs Alexandre Maujean et Elisabeth Fisera lancent chez Eyrrolles une collection, «50 objets racontent», inspirée de la façon dont la muséographie contemporaine apprend à dépasser la simple présentation d'objets, pour en articuler la logique.

Celui qui propose l'historienne Dominique Veillon, *La Vie quotidienne sous l'Occupation*, est irréprochable. Il permet de mesurer avec une grande précision la matérialité de la France occupée, des imprimés (tracts, revues, affiches, avis, tickets) aux objets de substitution propres aux périodes de guerre, ersatz, arrangements de vieux objets, inflexions vestimentaires – autant d'indices qui, montre le livre, ont en fait bien plus marqué les esprits que les objets en apparence les plus emblématiques (drapeaux nazis, armes...).

La baignoire de Marat

Mais sans doute la proposition de Jean-Claude Martin, dans *La Révolution française*, qui paraît en même temps, va-t-elle plus loin encore. Parce que l'historien intègre, outre les symboles (cocarde, pique, drapeau tricolore), les objets nouveaux (la guillotine, le calendrier révolutionnaire, les mesures décimales ou l'aérostat), mais aussi ceux dont la signification s'infléchit ou mute radicalement (la faux, le pantalon, ou le gourdin), jusqu'à ceux qui disparaissent (les objets de culte), tandis que certains amorcent une mythologie inédite, de la baignoire de Marat à ces peaux tannées qu'on prétend humaines... D'autres sont inattendus : le parasol pour mesurer la place des femmes ou la bouteille, incriminant l'ivresse comme moteur révolutionnaire.

Chaque entrée est autonome, mais certaines opèrent des renvois à la façon d'un dictionnaire. Ce parcours foisonnant dans les traces matérielles de l'événement a de plus l'immense mérite de ne pas clore les débats. La dernière partie («Gérer les mémoires») interroge la postérité de certains objets (le stylet annonçant Brumaire, la tête de Marie-Antoinette sans cesse mise en scène, jusqu'à l'ouverture des Jeux olympiques de 2024). La déclaration des droits pilonnés qui clôt l'évocation ouvrira récemment l'exposition du Musée Carnavalet : on ne finira jamais d'en reprendre le palimpseste. Sans doute la meilleure promesse de cette nouvelle collection. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *La Révolution française*, de Jean-Claude Martin, et *La Vie quotidienne sous l'Occupation*, de Dominique Veillon, Eyrrolles, «50 objets racontent», respectivement 208 p. et 200 p., 21,90 € chacun.

EXTRAIT

«Elle appréhende un malheur, elle pressent quelque chose, elle redoute un guet-apens. Ce nouveau voyage est de mauvais augure, pense [son épouse] Fathia. (...) Si Krim est conscient des risques et des dangers qu'il encourt et qu'il fait peser sur les siens, il fait obstinément confiance à sa bonne étoile et à sa prudence de moutagnard. Depuis ce jour de mars 1947 où il est entré dans la clandestinité dans un maquis de Kabylie, il aurait pu mourir une dizaine de fois. Une dizaine de fois, il a échappé aux gendarmes, aux policiers, aux parachutistes, aux tueurs de l'OAS. (...) Promis, son prochain voyage ne durera pas plus d'une semaine. Il reviendra vite à Rabat pour fêter l'anniversaire de leur fille aînée. Il ne reviendra jamais.»

UN CRIME D'ETAT, PAGES 220-221

Guillaume Budé, promoteur moderne de la culture antique

Romain Menini et Luigi-Alberto Sanchi démontrent que les études classiques gagneraient à s'inspirer de la méthode de l'humaniste

FRANÇOIS OTCHAKOVSKY-LAURENS

Tous les étudiants en lettres classiques sont familiers des «Budés», surnom de la collection publiée aux Belles Lettres sous le patronage de l'Association Guillaume-Budé, qui propose des éditions bilingues d'auteurs latins et grecs. En revanche, Guillaume Budé lui-même (1467-1540) est resté relativement dans l'ombre. Il fut pourtant un humaniste de premier rang, tenu en très haute estime par Erasme ou Thomas More. Dans *L'Antiquité*

selon Guillaume Budé, les spécialistes de la pensée humaniste Romain Menini et Luigi-Alberto Sanchi proposent de redécouvrir cet auteur, à travers un panorama général de son œuvre.

Budé, grand serviteur du royaume né dans un milieu de lettrés parisiens, bénéficia de l'expansion extraordinaire de la production livresque à la fin du XV^e siècle. A la faveur de l'invention de l'imprimerie, partout en Europe se diffusait le savoir antique. Mais cette Renaissance intellectuelle nécessitait un travail de mise en ordre, tant les différentes versions manuscrites des grands auteurs avaient été copiées indépendamment les unes des autres. De plus, lorsque des parties entières d'œuvres avaient été perdues, il fallait réin-

Maladresses gauloises

Ainsi était la philologie telle que les humanistes la concevaient : une approche intime des œuvres antiques, envisagées dans leur

venger une pensée originale, capable de combler ces lacunes.

Les recherches étaient incessantes, à un très haut niveau d'expertise linguistique. Le travail se faisait de façon collective, par des échanges continuels entre humanistes tour à tour imprimeurs, commentateurs, traducteurs. Cette «république des lettres» unissant à l'échelle européenne des centaines d'humanistes suscita chez Budé une réflexion en profondeur sur le contenu des textes, mais aussi le contexte historique, artistique et littéraire qui les avait vus naître.

Maladresses gauloises

Ainsi était la philologie telle que les humanistes la concevaient : une approche intime des œuvres antiques, envisagées dans leur

environnement culturel global. Loin de se limiter à l'érudition, la perspective de Budé embrassait toute l'histoire et la pensée de la Méditerranée antique.

À l'école d'un humaniste érudit, de Romain Menini et Luigi-Alberto Sanchi, *Les Belles Lettres, «Essais»*, 245 p., 25,90 €, numérique 18 €. Menini et Sanchi s'appuient sur un examen rigoureux, parfois ardu, des choix de traduction et d'interprétation de l'humaniste. Tout comme lui en son temps, ils font la promo-

tion de la culture antique, dont l'enseignement est aujourd'hui en péril. Au tournant du XVI^e siècle, la France combla son retard sur l'Italie, faisant taire les râilles sur la maladresse gauloise en latin et en grec. Budé obtint du roi François I^e la fondation de l'ancêtre du Collège de France, où l'on enseignait le latin, le grec, mais aussi l'hébreu. Menini et Sanchi démontrent que les études classiques gagneraient de nos jours à s'inspirer de sa méthode, en nourrissant l'intérêt pour ces langues mortes par la découverte des sociétés dont elles sont issues, sous toutes leurs facettes.

C'est sans doute la plus passionnante façon de pratiquer les humanités : par imprégnation, par identification intellectuelle. Les auteurs de cet ouvrage vont

bien au-delà d'une simple biographie de Budé ou d'un compendium de son œuvre. Ils entraînent leurs lecteurs dans l'aventure philologique rennaissante, celle d'une curiosité sans limites, universaliste. ■

ENVIE D'ÊTRE PUBLIÉ ?

LES éditions amalthée vos livres, des empreintes RECHERCHENT DE NOUVEAUX AUTEURS COLLECTIONS SPÉCIALISÉES HISTOIRE-ESSAIS-POÉSIE JEUNESSE-TÉMOIGNAGES WWW.EDITIONS-AMALTHEE.COM TÉL. 02 40 75 60 78



LE FEUILLETON
TIPHAINÉ SAMOYAU

Où sont les parents?



ÉLODIE BOUÉDEC

SARAH ELENA MÜLLER, née en 1990, en Suisse, fait partie d'une génération formée en école d'art qui ne se définit pas dans l'approfondissement d'une discipline, mais développe des formes d'expression à partir de la pratique de différents médias, la musique, la littérature, la vidéo. Elle écrit des rythmes pour la rappeuse congolaise Orakle Ngoy, mais aussi des textes pour d'autres interprètes, comme le duo Cruise Ship Misery. Elle réalise des films et elle écrit. Son premier roman a été publié en allemand en 2023, sous le titre *Bild ohne Mädchen* («image sans petite fille»): Raphaëlle Lacord choisit de le traduire par *L'Enfant hors champ*, ce qui est très juste. En lisant le livre, on pense aussi au titre si perturbant de Chloé Delaume, *Une femme avec personne dedans* (Seuil, 2012), texte avec lequel le roman de Sarah Elena Müller entretient certaines

affinités, pour le sort réservé aux filles, la façon dont elles parviennent à se glisser hors d'elles-mêmes, et la figure de l'ange. L'image est au centre de l'histoire et ses techniques commandent la manière de la raconter. Le roman débute par l'évocation d'une photo de famille où le visage de la mère enfant est tourné vers le dehors du cadre. Elle explique à sa fille que lorsqu'on est l'aînée d'une famille de

six enfants, il faut pouvoir se protéger de la première ligne. «*Cette manière de regarder était la seule échappatoire. Fixer un point au-delà de ce qui est proche. Au-delà de ce qui irrémédiablement s'avance vers toi.*» Appliquant résolument cette règle, elle est devenue sculptrice et passe son temps à écouter de la musique au casque, dans une relative indifférence à ce qui se passe autour d'elle. Transmettant à sa fille son sens de la fuite, de la

Sarah Elena Müller nous parle des enfants nés à une époque de grande mutation où les parents ne savent plus très bien quoi transmettre ni comment

liberté et du retrait, elle ne se rend pas compte qu'en même temps elle s'empêche d'être une mère. Cela va avoir des conséquences dont elle ne prend la mesure qu'à la fin du récit, alors qu'il est déjà trop tard. La fille semble heureuse, de son côté, par le désir de s'absorber dans les médias: comme ses parents veulent la protéger de la surexposition aux ima-

garantissons qu'un autre monde demeure toujours possible.

Aujourd'hui repart en français, dans l'excellente traduction de Gérard Raulet, *Experimentum mundi*, seizième et dernier volume des *Oeuvres complètes* prévues par le penseur. Cette synthèse de son parcours en fait voir la puissance sous un nouvel angle. Le philosophe y précise en effet la logique et les catégories qui sous-tendent l'ensemble de sa démarche.

Une pensée mobile

Le texte est fort dense et s'y aventurer suppose d'être un lecteur aguerri, rompu aux subtilités conceptuelles. Mais l'effort en vaut la peine. On découvre peu à peu une très originale pensée mobile et «processuelle». Les catégories elles-mêmes, «philosophie de la philosophie», entrent en mouvement: elles ne sont ni immuables ni séparées du monde, mais se transforment à mesure que se poursuit l'évolution de la pensée et celle, inséparable, de l'histoire.

La singularité d'Ernst Bloch est de ne pas dissocier théorie et pratique, pas plus que nature et histoire ou connaissance et monde. A

ges qui sont en train d'envahir tous les aspects de la vie sociale, il n'y a pas d'écrans chez elle. Mais elle a le droit d'aller les regarder chez les voisins. Le voisin, justement, ça tombe bien, est un médiaologue, spécialiste des médias, à l'origine d'un grand projet de philosophie des médias. Il regarde des films avec l'enfant, il fait des films avec l'enfant.

La petite fille, qui devient ensuite une fille, puis une jeune fille, puis une jeune femme présente un certain nombre de troubles qui inquiètent suffisamment ses parents pour qu'ils l'emmènent voir des spécialistes: guérisseur, magnétiseur, ophtalmologue, thérapeute. Il semble qu'elle ait une imagination exacerbée: elle se prend pour un cachalot, un crapaud, elle a un ange gardien, des visions en tout genre. Certaines réalités sont floutées, d'autres prennent des proportions fantastiques. Au moyen d'une écriture polysensorielle, qui fait voir les formes, les couleurs avant de savoir ce qu'elles représentent, ou entendre les sons avant de connaître leur provenance, Sarah Elena Müller nous confronte directement avec cette imagination perturbée et infiniment productrice. Personne ne voit la réalité de la même façon. Les visions de la petite fille rejoignent celles de la grand-mère à l'esprit dérangé par l'âge et la maladie: elles tiennent toutes les deux hors du monde. «*La fille sait combien c'est compliqué quand les gens qui vous entourent ne perçoivent pas les mêmes choses que vous.*»

Sarah Elena Müller nous parle des enfants nés au tournant du millénaire, à une époque de grande mutation technologique et culturelle où les parents ne savent plus très bien quoi transmettre ni comment puisque les images façonnent absolument tout. Ils ont remisé l'éducation autoritaire et enjoignent à leur progéniture de devenir ce qu'ils veulent être. «*Ne sois pas un sombre hôte sur cette terre obscure, dit la mère à sa fille, citant Goethe. Meurs et deviens.*» Eux-mêmes se sont arrachés aux déterminismes d'autrefois. Ils sont dans le soin plus que dans l'éducation. Ici, le père s'occupe de la protection des grenouilles menacées de disparition par l'assèchement des marais et l'indifférence de tous à leur sort. Ils vivent selon leur imaginaire, mais ils ne savent pas éduquer aux images et à l'imaginaire.

L'Enfant hors champ déploie ainsi une réflexion très profonde sur les relations entre transmission et imagination. Mais en raconter l'histoire ou dire ce qu'elle pourrait signifier écrase un texte tout en finesse et subtilité. Sa qualité est de n'être sans aucun jugement ni surplomb, même dans son sujet le plus grave. Sa force est de nous plonger au milieu des choses, selon un art perspectiviste, qui adopte le point de vue que les personnages en ont. Ainsi, selon les âges de la fille, les lignes, les masses, les contours changent, comme dans les tableaux cubistes. La langue aussi se transforme: de littérale, elle accède peu à peu au symbole. Le roman devient alors ce qu'est la fille pour ses camarades de classe: une «*bombe à retardement*». Lorsqu'on arrive à la fin, il faut alors tout relire, avec d'autres yeux, une nouvelle responsabilité. ■

ses yeux, la réalité et les projets humains ne cessent d'interagir et de s'entre-façonner. Pour appréhender ce mouvement, il détaillera une série de «rotations-élévations» nécessaires à une prise de conscience des événements capable de les discerner sans pour autant les figer. Le temps, le «maintenant», l'événement, le hasard, l'altérité et bien d'autres concepts-clés font l'objet d'analyses importantes au cours de ce volume. Y plonger à présent devrait permettre – par-delà les impasses de la «postmoderne» qui nie espérance et utopie –, de retrouver une pensée de l'histoire ouverte. Cette conception pourrait aider à surmonter nombre de nos crispations, dans la mesure où elle voit l'histoire comme toujours en cours, inachevée, naturelle et humaine à la fois, encore inconue et cependant déjà désirée.

Philosophe majeur, souvent difficile, trop souvent méconnu, Ernst Bloch peut s'approcher également à travers les livres qu'il a consacrés le philosophe Arno Münster. A mesure qu'on découvrira ou redécouvrira cet auteur, on s'avisera que sa pensée, que l'on croit parfois derrière nous, se tient devant. ■



LES YEUX DANS LES POCHE
FRANÇOIS ANGELIER

D'ORDINAIRE, GALLIMARD EST ÉDITEUR. Ne se lancerait-il pas dans la confection de produits fées, d'objets hantés? Question que pose cette «box» Ravel, cube magique conçu par l'éminentissime musicologue ravélien (préférable à ravelologue) Manuel Comejo. Il suffit d'en frotter le coffret, de l'ouvrir les yeux fermés à l'une de ses 2 490 pages, pour que s'en échappe tout soudain, tel le génie de la lampe, le fantôme chamarré, le génie prompt et net de Maurice Ravel (1875-1937). Il y a là, à l'exception de ses partitions, en deux tomes opulents, présentés et annotés avec une précision et une frénésie inquiétante, «tout» ce qu'a pu écrire et publier l'auteur de *L'Enfant et les sortilèges*, à savoir les 2 000 lettres ou cartes d'un homme censé répugner à la correspondance, les centaines de courriers où il est évoqué par amis, faux amis et confrères, puis ses 147 publications (articles, entretiens). Une somme



qui accroissent encore envois et dédicaces, documents d'actualité, juridiques et médicaux, disco- et filmographie. Un paradis de papier pour stricts mélomanes ravéliens? Que nenni! L'ensemble, de 1895 à 1937, reconstitue, outre le quotidien du maître, l'histoire de ses œuvres et l'actualité musicale européenne au jour le jour, un passionnant déroulé de la vie culturelle en ses tensions et soubresauts. Rien ne dit mieux cette évolution que les clichés ravéliens en couverture: le premier, de 1907, nous offre le séminant faciès à la Méliès d'un dandy Belle Epoque, col dur emperlé et moustache en croc, le second, de 1930, un sourire dououreux peignant à dérider un visage glabre et émacié. Entre les deux, une reconnaissance internationale, mais également, 1916, l'épreuve de Verdun, la maladie grandissante, une solitude peuplée.

Certes, la vie de Ravel, une méticuleuse chronologie le dit assez, ne fut que musique, musique spontanée ou commandée (notamment ballets et opéras: *L'Heure espagnole*, *L'Enfant et les sortilèges*, *Daphnis et Chloé*, le *Boléro*), musique conçue dans le labeur patient, musique éditée (son éditeur, Jacques Durand), interprétée (l'enfant de Ciboure, dans les Pyrénées-Atlantiques, fut un pianiste virtuose) et surtout disputée. Car la reconnaissance ravélienne fut un combat constant: pour le jeune élève de Fauré à qui l'on refusa le prix de Rome, pour le prolongateur et novateur du piano postdebusyste (*Gaspard de la nuit*, 1909), pour l'auteur d'ouvrages scéniques contestés et de médiocres inconnus (*Histoire naturelles*, d'après Jules Renard). Faile cette «courbe de vie», l'année où Ravel, au volant d'une ambulance chirurgicale ou de sa camionnette qu'il baptise Adélaïde, opère au front, près de Verdun, dont il reviendra dysentérique et malade pour longtemps.

La tête ton change. Le membre éminent des Apaches (club de mélomanes novateurs et contestataires) écrit à la cantatrice Jane Bathori: «*Je suis un poilu en peau de bique, casqué, masqué, qui se promène en auto sur des routes rébarbatives, jusqu'au sein de la "lutte gigantesque".*» Si le fils de l'ingénieur Ravel ne touchera plus jamais, après cela, le moindre volant, il gardera néanmoins, ce qui est audible dans ses concertos pour piano, une vive fascination pour le machinisme. En 1933, à une revue anglaise, il déclare: «*Mon Boléro, c'est à une usine que je dois de l'avoir conçu. Un jour, j'aimerais le donner avec un vaste ensemble industriel en arrière-plan.*» Signée par un disciple de Poe et des Esseintes, un amoureux de forêts et d'ermitage, mondain et solitaire, coquet et ascétique, la correspondance ravélienne, tout en humour et tension intime, pétillante et scintille un demi-siècle durant. «*Je n'ai jamais fait du Ravel*», écrivait-il en 1932. Dans vos lettres, si, et c'est parfait, cher maître. ■

► **Correspondances, écrits et entretiens, I et II**, de Maurice Ravel, édition établie, présentée et annotée par Manuel Comejo, Gallimard, «Tel», coffret deux volumes, 2 490 p., 32 €.

FIGURES LIBRES
ROGER-POL DROIT

Pourquoi retrouver Ernst Bloch aujourd'hui

L'HOMME A TRAVERSÉ LE III^e REICH, la Shoah, Hiroshima, la terreur stalinienne. Au lieu de déclarer l'enfer triomphant et l'horizon disparu, il a mis en lumière l'indestructible *Principe espérance* (1954-1959) – 3 volumes, Gallimard, 1976, 1982, 1991. Le philosophe Ernst Bloch (1885-1977) est à retrouver d'urgence au moment où nous nous complaisons dans la disparition, supposée inéluctable, de tout avenir meilleur. Comme l'a souligné Emmanuel Levinas dès 1975 en comparant Bloch et Heidegger (*Dieu, la mort et le temps*, Livre de poche, 1995), le premier est avant tout un penseur de la vie, de la succession des générations, de la perpétuation de l'humanité,

aux antipodes de la conception heideggérienne de l'homme comme «*être pour la mort*». Marxiste fort hétérodoxe, défenseur acharné de l'utopie, attentif à laisser l'histoire ouverte et à ne jamais clore la pensée, cet antitotalitaire est à relire au moment où la marée noire des régimes autoritaires menace de submerger le globe. En ce temps où l'on a tendance à imaginer que l'histoire est jouée et que le monde va s'effondrer, il devient impérieux de fréquenter un philosophe pour qui l'inachevé, le «*pas encore*» (*Noch-Nicht*), l'invention continue du nouveau

EXPERIMENTUM MUNDI.
QUESTION,
CATÉGORIES DE L'ÉLABORATION,
PRAXIS,
d'Ernst Bloch,
préface, traduction de l'allemand et notes de Gérard Raulet,
Klincksieck,
«Critique de la politique»,
276 p., 27 €.

PHOTOS BÉNÉDICTE ROSCO/SEUIL, ANNIE CUARD, BRUNO LEVY

Le maître de l'horreur livre un recueil de 12 textes tout en tensions et confrontations, hantés par les fantômes et la mort

Stephen King pactise avec les monstres

NOUVELLES

AMAURY DA CUNHA

Le titre du dernier livre de Stephen King, *Plus noir que noir*, annonce la couleur: c'est une œuvre tétristique, comme la peinture de Goya, que l'écrivain admire, notamment cette esquisse extraite de la série *Le sommeil de la raison engendre des monstres*, qui montre un artiste endormi, entouré de créatures cauchemardesques. «J'ai toujours pensé que ce genre de sommeil et de monstres étaient des éléments indispensables à la santé mentale», explique Stephen King dans la postface.

On le sait depuis la parution de son premier livre, *Carrie* (Gallimard, 1976), l'écrivain, âgé de 77 ans, auteur de plus de 65 romans et de 200 nouvelles, écrit ses histoires pour libérer et chasser des fantômes; sans doute pour tenter aussi d'aller mieux. Il arrive même que certains de ces monstres s'échappent des pages de romans pour hanter nos écrans, comme dans cette récente adaptation de sa nouvelle «Le Téléphone de M. Harrigan», diffusée sur Netflix en 2022: l'histoire d'un enfant qui communique avec un mort grâce à un téléphone retrouvé dans sa tombe.

Publiées initialement aux Etats-Unis, en 2024, sous le titre *You Like It Darker*, en hommage à une chanson très sombre de Leonard Cohen, ces 12 nouvelles ne surprendront pas les admirateurs de King. Elles confirmant que les obsessions de l'écrivain

continuent de creuser le sillon de la peur.

Certaines histoires sont très courtes, frappantes. King excelle dans l'art de croquer une situation, en une dizaine de pages, tout en faisant monter la tension entre ses personnages. Son efficacité narrative repose souvent sur des confrontations. Comme dans cette nouvelle où une femme phobique de l'avion se retrouve, en plein vol, assise à côté d'un homme qui se présente en tant que «spécialiste des turbulences». Ou bien encore dans l'aventure de ce jeune avocat à la dérive qui tombe, au hasard d'une route, sur «l'homme aux réponses» (une sorte d'oracle champêtre) lui prédisant son avenir en lui cachant la mort prochaine de son fils.

Frère de sang

Au cœur de ces histoires tortueuses (et souvent tordues), la mort ne cesse de résonner. Beaucoup de deuils peuplent et hantent la vie des personnages, les faisant basculer dans la mélancolie ou la folie. «Serpents à sonnette» – une des nouvelles les plus effrayantes – met par exemple en scène une femme qui continue à promener ses jumeaux fantômes dans leur poussette, quarante ans après leur disparition.

Lorsque Stephen King ne dérive pas du côté du thriller ou du surnaturel, il sait aussi parler de nos vies normales avec beaucoup de clairvoyance. Mais ce n'est pas toujours ce qu'on attend de lui.



Gravure de la série «Le sommeil de la raison engendre des monstres» (1799), de Goya.
BRIDGEMAN IMAGES

PLUS NOIR QUE NOIR
(You Like It Darker),
de Stephen King,
nouvelles traduites de l'anglais
(Etats-Unis) par Jean Esch,
éd. Albin Michel,
597p, 24,90 €, numérique 17 €.
*Signalons, du même auteur, par
le même traducteur, la parution
en poche de Conte de fées,*
Livre de poche, 1056p, 12,90 €.

«Vous voulez du plus noir encore? Tant mieux. Moi aussi. Ce qui fait de moi votre frère de sang», écrit-il dans l'épilogue. Le lecteur, complice, accepte bien volontiers de signer ce pacte en lisant par exemple le meilleur récit de ce livre: «Le Mauvais Rêve de Danny Couglan» (prochainement adapté au cinéma par le réalisateur néo-zélandais James Ashcroft) qui raconte l'histoire d'un homme qui a rêvé d'un crime, vision qui pourrait bien faire de lui le meurtrier. Le rêve, chez King, n'est pas une «seconde vie», ou la promesse apaisante d'un ailleurs: l'écrivain nous invite surtout à nous en méfier, car tout ce dont nous avons rêvé pourra un jour se retourner contre nous. ■

POLAR

Une période charnière

C'EST UN PARIS presque oublié reconstitué de manière saisissante par l'écrivain Alexandre Courban, dans *Rue de l'Espérance, 1935*, roman policier qui décrit une capitale en proie au tumulte, jalonnée d'usines et de troquets à militants. Une terre d'exil pour les Italiens antifascistes. Une zone de conflit de basse intensité, aussi, où s'affrontent sicaires de l'OVRA, la police secrète mussolinienne, et sympathisants communistes. On y croise les silhouettes d'André Malraux, de Paul Nizan, de Paul Vaillant-Couturier. On y plonge dans les arcanes de *L'Humanité*, le quotidien communiste dont la page 2 reproduit invariablement les consignes officielles du Parti – pas toujours alignées avec l'intérêt des travailleurs. C'est dans ce Paris capturé entre les émeutes du 6 février 1934 et l'avènement du Front populaire, deux ans plus tard, que le commissaire Bornec enquête sur l'assassinat d'André Legendre, dessinateur industriel pour la société Gnome et Rhône, spécialisé dans la conception de moteurs d'avion.

Pour élucider cette affaire, Bornec, policier veuf et mélancolique, fera alliance avec le duo déjà croisé dans le premier volet de cette série annoncée (*Passage de l'Avenir, 1934* – Agullo, 2024): le journaliste Gabriel Funel, plume de *L'Humanité*, et Camille Dubois, une ancienne ouvrière devenue photographe. Leurs chemins se croiseront autour de la figure d'un inquiétant Fregoli, tour à tour reporter et figurant d'opéras, dont les méfaits mettront au jour les liens entre un fait divers tragique et d'épineuses questions de géopolitique coloniale.

Si une documentation parfois trop soulignée peut alourdir la trame d'une intrigue expédiée dans le dernier tiers du volume, *Rue de l'Espérance, 1935* tient néanmoins ses promesses. Fin connaisseur de l'époque, l'auteur – qui a consacré une thèse d'histoire à *L'Humanité* – ne parvient pas seulement à tenir le lecteur en haleine. En redonnant vie à une période charnière de l'histoire politique française et européenne, il lui offre aussi matière à réflexion sur l'actualité immédiate. ■ ANTOINE ALBERTINI

► *Rue de l'Espérance, 1935*,
d'Alexandre Courban,
Agullo, 265 p., 29,90 €, numérique 12 €.



Extrait de «Trous de mémoires», de Nicolas Juncker. LE LOMBARD

Panade à Maquerol

LE PROJET EST AMBITIEUX: créer un musée en l'honneur du photographe algérien fictif Gérard Poaillat, qui soit en même temps «un mémorial dédié aux victimes de la guerre d'Algérie». Voilà le programme affiché par le ministre de la culture pour la ville provençale imaginaire de Maquerol – inspiré de l'idée d'un musée de la France en Algérie à Montpellier, abandonnée en 2014. La réalisation suscite toutefois son lot de conflits. La folie des grandeurs d'un scénographe flambeur se heurte à la rigueur de la commissaire scientifique du musée. Historienne, cette dernière s'oppose également aux requêtes électoralistes du maire socialiste de Maquerol d'inclure dans l'exposition les témoignages de ses administrés. Tous affrontent un obstacle plus essentiel: la mémoire à la fois passionnelle et douloureuse de la guerre d'Algérie.

Si le dessin de cet album vaudevillesque reste très classique, un brin fade, le scénariste et dessinateur Nicolas Juncker parvient toutefois à soulever la complexité des enjeux de la mémoire collective sur ce conflit, à travers les récits poignants de harkis, de pieds-noirs, de citoyens algériens et de leurs descendants. ■

ANGÈLE GUICHARNAUD

► *Trous de mémoires*, de Nicolas Juncker,
Le Lombard, 156 p., 22,95 €, numérique 10 €.

SCIENCE-FICTION

Le meilleur des mondes

ESSONNE, ANNÉES 1970. A l'insu de leurs parents, une poignée d'adolescents se sont aménagé une cabane secrète, où ils partagent leurs pensées, leurs émois, leurs doutes, mais surtout leurs lectures d'aventures et de science-fiction. Lorsque l'aîné d'entre eux, avec son œil de verre hérité d'une blessure d'enfance, entrevoit une autre réalité dans laquelle tout le club glisse bientôt fugitivement, leur monde ne sera plus jamais le même, justifiant le titre mystérieux de ce livre, *L'Inversion de Polyphème*, qui s'éclairera à la toute dernière phrase du texte.

Serge Lehman, connu aujourd'hui surtout comme scénariste de BD et critique littéraire, fut aussi, à partir du milieu des années 1990, un auteur de science-fiction redoutablement incisif. Ce roman de 1997, indisponible depuis longtemps, que *Le Bérial'* réédite dans sa collection «Une heure-lumière», dévoile

aux textes courts, en offre une démonstration éclatante. Il orchestre, avec une tendresse complice, une véritable «rencontre du troisième type» entre nos idéaux passionnés d'enfants et nos froideurs concrètes d'adultes. En un petit peu plus de 100 pages, voici solidement tissé un formidable hommage, songeur et rusé, à la manière dont, tout au long de nos vies, nos lectures nous façonnent, en nous rendant parfois meilleurs. ■ HUGUES ROBERT

► *L'Inversion de Polyphème*,
de Serge Lehman, *Le Bérial'*, «Une heure-lumière», 112 p., 9,90 €, numérique 6 €.

JEUNESSE

La revanche des losers

«LES DERNIERS SERONT LES PREMIERS» : dans un vieux tube de 1995 signé Jean-Jacques Goldman, Céline Dion reprenait la célèbre formule christique. Trente ans plus tard, Guillaume Nail met en scène ce renversement avec beaucoup de piquant dans *Les Podcasts de la lose*, son nouveau titre de littérature jeunesse, qui fourmille d'allusions musicales. L'histoire de trois losers attachants, élèves d'un même collège de Sablé-sur-Sarthe (Sarthe). Mindy, l'agaçante première de la classe, se voit obligée de créer un podcast avec Farika, une fille si discrète qu'elle en est invisible, et Roger, qui s'accroche encore à son dou dou, en 6e. Malgré leur bonne volonté, le projet tourne au naufrage et déclenche une campagne de harcèlement contre une autre élève. Jusqu'au retourement annoncé par Céline Dion... Avec humour, légèreté et une langue qui virevolte entre les mots de l'enfance et les formules abruptes de l'adolescence, Guillaume Nail fait coup triple. Il raconte joliment comment chacun de ses personnages sort de sa chrysalide, donne quelques trucs pour fabriquer un podcast, et sensibilise à la question du harcèlement sans leçon de morale trop lourde. NB: ne pas rater les savoureux bonus, notamment la liste des ouvrages du même auteur, répartis entre «romans jeunesse», «romans ado» et «roman vieillesse». ■ DENIS COSNARD

► *Les Podcasts de la lose*, de Guillaume Nail, illustrations d'Aurélie Guarino, Milan, 208 p., 12,90 €, numérique 9 €. Dès 10 ans.

NOIR

Un parfum de terreur

C'EST À NOUVEAU la voix d'une femme empêchée que Louise Mey fait résonner dans *34 m²*. Ce court roman noir concentre avec intensité toute l'angoisse des femmes battues et leur espoir de se sauver. Juliette, une jeune femme tout juste rescapée d'un enfer domestique violent et dégradant, se réveille dans son petit appartement et veille sur sa fille de 8 mois. On la suit dans ses gestes quotidiens qui sont autant de petites victoires marquant une liberté toute neuve: un chez-soi, à l'abri, caché loin de l'agresseur. Quand la sonnette retentit, Juliette ouvre la porte sans méfiance, attendant la visite d'une voisine attentive. C'est l'effluve du parfum honni qui lui parvient: l'homme est revenu et, avec lui, la peur qui paralyse. Louise Mey excelle à dire d'abord le relâchement, les joies retrouvées, avec une écriture simple qui rayonne, puis à traduire le basculement dans la panique, quand le récit se fait soudain plus haché. Les mots pour figurer l'affolement vous entraînent dans une lecture en apnée. Chaque mètre carré de l'appartement chèrement conquise se referme dans une chasse terrorisante. L'auteure de *La Deuxième Femme* et de *Petite sale* (Le Masque, 2020 et 2023) concentre son propos dans une économie de dialogues et de descriptions pour mieux traduire les inflexions et les gestes des deux acteurs de ce huis clos insoutenable. Il faut un moment pour reprendre son souffle après cette traversée. ■ SYLVIA ZAPPY

► *34 m²*, de Louise Mey, illustrations d'Aurélie Guarino, Le Masque, 144 p., 14,90 €, numérique 11 €.

Marianne Alphant

Parti pris pour l'infiniment petit

L'essayiste et romancière travaillait depuis longtemps à son « projet poussiére », moyen d'exprimer son attention aux humbles et aux humiliés

FABRICE GABRIEL

Le grand bureau sous les toits de Marianne Alphant, dans sa maison de Sartrouville (Yvelines), ressemble à un antre bien rangé, rempli de livres (dictionnaires, éditions anciennes, multitude impressionnante d'œuvres en tout genre) et d'objets parfois inattendus, comme ce lapin lumineux qui voisine avec le *Journal complet de Samuel Pepys* (1633-1703), ce fameux et très spirituel diariste anglais qui consigna les faits de son temps sur plusieurs milliers de pages... Est-ce là l'*«atelier des poussières»*, qui donne son titre à son nouveau livre ? Non qu'on veuille bien sûr suggérer la nécessité d'un coup de chiffon, ou de balai, dans cet espace qui respire le travail et ses plaisirs : tout y semble très proprement en ordre ! Mais l'abondance des ouvrages, et le petit côté « librairie de Montaigne », suggère une

« On a l'impression que les philosophes ont passé leur temps à réfléchir à la matière, alors qu'ils ne la connaissent pas et ne veulent rien avoir à faire avec elle ! »

manière d'écrire dont Marianne Alphant ne se départ jamais, de texte en texte, chacun étant un peu comme un laboratoire où sont analysées, associées, détournées, des centaines de lectures et de références... Et c'est bien cette culture foisonnante, presque étourdie de curiosité, qui fait de son œuvre – qu'elle évoque Pascal, Monet ou Jules César – un bonheur toujours recommandé d'érudition joyeuse et d'inventivité formelle.

Pourquoi s'être intéressée, alors, à un objet en apparence aussi insignifiant que la poussière ? Quand on lui pose la question, Marianne Alphant insiste d'abord sur l'ancienneté du projet : « J'ai travaillé depuis longtemps à ce livre, commencé à l'époque où je terminais d'écrire sur Monet : je cherchais un moyen de passer à autre chose, et j'avais envie d'écrire sur le ménage, une activité qui implique des manies, des rituels, des

obsessions... Je me suis donc lancée dans de longues recherches, mais le livre s'est arrêté à la mort de Paul Otchakovsky-Laurens [fondateur des éditions P.O.L, disparu accidentellement en janvier 2018] : je ne suis pas la seule à avoir eu l'impression, alors, que je ne pourrais plus écrire. Et puis les choses ont fini par repartir, j'ai écrit César et toi, et je suis revenue en même temps à ce que j'appelais le «projet poussiére». Quand, enfin, j'ai envoyé le manuscrit à Frédéric Boyer [le successeur de Paul Otchakovsky-Laurens], il n'avait pas de titre, c'est le lendemain seulement que je l'ai trouvé, pour témoigner d'un travail où j'ai tout mélangé, la poussière réelle du ménage, les poudres et les excitants, les atomes et la réflexion sur l'infiniment petit... c'était comme un bazar, et je trouvais que le terme d'atelier convenait bien. »

Ce «bazar» est en ordre, en vérité, puisque le livre se présente comme une sorte de relecture méthodique, souvent très drôle, de l'histoire de la philosophie à travers les relations des penseurs avec leur domesticité – à commencer par Hegel, dont les aventures avec son valet Knecht constituent une sorte de gimbick comique au long des chapitres, où l'on croise aussi Lampe, le domestique de Kant, ou Limousin, celui de Descartes. «On a beaucoup fait l'impasse sur la vie matérielle des philosophes», constate Marianne Alphant. *On a l'impression qu'ils ont passé leur temps à réfléchir à la matière, alors qu'ils ne la connaissent pas et ne veulent rien avoir à faire avec elle ! Ils ne l'abordent souvent que d'un point de vue métaphysique, même s'il y a des exceptions, comme Pascal, assez peu présent ici parce que je lui avais déjà sacré un livre entier [le formidable *Pascal. Tombeau pour un ordre*, 1998 ; P.O.L, «Format poche», 2023], mais chez qui la matière pécheresse, pour ainsi dire, est importante : le corps, ses mortifications, le motif de la silice... la seule qui se soit vraiment affrontée, matériellement, à la poussière, c'est Simone Weil, lorsqu'elle travaillait en usine. »*

Est-ce à dire qu'il y aurait une ambition «féministe» dans *L'Atelier des poussières*? L'autrice, en effet, s'y amuse et s'y effraie des manuels naguère destinés à la «bonne ménagère», et de ce qu'ils disent d'une forme de soumission à un ordre patriarcal. Mais son propos va d'une certaine façon plus loin : «Je parle de Cosette ou de Célestine Albaret, la célèbre gouver-



L'écrivaine Marianne Alphant. JOHN FOLEY/P.O.L

Parcours

1945 Marianne Alphant naît à Paris.

1964 Entrée à l'Ecole normale supérieure de jeunes filles (Sèvres), où elle suit des études de philosophie avant de passer l'agrégation.

1983-1992 Journaliste littéraire à *Libération*.

1993-2010 Elle dirige «Les Revues parlées» du Centre Pompidou.

2013 Ces choses-là (P.O.L).

ment, dès le plus jeune âge, du côté des humbles, des humiliés. Sans trop vouloir s'épancher sur son histoire personnelle, elle évoque à ce propos le fait que ses parents venaient de milieux très différents : sa mère d'une bourgeoisie cossue, son père de la modeste paysannerie bretonne... «Je prenais toujours le parti de la branche paternelle, quand elle avait tendance à être moquée, voire humiliée par l'ascendance maternelle. Il y avait aussi une dame qui s'occupait de nous, mes sœurs et moi, l'après-midi. Nous l'appelions "Mademoiselle" et je me souviens des réflexions obsédantes que j'avais, toute enfant, pour essayer de trouver le moyen de mettre de l'argent dans son sac, alors que bien sûr je n'en avais pas, ce qui supposait que j'en vole à ma mère, etc. C'était totalement spontané et en même temps très profond : je crois que je n'ai jamais quitté cette position-là. »

Une position «engagée», mais tempérée par l'humour : on rit beaucoup, en lisant *L'Atelier des poussières*, et ce rire a parfois des vertus de déroulement, mais aussi quelque chose d'un peu décalé, et pour tout dire d'assez franchement britannique, qui crée une forme de distance amusée. La remarque enchanteresse autrice, qui adore la culture anglo-saxonne. Grande lectrice de Pepys, de Dickens, de Swift, elle a consacré jadis son mémoire de philosophie à l'Ecosais David Hume. Ce tropisme britannique ne doit pourtant pas occulter ce qu'il y a de très français chez Marianne Alphant, à commencer par son prénom, elle qui connaît Molière sur le bout des doigts : «Je n'y avais jamais pensé, répond-elle en riant, quand on lui en fait la remarque, mais cela me semble assez juste, en effet, et me renvoie aussi aux nombreuses photos que je publie [sur Instagram], qui correspondent à l'exploration d'un lieu, la banlieue, l'Ile-de-France... Elles rejoignent la réflexion sur la Gaule dans César et toi, ou cette question un peu obsédante des paysages de France chez Monet. De même, quand j'écrivais Ces choses-là [P.O.L, 2013], sur le libertinage, ce qui me revenait, c'était une histoire française. Je suis née juste après la guerre, et je crois d'ailleurs que mes parents m'ont appelée Marianne pour cela !» Voilà alors la façon peut-être la plus libre, et la plus enjouée, de dépoussiérer l'art d'être français. ■

Servantes et valets de Kant, Descartes, Flaubert...

VOICI UN LIVRE qui ne ressemble à aucun autre, et qui est simplement merveilleux : *L'Atelier des poussières*, de Marianne Alphant. Dira-t-on que c'est un essai ? Peut-être, mais alors au sens le plus libre, son autrice ne cessant de s'essayer à travers de courts chapitres qui sont autant de relances contre l'ennui. Sans respect pour les convenances de la démonstration ou de l'énoncé linéaire, son texte procède par sauts et gambades pour interroger l'infini en partant de l'infini. L'infini, ce sont les poussières, les riens du ménage, les accès de la domesticité, auxquels généralement on s'intéresse peu, leur préférant les grands hommes ou les hautes œuvres de l'esprit... Kant, Flaubert, Descartes, ne nous occupent guère, à priori, pour leurs valets ou servantes, et pourtant : ce sont bien ces derniers qui accaparent ici l'attention – et la verve – de Marianne Alphant. Non sans audace, elle propose ainsi une sorte d'histoire parallèle de la philosophie, comme de la littérature, à partir d'une matière microscopique qui appelle le ménage, et les consignes à ceux qui le font, comme dirait Jonathan Swift, l'auteur des fameuses *Instructions aux domestiques* (1731). *L'Atelier des poussières* est donc un livre aussi politique que réjouissant, qui examine avec un humour assez britannique les variations à travers les siècles de la relation entre le maître et l'esclave. C'est fin, diablement érudit, mais jamais... poussiéreux, d'une inventivité sans faille, d'une subtilité sans fâche. ■

EXTRAIT
L'ATELIER DES POUSSIÈRES,
de Marianne Alphant,
P.O.L, 272 p., 18 €.

EXTRAIT

« Larbin, canaille, valetaille. La racaille est invisible à moins d'un rayon de soleil, mais l'infini est dangereux, méfiance. Regarde-t-on le profil d'un valet ? Nous traversons la chambre avec un verre de vin, une assiette de fraises, sans avoir conscience de ce qui vole autour de nous, des miasmes, un tournoiement de petits corps qui viennent se déposer sur le vin, les fraises, nos doigts, cela tombe où s'infiltre, on le respire, c'est dans le souffle,

les murs, la rue, le ciel, partout, nous l'avalons, une poussière qu'on n'entend pas, qui ne se recrache pas, qui nous pénètre, insidieuse, invisible, agitée. Inutile de lever les mains, vers ce qui sort des racailles des parties de la matière : cela nous échappe, nous sommes sans prise. C'est métaphysique, nous disions-nous. Et domestique, bien sûr. »

L'ATELIER DES POUSSIÈRES,
PAGE 92